

Nouveau compromis à Hanoï

Les changements à la tête de l'Etat vietnamien amorcés à l'occasion du 6^e congrès du PC, en décembre dernier à Hanoï, viennent de se conclure, le jeudi 18 juin, avec l'élection d'un nouveau premier ministre, M. Pham Hung, et d'un nouveau chef de l'Etat, M. Vo Chi Cong. Ainsi est terminée la longue page écrite par les anciens dirigeants de Ho Chi Minh : Pham Van Dong, Vo Nguyen Giap, Truong Chinh et Le Duc Tho. Mais au sein de ce parti qui se nourrit encore des hauts faits et du mythe de la résistance il ne s'agit sûrement pas d'une rupture avec le passé mais plutôt de la mise en place, progressive et pénible, d'une nouvelle direction susceptible de sortir le pays de son isolement et de relever le défi du développement économique.

Douze ans après leur victoire de 1975, et onze ans après avoir réuni le Nord et le Sud, les communistes se retrouvent en effet au pied du mur. Leur intervention militaire au Cambodge, qui dure depuis près de huit ans, est la principale cause de l'isolement économique et diplomatique dont souffre le Vietnam. En outre, des erreurs de gestion expliquent en grande partie le banqueroute financière et économique d'une nation dont chacun s'accorde à reconnaître, pourtant, les richesses humaines et naturelles.

Surtout, depuis un an, les Soviétiques, dont l'aide demeure cruciale, demandent à leurs alliés vietnamiens d'entreprendre des réformes. Le message a été entendu, notamment par M. Truong Chinh, le prédécesseur de M. Vo Chi Cong à la tête de l'Etat, qui a couragement réclaté, dès septembre 1986, une « révision décisive » de la gestion du pays. Dans la foulée, la « vieille garde » du PC a proposé de se retirer, laissant la place à des éléments nouveaux au sein du bureau politique et du gouvernement.

Mais dans tous les domaines les compromis semblent avoir prévalu. Si M. Le Duc Tho, par exemple, a accepté une semi-retraite, il n'en paraît pas moins conserver une influence importante au sein d'un appareil dont certains acceptent mal les changements et la montée, depuis six mois, de dirigeants « avertis », en tête desquels M. Nguyen Van Linh, ancien patron du PC à Ho Chi Minh-Ville et, depuis le 6^e congrès, secrétaire général du parti. Ces derniers mois, les nombreux discours de M. Nguyen Van Linh soulignent, d'ailleurs, les difficultés rencontrées par les réformes que la nouvelle direction comme la base du parti semblent appeler de tous leurs vœux.

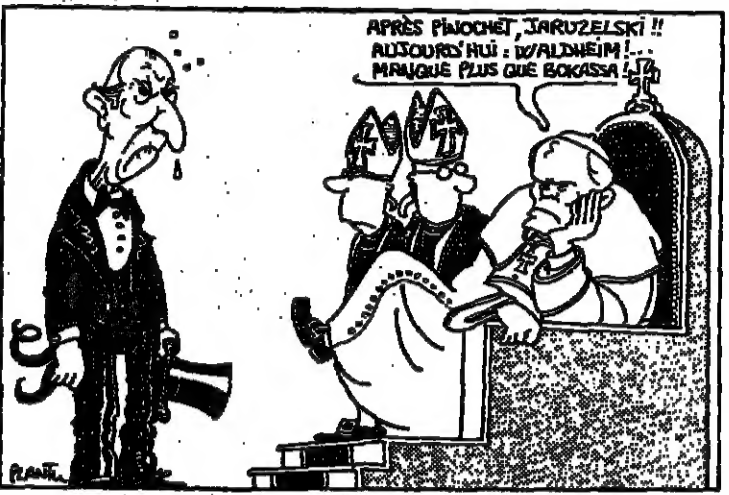
Ayant enfin pris conscience de leur retard par rapport aux autres pays de la région, les dirigeants de Hanoï tentent de se mettre à la page. Mais ils en sont encore à la phase des compromis entre « réformateurs » et « conservateurs ». Ainsi s'explique sans doute la promotion de M. Pham Hung, dernier vétéran de la résistance, à la tête du gouvernement. L'ampleur des deux dossiers qui l'attendent — se défaire du boulet cambodgien et doter le pays d'une infrastructure économique — invite à la prudence : l'application des réformes ne pourra se faire qu'à petite dose, et, bien que le temps presse, le Vietnam n'est pas sorti de l'ornière.

(Lire nos informations page 5.)

Le président autrichien invité au Vatican le 25 juin

Les organisations juives s'émouvent de la visite de M. Waldheim au pape

Le chef de l'Etat autrichien, M. Kurt Waldheim, sera reçu le 25 juin par Jean-Paul II à l'occasion d'une visite officielle de deux jours au Vatican. Il sera accompagné par le ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock. L'annonce de cette visite a suscité de nombreuses protestations dans les communautés juives, notamment de la part du Congrès juif mondial, qui a mis en cause l'activité de M. Waldheim pendant la période nazie.



Lire nos informations page 3.

Solde négatif de 5,6 milliards de francs en mai

La faiblesse des exportations creuse le déficit extérieur

Le déficit commercial de la France s'est aggravé en mai, atteignant 5,6 milliards de francs. Pour les cinq premiers mois de l'année, il s'élève à 15,3 milliards de francs. La dégradation de nos échanges est due au solde industriel, qui, pour le troisième mois consécutif, se trouve en négatif. Les importations sont restées fortes, notamment sur les biens de consommation courante. Les exportations ont diminué en un mois de 2,6 %.

La France semble s'être installée dans le déficit commercial avec une molle indifférence. L'embellie viendra à l'automne, prédit le ministre du commerce extérieur. Même si cette prédiction se confirmait, les pertes accumulées sur les cinq premiers mois de l'année sont telles — plus de 15 milliards de francs — qu'on ne peut espérer un équilibre comme en 1986.

D'un mois sur l'autre, les pouvoirs publics picrotent dans les résultats pour y trouver quelques consolations. Une fois de plus, on se tourne vers les biens d'équipement professionnel dont les importations ont progressé de 9,1 % sur les trois premiers mois de l'année. Chacun veut y voir — et le ministre du commerce extérieur le premier — le signe d'une reprise des investissements et s'en réjouit

avant même d'analyser le contenu de ces investissements ou de s'interroger sur les raisons qui font que la France ne produit pas ces équipements.

Ceux qu'elle exporte relèvent essentiellement du domaine militaire ou de l'aéronautique. Lorsque, comme en mai dernier, les livraisons d'Airbus font totalement défaut, on s'aperçoit que les exportations de biens professionnels baissent de 10,5 % alors que, contredisant l'optimisme engendré par les résultats du premier trimestre, les importations ont stagné en mai, et donc l'investissement si l'on reste dans la logique ministérielle.

FRANÇOIS SIMON.
(Lire la suite page 30 et l'article d'ERIK IZRALEWICZ.)

Atmosphère de fin de règne à Budapest

Les charmes fanés du « modèle hongrois »

M. Edmond Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a commencé, le mercredi 17 juin, une visite de deux jours en Hongrie.

Lors d'une entrevue avec le président du conseil hongrois, M. Györgi Lazar, M. Chevardnadze a évoqué le processus de transformation qui affecte tous les secteurs de la société et de l'économie soviétique.

Cette visite intervient alors que la Hongrie s'interroge sur son avenir politique et économique.

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

L'intelligence, la lucidité, la capacité d'effectuer des analyses subtiles, sont des qualités généralement prêtées aux Hongrois. Accoutumés dès l'enfance à appréhender le réel à l'aide d'une langue difficile, aux nuances et à la grammaire infiniment complexes, ils échappent aux lourdeurs, germaniques et slaves, de la mentalité des peuples qui les entourent, sans tomber pour autant dans cette roquerie roumaine, dont les ficelles sont parfois un peu grosses.

Une fois faite la part de l'irritant sentiment de supériorité qui

anime nombre de Hongrois et celle de ce nationalisme exacerbé qui parfois dégénère en chauvinisme incontrôlé, on peut, à Budapest, en ce printemps 1987, écouter sans se lasser, pendant des heures, la vision magyare du monde d'aujourd'hui. Entendre les Hongrois, officiels ou opposants, parler d'une Hongrie que tous sentent à la fin d'une époque, d'un « après-Kadar » indéfectible, que l'on espère et que l'on craint à la fois. La cause est entendue : « le vieux », comme on appelle ici l'homme qui, depuis 1956, incarne tout à la fois la fin sanglante d'une révolution et ce fameux « socialisme du goulash » au visage si humain, du moins exempt de brutalité utopique.

grante, voit s'approcher la fin de son règne.

L'analyse de Jozsef Palfy, président de l'Union des journalistes et directeur de l'influent hebdomadaire *Magyarorszag*, rejoint celle de l'opposant Miklos Haraszti (1), sociologue en chômage forcé pour cause d'interdiction professionnelle : en l'espace d'un an, Janos Kadar, soixante-quinze ans, a perdu l'essentiel du crédit dont il bénéficiait dans la population.

LUC ROSENZWEIG.
(Lire la suite page 3.)

(1) M. Miklos Haraszti est l'auteur d'un livre, *Saltaire aux pièces*, publié en 1978 aux Editions du Seuil.

Un entretien avec les dirigeants de la firme américaine

« Boeing rapporte plus à la France qu'Airbus »

Boeing ne désarme pas. Dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, M. T. Wilson, président du premier constructeur mondial, et son bras droit, M. Dean Thornton, président de la division « avions » de Boeing, maintiennent tous leurs griefs contre la concurrence déloyale faite par Airbus en raison des avances gouvernementales que celui-ci reçoit. Dans cette compétition aéronautique, ils rendent coup pour coup, mais n'excluent pas pour autant une coopération avec les constructeurs européens.

« Quelles critiques formulez-vous contre votre concurrent européen Airbus ? »

M. THORNTON : Nous éprouvons beaucoup d'admiration pour Airbus qui fabrique d'excellents avions. Cette concurrence nous oblige à être encore meilleurs. Nous n'avons avec notre confrère qu'un seul différend : le montant très important des subventions qu'il reçoit des gouvernements européens. Cette pratique est en contradiction avec les règles du GATT, l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Elle lui permet de profiter d'une souplesse anormale pour fixer le prix de ses avions en dessous du coût de revient.

« Vous semblez avoir mis une sourdine à vos accusations afin d'agir plutôt par le canal du GATT. Pourquoi ? »

M. THORNTON : Je ne pense pas que ce soit exact. Boeing est une grande société qui ne change pas ainsi de position.

« M. WILSON : Le GATT est l'endroit le plus approprié pour ce type de débat. »

« Ne peut-on pas dire que ce qui vous oppose à Airbus est une différence de mode de financement ? Le consortium européen reçoit des prêts publics ; Boeing profite de commandes militaires et des bénéfices de la vente de ses avions ? »

M. THORNTON : Boeing réalise un chiffre d'affaires, dans le domaine militaire inférieur à celui des quatre industriels, MBB, Aerospatiale, British Aerospace et Casa, membres du consortium Airbus. Selon les années, notre secteur militaire ne dépasse pas 30 % ou 40 % du chiffre d'affaires global.

« En ce qui concerne nos profits, je ne vois pas ce qu'il y a de critiquable à en réaliser dans un secteur pour les investisseurs dans un autre. L'aviation obéit aux mêmes règles économiques que les autres branches industrielles. Nous avons réussi des programmes très rentables : le 727, le 737 et le 747. Nos nouveaux avions requièrent de lourds investissements. »

« Nous ne connaissons pas exactement les comptes d'Airbus, mais nous sommes sûrs qu'il ne remboursera pas les avances des gouvernements. »

« L'Airbus A-320 s'annonce pourtant comme un avion rentable ? »

M. THORNTON : Il est effectivement susceptible d'engendrer des bénéfices. Les A-300 et A-310, eux, ne parviendront jamais à l'équilibre. Pour les futurs A-330 et A-340, on ne peut pas trop prévoir, mais il sera très difficile de boucler leurs comptes.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS
(Lire la suite page 33.)

La crise en Corée du Sud

Violentes manifestations dans une dizaine de villes.
PAGE 5

M. Pandraud en Corse

Le ministre de la sécurité veut accélérer l'enquête sur l'assassinat du docteur Lafay.
PAGE 10

Echec à Luxembourg

Les ministres de l'agriculture se sont séparés sur un désaccord.
PAGE 34

Thomson en Grande-Bretagne

Le groupe français rachète les téléviseurs de Thomson-EMI.
PAGE 36

Un nouveau théâtre national à Paris

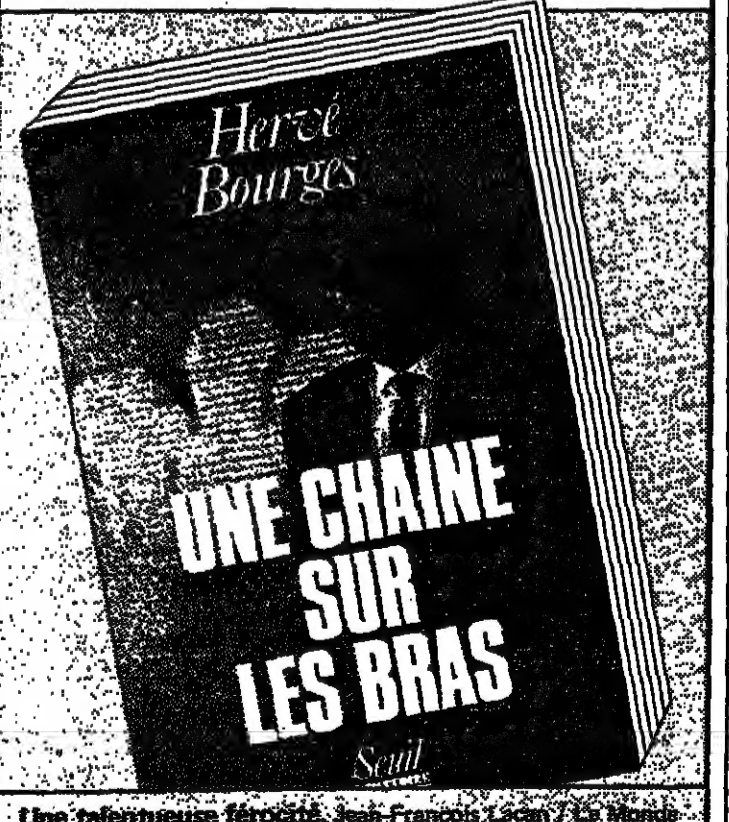
Un entretien avec Jorge Lavelli, qui prend la direction du Théâtre de la Colonne dans le vingtième arrondissement.
PAGE 24

Manifestations de fonctionnaires

Profil bas contre l'amendement de M. Lamassoure.
PAGE 32

Le sommaire complet se trouve page 36

HERVÉ BOURGES



Une talentueuse féroce. Jean-François Lecomte, Le Monde.
Un document passionnant. Télé 7 jours.
Collection L'Histoire Immédiate dirigée par J.-F. Gauthier, 28 F.

SEUIL

Le Monde LIVRES

■ Récits : Le Mexique improbable, de Juan Rulfo.
■ Histoire : Massis, Céline, Brasillach jugés en appel.
■ Philosophie : Jürgen Habermas et la « communication ». ■ La chronique de Nicole Zand : Christoph Hein, archéologue de la mémoire. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Jean Vilar ou l'honnêteté.
Pages 13 à 21

Débats

ÊTRE ARABE

Mokhtar Lakehal et Malek Chebel réfléchissent sur la difficulté que l'identité arabo-islamique éprouve à s'épanouir en harmonie avec son temps. Le premier auteur déplore la contemplation excessive d'un passé prestigieux, tandis que le second décrit l'attirance arabe pour la modernité occidentale qui se limite à la consommation de biens importés.

La fascination du passé

L'intégrisme religieux a apparemment renvoyé sine die les chances d'une vraie renaissance

LES débats sur l'identité nationale ont pris une grande ampleur dans les pays arabes ces dernières années. Chez les protagonistes le concept d'arabité s'emploie dans tous les sens. Mais les devises proclamées aujourd'hui par chacun des vingt États reflètent-elles réellement l'arabité ?

Dans la mesure où le concept de « race » n'a plus de sens en biologie — l'appartenance d'un individu à une communauté ne saurait être prouvée uniquement par la couleur de la peau ou la forme du nez — seul le système de valeurs marquées les différences en reproduisant les signes d'appartenance. Par exemple, celui que les Arabes conquérants avaient hérité de leurs ancêtres polythéistes repose sur quatre valeurs cardinales : l'honneur, le courage, la générosité et la solidarité. La décadence des Arabes, plutôt que celle de la civilisation arabo-islamique, a rendu les peuples amnésiques quant aux sources de leur gloire.

La première valeur, l'honneur, est bafouée par les États qui humilient des individus sans défense, diminués par la pire des adversités : le sous-développement. Combien de médecins acceptent, comme leurs jeunes confrères occidentaux volontaires pour le tiers-monde, de s'installer dans les campagnes, ou du moins de soigner bénévolement pendant une ou deux années leurs frères ? Combien d'universitaires du monde arabe s'engagent à élargir leur savoir grâce à la recherche et se donnent la peine par l'écriture de transmettre, à titre honorifique, leurs connaissances ? Combien de milliards de pétrodollars ont pris le chemin du développement du monde arabe pour sauvegarder le peu d'honneur que le sous-développement n'a pas encore bafoué ?

Quant au courage, les dirigeants n'aiment guère savoir que

par MOKHTAR LAKEHAL (*)

leurs stratégies de développement ont échoué. Les choix n'ont pas permis aux peuples arabes de connaître un sort nettement meilleur que celui qu'ils subissaient avant la hausse spectaculaire du prix du pétrole (1973). Admettre la vérité devant toutes les nations du monde est le plus fort des courages, seulement les certitudes acquises auprès de courtisans soucieux de leur place au palais se sont ancrées dans les mœurs de certains dirigeants qui n'entendent pas parler de crise grave menaçant la souveraineté d'une nation arabe déjà à portée d'une reconquête coloniale.

La flamme civilisatrice

La générosité. Peuple très hospitalier, les Arabes sont néanmoins assez ingrats envers eux-mêmes. Ils ne se rendent pas compte des atouts dont ils disposent : espace, ressources, capitaux et hommes. Seulement, les plus riches d'entre eux préfèrent mettre leurs capitaux à l'abri du « mauvais œil », dans les banques occidentales, où ils ne risquent jamais d'être spoliés par un coup d'État, un règlement de compte ou une nationalisation spontanée. Pendant que les milliards des princes et hommes d'affaires sont utilisés par les banques occidentales, dans les pays arabes le taux moyen d'analphabètes est de 50 %, le taux de mortalité infantile de 80 %, le nombre de médecins pour 10 000 habitants ne dépasse pas six praticiens, et un enfant sur quatre (entre six et onze ans) n'est pas scolarisé.

La solidarité arabe d'aujourd'hui est conçue horizontalement : les riches demeurent solidaires entre eux et les pauvres organisent leur survie comme ils peuvent en attendant chaque année l'aide alimentaire promise par l'Occident, soit environ le cinquième de l'aide mondiale.

Après que l'époque glorieuse fut révoquée, les peuples arabes ont épousé la religion de leurs princes :

(*) Auteur de *A l'ombre de l'Occident*, Ed. Larousse, 1987.

ils ont changé de croyance tout en gardant l'islam comme religion d'État. Mais pourquoi donc l'abandon d'un système de valeurs au profit d'un autre qui était l'âme du conquérant, l'impétueux génie, l'amour de la science par lesquels les Arabes maintinrent pendant sept siècles la flamme de la civilisation ? Les importations en provenance de l'Occident ne se réduisent pas à l'achat de « choses » utiles. L'être arabe s'est métamorphosé par l'assimilation de symboles que représentent ces objets du culte de la société de consommation.

Chez les peuples arabes, l'interminable contemplation d'un passé prestigieux conduit à un excès d'attention envers les aspects folkloriques de la culture au détriment des aspects fondamentaux. C'est ainsi que, pour entrer en communion avec son Créateur, l'Arabe du vingtième siècle accomplit formellement les rites quotidiens. Afin de recueillir les faveurs des siens, il prend soin de ne pas prêter le flanc aux remarques désobligeantes, en se conformant aux normes sociales, le plus souvent par référence à des critères étrangers à la culture arabe. Sa tranquillité avec les autorités d'ici-bas, il l'obtient en respectant scrupuleusement le diction arabe : « Celui qui épouse notre mère devint notre père ».

Tous les efforts entrepris par les intellectuels musulmans depuis le milieu du dix-neuvième siècle pour la nahda (renaissance) ont peut-être conditionné les peuples dans la perspective de la décolonisation. Cependant, la conquête de l'authenticité semble passée au second plan avec la propagation de l'intégrisme religieux. Bien évidemment, celui-ci recommande l'abandon pur et simple de toute pratique étrangère à l'islam — la purification de la société arabo-islamique de ses éléments entachés d'occidentalisme — mais aucune alternance sérieuse n'est proposée aux peuples déshérités qui croiraient que leurs dirigeants étaient capables de les conduire, au lendemain de la décolonisation, tout droit au paradis d'Allah.

« ARABES, SI VOUS PARLIEZ... » de Moncef Marzouki

Anticonformisme en « islamie »

Au moment où les autorités cherchent à imposer le silence à la Ligue tunisienne des droits de l'homme, un membre éminent de cette association prend la parole dans la nouvelle collection « Islamie » dirigée par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz. Auteur d'un ouvrage impopulaire — *Les Arabes font-ils sur Mars ?* — publié à Tunis il y a quatre ans, Moncef Marzouki livre maintenant sa pensée sur les blocages de la société islamique en un volume concis mais d'une grande actualité.

Les ennemis récents de la Ligue sont dus en partie à sa décision de défendre les intégristes arrêtés : les principes de liberté d'expression ne souffrent aucune exception. Ces hommes, il en rappelle les droits, tout en combattant l'action : il explique les raisons de leur audience en Tunisie et ailleurs, l'« islamie » allant bien au-delà du Maghreb.

La réflexion de Moncef Marzouki est de portée générale, mais les pages les plus sévères concernent peut-être l'Afrique du Nord. Ainsi de l'émigré, « l'homme qui rentre au pays comme un soldat en permission », « l'émigration maghrébienne en Europe occidentale ne peut en rien se comparer, par exemple, à l'émigration libanaise ou italienne vers le Nouveau Monde. Dans notre cas, point ou

prou d'intégration, très peu d'assimilation sociale et un effort direct quasi nul sur la décolonisation du pays [...] Mais l'hypocrisie générale ne pouvait autoriser un tel aveu. On a, dès lors, inventé le mythe de la « solution d'attente ».

Professeur de psychiatrie à l'université de Sousse, l'auteur évoque la « culture schizo-phrénique », la « sous-développement mental et moral » d'une partie de la société islamique, sa « rage d'autodestruction », « Ainsi, à la fausse supériorité [ressentie par les médias et les discours officiels], nous avons créé un pendant tout aussi néfaste : la fausse infériorité ».

L'habitus du Maghreb peut trouver le titre discuté car à Tunis, en famille ou entre amis, la langue de bois est vite oubliée, et, comme en Algérie ou au Maroc, le discours privé demeure d'une grande liberté. Moncef Marzouki a remis en forme ce talent ce qu'on peut entendre lors de conversations au bord de l'avenue Bourguiba. Mais, cet « Arabes, si vous parliez... » qui brûle sur certaines terres d'islamie ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

* Lieu Commun, collection « Islamie », 155 p., 80 F.

Modernité « clés en main »

Les épousailles des Arabes avec le siècle passent par une atténuation de l'impératif islamique

par MALEK CHEBEL (*)

L'ARABE aspire à une sorte de modernité qui se donne-rait entière, opérationnelle, convertible, en un mot une modernité « clés en main ». Une observation rapide montrerait cependant, comme il est d'usage lorsqu'il s'agit d'un produit d'importation, que cette modernité ne concerne pas encore ses réflexes profonds, même si sa « personnalité de base » s'est quelque peu colorée de rehauts modernistes, rappelant par de nombreux aspects la conduite rituelle de l'occident.

Telle qu'elle est envisagée, cette modernité s'accompagne d'une démarcation étroite entre un raccourci fonctionnel qui situe parfois certains Arabes à la pointe du confort matériel du vingtième siècle et un traditionalisme global (dans les pratiques, dans les mentalités) qui les laisse loin derrière les façonneurs de siècle. En effet, la modernité des Arabes s'affiche à mesure qu'ils s'éloignent de l'impératif religieux.

Cette distanciation est source d'ambiguïté. D'une part, ce grand peuple est fier de modernité occidentale lorsqu'il s'agit de consacrer des biens provenant de l'Occident, mais il est, dans sa globalité, méfiant lorsqu'il s'agit de modernité spirituelle, génératrice selon lui de déliquescence morale et de confusion.

Face à ces problèmes, deux écoles s'affrontent : d'une part, les tenants de l'identité nationale, qui préconisent la religion comme fil d'Ariane leur permettant la promotion du fait social dans sa totalité ; de l'autre, ceux qui espèrent atteindre le même but en recourant aux allégories transnationales, telles que la technique, comme principe directeur de toute réalisation. Dans les deux cas, le seul moyen susceptible d'imposer telle ou telle conviction passe inévitablement par l'adhésion de la jeunesse.

Passionnée, déferlante, la jeunesse arabe s'impétue, trépidante, se rebiffe parfois. Elle refuse idéologiquement excessives et embrigadements. Elle est exigeante vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis de ses aînés. Elle réclame la méthode et non plus aux tribulations ethniques. En un mot, l'identité actuelle des pays arabes, et partant leur « modernité », est une identité travaillée, soustraite par la *chabab* (jeunesse) que renforce, de manière tragique, le renouveau démographique, l'une des poussées démographiques les plus fortes du monde.

L'autre aspect de la modernité en terre arabe touche à ses sources d'inspiration. Il fut un temps où l'Égypte constituait la référence nécessaire. Elle se situe aujourd'hui à Rome, Milan, Paris, Marseille, Londres et Barcelone.

Et depuis que la communauté immigrée a pris conscience du rôle original qu'elle joue dans les liens avec les pays d'origine, la modernité la plus massive et la plus populaire est pensée, conçue et promulguée directement dans les cités du nord de la Méditerranée.

Délestages

De même que la référence de la modernité a changé, de même le contenu a subi toutes les mutations du temps, avec notamment des délestages très nets favorisant le social (à l'avantage de l'adoption d'une vision plus hégémoniste de la vie) au détriment de la symbolique guerrière ou partisane. Nous savons que l'Arabe a une nature chahoussane.

Face à l'adversité, l'Arabe réagit souvent avec une maîtrise exceptionnelle, une maîtrise qui semble lui venir tout droit de son attachement vivant à la tradition ancienne, en grande partie musulmane, qui préconise, comme clé de voûte du bonheur, une résignation relative.

(*) Chercheur en anthropologie psychanalytique, auteur notamment de *Formation de l'identité politique*, FUF, 1986.

COURRIER DES LECTEURS

Enfants de France ou d'Algérie

Qu'enfin, juridiquement, l'Algérie vienne reconnaître les droits d'une mère d'origine française à l'égard de ses enfants nés de père algérien, cela peut apparaître comme un vrai changement dans la reconnaissance des droits juridiques garantis aux ressortissants algériens et français, enfants et adultes, fils, filles et parents, vivant bien souvent des deux côtés de la Méditerranée.

Reconnaissance qui permet d'espérer une confirmation de part et d'autre — France et Algérie — des droits et du respect des nationalités, résidences, travail, séjours, confirmés et garantis par les nouveaux accords de 1981-1982, dont le renouvellement devrait faciliter l'état de droit positif et toujours nouvellement à conquérir en matière d'être, d'État, de statut juridique et de Constitution.

Les enfants de France ou d'Algérie ne devraient plus subir les épreuves de négociations ou de rivalités répétées, mais être le bien d'un texte d'application et d'élaboration juridique qui favoriserait définitivement l'accès à leur autonomie de citoyens responsables et librement acceptés.

La reconnaissance par la France et, à l'époque, pour le président Charles de Gaulle, le 3 juillet 1982, de l'indépendance internationale et juridique de l'Algérie, des accords, non pleinement respectés jusqu'à ce jour, signés à Evian en 1962, devraient servir de base à cette nouvelle et libre application.

Qu'il nous soit permis d'émettre un vœu, avant et pour la célébration de la vingt-cinquième année de ces accords et reconnaissance : puisse la nouvelle section présidentielle en France être à l'origine de cette nouvelle, égale et bénéfique coopération.

NABILE FARÉS, maître de conférences associé, université de Grenoble-III.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 658572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Larroque (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutis.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 286 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par messagerie)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 484 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 38-15 - Types LEMOND

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde (USPS 785-010) is published daily, except Sundays for \$450 per year by Le Monde c/o Speedprint, 46-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.O. 46-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

Aucun autre grand pays n'a autant besoin d'une économie d'entrepreneurs que la France.

Pluriel HACHETTE

entrepreneurs

Peter Drucker

La culture au pluriel.

Une visite officielle du chef de l'Etat autrichien au Vatican

Jean-Paul II recevra M. Kurt Waldheim le 25 juin

La présidence de la République, à Vienne, et le Saint-Siège ont annoncé simultanément, mercredi 17 juin, que M. Kurt Waldheim, président de la République d'Autriche, effectuera une visite officielle au Vatican du 24 au 26 juin. Il devrait être reçu par le pape Jean-Paul II le 25 juin.

Le président autrichien effectuait ainsi sa première visite à l'étranger depuis son élection, le 8 juin 1986, qui avait été accompagnée d'une polémique sur ses activités pendant la période nazie et sur son rôle comme officier d'état-major de la Wehrmacht dans les Balkans, entre 1942 et 1945.

Cette invitation-surprise, dont l'annonce suscite déjà de très nombreuses réactions dans les communautés juives du monde entier, était maintenue par le président autrichien par les Etats-Unis. Le département de la justice américain avait, en effet, inscrit M. Kurt Waldheim sur la liste des personnes indésirables aux Etats-Unis en raison des soupçons sur leur attitude pendant le nazisme.

D'autres pays, cependant, avaient formellement invité M. Waldheim : la Jordanie, où il doit se rendre du 1^{er} au 4 juillet prochain, l'Egypte, la Libye et l'Ouganda sans précision de dates.

Le porte-parole du souverain pontife, M. Joaquin Navarro Valls, a indiqué mercredi soir que la visite du chef d'Etat autrichien répondait à celle de Jean-Paul II en Autriche en 1983. M. Navarro Valls a souligné qu'il s'agissait d'une visite d'Etat qui engageait le pape au niveau institutionnel, et non pas personnel. A Vienne, le ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, qui accompagnera M. Waldheim au cours de sa visite, a déclaré que cette invitation était « un geste remarquable du Saint-Siège à l'égard du président de la République ». M. Mock a également souligné que ce geste « était manifestement un hommage aux activités passées de M. Waldheim au sein de l'ONU pour le maintien de la paix dans le monde, le renforcement de la justice et l'aide au développement ».

Cette visite pose un problème délicat aux autorités italiennes. En effet, l'usage veut que les chefs

d'Etat en visite officielle au Vatican rencontrent leur homologue italien, le plus souvent dans le cadre d'une visite d'Etat « couplée » au Vatican et en Italie. Ce ne sera pas le cas, nous indique notre correspondant à Rome. Un porte-parole de la présidence de la République a en effet indiqué que la situation de crise politique dans laquelle se trouve le pays excluait une rencontre de M. Waldheim avec le président Cossiga. Le porte-parole de la Farnesina fait également valoir que, depuis le nouveau concordat de février 1984, l'Etat italien ne se considère plus comme le « protecteur » de l'Etat du Vatican, qui mène une politique étrangère totalement autonome. M. Waldheim sera néanmoins reçu à l'aéroport de Ciampino à Rome « avec tous les éléments de courtoisie et de sécurité nécessaires ».

Les relations judéo-chrétiennes

Il n'est pas exclu non plus que M. Giulio Andreotti ait des entretiens avec M. Mock durant son séjour à Rome.

L'annonce de la visite au Saint-Siège du président autrichien a provoqué une grande émotion parmi les

responsables des communautés juives qui avaient mis en cause le comportement de M. Kurt Waldheim pendant la seconde guerre mondiale. « C'est une tragédie pour le Vatican et un triste jour pour les relations judéo-chrétiennes », a estimé le Congrès juif mondial dans un communiqué. Le Conseil des synagogues, qui regroupe les rabbins de toutes les confessions du judaïsme américain, estime que cette invitation est « un affront direct à la sensibilité du peuple juif ». M^{me} Tullia Zevi, principale dirigeante de la communauté juive italienne, a déclaré, de son côté, que la décision du pape « pourrait avoir des répercussions négatives sur les relations entre juifs et catholiques, qui s'étaient améliorées depuis le rejet par l'Eglise de la notion de responsabilité collective des juifs dans la mort du Christ ».

A Paris, enfin, le cardinal Lustiger, tout en se refusant de commenter sur le fond le geste du Vatican, nous a déclaré : « La tradition veut que le pape ne refuse jamais une audience à un chef d'Etat légitime, mais rien ne peut préjuger du contenu des entretiens, qui reste d'ordre privé ».

L. R.

URSS : les suites de l'affaire du Cessna

Le parti lance une violente attaque contre plusieurs officiers de haut rang

Moscou. — Le premier secrétaire du PC pour la région de Moscou, M. Boris Eltsine, a adressé des reproches très sévères à une série de hauts responsables de l'armée au cours d'une réunion des membres du parti du district de la défense anti-aérienne de Moscou, réunion dont l'organe de l'armée, *Krasnaya Zvezda*, a rendu compte mercredi 17 juin.

Plusieurs exclusions du parti ont été annoncées au cours de cette réunion, parmi lesquelles celles de quatre officiers supérieurs, le général Bravnikov, les généraux d'aviation N. Markov et V. Reznichenko, et le colonel Iakoubenko.

« Les événements que l'on sait », écrit pudiquement le journal en faisant allusion à la violation de l'espace aérien soviétique par un avion de tourisme ouest-allemand le 28 mai, son atterrissage aux portes du Kremlin, la mise à la retraite consécutive du ministre de la défense, le maréchal Sergueï Sokolov, et le limogeage du chef de la défense anti-aérienne, le général Alexandre Koldounov, « ont donné un relief particulier » à cette réunion.

M. Boris Eltsine, proche du numéro un, M. Mikhaïl Gorbatchev — et connu pour son langage très vif, — a été très direct dans ses commentaires sur « l'affaire de la violation de l'espace aérien et les conséquences morales et politiques de l'incident ». Il a transmis aux militaires présents « les réactions des habitants de Moscou, qui aimeraient bien savoir comment cela a pu se produire ».

« Ce serait une erreur que de blâmer seulement la passivité, la négligence, l'incapacité de certains à diriger l'armée, a-t-il déclaré. Les causes sont plus profondes, elles forment un tout. La cause principale, c'est que la perestroïka [restructuration] n'a pratiquement pas affecté le secteur militaire. Rien n'a changé depuis le vingt-septième congrès [du PCUS, en 1986]. »

Dans des termes très durs, M. Eltsine a dénoncé tour à tour

chez les responsables militaires « la fidélité aux méthodes périmées, l'allergie à la nouveauté, le mépris de la dignité humaine, la suffisance, l'autosatisfaction, la mentalité de petit bourgeois, le favoritisme, les caprices personnels, l'égoïsme... ». Et, pour couronner le tout, « l'absence totale du glasnost » [transparence].

« On ne tient pas compte des organisations du parti. Les gens dorment pendant les cours d'éducation politique... C'est le degré zéro de la perestroïka », a-t-il conclu, après avoir fait clairement comprendre que le parti devait reprendre toute son influence dans l'armée.

« Muflerie, grossièreté... »

Plusieurs officiers supérieurs du district de Moscou ont été nommément cités pour avoir entraîné, par « leur grossièreté, leur muflerie et l'insubordination », des déviations sociales et l'amoralité : c'est le cas des généraux d'aviation P. Taropov et M. Kozlov et du colonel G. Naoumov. Quant au chef de l'état-major de la défense anti-aérienne de Moscou, le général Youri Gorkov, « il cultive encore ce genre de méthodes de travail ».

Outre M. Eltsine, assistaient à cette réunion le chef de la direction politique de l'armée soviétique, le général Alexei Lizitchev, et le chef de la défense anti-aérienne de Moscou, le général V. Tsarkov, qui, bien que récent à ce poste, a eu sa part de critiques pour avoir laissé le Cessna de Mathias Rust survoler Moscou et y atterrir. — (AFP.)

[Le maréchal de l'air Anatoli Komendantov avait été relevé de ses fonctions avant même l'affaire du Cessna, et son « comportement à ce que nous avions annoncé dans nos éditions du 18 juin sur la foi d'une dépêche d'agence — à la suite de cet incident. Le maréchal Komendantov, dont les « insubordinations » ont été rapportées par certains intervenants au cours de la réunion de mercredi, avait été remplacé par le général Tsarkov.]

Atmosphère de fin de règne à Budapest

Les charmes fanés du « modèle hongrois »

(Suite de la première page.)

Jozsef Palfy, qui parcourt le pays en tous sens pour donner des conférences qui lui permettent de bouclier ses fins de mois (« Je fais comme tout le monde, je me débrouille ! »), sent bien, aux questions qu'on lui pose dans les provinces, que l'effet Kadar « ne fonctionne plus ». « Imaginez-vous la situation de la Hongrie fin 1967 ou début 1968, nous explique-t-il, voilà un homme à qui l'on reconnaît des mérites historiques, mais en lequel on n'a plus confiance pour l'avenir ! ».

Miklos Haraszti est, lui, beaucoup plus dur. « Pour la majorité des Hongrois, Kadar, le communisme, c'est déjà l'ancien régime. La question n'est plus de savoir s'ils ont un avenir, mais quand et comment ils vont tomber et qui va les remplacer... ». Et de comparer les actuels gouvernants à des « Nèkers » tenant l'impossible pour maintenir en état de fonctionnement un pays économiquement à la dérive et politiquement désenchanté.

Un tableau noir ? Une version hongroise de ce pessimisme, dont la *Mittel Europa* se délecte au son des violons tsiganes ? Le voyageur qui se laisse griser par le tourbillon de la vie budapestine, impressionné par l'abondance des biens de consommation de toutes provenances qui s'écoulent dans les vitrines des boutiques de l'avenue Lénine — nourriture de qualité, électronique japonaise, et autres gris-gris de la modernité — serait tenté de trouver nos Hongrois bien injustes avec leurs dirigeants. Tout comme ce touriste, est-allemand qui nous faisait remarquer que les deux journaux publiés en Hongrie dans la langue de Goethe — le *Neueste Nachrichten*, quotidien, et le *Budapester Rundschau*, hebdomadaire — étaient beaucoup plus proches, par leur contenu et leur présentation, des publications occidentales que les tristes « organes » de la RDA.

« Bosser deux fois plus »

Raisonnant ainsi, nous rétorquerait Miklos Haraszti, signifierait que nous ayons accepté Yalta et que nous jugions la situation de notre pays à l'aune de celle existante dans les autres pays de l'Est, tant sur le plan du bien-être matériel, que sur celui des libertés démocratiques ! La Hongrie s'est toujours, dans l'histoire, mesurée à l'Autriche voisine, à la Bohême industrielle, voire à l'Allemagne efficace. Elle ne se contente pas, aujourd'hui comme hier, d'être moins dictatorial que la Roumanie, moins soumise à l'URSS que la Tchécoslovaquie, moins déléguée économiquement que la Pologne ou la Yougoslavie. Si l'on devait définir ce consensus qui réunit les Magyars, malgré leurs divergences idéologiques, c'est bien du côté de ce désir de jouer « en première division » dans la compétition internationale, qu'il faudrait le chercher. *Primum inter pares* des peuples réunis sous la bannière de la double monarchie habsbourgeoise, le peuple hongrois vit d'autant plus mal la médiocrité et le retard économique et politique auquel le condamne le fait d'être tombé du paradis d'Yalta, qu'il se sent capable de se surpasser.

Mais en attendant, il faut bien vivre, et cette seule lutte pour la survie matérielle occupe plus qu'à plein temps les énergies d'une grande partie de la population. « Le niveau de vie n'a pas baissé, mais pour acheter la même quantité de marchandises, on est obligé de bosser deux

fois plus ! », constatait ironiquement, et sans malice excessive envers le pouvoir, un fonctionnaire de la communauté juive de Budapest bien en cour dans les milieux officiels.

Dévaluation du florin, augmentation des prix, incertitude pour l'emploi — une loi de 1986 autorise pour la première fois dans un pays socialiste les entreprises à faire faillite — sont aujourd'hui à l'ordre du jour. Très concrètement, cette situation se traduit par le fait qu'avec un salaire moyen « officiellement reconnu » de 6 000 florins par mois, il faudra déboursier 130 000 florins pour vous offrir la Skoda, voiture chère de bas de gamme en Occident mais fort appréciée ici, 60 florins le kilo d'asperges, qui fait son apparition sur le marché avec les premiers soleils, et aux environs de 100 florins un repas bonhôte dans l'un de ces multiples restaurants de qualité moyenne, qui s'offrent à l'affamé de la capitale. Inutile, bien sûr, d'essayer de convertir ces sommes en francs. Il suffit d'en calculer le pouvoir d'achat en termes d'heures, de mois, d'années de travail : quatre mois de salaire d'un ouvrier qualifié pour une moto est-allemande M42, autant pour une mini-chaîne hi-fi japonaise et près de cinquante ans

c'était au début de la prise de pouvoir de Nikita Khrouchtchev, constate sans illusion Miklos Haraszti, six mois plus tard, les chers russes étaient dans les rues de Budapest. Plus concrètement, la « perestroïka » et autres « glasnost » ne suscitent guère d'enthousiasme : sur le fond de l'affaire, on estime que les acquis du pays en matière de démocratie et de transparence vont bien au-delà de ce que le numéro un soviétique essaie de promouvoir dans son pays, et l'on craint que la « remise en ordre » de l'économie chez le « grand frère » ne limite encore plus la marge de manœuvre internationale de la Hongrie.

Les porte-parole de l'opposition démocratique, comme Janos Kis, ancien membre de la section de philosophie de l'Académie des sciences, estiment que « chacun peut voir dans le gorbachevisme ce qu'il veut : la technocratie autoritaire y voit l'occasion de mettre en œuvre une remise en ordre économique

dans les pays occidentaux les devises précieuses, qui permettent, pour un temps, de tenir la tête hors de l'eau ».

Néanmoins, si l'on fait abstraction des craintes ancestrales des Hongrois vis-à-vis des initiatives venues de l'Est, on peut percevoir une sorte d'excitation politique, sinon politique, dans les milieux informés de la capitale, dont le jeu préféré est de spéculer à l'infini sur les remaniements à venir au sein du groupe dirigeant. Les scénarios qui nous sont exposés présupposent tous une retraite prochaine de Janos Kadar, mais divergent dans leurs conclusions en fonction de la position de ceux qui les ont conçus.

Jozsef Palfy mise, lui, sur une République retruite du président de la République : M. Pal Losonczy laisserait sa place, pour des raisons de santé, à l'actuel premier ministre, M. Imre Nagy, et les postes clés du gouvernement et du parti seraient confiés à une nouvelle génération, où les noms de Janos Berez, Matias Szuros ou Imre Horvath reviennent le plus souvent (2).

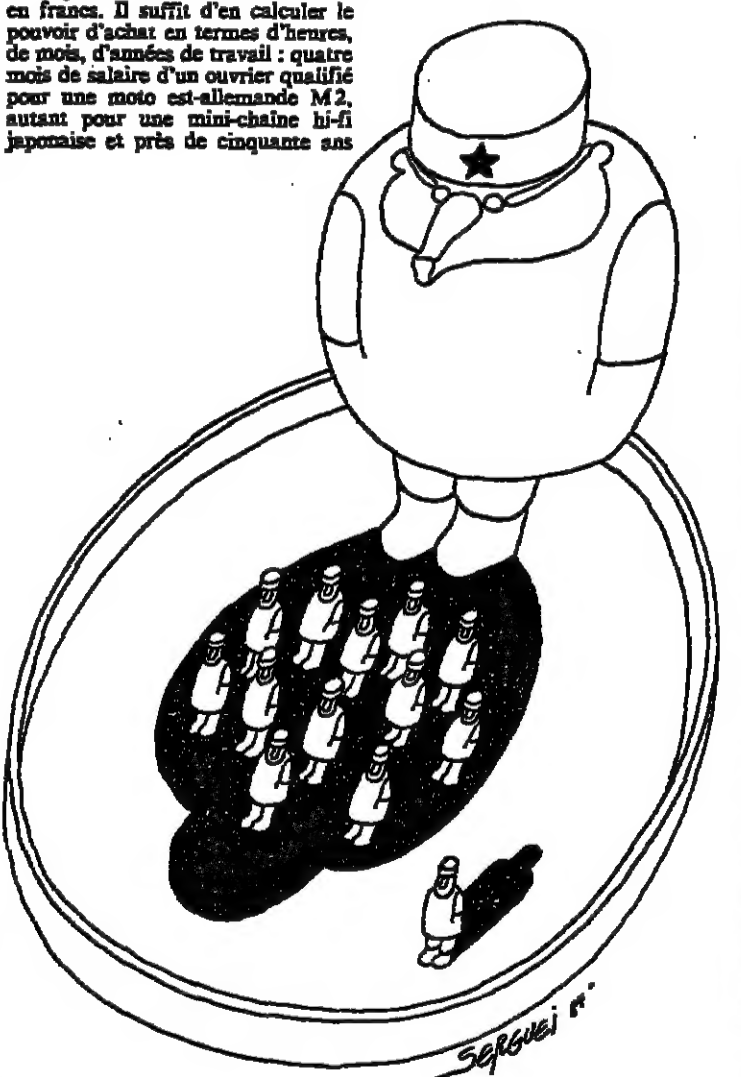
Le « bipartisme stalinien »

On divise, un peu artificiellement, les candidats à la succession du « vieux » en réformateurs et conservateurs. « Une nouveauté introduite par Gorbatchev dans le mode de pensée communiste, souligne malicieusement Miklos Haraszti, est celui-ci à inaugurer le bipartisme de fait dans le système stalinien et, même s'il succombe aux résistances internes, cela restera ». Le vrai civage n'est pas celui qui, aujourd'hui, divise les opposants patentés et les bureaucrates installés, mais celui qui sépare les partisans d'une remise en ordre de l'économie fondée sur une plus grande démocratie des tenants d'un autoritarisme accru accompagnant la nécessaire rigueur.

La période actuelle est celle où chacun essaie de tester l'autre : par exemple, les opposants démocratiques fondent un Centre culturel alternatif dans une villa dominant le Danube, où l'on pouvait voir récemment une exposition consacrée à Raoul Wallenberg, qui ne laissait pas dans l'ombre la fin dramatique dans les geôles soviétiques du sauveur de milliers de juifs de Budapest. Mais c'est ici que se nouent les liens qui feront peut-être d'une Hongrie un pôle important d'une Europe nouvelle, renouant avec une tradition de libéralisme intellectuel, d'ouverture aussi bien vers l'Est que vers l'Ouest. On se demandera alors pourquoi on l'avait si longtemps oubliée.

LUC ROSENZWEIG.

(2) M. Janos Berez est secrétaire du comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois, chargé de la propagande. M. Matias Szuros dirige la section idéologie du comité central et M. Imre Horvath, ancien ministre de l'Intérieur, est secrétaire du comité central.



pour s'offrir la petite villa sur les collines de Buda dont rêvent tous les mal-logés de la capitale.

Les réformes venues de l'Est...

Inutile de chercher plus avant la raison de la baisse de popularité de M. Janos Kadar et de son régime : le subtil équilibre qui permettait aux gouvernements de faire bonne figure aux yeux des gouvernés est sur le point de disparaître. Les « changements » qui interviennent en Union soviétique inquiètent : « La dernière fois que l'on a fait grand cas d'un mouvement réformateur en URSS,

policière du pays, et les « rénovateurs » du parti estiment qu'ils ont raison de poursuivre leurs efforts visant à tirer une meilleure efficacité dans le travail à plus de démocratie politique ».

L'application des réformes économiques en URSS à l'ensemble du système de relations entre les pays membres du COMECON ne laisse pas d'inquiéter certains responsables qui se satisfont fort bien du laxisme préexistant : la rationalisation du fonctionnement de ce marché commun des pays de l'Est risque de rendre plus difficiles les « ombines » permettant à des pays comme la Hongrie d'aller chercher

AVANT 89

Joseph Barry

Versailles

passions et politique

Seuil

Un éclairage original. F. Cornut-Gentile / La Croix
Dominant avec élégance une somme d'érudition, l'auteur comble un vide (...) A sa façon, Joseph Barry réconcilie Sacha Guitry et l'Histoire dite nouvelle. Bruno de Cessole / Madame Figaro

S E U I L

Proche-Orient

Révolution de palais à Chardja

Le Conseil suprême des Emirats arabes unis se prononce contre l'« abdication » du cheikh Sultan

Abou-Dhabi. — Le Conseil suprême des Emirats arabes unis (EAU), réuni mercredi soir 17 juin en séance extraordinaire, s'est prononcé contre l'« abdication » de l'émir de Chardja, cheikh Sultan Ben Mohamed el Qassimi, déposé et remplacé par son frère cheikh Abdel Aziz.

L'« abdication » du cheikh Sultan, annoncé mercredi après-midi par la famille au pouvoir à Chardja, a plongé dans une grave crise constitutionnelle la Fédération des Emirats arabes unis, constituée en décembre 1971 par les émirats d'Abou-Dhabi, Doubaï, Chardja, Ras-el-Khaima, Ajman, Foudjeira et Om-el-Qawaïn.

Le gouvernement de Chardja (cent mille habitants) avait publié dans l'après-midi un communiqué au nom de cheikh Sultan annonçant son « abdication » en faveur de son frère Abdel Aziz, en raison de la situation économique désastreuse de ce petit émirat et le souhait de cheikh Sultan de se consacrer à ses études académiques.

Auteur d'une thèse d'histoire ancienne soumise à l'université d'Exeter (Grande-Bretagne), cheikh Sultan, âgé d'une quarantaine d'années, voudrait poursuivre ses investigations sur l'histoire du Golfe. Il était devenu gouverneur de Chardja en 1972, après l'assassinat de son frère aîné Khaled. Cheikh Sultan ne s'est pas manifesté depuis l'annonce de son « abdication » et le nouveau gouverneur de Chardja a ordonné, mercredi soir, la fermeture de l'aéroport et la police a pris le contrôle de l'influx journal local *Al Khadid*.

L'émir de Doubaï, le plus puissant des sept émirats après Abou-Dhabi, appelait cependant en fin d'après-midi les autres émirats à

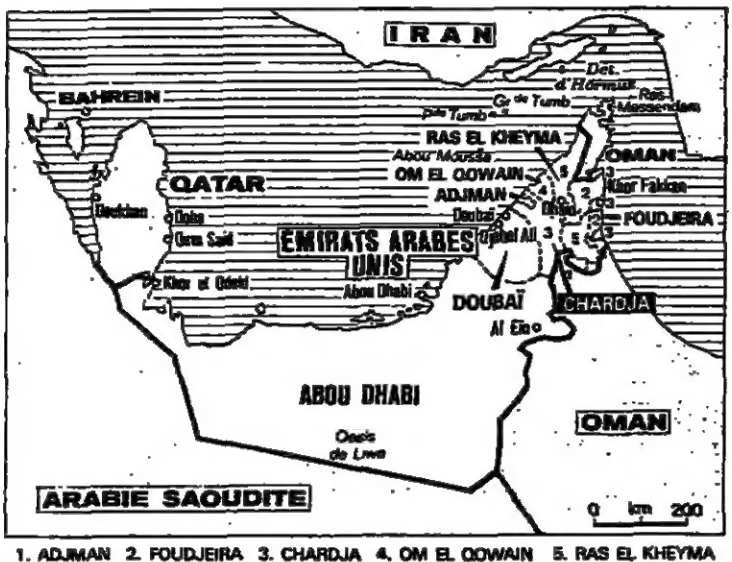
rétablir cheikh Sultan dans ses fonctions, en affirmant que le cheikh Abdel Aziz s'était en réalité emparé du pouvoir par la force. L'émirat de Doubaï ajoutait que la sécurité de la Fédération nécessitait que cette affaire soit traitée avec la plus grande fermeté.

Le Conseil suprême, qui regroupe les dirigeants des sept émirats, est la plus haute instance fédérale des EAU. Il ne dispose toutefois d'aucun pouvoir sur l'administration intérieure des émirats concernés. Il a fait cependant savoir qu'il considérait comme « nuls et non avenue » les communiqués publiés par le nouveau gouverneur de Chardja et qu'il poursuivait sa réunion jusqu'au règlement de cette affaire.

Le nouvel émir de Chardja, plus âgé que cheikh Sultan, et qui occu-

pait jusqu'à la fin des fonctions de vice-émir, doit faire face à de graves difficultés économiques. La production de pétrole de cet émirat (10000 barils/jour) ne représente que 1 % de la production totale des EAU, et son recul avait commencé à la fin des années 70 avec l'épuisement du gisement *off shore* de Moubarak, qui produisait 25000 barils/jour. Au début des années 80, d'importantes quantités de gaz avaient été découvertes dans la zone de Sajsa, et l'émirat s'était lancé dans une politique ambitieuse et démesurée d'investissements.

Selon des sources financières, la moitié des revenus de Chardja, qui s'élevait à 350 millions de dollars par an, serait aujourd'hui consacrée au service de la dette. — (Reuters, AFP.)



1. AJMAN 2. FOUJERA 3. CHARDJA 4. OM EL QOWAIN 5. RAS EL KHEIMA

LIBAN

La Syrie a obtenu la réconciliation des frères ennemis Nabih Berri et Walid Joumblatt

BEYROUTH de notre correspondant

La Syrie a obtenu la réconciliation de ses deux principaux partenaires à Beyrouth-Ouest, M. Nabih Berri, chef de la milice chiite d'Amal, et M. Walid Joumblatt, chef du PSP (milice druze). Les deux frères ennemis s'étaient livrés en février dernier à une bataille tellement meurtrière et destructrice qu'elle avait provoqué le retour de l'armée syrienne dans la partie de la capitale qu'ils se disputaient précieusement.

Le vice-président syrien, M. Kaddam, a mis tout son poids dans la balance pour aboutir à cette réconciliation qui n'est d'ailleurs pas complète, le Parti communiste y étant pour l'instant associé, comme l'exige M. Joumblatt, sans l'être vraiment, M. Berri s'y refusant.

Est-ce à dire que c'est, une fois de plus, des accords factices ? Même si cela était, à présent que l'enjeu du pouvoir à Beyrouth-Ouest n'existe plus — ce pouvoir étant de facto aux mains de l'armée syrienne — le conflit des deux milices serait sans objet. Il ne devrait donc pas reprendre, bien que sur le fond les rivalités et divergences subsistent entre elles et qu'il a fallu, à Damas, plus que par le passé, forcer la main à leurs chefs pour les amener à se retrouver.

L'accord s'est fait sur sept points : unité des rangs nationalistes face aux projets partitionnistes ; fusion des régions dites nationales ; appui à

la résistance au sud ; aval de l'abrogation des accords du Caire avec les Palestiniens ; action socio-économique contre la spéculation ; mise sur pied d'un « front d'émancipation et de libération ». La réconciliation Berri-Joumblatt doit ouvrir la voie à deux autres réconciliations : Joumblatt-Husseini (président, théoriquement démissionnaire, de la Chambre des députés) et Berri-Haoui (secrétaire général du PCL et précurseur à la constitution d'un vaste front des alliés de Damas).

Le Baas syrien et le PSNS feront également partie de ce front, dont la figure de proue chrétienne sera l'ex-président Soleiman Frangie. Mais celui-ci, malgré son indéniable alliance avec la Syrie, a toujours répué à jouer ce rôle, ce dont on lui sait gré parmi les chrétiens, et prône plutôt des assises interchrétiennes et intermusulmanes débouchant sur une rencontre islamo-chrétienne, le tout, certes, en accord et dans la perspective d'une alliance privilégiée avec la Syrie, mais sur une base interlibanaise.

On note que le sunnisme libanais se retrouve en marge de la coalition en voie de constitution, n'y étant partie prenante ni dans le cadre des « assises islamiques » ni jusqu'à nouvel ordre par le biais de M. Omar Karamé, frère et successeur politique du premier ministre, dont l'assassinat, le 1^{er} juin, est à l'origine de tout ce processus. Damas n'est, en effet, pas du tout satisfait de l'attitude des sunnites et ne le cache pas.

Quant au camp chrétien, cible de néo-front en voie de constitution, il a, par la voix de M. Camille Chamoun, répété son opposition à d'« aussi flagrantes inimitiés systématiques dans les affaires libanaises ». Le président Genayef a, pour sa part, fait une évaluation particulièrement optimiste de la situation puisqu'il aurait déclaré en substance : « condamné à mort en 1975, le Liban est aujourd'hui sauvé ».

Effectivement, on constate, après l'effervescence qui a suivi l'attentat dont a été victime Rachid Karamé, une tendance à l'apaisement. Mais si à Beyrouth un certain calme est perceptible, il n'en va pas de même au sud, où la journée de mercredi a été marquée par deux raids aériens israéliens contre un camp palestinien à Salda et contre une position de Hezbollah, et par des attaques de la résistance libanaise qui ont fait au total un mort et onze blessés.

LUCIEN GEORGE.

Réunis en congrès à New-York

Les juifs originaires de Libye veulent rétablir un dialogue avec le colonel Kadhafi

« Nous souhaitons rétablir un dialogue avec le colonel Kadhafi », l'homme qui parle ainsi est M. Raffaelo Fellah, président du Congrès international des juifs originaires de Libye, qui a récemment tenu ses assises à New-York.

La communauté juive de Libye, qui comptait au lendemain de la guerre quarante mille personnes, a précipitamment quitté le pays dans sa totalité en juin 1967. Vingt ans après, les juifs libyens veulent solennellement rappeler au monde — et singulièrement aux Nations unies, d'où le choix de New-York pour leur congrès — que leurs biens communitaires et individuels, qu'ils évaluent à des dizaines de millions de dollars, ont été nationalisés, au lendemain de la guerre de six jours, par le gouvernement de Tripoli.

« Voici quelques années, le colonel Kadhafi proposait de nous reconnaître. C'est ce contact que nous voulons établir aujourd'hui. Le leader libyen s'était engagé, le 21 juillet 1970, à nous fixer sur le pro-

blème de nos indemnités, dans un délai de quinze ans. Nous avons attendu bien sagement. Le délai est aujourd'hui dépassé. Nous demandons au colonel de respecter ses propres engagements », ajoute M. Fellah.

Les dirigeants de la petite communauté juive originaire de Libye ont insisté à New-York sur le fait qu'ils ne veulent être l'instrument d'aucune puissance et surtout que leur congrès ne doit pas être interprété « comme une opération de propagande contre le pouvoir libyen ».

VICTOR MALKA.

(Publicité)

C.F.P.A.
Centre formation professionnelle.

Préparation intensive en septembre.

57, rue Charles-Laffitte, 92200 Nanterre
47.45.09.19 ou 47.22.94.94

CEPES

هذه ايام الامل

Afrique

TUNISIE

Le mouvement de la tendance islamique rejette les accusations de collusion avec Téhéran

TUNIS de notre correspondant

Depuis le 3 juin, une quarantaine de dirigeants et militants du Mouvement de la tendance islamique (MTI) accusés d'avoir constitué « un réseau khoméniste » pour renverser le régime, ont comparu devant les deux juges d'instruction près la Cour de sûreté de l'Etat. On ignore toujours combien de personnes sont directement impliquées (1) dans cette affaire, dont la découverte remonte au mois de mars. Mais si, comme on le pense généralement, leur nombre oscille autour de deux cents, au rythme actuel de quatre interrogatoires quotidiens, l'instruction ne devrait pas être terminée avant la fin du mois prochain, ce qui amènerait le procès au plus tôt en août.

Les interrogatoires se déroulent en présence des avocats, dont quatre-vingts doivent être commis d'office. Outre l'atteinte à la sûreté de l'Etat, une dizaine d'autres chefs d'accusation sont retenus : relations avec une puissance étrangère (l'Iran, en l'occurrence) dans le but de commettre des attentats, appel à la sédition, à la violence et à la haine entre les groupes sociaux, maintien d'une association illégale, détention d'armes, diffusion de tracts, injures au chef de l'Etat.

Première position aussi critique

Dans un communiqué adressé mercredi 17 juin à des journalistes étrangers, à l'occasion du sixième anniversaire de sa création, (2), le MTI rejette les accusations de complot contre le régime et de collusion avec l'Iran. Aucune « preuve matérielle » dans l'un et l'autre cas n'existe, affirme-t-il, et les documents saisis prouvent seulement que le mouvement « s'attache à une action de formation générale et à propager les conceptions islamiques ».

Le MTI souligne que « la volonté d'accéder au pouvoir (...) est un droit garanti par la Constitution et l'objectif de tout parti politique d'opposition », et rappelle à ce propos qu'il a cessé, depuis 1981, de demander la reconnaissance officielle « pour une action publique et organisée sur la scène politique ».

En ce qui concerne l'Iran, il ne nie pas qu'il a soutenu « la révolution contre la tyrannie du chah », il précise qu'en tant que « mouvement sunnite », il désapprouve « l'aspect dogmatique manifeste de l'Etat, son

intolérance et son modèle politique construit sur la référence à l'infailibilité de l'imam et sa mise au-dessus de toutes les institutions constitutionnelles ».

Souvent, par le passé, le MTI avait manifesté dans ses déclarations une certaine distance à l'égard de Téhéran, mais c'est la première fois qu'il adopte publiquement une position aussi critique.

Enfin, le MTI dénonce la répression dont il est l'objet. « C'est, écrit-il, une campagne de liquidation que notre pays n'a jamais connue, même lors de la colonisation ». Il évoque, en les détaillant, les services corporels subis par les personnes arrêtées,

ainsi que les pressions exercées sur leurs familles, fait état d'« assassinats » et affirme, sans autre précision, que les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des manifestants ces dernières semaines.

MICHEL DEURÉ.

(1) Les personnes arrêtées lors des manifestations de solidarité avec le MTI — la dernière a eu lieu mercredi, en tout début de matinée, dans le centre de Tunis — sont détenues devant les tribunaux de droit commun.

(2) Le communiqué, traduit en français et ronéotypé, est signé de M. Hamed Jebeli, membre du bureau politique, qui est en fuite. De cette instance de cinq membres, seul M. Rachid Ghannouchi est arrêté.

BIBLIOGRAPHIE

« Les Français en Afrique noire » de Pierre Biarès

Une aventure de quatre siècles

Moins de trente ans après l'accession de leurs colonies africaines à l'indépendance, les Français font preuve d'un intérêt nouveau — sans le triomphalisme d'antan et aussi sans complexes de culpabilité de naguère — pour l'histoire de l'ancien empire d'outre-mer. La collection sur « l'Aventure coloniale de la France », que Bernard Lauzanne vient de lancer chez Denoël (Le Monde daté 29-30 mars) répond à cette curiosité par des ouvrages portant sur des époques ou des sujets bien précis. Pierre Biarès, lui, a entrepris de retracer, en un seul volume l'ensemble de l'histoire des Français au sud du Sahara, « de Richelieu à Mitterrand ».

Correspondant du Monde à Dakar pendant plus de vingt ans, Pierre Biarès a évidemment mis l'accent sur l'épopée française au Sénégal, qu'il connaît particulièrement bien, mais c'est un véritable ouvrage de synthèse qu'il présente aujourd'hui après un travail de bédiction pour la réalisation d'un projet sans équivalent dans son ambition d'être complet. Un quart du livre est consacré à l'époque contemporaine, et ces pages sont particulièrement utiles à quiconque cherche des points de repère et quelques clés pour la compréhension de la politique africaine de la France après 1960.

Le jugement porté sur le « désengagement gaullien » à l'égard d'un continent dont l'auteur des *Mémoires d'espoir* évoquait la « vie lente et religieuse » paraît sévère, surtout en ce qui concerne l'époque de Pompidou. Il est cependant tempérée par un hommage implicite à M. Jacques Foccart qui, avec de « faux airs de notaire de province », a accompli une tâche essentielle : « consolider le pouvoir des dirigeants qui jouaient loyalement le jeu de l'amitié franco-africaine ».

Souvent critiqué pour son comportement avec les frères africains

de la V^e République, M. Giscard d'Estaing est crédité par Pierre Biarès de plusieurs initiatives heureuses telles la défense de la Mauritanie contre le Front Polisario en 1977 et l'opération Kolwezi au Zaïre et d'autres entreprises qui permirent à la France de « retrouver la confiance de ses vieux amis, enfin ressuscités sur ses intentions ».

Le chapitre consacré au « maintien intermédiaire » souligne le débat au sein du Parti socialiste près entre les thèses tiers-mondistes et la réalpolitik. Manifestement, l'auteur, élu au Conseil supérieur des Français de l'étranger sur une liste de gauche, sait de quoi il parle. Il ne dissimule pas de quelle politique il est partisan pour sa part, mais il fait preuve à l'égard des chefs de courants différents — tel M. Jean-Pierre Cot — du même souci de jugement équilibré dont il témoigne à l'égard des gaullistes. Un seul bémol est véritablement malvenu, M. Christian Ngouy, « personnage assez trivial, qui, en dépit de quelques succès diplomatiques régularisés, ne constitue pas une référence pour des raisons encore mal élucidées, quoique très probablement liées à des complexités classiques au sein du PS ».

Les dernières pages sont les plus alertes. Elles ont trait aux cent vingt mille Français qui vivent en Afrique noire, quatre fois plus qu'à la veille de la guerre, en 1959. S'agissant des nouveaux « expatriés », les coopérants par exemple, le trait est parfois féroce. L'auteur n'a rien d'un pessimiste, mais la nostalgie imprègne ses propos sur le « anciens » du Sénégal, particulièrement ceux de ce Dakar dont il est lui-même une figure.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

★ Les Français en Afrique noire, de Pierre Biarès. Armand Colin, 450 p., 115 F.

Diplomatie

La visite du premier ministre iranien à Ankara a mis fin à la tension entre les deux pays

ISTANBUL de notre correspondant

Le premier ministre iranien, M. Mir Hussein Mousavi, a quitté Ankara, mercredi 17 juin, pour Damas, après une visite officielle en Turquie qui met un terme, au niveau officiel du moins, à la tension régnant entre les deux pays depuis le début de l'année. L'accueil réservé à M. Mousavi par le premier ministre, M. Turgut Ozal, et le président Evren, autant que l'importance de la délégation iranienne, qui comptait parmi ses trente-huit membres les ministres du pétrole et de l'industrie lourde, soulignent l'importance attachée par les deux capitales à la normalisation du contenu économique et politique.

La volonté politique de porter la valeur des échanges à 2 milliards de dollars, leur niveau de 1985 avant la chute vertigineuse consécutive, en

1986, à la baisse du prix du brut, a été affirmée des deux côtés : elle a remis à l'ordre du jour le projet de construction d'un gazoduc entre les deux pays. On compte sur l'augmentation des ventes iraniennes pour financer un nouveau développement des exportations turques, essentiellement de l'acier, des produits alimentaires et des engrais vers l'Iran, deuxième client de la Turquie en 1985.

M. Mousavi a, pour sa part, souhaité le développement avec la Tunisie et le Pakistan, d'un « marché commun islamique ».

La guerre irako-iranienne est indirectement à l'origine du contentieux politique. Ankara a toujours affirmé sa neutralité dans le conflit. Pourtant, en bombardant à trois reprises depuis 1983 — la dernière fois en mars 1987 — les bases situées dans le nord de l'Irak et où s'entraînaient les rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la Turquie s'est vu accuser d'aider le régime irakien dans sa lutte contre les mouvements kurdes irakiens de Massoud Barzani et Jalal Talabani, alliés de l'Iran. Ankara s'est employé à rassurer son hôte, inquiet des rumeurs pourtant toujours démenties, de viols irrédentistes turques, sur la région de Kir-

kouk et Mossoul, dans le nord de l'Irak.

Signe de la volonté iranienne de supprimer les prétextes d'intervention turque contre ses alliés kurdes : l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani a récemment pris ses distances avec le PKK, et a libéré mardi, « avec l'aide » des autorités iraniennes, précise le communiqué d'Ankara, un ingénieur turc qu'elle retenait en otage depuis le bombardement du mois de mars. Les deux pays sont convenus de procéder à des échanges d'informations aux frontières.

Vigoureuses critiques

Les derniers développements de la situation dans le Golfe, après le raidissement des Etats-Unis et leur décision d'escorter les navires koweïtiens, ont été au centre des entretiens : selon le journal *Cumhuriyet*, citant des sources iraniennes, Téhéran souhaiterait que la Turquie mette à profit ses bonnes relations avec les pays occidentaux pour déamorcer la crise : M. Mousavi a déclaré qu'« ils accueilleraient avec plaisir une offre de médiation turque pour faire retomber la tension ».

Contrastant avec l'accueil gouvernemental, la presse et l'opposition de

gauche ont vigoureusement critiqué la visite de M. Mousavi et les « confessions de M. Ozal à la République islamique ». Les excuses présentées le mois dernier par le premier ministre, à la suite de la publication par un hebdomadaire d'un article sur les aventures « gaillardes et vénales » de l'imam Khomeiny durant son exil en Turquie, et la saisie du magazine en question, ont paru d'autant plus inopportunes qu'Ankara n'a jamais pu obtenir l'arrêt des campagnes de presse iraniennes contre Atatürk, le fondateur de la République, à qui Téhéran reproche l'instauration de la laïcité dans un pays dont la population est musulmane à 99 %.

Le refus de M. Mousavi de s'incliner devant la déposition d'Atatürk a été dénoncé comme une insulte perpétrée avec la complicité d'un gouvernement accusé de lâcheté envers les adversaires de la laïcité.

Peu sensible à ces critiques, M. Ozal s'en tient à la nécessité de faire preuve de souplesse, pour permettre à la Turquie de garder son rôle de contact entre l'Iran et l'Occident, un rôle dont l'importance augmente à l'approche de la succession de l'imam Khomeiny.

MICHEL FARRÈRE.

Asie

VIETNAM : les nouvelles nominations

M. Pham Hung, premier ministre : un parcours sans faute

MM. Pham Hung et Vo Chi Cong ont été élus, jeudi 18 juin, respectivement premier ministre et président du Conseil d'Etat (chef de l'Etat) du Vietnam par les quelque cinq cents députés de l'Assemblée nationale réunis depuis la veille à Hanoï. Les députés ont également désigné M. Le Quang Dao pour remplacer M. Nguyen Huu Tho à la présidence de l'Assemblée nationale. De source sûre vietnamienne, on ajoute que le conseil des ministres a également été élu jeudi matin, mais aucune précision n'a été encore donnée sur sa composition. M. Pham Hung succède à M. Pham Van Dong et M. Vo Chi Cong à M. Truong Chinh.

M. Pham Hung, dernier Vietnamien encore en place de la révolution vietnamienne, a obtenu ce qu'il voulait avec sa nomination à la tête du gouvernement, un poste pour lequel il faisait campagne depuis plusieurs semaines. Promu numéro deux du bureau politique du PC lors du congrès de décembre dernier, cet ancien patron de la lutte dans le Sud accède donc ainsi à la lourde responsabilité de gérer les réformes introduites au Vietnam, surtout depuis six mois.

Né en 1912, issu d'une famille aisée du centre du pays, M. Pham

Hung a fait un parcours sans faute. L'un des premiers adhérents, en 1930, au Parti communiste indochinois, il passe quinze ans en détention ou en résidence surveillée avant de devenir l'un des principaux dirigeants du parti. Pendant la première guerre d'Indochine, il est responsable de la sûreté dans le Sud. Pendant la guerre contre les Américains, il remplace, dès 1967, M. Nguyen Van Linh, aujourd'hui secrétaire général du PC, au commandement des forces vietcongs dans le Sud.

A ce titre, il devient l'un des principaux dirigeants communistes du Sud, avant d'être promu, en 1981, ministre de l'intérieur, fonctions qu'il avait abandonnées lors du remaniement ministériel de février dernier pour conserver celles de vice-premier ministre. En avril, il avait été réélu député de Ho-Chi-Minh-Ville à l'Assemblée nationale. Depuis, M. Pham Hung, qui passait le plus clair de son temps dans l'ancienne Saïgon, s'était même aux réformes économiques dont il était devenu, sur le tard, un chaud partisan.

Son élection à la tête du gouvernement s'est faite, avant tout, au détriment de M. Vo Van Kiet, numéro cinq du bureau politique, qui passe pour un proche collaborateur de M. Nguyen Van Linh, alors que M. Pham Hung pourrait manifester davantage d'indépendance à l'égard du secrétaire général du PC.

M. Vo Chi Cong, chef de l'Etat : un homme de compromis

Agé de soixante-quatre ans, originaire du Centre, le nouveau chef de l'Etat désigné également jeudi par l'Assemblée vietnamienne, est un homme de compromis, partisan des réformes, mais sans renoncer à son rôle d'arbitre entre les différents courants qui animent le PC. Numéro trois du bureau politique depuis le dernier congrès, celui de décembre 1986, son élection à la présidence du Conseil d'Etat n'a pas constitué une surprise. Résistant de la première heure, emprisonné de

1942 à 1945, M. Cong a joué un rôle important dans la lutte antifranchiste avant de devenir, du temps des Américains, le responsable du PC dans la région des Hauts-Plateaux. Vice-premier ministre depuis 1976, il est chargé, dix ans plus tard, de la gestion de l'économie à la suite de l'échec des réformes d'août 1985. Sa promotion à la tête de l'Etat signifie que la hiérarchie du bureau politique a été respectée.

J.-C. P.

CORÉE DU SUD

Manifestations antigouvernementales dans une dizaine de villes

Séoul (AFP). — La police a tiré des gaz lacrymogènes, le jeudi 18 juin, sur de jeunes manifestants armés de pierres qui protestaient, précisément, contre leur usage lors des manifestations des jours précédents. Des centaines de jeunes, filles et garçons, étaient engagés dans des combats de rues en fin d'après-midi. Simultanément, quelque deux cents femmes ont commencé un sit-in devant l'église presbytérienne de Yongdong, dans le centre de la ville, où avait été prévue une réunion de protestation, interdite par la police, contre l'usage de gaz lacrymogènes. Entourés par environ vingt mille policiers, qui ont pris position pour bloquer les accès vers l'église, elles chantaient les slogans devenus familiers en Corée du Sud durant les manifestations antigouvernementales des huit derniers jours, tels : « A bas la dictature ! » et « A bas la Constitution ! ». De violentes manifestations antigouvernementales, la veille, avaient déjà affecté au moins neuf villes du pays.

Des manifestants se sont battus jusque dans la nuit, mercredi, bloquant une autoroute, attaquant des commissariats de police et des bureaux du parti au pouvoir, brûlant des véhicules de police. La violence s'est en particulier emparée de Pusan, seconde ville du pays, où quelque quatre mille cinq cents manifestants ont assiégé le bâtiment de la télévision d'Etat, détruit la grille d'entrée et brisé des carreaux.

Ils ont également attaqué un poste de police et réussi à désarmer un contingent de policiers qui le gardaient, selon la police.

A Jinju, trois cents étudiants ont bloqué l'autoroute qui traverse le sud du pays, et se sont battus pendant plus de trois heures avec la police. Les étudiants se sont emparés de deux véhicules servant à tirer des gaz lacrymogènes et deux camions à gaz. Il a fallu plusieurs heures à la police pour récupérer ses camions, après avoir tiré des nuages de gaz pour disperser les protestataires.

La presse de jeudi fait également état de manifestations à Taejeon où six mille étudiants ont envahi le centre, attaqué des postes de police et la station de télévision, brûlé des véhicules de police, ainsi qu'à Taegu, Incheon, Kwangju, Chungju et Masan.

Les habitants de Séoul et d'autres villes se sont plaints que des gaz lacrymogènes, tirés à tort et à travers, rendent difficile la vie dans le centre des villes. Le 9 juin, un étudiant de vingt et un ans, Le Han Yol, a été gravement blessé par un nuage de gaz lacrymogène qui l'a atteint à la tête ; depuis il est dans le coma.

Entre-temps, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a appelé à la fin des manifestations à une reprise du dialogue entre le gouvernement et ses opposants.

Amériques

Violation des règles du droit humanitaire ?

Mise en garde de la Croix-Rouge contre l'utilisation de son emblème à des fins militaires par les « contras »

GENÈVE
de notre correspondante

L'hebdomadaire américain Newsweek publie, dans son édition du 1^{er} juin, un article intitulé « The new contras ? », consacré aux forces contre-révolutionnaires au Nicaragua. Cet article était illustré d'une photographie montrant un groupe de soldats débarquant d'un hélicoptère frappé de l'emblème de la Croix-Rouge. Une légende précisait que l'appareil transportait du matériel militaire.

L'affaire est jugée extrêmement grave par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Si la photo n'est pas truquée, les « contras » ont, en effet, commis une infraction d'une extrême gravité aux règles du droit international humanitaire, en vertu duquel tout transport d'armes ou d'autre matériel militaire et de soldats, sous le couvert de la Croix-Rouge, est catégoriquement interdit comme l'est toute autre utilisation abusive de cet emblème.

Le CICR a tenu à préciser, le 17 juin, que son emblème ne peut être utilisé que par les services sanitaires des forces combattantes, afin d'assurer la protection des blessés, des malades et de toutes les personnes qui les soignent. Violer ce principe équivaut à compromettre toute action humanitaire et, par conséquent, à priver d'assistance

blessés et malades. Seuls, le personnel sanitaire, les hôpitaux ou autres établissements hospitaliers, les unités sanitaires mobiles et les divers véhicules, navires et aéronefs sanitaires, sont autorisés à utiliser ce signe distinctif.


L'emblème de la Croix-Rouge, rappelle à cette occasion le CICR, dans une lettre adressée à toutes les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, doit créer « un réflexe de respect ». Il remplit une fonction primordiale dans la mise en œuvre du droit international humanitaire et constitue l'un des éléments essentiels des conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels adoptés en 1977.

ISABELLE VICHNIAC.

© NICARAGUA : les sandinistes refusant le report du sommet centraméricain. — Le report aux 6 et 7 août du sommet centraméricain, initialement prévu au Guatemala pour les 25 et 26 juin, a créé de vives tensions entre le Nicaragua et les autres participants : Costa Rica, Honduras, El Salvador et Guatemala. D'après M. Daniel Ortega, le président du Nicaragua, il s'agit d'un « sabotage » orchestré par les Etats-Unis. M. Ortega a indiqué qu'il ne se rendrait pas au sommet si la date initiale n'était pas respectée. — (AFP.)

© VENEZUELA : trente morts dans des affrontements entre militaires et trafiquants de drogue. — Onze soldats vénézuéliens et une vingtaine de trafiquants de drogue ont été tués dans des combats près de la frontière colombienne, où l'armée détruit les cultures de marijuana. L'armée et la police vénézuélienne ont lancé une vaste opération pour retrouver le groupe de trafiquants qui opère encore dans cette région. Les forces armées colombiennes ont également organisé des recherches de leur côté, les deux pays ayant signé un accord d'assistance mutuelle. — (AFP, Reuters.)

LEONARD DE VINCI
TRAITÉ DE LA PEINTURE
Textes traduits et présentés
par André CHASTEL
18 x 21,5 cm. 370 p.
Nomb. ill. noir et coul. - 275 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Conte - 75006 PARIS

**PICARD**
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
4 gammes de services PICARD se sont vu décerner
la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances
Ligne des inscriptions : au 42-33-44-85

**“UN MONTAGE FINANCIER
DU CRÉDIT NATIONAL
ET JE CRÉE MON PARC
DE LOISIRS”**

Gargantua



En finançant le parc « Mirapolis » à Cergy-Pontoise, le Crédit National donne une nouvelle preuve de son dynamisme et de sa volonté d'innovation. Grands projets, sociétés de services (communication, santé...), loisirs, tourisme : de plus en plus d'entreprises et d'activités bénéficient des conseils et des montages financiers du Crédit National.

**Crédit National**
LES MOYENS DE LA RÉUSSITE

45, rue Saint-Dominique, 75003 PARIS • Tél. (1) 45 50 90 00. Lyon • Lille • Marseille • Nantes • Nancy • Bordeaux • Strasbourg • Rouen • Dijon • Toulouse • Orléans • Besançon • Poitiers • Quimper • Grenoble • Reims • Amiens • Ile-de-France • New York.

L'HISTOIRE IMMÉDIATE

PRINTEMPS 1987

Herce
Bourges

UNE CHAÎNE
SUR
LES BRAS

Seuil

Victor Scherrer

LA FRANCE
PARESSEUSE

Seuil

Hua Linshan
LES ANNEES
ROUGES

Seuil

Cabu
Claude-Marie Vadrot



PLUTÔT RUSSE
QUE MORT!

Seuil

Pierre
Haski

L'AFRIQUE
BLANCHE

Histoire et enjeux
de l'apartheid

Seuil

André Baccard

LES
MARTYRS
DE
BOKASSA

Seuil

ET AUSSI: ALBERT • BEN JELLOUN • BERTOLINO • BRUCKNER
CHALIAND • DANIEL • DEBATISSE • DENIAU • DOUTRELAND
DUMONT • DUVERGER • JEANNENEY • JOFFRIN • KAPELIOUK
LACOUTURE • LECONTE • MINC • PACHET • DU ROY • REY
SOLÉ • ZIEGLER...

COLLECTION DIRIGÉE PAR JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

SEUIL

Politique

Au Sénat

Le gouvernement est contraint d'accélérer l'indemnisation des rapatriés

Le gouvernement a « l'ambition de clore définitivement le dossier financier lié au retour sur le sol métropolitain des personnes dépossédées de leurs biens outre-mer ». Pour concrétiser cette volonté, telle que l'a résumée M. Jean François, sénateur centriste des Bouches-du-Rhône et rapporteur, au nom de la commission des finances, du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés, il fallait un cadre général et celui, plus précis et détaillé, d'un projet.

Le premier avait été fourni par M. Jacques Chirac il y a quelques mois. Le 12 novembre 1986, le premier ministre assurait, devant l'Assemblée nationale, qu'une ultime loi d'indemnisation viendrait, selon les termes de M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, « parachever l'effort déjà consenti par la communauté nationale ».

30 milliards de francs, répartis en quinze ans à compter de 1989, y seraient consacrés, avait alors promis M. Chirac.

Le second cadre, le projet de loi, a été examiné par le Sénat le mercredi 17 juin, après sa discussion générale cinq jours plus tôt.

Parachever : il est de fait que l'histoire de cette indemnisation, qui concerne essentiellement bien sûr les rapatriés d'Algérie, pour être inchangée, n'en est pas moins déjà longue. Des lois de 1970 et 1974 avaient permis la répartition de 9 740 millions de francs. Et la grande loi d'indemnisation de 1978 aura coûté en 1991, année des dernières échéances de remboursement, environ 19 milliards de francs.

Pour « améliorer l'indemnisation des rapatriés, dans le strict respect des grands équilibres financiers », selon les termes de M. Santini, le gouvernement a donc soumis aux sénateurs, les 12 et 17 juin, ce nouveau texte.

Ses principales orientations : extension du champ d'application de l'indemnisation ; réévaluation des barèmes d'indemnisation des divers types de biens ; instauration d'un échelonnement ; distribution d'une allocation en faveur des anciens harkis et consolidation des dettes de certains rapatriés ont été examinées et

quelquefois précisées ou sérieusement amendées, au cours de la discussion de mercredi.

Réévaluation des biens

L'article premier du projet instaure une indemnisation complémentaire en faveur des « Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France ». Des coefficients correcteurs réévaluent la valeur indemnissable des biens pour prendre en compte leur « sous-évaluation dans le cadre du régime juridique de la loi du 15 juillet 1970 ».

Deux articles (2 et 3) étendent le bénéfice de cette indemnisation aux personnes qui ont cédé leurs biens en Tunisie, souvent à leur corps défendant, à partir de 1957 et à celles qui ont été dépossédées au Maroc en 1973.

Une disposition additionnelle, introduite dans le projet sur amendement du gouvernement, lève une nouvelle fois pendant un an, à dater de la publication de la loi, la forclusion dont seraient frappés les dossiers de « retardataires » pour leurs demandes d'indemnisation.

L'indemnité est plafonnée à 1 million de francs par personne ou par ménage dépossédé (cas général) ou 2 millions de francs (cas de la Tunisie, du Maroc... et des retardataires).

A de nombreuses reprises, et notamment à propos des dispositions applicables aux certificats d'indemnisation, qui seront établis, le gouvernement a invoqué, courtoisement mais fermement, face aux demandes de l'opposition sénatoriale, l'article 40 de la Constitution (impossibilité pour les parlementaires de formuler des propositions ou amendements entraînant une diminution des ressources publiques, ainsi que la création ou une aggravation d'une charge publique). Ainsi, il n'est pas question que le paiement tardif de ces certificats donne lieu au versement d'intérêts.

Mais M. Santini n'a pas pu s'opposer à la volonté tenace des

sénateurs de voir une date limite de délivrance des certificats d'indemnisation figurer dans le texte. Celle du 30 septembre 1988 a été retenue, le président de la commission des finances, M. Christian Poncelet (RPR, Vosges) allant jusqu'à menacer le gouvernement « d'un débat au Parlement si cette date n'est pas respectée ».

Les sénateurs devaient toutefois réserver leur principale offensive à l'échéancier de l'indemnisation, beaucoup trop « lent » à leurs yeux, en particulier pour les rapatriés âgés de quatre-vingts ans et plus. La commission des finances a, en conséquence, réécrit l'article consacré à cet échelonnement, afin que :

— Les rapatriés d'au moins quatre-vingt-dix ans au 1^{er} janvier 1989 soient totalement remboursés cette année-là ;

— Ceux qui auront quatre-vingts à quatre-vingt-dix ans soient indemnisés en trois années.

Echéancier accéléré

« Harcelé » par ces « pressions », ce furent ses mots — M. Santini a consenti à cette accélération, dont les conséquences ne sont pas insignifiantes : 80 % des dossiers d'indemnisation (dont le nombre potentiel est évalué à quatre cent mille environ) devraient être soldés en sept ans. La charge financière sera pendant ces sept premières années de 2 milliards et demi de francs par an, et non 2 milliards, comme il avait été prévu initialement.

Enfin, l'ensemble des certificats d'indemnisation devrait être remboursé en treize ans, et non en quinze ans. Ainsi amendé, le texte du gouvernement a été adopté par le Sénat par 239 voix contre 13, les socialistes s'abstenant, sous bénéfice d'inventaire (la discussion à venir au Palais-Bourbon), et les communistes votant contre ce qui n'est, à leurs yeux, qu'un énorme « chèque en blanc », au demeurant « sans provision ».

MICHEL KAIMAN.

Le vote des lois de règlement

La gestion des socialistes approuvée malgré certains « grincements... »

L'exercice est toujours périlleux : après une alternance, un gouvernement doit faire approuver un projet de loi, signé par lui, clôturant les comptes de la gestion budgétaire de ses prédécesseurs. En 1982, la gauche l'avait fait sans trop de difficultés. La droite cette fois s'est fait prier.

Les lois de règlement, si elles permettent de vérifier que les ministères ont correctement exécuté le budget voté par les parlementaires, sont aussi de simples exercices comptables indispensables à la bonne marche des finances de l'Etat. M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), rapporteur général de la commission des finances, a rappelé le mercredi 17 juin à l'Assemblée nationale qu'examinait celles de 1984 et de 1985. Leur approbation « avait un caractère strictement comptable et ne pouvait valoir en aucune manière approbation de la politique budgétaire », mena ainsi tous de ces années. M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, fut tout aussi clair. Après avoir séchement critiqué celle-ci, il demanda d'adopter simplement « des documents comptables ».

Ils ne furent pas suivis par leurs amis. M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine), avec l'approbation du bureau du groupe RPR, expliqua que son groupe ne voulait donner « aucun gîte à la désastreuse gestion de nos prédécesseurs et qu'il ne participerait donc pas au vote ». M. Gilbert Gantier (UDF, Paris), tout aussi critique sur la gestion précédente, voulait rester au niveau du « simple constat », annonça que l'UDF approuverait ces deux projets de loi. Mais comme il n'était plus là au moment du vote, ses amis prirent la même attitude que les députés RPR.

Pour le FN, pas de problèmes de consigne : les comptes sont « opaques, tronqués, truqués, irréguliers et illégaux », affirma M. Pierre Descaves (FN, Oise). L'extrême droite ne pouvait donc que les repousser. Le PC, lui, par la voix de M. Paul Mercieca (PC, Val-de-Marne), resta fidèle à son attitude passée : il avait approuvé le budget de 1984, mais critiqué son exécution, il s'abstenait donc sur sa loi de règlement ; il avait refusé le budget de 1985, il ne

L'Assemblée nationale, le mercredi 17 juin, a approuvé, après le Sénat, le projet de loi modifiant le statut de la fonction publique territoriale. Les députés RPR, UDF et FN ont voté pour ; ceux du PS et du PC se sont abstenus. Mais, les modifications apportées au Palais-Bourbon, appelant un nouvel examen par les deux Chambres du Parlement. Cela est heureux, car la manière dont le travail s'est effectué à l'Assemblée, et malgré une seconde délibération immédiate,

Cette reprise de la discussion n'aurait pu être que technique, pour l'essentiel les arguments politiques ayant été échangés fin mai, si la question, des polices municipales n'avait pas été abordée. Par un amendement déposé au Sénat, le gouvernement a, en effet, ajouté un nouvel article à son projet initial pour donner une base légale à l'existence des policiers municipaux. Il précise : « sans préjudice de la compétence générale de la gendarmerie nationale ou de la police nationale, le bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques peuvent être placés par le maire sous la surveillance d'agents de police municipaux agréés par le procureur de la République ».

Socialistes et communistes n'ont pas bien compris l'intérêt de cet ajout. Comme l'a dit M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) : « Soit c'est de la poudre aux yeux soit il est dangereux ». Il a observé que les bases juridiques des polices municipales existent déjà dans le code des communes.

Pour la gauche, donc, le problème est de définir précisément le statut de ces agents et leurs pouvoirs.

Une gestion sécuritaire

Or, cela ne figure pas dans le texte du gouvernement. M. Yves Galland, ministre délégué aux collectivités locales, a présenté, le 11 juin, devant le comité directeur de l'Association des maires de France, les différentes mesures que le gouvernement se propose de prendre dans les prochains mois pour améliorer les lois de décentralisation, dont la gauche a pris l'initiative à partir de 1982, et pour en rectifier les effets sur certains points. D'autres mesures plus ponctuelles sont destinées à améliorer la situation financière de certaines collectivités locales. Les grandes lignes de ce dispositif avaient été arrêtées le 19 mai lors d'un conseil interministériel réuni sous la présidence de M. Chirac.

« La fiscalité des arsenaux... » A la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat du 4 juillet 1986, le gouvernement est disposé de s'acquiescer auprès des communes de la taxe professionnelle lorsque, dans les arsenaux, il se livre à lui-même des biens et des services. D'où un manque à gagner pour une cinquantaine de communes, de 164 millions de francs.

Dans la loi de finances de 1988, M. Galland a promis qu'un dispositif serait inscrit pour que les communes continuent à toucher de la part des arsenaux une somme qui leur est due.

« La libération des tarifs publics locaux... » Pour les transports publics urbains et pour les cantines scolaires, un système de libération scolaire, est décidé, fondé sur les discussions contractuelles et sur l'appréciation par les préfets de la situation locale et des besoins légitimes des familles les plus démunies.

« La réforme de la caisse d'Etat à l'équipement des collectivités »

A l'Assemblée nationale

Débat sur les polices municipales

Le débat sur les polices municipales, a permis l'introduction dans le texte de nombreuses corrections juridiques, voire des contradictions. La difficulté de la construction d'une législation s'appliquant à tous les fonctionnaires des communes, départements et régions nécessitait un débat maîtrisé. Ce ne fut pas plus le cas mercredi que les mardi 26 et mercredi 27 mai quand le projet avait commencé à être débattu.

clers municipaux, et à ceux des maires qui les emploient, ne soient ainsi « légitimés » des pratiques contestables. Refusant le projet qui lui faisait la droite de « refuser les polices municipales », la gauche a simplement souligné que le problème ne pouvait être réglé par « une gesticulation sécuritaire ». M. François Asselineau (PC, Seine-Saint-Denis) a ainsi fait remarquer que l'existence d'une telle police à Aulnay-sous-Bois n'empêchait pas la délinquance d'être plus importante dans cette ville que dans d'autres communes du département où les municipaux avaient mis en œuvre des politiques de prévention.

La droite n'a pas nié la nécessité d'une législation plus complète. Ainsi M. Marc Bécam (app. RPR, Finistère) a reconnu que la « sécurité » ne devait être que de la compétence de l'Etat, mais il a ajouté que « ce n'est pas parce qu'il y a eu quelques bavures, quelques excès » qu'il faut refuser le principe même

de police municipale, puisque l'Etat n'a pas respecté sa promesse, déjà faite en 1941, et souvent renouvelée depuis lors, d'étudier celles qui existent. Même position pour M. Jean-Pierre Schenard (FN, Val-de-Marne) qui recompte toutefois qu'il est souhaitable que, par leurs équipements, les policiers municipaux soient clairement distingués de ceux de l'Etat.

Les amendements socialistes prévoyant ce genre de dispositions furent pourtant refusés par la majorité (y compris celui interdisant la détention d'armes). La gauche, grâce à l'appui du FN, fit tout de même approuver un amendement prévoyant que les policiers municipaux, appelés en l'occurrence, comme le souhaite le PS « gardes municipaux », seraient dotés d'une « carte professionnelle ».

THEOPHY BRÉNIER.

Devant le comité directeur de l'Association des maires de France

M. Galland a annoncé des mesures en faveur des communes et départements les plus défavorisés

M. Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités locales, a présenté, le 11 juin, devant le comité directeur de l'Association des maires de France, les différentes mesures que le gouvernement se propose de prendre dans les prochains mois pour améliorer les lois de décentralisation, dont la gauche a pris l'initiative à partir de 1982, et pour en rectifier les effets sur certains points. D'autres mesures plus ponctuelles sont destinées à améliorer la situation financière de certaines collectivités locales. Les grandes lignes de ce dispositif avaient été arrêtées le 19 mai lors d'un conseil interministériel réuni sous la présidence de M. Chirac.

« La fiscalité des arsenaux... » A la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat du 4 juillet 1986, le gouvernement est disposé de s'acquiescer auprès des communes de la taxe professionnelle lorsque, dans les arsenaux, il se livre à lui-même des biens et des services. D'où un manque à gagner pour une cinquantaine de communes, de 164 millions de francs.

Dans la loi de finances de 1988, M. Galland a promis qu'un dispositif serait inscrit pour que les communes continuent à toucher de la part des arsenaux une somme qui leur est due.

« La libération des tarifs publics locaux... » Pour les transports publics urbains et pour les cantines scolaires, un système de libération scolaire, est décidé, fondé sur les discussions contractuelles et sur l'appréciation par les préfets de la situation locale et des besoins légitimes des familles les plus démunies.

« La réforme de la caisse d'Etat à l'équipement des collectivités »

locales. — Cette caisse va devenir, par décret, une société anonyme soumise au droit commun des établissements financiers spécialisés, comme le Crédit national par exemple. Aucune ponction sur ses réserves financières ne sera faite par l'Etat, a assuré M. Galland. D'autres mesures, destinées à améliorer les mécanismes de la décentralisation, vont être inscrites dans un prochain projet de loi, « dans un esprit pragmatique, sans juridisme excessif ».

Le gouvernement ne renoncera pas en cause les dotations d'équipement ou de fonctionnement versées par l'Etat aux collectivités locales, mais il ajustera les critères d'attribution qui aboutissent aujourd'hui à pénaliser une multitude de petites communes et les départements les moins peuplés (vingt-cinq environ). La réforme proposée par M. Galland apparaît du reste d'une complexité aussi profonde que le système actuel. Des mesures devront être prises, a assuré le ministre, en faveur des communes touristiques.

Le gouvernement propose aussi d'améliorer la coopération intercommunale et de permettre à une ville qui fait partie d'un Syndicat intercommunal et qui veut s'en retirer de le faire facilement.

Enfin, le ministre a confirmé que le gouvernement voulait enlever aux chambres régionales des comptes les contrôles des petites communes pour les faire effectuer par les trésoriers payeurs généraux, les chambres réservant les collectivités locales importantes. Cette mesure soulève de très vives protestations dans les rangs des magistrats qui composent ces juridictions.

F. GR.

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au Palais de l'Élysée le mercredi 17 juin 1987. A l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

L'ACTION EN JUSTICE DANS L'INTERET COLLECTIF DES CONSOMMATEURS

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence ont présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'action en justice dans l'intérêt collectif des consommateurs.

Ce projet apporte au dispositif existant deux innovations qui permettront aux associations de consommateurs d'exercer l'action civile devant toutes les juridictions lorsque des atteintes sont portées aux intérêts des consommateurs.

1) D'une part, il permet au juge d'ordonner non seulement la réparation du préjudice proprement dit sous forme de dommages-intérêts, mais aussi la cessation immédiate d'un état de fait illicite, qu'il s'agisse de pratiques économiques ou de contrats contre, le juge pourra prononcer une astreinte et ordonner la publication de sa décision.

2) D'autre part, lorsque l'intérêt des consommateurs est atteint en dehors de toute infraction pénale, le projet permet au ministère public d'intervenir au nom des consommateurs pour demander au juge qu'il prononce ces mêmes mesures.

Ce texte élargit ainsi les possibilités d'action en justice des associations de consommateurs. Il va également dans le sens d'une décentralisation des contentieux de la consommation, tout en tenant compte de leurs particularités.

Soucieux de donner plus de responsabilité tant aux professionnels qu'aux consommateurs, ce projet de loi contribuera au fonctionnement plus harmonieux du marché dans une économie de libre concurrence.

POUR UNE MEILLEURE COHERENCE DE L'ORGANISATION DES MINISTÈRES ET DE LA PRÉSENTATION DES TEXTES LÉGISLATIFS ET PARLEMENTAIRES

Le ministre délégué chargé de la réforme administrative a présenté au conseil des ministres un ensemble de mesures destinées à mieux maîtriser tant l'organisation des administrations centrales que les textes qu'elles produisent.

L'OPÉRATION INTERMINISTÉRIELLE VACANCES 1987

Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence a présenté au conseil des ministres une communication sur l'opération vacances 1987.

Cette opération regroupe un ensemble d'actions visant à favoriser l'accueil des touristes et à protéger les consommateurs durant une période propice aux abus de toutes sortes. Elle est conduite sur le terrain par les préfets, commissaires de la République, dans trente-cinq départements choisis en raison de leur fréquentation touristique. Elle revêt cette année une importance particulière, puisque c'est la première qui suit la mise en œuvre de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence. Elle privilégie trois axes :

- 1) Accroître l'information des consommateurs.
- 2) Renforcer la protection des consommateurs. — La surveillance sera plus particulièrement orientée vers l'activité touristique et portera notamment sur l'affichage des prix, l'hygiène alimentaire, la qualité des eaux de baignade et le paracommercialisme.
- 3) Développer toutes les formes de dialogue entre les parties intéressées. — Les représentants des professionnels et des consommateurs pourront échanger leurs points de vue au sein des comités départementaux de la consommation.

L'accord des deux parents n'est pas obligatoire pour décider de l'exercice conjoint de l'autorité sur les enfants du divorce

La diminution du nombre des mariages (417 000 en 1972, 266 000 en 1984), l'accroissement de celui des divorces (44 700 en 1972, 109 000 en 1985) et la forte progression de la proportion d'enfants naturels (6 % en 1966, près de 20 % en 1985) font obligation au législateur d'en tenir compte à intervalles réguliers. Préférant évacuer le traditionnel débat sur le bien-fondé ou non des lois qui doivent « suivre les mœurs », M. Charles Jolibois (art. adm. aux RI, Maine-et-Loire), rapporteur de la commission des lois, s'en est tenu à ce qu'il appelle « le devoir impératif de sauvegarder au mieux l'intérêt de l'enfant ».

Tous les autres orateurs qui ont participé à la discussion du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale au Sénat, mercredi 17 juin, en ont convenu.

Que l'accord préalable des parents subordonne le système d'exercice conjoint de l'autorité parentale ne satisfait guère M. Jean-Michel Baylet (Gauche dém., Tarn-et-Garonne). En outre, le président d'honneur du MRG a fait cause commune — mais sans succès — avec son président de groupe, M. Jacques Pelletier (Aisne, app. UDF), pour refuser de voir se substituer à une « puissance paternelle périmée » une « véritable puissance maternelle » dans le cas des enfants naturels.

Pour l'un et pour l'autre, il est nécessaire de faciliter la procédure de reconnaissance de l'enfant naturel et d'assimiler le plus possible la situation de ces enfants avec celle des enfants de parents divorcés exerçant une autorité parentale conjointe.

Pas de contrainte excessive susceptible d'envenimer le conflit mais, au contraire, la souplesse qui permet l'adaptation aux cas concrets, plaide M. Jean Cauchon (Un. cent., Eure-et-Loir).

Les socialistes, eux, sont plus audacieux : ainsi M. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort) affirme que beaucoup d'améliorations sont nécessaires pour que le projet de loi soit autre chose qu'un « texte d'affiche ».

C'est sans succès qu'il défend un amendement dispensant que divorcé ou séparé de corps, l'un et l'autre parent pourront conserver l'autorité parentale, seule revenant au juge la fixation des modalités de résidence.

De même il ne convainc pas M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, qui défend un texte auquel la chancellerie et le ministère de la justice ont participé, d'une distinction nette entre autorité parentale conjointe, assortie d'un droit d'hébergement, et autorité parentale exercée par un seul parent, nécessitant un droit de visite pour l'autre.

Prise en compte des ressources

Le rejet de ces propositions ont conduit les socialistes à s'abstenir sur l'ensemble du projet adopté par tous les autres groupes.

Toutefois, M. Dreyfus-Schmidt s'est retrouvé d'accord avec la commission des lois pour que le texte initial du projet soit rétabli et que soit supprimée, contrairement au souhait de l'Assemblée, l'obligation faite au juge, de recueillir l'accord des parents pour décider de l'autorité conjointe.

Le gouvernement ne s'oppose pas à ce que la loi fasse obligation au juge de tenir compte pour les questions matérielles, des ressources des deux parents, comme le souhaitaient la commission des lois et les socialistes.

Les enfants de plus de treize ans doivent-ils ou non être entendus par le juge matrimonial ? La matière est délicate. La commission des lois a fait adopter un amendement qui prévoit que cette audition ne pourra avoir lieu qu'à la demande de l'un des parents, sauf décision contraire et motivée, par le juge.

Rendre ces auditions obligatoires, semblait en effet, outre les inconvénients que cela pouvait présenter pour l'enfant, créer une automatisation préjudiciable à la liberté du juge.

Après que les deux assemblées du Parlement se seront penchées sur cette « question de société », reste le vœu formulé par M. Jolibois : engager une réflexion approfondie sur l'ensemble du droit familial que l'évolution des mœurs rend de plus en plus dangereusement inadéquat.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Politique

Amélioration de la cote de popularité de M. Chirac

La cote de popularité du premier ministre enregistré une amélioration, selon les résultats du sondage réalisé par BVA, et publié, le jeudi 18 juin, dans *Paris-Match* (1). Tandis que 41 % des personnes interrogées (au lieu de 40 % en mai) déclarent avoir une bonne opinion de M. Jacques Chirac, 45 % (au lieu de 49 %) expriment une opinion contraire. La cote du président de la République demeure stable : 55 % des sondés (au lieu de 56 % le mois dernier) émettent un avis favorable sur M. François Mitterrand, alors que 32 % (au lieu de 33 %) en ont une opinion négative.

52 % des consultés (au lieu de 50 % en février) ne font pas confiance au gouvernement pour résoudre les préoccupations principales des Français et 34 % expriment un avis contraire. Mais 57 % (au lieu de 50 %) considèrent que l'opposition « ferait sensiblement pareil » sur ces questions.

(1) Sondage effectué du 1^{er} au 5 juin, auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent quarante personnes.

● M. Pierre Messmer (RPR) juge l'affaire Létard. — M. Messmer a affirmé avoir pensé « depuis le début que l'affaire Létard se terminerait en eau de boudin » lors d'une interview à *Paris-Match*, le mercredi 17 juin. Le président du groupe RPR à l'Assemblée a ajouté que « Létard et Noir ont été à l'origine d'un débat. Qu'ils s'interrogent maintenant sur les causes et les conséquences de leur comportement ».

● M. Mitterrand fait déposer une gerbe sur la tombe du général de Gaulle. — A l'occasion du quarante-septième anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, M. François Mitterrand devait faire déposer, jeudi, par son chef d'état-major particulier, une gerbe sur la tombe du général de Gaulle au cimetière de Colombey-les-Deux-Églises. Comme chaque année, le chef de l'État se rendra jeudi soir au Mont-Valérien pour la cérémonie de commémoration de l'appel de de Gaulle à la Résistance.

Après la demande en référé du président du Front national

« Le Canard enchaîné » ne sera pas saisi

L'austérité, parfois glacée de la justice, n'empêche pas les magistrats de donner de temps à autre des leçons d'humour à certains plaisieurs. M. Jean-Marie Le Pen en a fait l'expérience. Le mercredi 17 juin, en se heurtant au refus de M^{me} Hugues Le Foyer de Costil, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, qui n'a pas jugé nécessaire de lui accorder la saisie du numéro du *Canard enchaîné* où figure, en première page, une photographie du président du Front national de dos, en train de changer de maillot de bain. A côté, le journal satirique avait placé l'une des photos de l'ex-épouse de M. Le Pen, extraite de celles publiées par le magazine *Playboy*. Les deux images sont placées sous le titre « Le sexe-fesse du couple infernal ».

En invoquant une atteinte intolérable « à l'intimité de sa vie privée », M. Le Pen avait chargé M^{me} Olivieri

Samy de demander en référé la saisie pure et simple du *Canard enchaîné*. L'avocat plaide « l'exploitation politique d'une scène de ménage », alors que pour M^{me} Christine Courty, ce déshabillage ayant eu lieu sur une plage de Nouvelle-Calédonie, lors d'un voyage officiel de M. Le Pen effectué en 1985, il s'agissait d'un « événement historique », dont le contexte actuel justifiait la publication.

Dans une ordonnance rendue une heure après l'audience, le magistrat estime « la satire comme la caricature, manifestation de la liberté de critique, permettant des exagérations, des déformations et des présentations gravement ironiques ». Après avoir observé que le personnage représenté sur le cliché litigieux « n'est pas reconnaissable », M^{me} Le Foyer de Costil conclut en déclarant : « Une telle publication, faite en réponse à la parution, dans un autre périodique, de photographies sur lesquelles l'ancienne épouse du demandeur apparaissait partiellement dénudée, ne constitue pas, pour Jean-Marie Le Pen, une agression d'une gravité telle qu'elle puisse justifier la mesure exceptionnelle que constitue la saisie d'un journal, mais davantage une plaisanterie dont l'outrance peut être regrettable ».

MAURICE PEYROT.

Un débat Le Pen-Lajoie sur Europe 1 ?

Dans l'entretien qu'il nous a accordé (*Le Monde* du 16 juin), M. André Lajoie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, déclarait : « Il ne faut pas sous-estimer Le Pen. C'est pourquoi je suis prêt à l'affronter ». Interrogé, sur l'éventualité d'un tel débat, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, nous a répondu : « Je préfère saisir toute occasion de parler de moi-même que d'entendre les autres parler de moi ».

Invité, le jeudi 18 juin sur Europe 1, et informé par Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'antenne, de l'accord de M. Le Pen qui, par ailleurs, gratifie M. Lajoie du sobriquet « de paysan de bureau », le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais a dit : « Évidemment, il faut le faire ». Le directeur d'antenne d'Europe 1 a saisi la balle au bond pour être, « peut-être », l'organisateur de la rencontre. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et M. Le Pen débattront ensemble sur RTL, le lundi 22 juin.

Le succès d'un parti ou d'un courant politique passe désormais par un certain renouvellement de son approche de la société : c'est sur cette position de principe que s'est créée, à gauche, l'association Démocratie 2000, dont l'ambition est d'aider la gauche à renouveler son message comme ses modes d'action sur tous les enjeux d'aujourd'hui.

A son initiative se sont réunis, le lundi 15 juin, MM. Max Gallo, Alain Krivine et Daniel Cohn-

M. Marchais se déclare « très optimiste pour 1988 »

M. Georges Marchais, qui était le jeudi 18 juin l'invité d'Europe 1, a indiqué qu'il ne croyait « absolument pas » aux sondages qui font apparaître un recul de l'audience de son parti auprès de l'opinion publique.

Le secrétaire général du PCF a notamment déclaré : « Je suis très satisfait et même très heureux. Je pense que le Parti communiste est en excellente santé. Lors de l'élection présidentielle de 1981, j'avais recueilli quatre millions et demi de suffrages, et mon opinion est que notre candidat André Lajoie peut faire aussi bien sinon mieux ».

« L'expérience accumulée depuis 1981 doit permettre aux Français et aux Français de prendre conscience que les communistes avaient raison. Je suis très optimiste pour 1988. Évidemment, cela ne sera pas facile, cela va être une bataille terrible, mais nous pouvons la gagner ».

M. Marchais a ajouté : « Notre parti s'est donné une politique nouvelle, qui est la seule à pouvoir sortir la France de la crise (...), le Parti communiste a retrouvé son originalité, voilà la question essentielle ».

Offensive diplomatique du FLNKS en direction des Etats mélanésiens

NOUMÉA de notre correspondant

Le FLNKS poursuit son offensive en direction des pays de la région du Pacifique sud, en mettant actuellement au point un « pacte d'union » qui sera soumis ces prochaines semaines à la signature de tous les Etats mélanésiens. Le déplacement qu'effectuera au Vanuatu, du 16 au 20 juin, une délégation de sept chefs coutumiers canaques conduite par M. Yelwéné Yelwéné, numéro deux du FLNKS, inaugure cette démarche, dont le but affiché est de « renforcer les liens de solidarité entre les pays mélanésiens ».

MM. Henri Boula, Paul Sibazé (grands chefs de Lifou), David Sinéwami, Paul Jéwiné (grands chefs de Maré), Cyrille Wénégoi (grand chef d'Ouvéa), Jean-Paul Porida (petit chef de Koné) et Charles Moindou (petit chef de Thio) présenteront la « commune » au Conseil national des chefs du Vanuatu sous la forme d'un don de matériel de construction ; le gouvernement de Port-Vila sera ensuite invité à signer le texte du « pacte d'union ».

La même méthode — où la procédure coutumière est mise en avant — sera utilisée lors des prochaines visites, qui conduiront, au mois de juillet, la délégation canaque aux

Tes Fidji, aux Iles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Partant du principe que « les peuples de Mélanésie constituent un ensemble ethnique et culturel important et homogène », le « pacte d'union » envisage la mise en place d'institutions communes, dont une haute commission exécutive (composée de premiers ministres ou chefs de gouvernement), un congrès de l'union (formé de délégations de chaque Parlement) et une Cour de médiation (chargée d'arbitrer les différends).

Le FLNKS cherche à atteindre, à travers cette initiative, un double objectif. Il s'agit d'abord pour lui d'obtenir de ces quatre Etats membres du Forum du Pacifique sud la reconnaissance officielle du gouvernement provisoire de la République de Kanaky. Ce serait une première car, jusqu'alors, seul le FLNKS en tant que parti politique était reconnu. En second lieu, cette offensive politico-coutumière régionale s'inscrit dans la campagne préférendaire des indépendantistes, visant à « déstabiliser la stratégie de M. Pons » : elle devrait culminer, selon leur plan, avec la tenue à Nouméa, au mois d'août, d'une réunion au sommet des représentations coutumières de toute la Mélanésie.

F. B.

L'avenir de la gauche

M. Gallo face à M. Krivine et à M. Cohn-Bendit

Bendit pour un débat public sur le thème : « Quoi de neuf à gauche ? »

Les trois participants se sont accordés sur la nécessité de réconcilier la gauche avec une société en mutation, de tenir compte des « phénomènes de décomposition sociale » tels que les a décrits M. Gallo ainsi que du déséquilibre provoqué par la détérioration du Parti communiste.

S'il y a accord sur l'analyse globale des orientations, des divergences sont apparues quant aux

voies qui devraient permettre à la gauche d'affronter les nouveaux enjeux de la société. Les trois invités ont paru avoir quelques difficultés à dépasser les clivages anciens.

Ainsi, M. Max Gallo, qui a insisté sur la nécessité de « dépasser la représentation d'un groupe social ou d'un groupe social » et de « recomposer la société en tenant compte de tous les courants », a assigné au Parti socialiste la mission de conduire le vaste mouvement de conciliation des aspirations et des contradictions de la société. Or

MM. Alain Krivine et Daniel Cohn-Bendit, qui n'ont pas manqué de critiquer ici et là certains aspects de l'action du PS au gouvernement, contestent cette vision.

Pour M. Krivine, le Parti socialiste, « qui n'a aucun projet de société à proposer », ne saurait jouer un rôle déterminant au sein du monde ouvrier ; tandis que, selon M. Cohn-Bendit, le Parti socialiste « témoigne d'un traditionalisme effarant » et relève d'une politique électoraliste.



TENIR LA DISTANCE

Avec les ingénieurs de Télésystèmes

vous irez au fond des problèmes pour aller plus loin dans les solutions. Vous tiendrez la distance parce qu'ils tiendront leurs délais et leurs budgets. Cette maîtrise, ils l'ont acquise au contact des différents métiers qu'ils pratiquent chez Télésystèmes sur des centaines de chantiers de pointe en France et dans le monde : Banques de données : Avec sa division Questel, leader en France et en Europe, Télésystèmes vous fournit l'information dont vous avez besoin dans le domaine des marques, des brevets, de la vie des sociétés.

Télématique : Télésystèmes offre les plus grands serveurs au service de la télématique professionnelle mais aussi de la télématique grand public.

Gestion de centres informatiques : Télésystèmes vous

apporte conseil et assistance pour l'exploitation de vos centres informatiques, pour répondre à vos besoins d'infocentres et pour prendre en charge la gestion de vos ordinateurs.

Logiciels : Nous vous proposons notre maîtrise des techniques de développement d'applications et des outils de génie logiciel. Nous réunissons pour vous des prestations de haut niveau dans le domaine du conseil et de l'assistance technique.

Ingénierie de réseaux et de systèmes : Nous nous situons aujourd'hui à la toute première place en matière de réseaux locaux et systèmes de communication d'entreprise.

Nous développons des logiciels bancaires et offrons un niveau d'expertise élevé dans le domaine de la sécurisation des transactions et de la carte à mémoire.

Mais, si importante soit-elle, la technique n'est pas tout.

Télésystèmes a été l'une des premières entreprises à comprendre l'importance d'une relation de qualité entre les hommes. Formés dans cet esprit, nos ingénieurs sauront s'adapter harmonieusement à vos équipes.

Télésystèmes fait partie du groupe COGECOM (Compagnie Générale des Communications). Télésystèmes - 115, rue du Bac 75007 Paris - Tél. : (1) 45.44.38.98.

Telesystemes
Gagnons ensemble.

Banques de données - Télématique - Centres informatiques - Logiciels - Ingénierie.

Politique

La situation en Corse après l'assassinat du docteur Lafay

M. Robert Pandraud à Ajaccio

Les obsèques de Jean-Paul Lafay, assassiné dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juin, à Ajaccio, devraient être célébrées samedi. Le conseil général de Haute-Corse a souhaité un « caractère solennel » à ces obsèques. De leur côté, les confrères vétérinaires du docteur Lafay devaient observer, vendredi, une journée de grève en signe de deuil, tandis que la majorité de l'opposition et les responsables attribuent cet assassinat aux nationalistes clandestins. L'ex-FLNC a démenti.

Après les incidents qui ont marqué la dernière journée du voyage de M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, en Corse,

onze personnes, dont deux jeunes femmes, étaient toujours en garde à vue jeudi; seul un mineur interpellé au moment des affrontements a été remis en liberté.

M. Robert Pandraud, ministre de la sécurité, était attendu jeudi à Ajaccio, où il réunit M. Joël Thoraval, préfet de la région Corse, préfet de la Corse-du-Sud, M. Michel Besse, préfet de Haute-Corse, M. Marcel Morin, préfet délégué pour la police, ainsi que les responsables des services de police, notamment ceux d'Ajaccio, qui sont chargés de l'enquête, et la gendarmerie.



Le « déshonneur »

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

« Venu les mains nues pour le dialogue, Lafay s'est fait descendre à la sortie: c'est ignoble... » Les dernières images, sur FR3, du vétérinaire, assassiné peu après l'émission, sont celles d'un homme acceptant, pour la première fois, le débat avec les nationalistes qui l'assassinent depuis quatre ans. Mesure et respect mutuel, c'était le sens d'une émission que l'on n'oubliera pas sur l'île. On a assassiné pas celui qui commence à tendre la main.

Au lendemain des déclarations en Corse du ministre de l'intérieur, « trop triomphalistes » selon beaucoup de Corses, l'île retrouve-t-elle ses vieux démons? Pendant cette première journée de deuil, les responsables politiques ont dénoncé l'acte odieux, le « déshonneur » avec une unanimité rare. Mais pas sans nuances. Les radicaux de l'opposition et la majorité ne sont pas hésitants à leur « coupable », l'ex-FLNC. Les autres responsables,

par principe, attendent des preuves: l'enquête ne fait que commencer.

Comme pour les politiques, tout semble, aux yeux de l'opposition, accusé l'ex-FLNC. Mais « sait-on jamais? » L'expérience incite à la prudence. Une seule certitude: Jean-Paul Lafay était un « symbole ». Il présidait l'Association d'aide aux victimes du terrorisme. Ses assassinats sont des « bourreaux », qui, selon M. Thoraval, préfet de région, « rappellent étrangement les souvenirs évoqués aujourd'hui au procès de Lyon ». M. Jean-Paul de Rocca-Serra, (RPR) président de l'Assemblée de Corse, salue « la victime qui a su résister parce qu'elle aimait vivre en Corse comme elle en avait le droit. Les Corses sont déshonorés par ce crime odieux et rejettent catégoriquement de leur communauté ceux qui l'ont commis ».

« Une provocation » Les regards se tournent donc d'abord vers l'ex-FLNC. Après trois revendications au nom de cette orga-

nisation, mercredi à 19 h 15, par son « canal habituel », l'ex-FLNC a démenti « formellement » avoir commis l'attentat. En ville, on attendait cette information, après la conférence de presse réunie dans l'après-midi par les trois élus nationalistes de l'ex-MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination) à l'Assemblée de Corse.

Cet assassinat est une provocation, a affirmé devant la presse M. Alain Orsoni. « Tout l'indique: ses circonstances troubles d'abord; le contexte ensuite, juste après un débat auquel deux représentants nationalistes participaient, et après des appels à la haine. Le ministre de l'intérieur sur l'île a utilisé des termes sans équivoque: « liquider les nationalistes en Corse ». Pour ces élus, l'ex-FLNC, organisation politique « responsable », n'a pu commettre l'assassinat. Ils concluent au « début d'un GAL corse » (1). M. Alain Orsoni rappelle alors les propos de M. de Rocca-Serra, président de l'Assemblée régionale, à l'Assemblée de Corse: « Faites en sorte que les Corses n'aient pas à utiliser la loi du talion ».

Les termes de l'affrontement, recherché par les uns et refusé par d'autres, et redouté par la majorité des insulaires sont ainsi posés. L'opinion d'interroge sur ce « démenti formel » de l'ex-FLNC. Plusieurs hypothèses sont envisagées. D'abord l'ex-FLNC refuse la paternité de ce qu'il n'a pas fait: « Dans ce cas, il renvoie la responsabilité de l'affrontement à l'Etat ».

Autre possibilité retenue par presque tous en Corse: l'ex-FLNC a commandité l'assassinat. Pour lui, le moment serait venu d'affronter directement l'Etat français. Et il dément, « par manœuvre politique », disent les partisans de cette thèse.

Ces derniers temps le débat s'est ouvert entre les autonomistes de l'UPC (Union du peuple corse) et les élus de l'ex-FLNC. L'assassinat de Jean-Paul Lafay a été condamné, sans équivoque, par l'UPC.

DANIELLE ROUARD.

(1) Organisation terroriste, le GAL s'est attaqué à des nationalistes basques réfugiés en France.

Condamnation unanime dans les milieux politiques

« Indignation », « émotion », « condamnation », sont les mots qui reviennent le plus souvent dans les réactions des dirigeants des partis politiques français après l'assassinat à Ajaccio de Jean-Paul Lafay. De la gauche à la droite, de M. François Mitterrand, au cours du conseil des ministres, à M. Valéry Giscard d'Estaing, en passant, entre autres, par M. Jacques Chirac, François Léotard ou Michel Rocard, la condamnation est ferme et unanime. Elle n'implique pas nécessairement un soutien de l'action du gouvernement.

Ainsi le bureau exécutif du PS, réuni mercredi, tout en exprimant son « indignation », rappelle-t-il que « le terrorisme n'est pas une pantalonade » dont parle le ministre de l'intérieur, mais une « redoutable menace ». Le PS « demande que tous soient mis en œuvre pour découvrir et châtier les coupables » et ajoute que si les politiciens sont connus et peuvent être arrêtés quand M. Charles Pasqua le souhaite, « on peut se demander ce qu'il attend pour passer aux actes ».

Du côté du PCF, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti, a souligné, jeudi sur Europe 1, que pour lutter contre ces actions criminelles, on ne peut faire abstraction de la situation économique et sociale de la Corse et rappelle les propositions de son parti.

Le MRG, pour sa part, trouve moyen d'ouvrir une polémique interne à propos de terrorisme corse. M. Jean-François Dauriac, secrétaire national du MRG, avait affirmé mercredi: « Si la fermeté est nécessaire, la provocation est parfois nécessaire » et remarque que « ce n'est jamais par la provocation et la délation que l'on obtient la solidarité et la civilité de la population ». M. François Dauriac, président du MRG, a jugé, le même jour, ces propos « irresponsables » et déclaré: « Le gouvernement de la République doit toujours avoir lutté sans relâche contre le terrorisme ».

Pour l'extrême droite, « ce crime montre que l'Etat de droit n'est toujours pas respecté en Corse, malgré les rotomondettes de M. Pasqua », comme l'a dit M. Bruno Mégret, député FN de l'Aube, qui pense, tout comme le PS, que le ministre de l'intérieur est « au pied du mur ». « S'il (...) connaît [les terroristes], qu'il les fasse arrêter », précise le député FN. Un autre parlementaire du mouvement de M. Jean-Marie Le Pen, M. Bruno Gollnisch (Rhône), a protesté, mercredi, contre le refus de M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, de faire respecter une minute de silence à la mémoire de Jean-Paul Lafay et souligné que tel avait été le cas pour la mort de Malik El-Hachimi.

M. Pasqua: le rôle de l'Etat

Si le RPR exprime officiellement son soutien au gouvernement, le député RPR de Haute-Corse, M. Pierre Pasqua, juge que « ce n'est pas aux Corses de combattre le terrorisme, mais à l'Etat ». A l'instar du président de la République, qui a souhaité « que tous les moyens de la loi soient mis en œuvre pour découvrir et frapper les coupables », la plupart de ceux qui se sont exprimés demandant d'ailleurs que les coupables soient activement recherchés.

M. François Léotard, secrétaire général du RPR et ministre de la culture et de la communication, mercredi devant le Cercle de Paris (maquignon), a élargi le débat en affirmant: « Le règlement de copropriété des Français, ce sont les droits de l'homme, nous devons le dire avec beaucoup de fermeté, y compris aux communautés islamiques qui sont sur notre territoire. Quand on ne respecte pas les droits de l'homme, on n'a aucune raison de demander asile en France (...) Il faut une très grande fermeté, y compris en Corse, contre ceux qui nous font combattre le terrorisme, mais luttent contre le règlement de copropriété ».

A l'Assemblée nationale

La sobriété de M. Alfonsi

Le silence est rare à l'Assemblée nationale, singulièrement le mercredi pendant la séance: souvent tumultueuse consacrée aux questions d'actualité. M. Bruno Gollnisch, député du Front national (Rhône), n'a pas obtenu la minute qu'il réclamait afin de saluer la mémoire de Jean-Paul Lafay, assassiné à Ajaccio. M. Jacques Chaban-Delmas, président de séance, la lui a refusée.

En revanche, un silence profond s'est peu à peu installé au fil de l'intervention de M. Nicolas Alfonsi, député socialiste de Corse du Sud. D'une voix grave, sans effet de manche, M. Alfonsi, âgé de 40 ans, a confié: « J'ai souvent déclaré que mon programme serait d'être le premier à dire la vérité. Je ne suis pas plus associé dans les médias, à la violence. Il est vrai que les années 1984 et 1985 l'avaient vu sortir de l'information nationale et que, si le terrorisme n'avait pas disparu, son expression publique - élément dont il se nourrit - s'en serait effacé ».

Silence toujours, sans aucune protestation sur les bancs de la majorité, lorsque M. Alfonsi a reproché, d'un ton égal, à M. Pasqua ses déclarations antérieures (1): « Quand cessera-t-on de succomber à l'effluve des mots? » « Pantalonade » avons-nous entendu? Mais un homme est mort. L'ordre public est une responsabilité essentielle de l'Etat. Comment justifier cet appel aux Corses pour qu'ils prennent leur destin en main? Quel destin? Pourquoi charger la communauté corse d'une obligation nouvelle qu'il ne lui appartient pas d'assumer, elle qui puise dans son histoire des ressources de patience et de sagesse auxquelles il faut rendre hommage? »

Vous dites commettre les terroristes, mais est-il bien utile de le proclamer alors même qu'ils nous marginalisent? Là où une analyse rigoureuse de la complexité corse serait nécessaire, là où il faudrait conjuguer rigueur, détermination et discernement, on ajoute à la confusion en

se livrant à des variations sur la place publique.

« On ne réformera pas la société corse par décret, mais par une action minutieuse et continue, qui exige l'application de la loi dans toute sa rigueur. Le gouvernement de la République nous trouvera toujours derrière lui lorsqu'il s'agira de combattre le terrorisme. Sa tâche est difficile, mais ne peut-elle faire preuve de plus de sobriété? C'est la question que je lui pose ».

M. Pasqua: « Incapacité »

Cette intervention a été saluée, au-delà des bancs socialistes, par quelques applaudissements à l'UDF. Le ministre de l'intérieur a d'abord répondu mezzo voce. Le gouvernement, a-t-il remarqué, lutte contre le terrorisme « sans complexe », enregistre des succès, y compris en Corse, le mouvement séparatiste, selon lui, « semble de plus en plus dans le terrorisme et la gangstérisme, se coupe chaque jour davantage du soutien dont il bénéficiait dans une partie de la population ».

Puis M. Pasqua a haussé le ton: « Que me reprochez-vous? Ce que j'ai dit, c'est la vérité. C'est pourtant simple: j'ai appelé tous les Corses, comme tous les Français, à coopérer avec les services de police pour mettre hors d'état de nuire ceux qui utilisent la violence pour parvenir à leurs fins ».

M. Pasqua a conclu d'un ton rageur: « Un homme est mort. Vous donnez aucun droit à donner des leçons. Nous, nous n'annulerons jamais de terroristes et nous n'engagerons jamais de négociations avec eux. Nous les metrons hors d'état de nuire ».

Le lundi 15 juin à Bastia, M. Pasqua avait déclaré: « Les "plastiques", ici, tout le monde les connaît, et nous les arrêterons le jour où nous déciderons que cette pantalonade a assez duré ».

« Paris: création d'une ligue anti-terroriste. — Une ligue anti-terroriste, dont l'objet est, notamment, d'intervenir dans les procès de terrorisme, vient d'être créée à Paris. Cette ligue se propose en particulier de faire adopter deux textes de loi permettant aux associations de se porter partie civile dans les affaires de terrorisme et de poursuivre ceux qui tiennent des « propos complaisants » vis-à-vis du terrorisme, a indiqué M. Hervé Juramy, du barreau d'Alger-Provence. Ces textes pourraient, s'inspirer de la loi de 1972 contre le racisme, a-t-il précisé.

Par rapport à l'année 1986

Le nombre des attentats a triplé depuis le 1^{er} janvier

Le nombre des attentats commis en Corse entre le 1^{er} janvier et le 10 juin 1987 a pratiquement triplé par rapport à la période correspondante de l'an dernier: en effet, 284 attentats par explosif ont été commis cette

année au cours de cette période, contre 100 en 1986. De plus, 25 attentats par coups de feu — notamment des mitraillages de bâtiments officiels — ont été enregistrés durant cette période, contre seulement 7 l'an passé.

L'affaire du Carrefour du développement

M. Jacques Delebois n'est plus sous contrôle judiciaire

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a infirmé, mercredi 17 juin, l'ordonnance par laquelle M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé du dossier du Carrefour du développement, avait placé sous contrôle judiciaire M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police nationale. Le juge d'instruction avait pris cette décision le 21 janvier dernier, après qu'un conflit l'avait opposé au parquet sur la nécessité de placer en détention ce haut fonctionnaire policier.

Inculpé de « faux en documents administratifs et complicité », M. Delebois est soupçonné d'avoir manipulé Yves Chaler durant sa fuite en Amérique latine et de l'avoir aidé à obtenir un faux passe-

port, fabriqué par la DST, au nom d'Yves Navaro. Malgré son inculpation, il a été nommé conseiller auprès du directeur général de la police nationale.

La décision de la chambre d'accusation, qui libère M. Delebois des contraintes du contrôle judiciaire, fait suite à une autre décision prise, le 27 mai, par la même juridiction et justifiant le « secret d'usage » invoqué par le ministre de l'intérieur sur l'épisode du « vrai-faux » passeport (Le Monde du 11 juin). Ce choix renforce l'impression que, pour certains magistrats, dans cette affaire, il y a deux poids deux mesures: une volonté de faire la lumière sur les détournements de fonds, un refus d'aller plus avant sur la « manipulation » politique et policière d'Yves Chaler. — E.P.

M. Nucci demande à « être entendu » par la commission « ad hoc »

M. Christian Nucci souhaite « être entendu » par les membres de la commission chargée d'examiner son renvoi éventuel devant la Haute Cour de justice. Il l'a fait savoir expressément par lettre adressée, le mercredi 17 juin, à M. Jean-François Deniau, député UDF du Cher et président de cette commission.

Le 16 juin, M. André Fanton, député RPR du Calvados, avait indiqué qu'il acceptait que M. Nucci, et lui seul, soit entendu « par courtoisie » (Le Monde du 18 juin).

D'autre part, M. Albert Mamy, député UDF du Tarn, membre de la commission, mis en cause par M. Francis Szpiner, avocat de M. Nucci, lui a aussitôt répliqué. M. Szpiner avait protesté contre le fait que quatre des signataires de la proposition de résolution portant mise en accusation de l'ancien ministre de la coopération devant la

Haute Cour de justice soient aussi membres de la commission chargée d'examiner à l'Assemblée nationale cette proposition (Le Monde du 18 juin).

M. Mamy, estime qu'« en demandant aux quatre députés (...) de se récuser eux-mêmes, M. Szpiner se fait d'ignorer que cette commission ad hoc n'est nullement une commission chargée de l'instruction et encore moins une formation de jugement ».

« L'instruction du dossier, rappelle encore M. Mamy, est faite ultérieurement par cinq magistrats de la Cour de cassation qui apprécie souverainement la suffisance des charges et (...) la décision de jugement est dévolue aux parlementaires élus composant la Haute Cour. Ceux-ci ne prennent part ni aux débats ni aux votes sur la mise en accusation ».

Un homme courageux

La cinquantaine sportive, Jean-Paul Lafay, président de l'Association d'aide aux victimes du terrorisme en Corse, assassiné de quatre balles de revolver pendant la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juin, était le modèle même du vétérinaire de campagne d'aujourd'hui partageant les problèmes des éleveurs.

Originaire de Pierre-Buffière (Haute-Vienne), âgé de quarante-neuf ans et père de deux enfants, Jean-Paul Lafay s'était installé à Corte au milieu des années 70. Il y avait eu un début de carrière sans histoire, mais tout allait changer dans l'après-midi du 31 décembre 1982: deux hommes en cagoule pénétraient dans son cabinet, ouvraient le feu à l'arme automatique et le blessaient de trois balles à l'épaule.

Quelques jours auparavant, Jean-Paul Lafay avait reçu une lettre signée de l'ex-FLNC lui intimant l'ordre de quitter la Corse. Refusant de se laisser intimider, il avait alors cherché le contact avec les clandestins pour leur proposer un marché. Il devait obtenir ce contact lors d'une rencontre au masqué avec deux hommes armés et en cagoule se réclamant de l'organisation nationale clandestine.

Jean-Paul Lafay leur avait alors proposé de céder la moitié de son cabinet et de se clienteler à un vétérinaire corse de leur choix. La réponse était venue quelques jours plus tard sous la

forme d'une rafale de 11,43. Cet attentat et la position courageuse qu'il venait de prendre lui valurent de nombreuses marques de sympathie dans la région de Corte et, notamment, dans le milieu des éleveurs où ses qualités professionnelles et humaines étaient appréciées depuis longtemps.

De son lit d'hôpital, Jean-Paul Lafay déclarait en 1983: « Je suis très soutenu. J'ai beaucoup d'amis ici, et puis je ne crains pas la mort ». L'attentat avait suscité une émotion considérable dans l'île et une manifestation rassemblait un millier de personnes à Corte pour soutenir le vétérinaire. Dans ce climat tendu, M. Robert Broussard est nommé préfet de police de Corse deux semaines plus tard. M. Lafay avait milité ensuite dans l'Association d'aide aux victimes du terrorisme (ASAVT) créée par un professeur de gymnastique, M. Robert Bertrand. Cette association groupe environ soixante-dix personnes, des continentaux, mais aussi des Corses. Jean-Paul Lafay en était devenu le président. Il y a environ un an.

Ses propos étaient toujours mesurés: « J'ai trop souffert moi-même de ce type d'action anonyme aux effets psychologiques désastreux pour ne pas être sensible à la détresse de mes compatriotes qui en souffrent », avait-il déclaré. Il y a une dizaine de jours au micro de Radio-Corse internationale.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE VOITURES POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES PHYSIQUES

Une nouvelle génération de voitures pour les personnes handicapées physiques a été présentée au Salon HANDIMAT à Lyon. La Société SOMAC à VERNEUIL-SUR-AYRE, Eure (filiale Renault V.L.) a eu l'idée d'équiper une RENAULT EXPRESS pour que toutes les personnes handicapées puissent entrer en fauteuil roulant dans leur voiture le plus simplement possible.

Fin les plates-formes dévotives qui vous hissent au-dessus du sol pour un grand bol d'air et de verdure, ou bien les rampes d'accès que l'on manipule à la main. Fin aussi les marathons des rampes longues, longues... et tellement raides qu'à la fin de l'arrivée on vous donne en prime le risque de verser. Cette RENAULT EXPRESS a été pensée pour la vie au quotidien: le système est automatique. Il abaisse le plancher arrière au plus près du sol et, simultanément, une rampe d'accès très courte et à peine inclinée se met en place.

Aujourd'hui, les passagers handicapés physiques peuvent donc entrer en fauteuil roulant dans leur voiture sans effort, en toute sécurité, et retrouver avec leur famille leur autonomie.

« BASTIA: coups de feu sur un véhicule de CRS. — Des coups de feu ont été tirés, pendant la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juin, à 0 h 15, contre un véhicule de CRS, à la sortie sud de Bastia. Ces coups de feu ont été tirés à partir d'une voiture au moment où celle-ci doublait un véhicule de CRS qui franchissait le pont sur le goulet de l'étang de Biglia ».

Les CRS ont riposté. Il n'y a pas eu de blessés. Une belle tîre par les agresseurs a traversé de part en part le véhicule des CRS.

Dan

« U... »

« A... »

« U... »

« U... »

« U... »

« U... »

« U... »

« U... »

« U... »

Pierre Belfond

MARIE-THERÈSE GUICHARD

DANIELLE, BERNADETTE, FRANÇOISE ET LES AUTRES

"Une merveille de livre qui raconte la politique vue sous l'angle matrimonial. On ne résume pas une mine d'or puisée aux meilleures sources. Mais il y a de quoi se délecter".

Françoise BERGER, Libération

"À voir l'empressement avec lequel les médias dévoilent la vie familiale des hommes politiques et la bonne grâce avec laquelle ces derniers s'y prêtent 'les femmes de...' existent et veulent le faire savoir".

V. Deville-Chabrol, Le Monde

"*Danielle, Bernadette, Françoise et les Autres* c'est l'envers du décor de celles qui, une fois le rideau baissé, servent à la fois de soigneur, d'habilleuse et d'applaudimètre".

A.-S. KASSA, La Parisien Libéré

"Un livre qui se lit comme un roman et a tout pour devenir un grand best-seller".

Danièle SOMMER, Télé 7 Jours

"Jeanne Pasqua est, avec Monique Lang, l'une des femmes d'hommes politiques les plus écoutées de leur mari, écrit Marie-Thérèse Guichard dans *'Danielle, Bernadette, Françoise et les Autres'*".

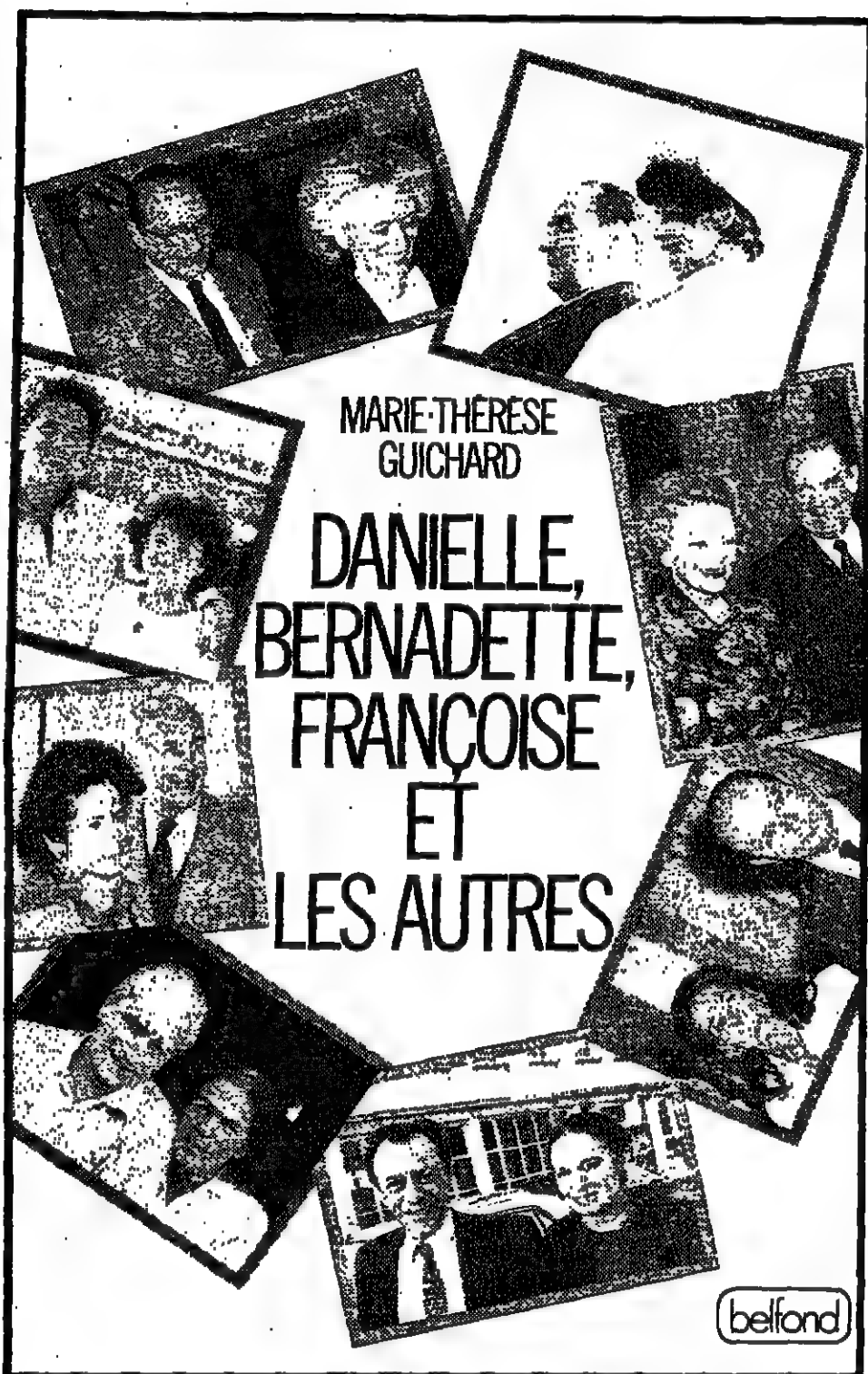
J. DANA, Le Journal du Dimanche

"Un gros livre fourmillant d'anecdotes".

V. Le GUAY, Le Quotidien de Paris

"*Charles, les prix ont encore monté*: sous une apparence réservée, Yvonne de Gaulle était une 'tête politique'. Qu'en est-il des autres épouses de nos leaders nationaux? Marie-Thérèse Guichard a enquêté sur leur vie, leur rôle et leur influence".

Le Point



"C'est le livre sur lequel nous allons toutes nous précipiter, celui qui va alimenter les conversations des dîners dans les semaines à venir. Un fantastique travail de journaliste, bien construit, bien écrit avec une foule d'anecdotes et juste assez d'indiscrétions".

Danièle MAZINGARBE, Madame Figaro

"Les Français, qui auraient la faiblesse de croire que les femmes de... sont des potiches 'enfantreluchées' par les grands couturiers, commettraient une grave erreur. Elles ont toutes de la personnalité, voire du flair politique".

Marguerite ERBSTEIN, L'Est Républicain

"Élever les enfants, connaître l'art de la réception et l'ennui des cérémonies officielles, assumer les défaites électorales (...), bref cumuler les fonctions ingrates d'épouse de l'homme politique relève du sacerdoce. Marie-Thérèse Guichard qui a rencontré *'Danielle, Bernadette, Françoise et les Autres'* nous livre les confidences de ces femmes de l'ombre".

Pierrette ROSSET, Elle

"... le livre de Marie-Thérèse Guichard sur *'Danielle, Bernadette, Françoise et les Autres'* où nos dames de cœur envoient des piques sans se tenir à carreau".

Jane LACANE, Le Canard Enchaîné

"Anne-Aymone et Danielle connaissent déjà l'Élysée. Ève, Bernadette et Michèle en rêvent. Rude métier que celui de femme de candidat à la présidence".

A. OGER et F. RÉNO, VSD

"On ne voit qu'eux, on ne parle que d'eux. Et elles, les femmes des hommes politiques? Qui sont-elles? Ont-elles vraiment accepté ce rôle? Et à quel prix? C'est à toutes ces questions que répond ce livre passionnant et original."

Pierre DEMERON, Marie-Claire

Si vous disposez d'un MINITEL, vous pouvez connaître, à tout moment, le détail de tous les livres que nous publions : listes par auteur et titre, comptes rendus de presse. Il vous suffit de composer : 36.15 code JET 7

DEPUIS 12 SEMAINES SUR LA LISTE DES BEST-SELLERS DE L'EXPRESS.

Le procès de Klaus Barbie

M^e Klarsfeld : « Une action de justice liée à une action de mémoire »LYON
de notre envoyé spécial

Parmi tous les avocats des parties civiles au procès Barbie, il en était un qui avait qualité pour prendre la parole le premier, c'était assurément M^e Serge Klarsfeld. Ce n'était pas tellement pour ses qualités d'avocat, du moins dans le sens où on les entend ordinairement. C'était simplement parce que si ce procès a lieu, il est le résultat de l'engagement personnel de M^e Klarsfeld et de son épouse Beate Klarsfeld. C'est sans doute la première fois qu'un avocat de partie civile se trouve avoir été auxiliaire de l'accusation en apportant à celle-ci bon nombre de pièces dont se trouve nourri le dossier. Si bien que finalement, en la circonstance, l'avocat s'effaçait devant le militant et le documentaliste d'une époque dont il s'en fallut de peu qu'il soit lui-même une victime.

De cet engagement personnel, M^e Klarsfeld n'a d'ailleurs pas fait mystère dans son propos, un propos préalable et soigneusement écrit et qu'il se contenta de lire sans effets oratoires, sans passion non plus. Il avait construit en deux parties. La première rappelait l'histoire de Barbie, les difficultés rencontrées pour aboutir, en février 1983, à sa remise à la France. La seconde entendait redonner vie aux enfants juifs d'Izieu, tous nommés, un par un, pour que l'on sache qu'ils étaient, les espoirs qu'ils nourrissaient, et que direz les lettres qu'ils écrivaient au temps de leur séjour à la maison d'Izieu, cette maison où ils se croyaient en sécurité.

« Ce procès, commençait M^e Klarsfeld, est assurément un procès historique. Il est le premier en France intenté pour crimes contre l'humanité, en application de la loi du 26 décembre 1964 votée par le Parlement français à l'unanimité. Il risque d'être le seul si nous n'obtenons pas le jugement de deux hauts responsables de la police et de l'administration de Vichy contre lesquels nous avons aussi intenté des procédures pour crimes contre l'humanité, je veux parler de Jean Leguay, et de Maurice Papon ».

Procès historique donc pour M^e Klarsfeld et ultime épisode « de cette immense affaire criminelle qui résulte des opérations entreprises il y aura bientôt quarante-cinq ans ». « Ouverture d'une information sur les arrestations de Caluire en 1943... La procureur de la République de Lyon, M. Christian Galkut, a rendu un avis favorable à l'ouverture d'une information contre Klaus Barbie après les constitutions de parties civiles pour crimes contre l'humanité présentées le 12 mai et le 3 juin par M^{me} Charlotte Laret-Bianchy et Jacqueline Lessagne, proches parentes de deux compagnons de Jean Monin, Bruno Laret et André Lessagne, arrêtés en sa compagnie le 21 juin 1943 à Caluire. Le président du tribunal de Lyon a désigné mercredi matin 17 juin, le doyen des juges d'instruction, M. Jacques Harny, chargé d'instruire ce dossier qui pourrait éventuellement déboucher sur un nouveau procès de Klaus Barbie.



le sida
RUMEURS ET FAITS

Préface du Pr Alain Pompidou.
Infirmières, cancérologues, psychiatres, mais aussi historiens et théologiens dressent un premier bilan, proposent des points de repère : comprendre le SIDA pour faire face.
Cult. Recherches morales
224 pages - 79 F.

« Si l'enlèvement des enfants d'Izieu a été suivi de mort, vous ne pourrez répondre que « oui », telle a été la conclusion d'un des avocats des parties civiles, M^e Libman.

par la Gestapo de Lyon dirigée par Klaus Barbie ».

Mais aussi procès qui aurait pu ne pas donner lieu, si la justice militaire, qui jugea par contumace Barbie en 1952 puis en 1954, avait pu retenir contre lui les faits qui lui sont aujourd'hui reprochés et que cette justice ignorait. Sans cette ignorance, l'ancien SS se trouvait assuré « d'une vieillesse paisible » après la protection que lui assurèrent les services secrets américains qui l'hébergèrent en 1945, avant de lui ménager une fuite en Amérique du Sud où il fallut bien de la persévérance pour en arriver « à ce coup de tonnerre de son retour forcé en France sur les lieux mêmes de ses crimes ».

« Le fait, dira M^e Klarsfeld, d'avoir mis fin dans les règles à l'interminable cavale, le fait de pouvoir le juger légalement, même une partie seulement de ses crimes, sont deux chances qui permettent de mener jusqu'à son terme une action de justice à laquelle, bien entendu, est liée une action de mémoire ».

La litanie des enfants d'Izieu

C'est au nom de cette mémoire que M^e Klarsfeld allait maintenant nommer tous les enfants enlevés à Izieu, le 6 avril 1944, dans ce foyer que Barbie a liquidé, « sans que ni les SS de Berlin ni ceux de Paris ne lui aient demandé, pour les conduire sur le rampeau de Birkenau-Auschwitz, où l'auront dû moi-même arriver à l'âge de huit ans avec mon père si le double fond d'un placard ne m'avait sauvé des recherches de Aloys Brunner et de ses gendarmes ».

Il les nomme donc tous avec leur nom et leur prénom. De chacun, il rappelle le lieu et la date de naissance. De chacun, il dit le sort des parents déportés, pour la plupart dès 1943. Et pour chacun, il répète comme une litanie : « Il n'est pas revenu ». Il lit aussi les lettres écrites depuis Izieu par ceux qui avaient encore un père, une mère, un parent vivant. Ces lettres sont tragiques dans leur simplicité : « Je suis très content d'être ici, écrit-il, Nina Aromowicz. Il y a de belles montagnes, et des montagnes on voit le Rhône ». Elles disent aussi les espoirs : « Je veux bien apprendre pour faire plaisir à la directrice et à la maîtresse et pour qu'après la guerre tu nous voies, mon frère et moi, tous deux intelligents ». Et puis, M^e Klarsfeld conclura : « Jamais Barbie n'a souffert et ne souffrira ce que les mères d'Izieu survivantes que vous avez vues continueront d'endurer jusqu'à leur dernier souffle. Elles attendent aujourd'hui que Barbie, ramené du bout du monde, qui n'a remis aucune de ses convictions nazies ni n'a exprimé aucun remords, aucun regret, soit condamné, conformément aux réquisitions que vous entendez de M. le procureur général, à la peine qui entraîne la gravité de ses crimes ».

M^e Klarsfeld laisse dans l'assistance une impression profonde. Il appartenait à M^e Charles Libman de démontrer, par un examen médical du dossier, la responsabilité personnelle de l'accusé dans cette même rafle d'Izieu. Il apporta à cette tâche sa patience et sa méthode ordinaires. Auparavant, il lui fallait pourtant dire son sentiment sur la manière dont M^e Vergès menait la défense, non point tellement à l'audience, mais dans des déclarations hors procès. Et il dénonça ainsi « cette ironie indigne, inacceptable, dont nous avons le droit de parler ».

Pour M^e Libman, la responsabilité de Barbie dans la rafle d'Izieu est fondée sur deux éléments. D'abord, il existe des témoins qui l'ont vu sur les lieux le 6 avril 1944. Ces témoins parlent tous, en effet, de civils qui parlaient allemand, et l'un d'eux, M. Jules Favet, a reconnu Barbie. Dès lors, la participation à l'opération d'un bataillon de défense anti-aérienne de la Wehrmacht, loin de signifier que cette unité agissait d'elle-même, montre seulement que la Gestapo ayant tout pouvoir, a exigé ce concours. Que, dans l'affaire, Lucien Bourdon ait été celui qui dénonça la présence des enfants juifs importe peu. Car pour M^e Libman, Bourdon, lui aussi, a

toujours parlé de la présence d'Allemands en civil, et c'est bien là l'essentiel.

Barbie, maître absolu

Ensuite, il y a le télex envoyé de Lyon à Paris le soir même de la rafle, à 20 h 10, et qui rend compte froidement de l'opération, donnant le nombre des personnes arrêtées, annonçant leur acheminement immédiat sur Drancy et ajoutant qu'on n'avait pu saisir ni argent ni bijoux. Ce télex est signé Klaus Barbie et surmonté il porte la mention : « référence néant ». Autrement dit, il ne se réfère à aucun ordre supérieur, à aucune instruction, ce qui amène à conclure que l'affaire fut bien conduite sur l'initiative du seul Klaus Barbie.

M^e Libman a aussi lu et relu les procès-verbaux d'interrogatoires sur cette affaire d'Izieu. Il y a trouvé matière à argumenter. Après avoir commencé par affirmer que, le 6 avril 1944, il se trouvait en opération contre la Résistance dans le Jura, l'inculpé a dû admettre qu'il était au moins à Lyon pendant une partie de la journée du 6 avril lorsqu'il fut arrêté.



M^e Serge KLARSFELD

qui fut furent opposés des témoignages selon lesquels on ne le vit dans le Jura que le 7 avril.

L'avocat a constaté aussi un changement d'attitude de l'accusé après que ce dernier eut pris pour défenseur M^e Vergès. Au début, il admettait, en effet, savoir que les trains de déportation emmenaient les juifs vers des camps de concentration en Allemagne. A partir de juillet 1963, il refuse toute réponse sur ce chapitre ou se borne à dire : « Personne ne savait ce genre de choses. Ce n'était écrit nulle part et il n'y avait rien de public. Je n'étais pas plus sûr avec les juifs que les autres ». On entend, toujours cité par M^e Libman : « Pour moi, rechercher des juifs était un travail stupide et sans intérêt que je refusais ».

A quoi l'avocat a opposé les déclarations faites par ceux qui furent soit des auxiliaires français de Barbie, tel Francis André, membre du PPF, fusillé après la Libération, ou de ses supérieurs, tel Knochen, qui vit toujours en Allemagne, et qui ont dépeint l'accusé comme dirigeant principal de toutes les missions, moteur de ce bureau de Lyon, maître absolu du service.

Si les nazis avaient gagné la guerre

Enfin, M^e Charles Libman réfutera, avec sa minutie coutumière, les arguments invoqués par la défense pour soutenir que le télex qu'on lui oppose serait un faux. Ce document, on n'en possédait à l'origine que des photographies authentifiées. Celles-là mêmes qui furent présentées au procès de Nuremberg par M. Edgar Faure, représentant de la France. Barbie, alors, déposait une plainte en faux. Or, constate M^e Libman, il renonça à cette plainte sur prétexte qu'il n'était pas en mesure de verser les 25 000 francs de consignation exigés en pareil cas. En réalité, relève l'avocat, cette renonciation est intervenue à partir du moment où M^e Klarsfeld a produit l'original du télex retrouvé au Centre de documentation juive contemporaine dans le dossier d'Otto Abetz, qui fut ambassadeur du troisième Reich en

France pendant l'occupation et est, lui aussi, à comparaître devant la justice.

Voilà pourquoi M^e Libman conclut : « Quand on vous demandera si Klaus Barbie est coupable d'avoir enlevé les enfants d'Izieu du lieu où ils avaient été placés et si cet enlèvement a été suivi de mort, vous ne pourrez que répondre « oui ».

Répondre « oui » c'est, bien sûr, aussi la demande de M^e Roland Rappaport, pour des raisons supplémentaires.

« Que nous dit Barbie ? Nous l'avons très bien compris. Il veut nous faire entendre que tout ce qu'il a fait, la guerre et que, pour s'être trouvé dans le camp des vaincus, il doit subir, aujourd'hui, la loi inexorable des vainqueurs. Eh bien non, ce n'était pas la guerre avec ses inviolables souffrances. Il s'agit de tout autre chose. Il s'agit du fonctionnement régulier, systématique, d'une administration mise en place par l'Etat nazi — dans lequel Klaus Barbie trouve sa place — pour conduire une politique d'hégémonie idéologique. Si la guerre avait été gagnée par les nazis, les camps de concentration n'auraient pas disparus pour autant, l'extermination se serait bel et bien poursuivie, car il ne s'agissait pas d'un moyen d'assurer une victoire des armées, mais de faire triompher un ordre mis en place dès 1933 ».

Klaus Barbie a-t-il eu, a-t-il voulu, a-t-il compris ? M^e Rappaport en trouve la preuve dans la vie même de l'ancien SS, dans les notes élogieuses que lui décernaient ses supérieurs. Il conforte cette preuve par un détail. Il ne s'occupait pas, dit-il, des juifs. Mais lorsqu'il fut confronté à M. Nahmias, une des victimes, qu'il se souvint d'avoir arrêté, déporté, il répondit : « Il me venait donc aucune raison de l'arrêter ». N'est-ce pas là une manière d'aveu ? De propos de M^e Rappaport qui représentait plus précisément M^e Zlatin, celle qui, par sa ténacité, était parvenue à sauver tant d'enfants juifs, à ouvrir la maison d'Izieu, on a encore retenu ce : « On a dit que le crime contre l'humanité est le crime contre l'humanité et l'espérance, et l'on pensait bien sûr, avec raison, aux enfants d'Izieu. Mais ceux qui se battaient pour résister à ce même régime nazi n'étaient-ils pas, eux aussi, porteurs d'espérance ? C'est pourquoi nous sommes d'accord pour considérer avec la Cour de cassation qu'on ne peut distinguer ce qui s'est fait contre les uns et les autres au nom d'une même doctrine. Ils ont tous été soumis à une même entreprise de barbarie dans le dessein d'une sorte de mort commune. Et en mai 1943, quand M^e Zlatin attendait les secours à l'hôtel Laueria à Paris, elle les attendait tous, qu'ils viennent d'Auschwitz ou de Buchenwald, de Bergen-Belsen ou de Ravensbrück ».

« C'est l'humanité tout entière qui est aujourd'hui partie civile », devait ajouter pour sa part M^e Roland Amselem, tandis que M^e Gilbert Collard, « à la recherche des mots capables de faire ressentir des mots souffrances et d'humiliations », concluait la journée en ces termes : « Avec Klaus Barbie, vous allez juger aussi sa descendance, c'est-à-dire tous ceux qui continuent et persévèrent dans l'idéologie de la haine et du mépris, car partout dans le monde, par ceux-là, demeure le danger ».

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

RELIGIONS

Le grand rabbin Sitruk rencontre la presse

La Loi avec chaleur

C'est l'histoire d'un enfant qui rencontre un vénérable vieillard et poète juif : « Pourquoi, lui demande-t-il, ne portes-tu pas de kippa ? » « C'est le ciel, lui répond le poète, qui me sert de couvre-chef. » « Comment ? s'étonne l'enfant, un si grand chapeau pour une si petite tête ! »

Le nouveau grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, qui a raconté cette histoire au cours de sa première conférence de presse, le mercredi 17 juin à Paris, ne domine pas dans l'entente. Les journalistes ont découvert avec l'homme de foi un professionnel des relations publiques. L'interroge-t-on sur les « mariages mixtes », cause traditionnelle dans la communauté juive, il fait mine de s'étonner : « Pourquoi ? Tous les mariages ne sont-ils pas mixtes ? » Et sur ses promesses pour l'élection dimanche prochain au grand rabbinat de Paris ? « Ce serait bien, dit-il, si c'était un juif... »

Sa voix chaude vient tout droit de Tunis où il est né en 1944 ; de Nice, où il a fait ses humanités ; de Marseille, où il est encore grand rabbin jusqu'au 1^{er} janvier prochain. Avec son sourire juvénile et son sens aigu de la répartie et de l'humour, il a tenu — début de septennat — oblige (1) — un discours très occasionnel, rond sous tous les angles, mais avec quelques pointes.

Il n'aime pas le qualificatif de juif « orthodoxe » et préfère celui de juif « engagé ». Il prétend n'avoir aucun programme préalable, mais se déclare à la fois « disciple » du grand rabbin sortant, M. Sitruk, et des présidents laïcs de consistoires. Et comme pour passer l'éponge sur les conflits d'hier, il ajoute : « Je veux être le grand rabbin de tous les juifs ».

« Ne perdons pas le nord »

Homme de dialogue ? « Je ne suis que cela », dit Joseph Sitruk, qui s'annonce pourtant inflexible sur l'application de la loi juive, prêt à renforcer l'autorité et les moyens des tribunaux rabbiniques. Et de déclarer, il donne une définition : « Faire frémir les libéraux ». « Ce n'est pas la loi qui s'adapte aux mœurs. Ce sont les mœurs qui s'adaptent à la loi ».

Le grand rabbin de France est le chef spirituel de la communauté juive, qui compte cinq cent cinquante mille fidèles. A ce titre, il a

Les félicitations de M. Le Pen

Président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen a été l'un des premiers responsables politiques à féliciter le nouveau grand rabbin de France, M. Sitruk. « Je me félicite de l'élection d'un homme d'ange aux qualités politiques et au sens de dialogue et de tolérance, tout en restant très ferme sur le plan religieux », écrit-il dans un télégramme.

Le même jour, dans une conférence de presse, M. Sitruk mettait en garde contre le projet de réforme du code de la nationalité dans sa forme actuelle et faisait part de son « inquiétude » pour les thèses de M. Le Pen, qui représenterait pour lui « un risque majeur de dérapage ».

représente auprès des autres communautés religieuses. « L'étoile polaire du judaïsme », dit Joseph Sitruk, c'est Jérusalem. Ne perdons pas le nord. Et tout en assurant que l'Etat d'Israël a besoin d'un « soutien inconditionnel », il souhaite le rapprochement avec les pays arabes et veut faire de ses relations avec l'Islam en France « une priorité ».

« Toutes les forces religieuses sont condamnées à faire route ensemble », affirme encore le nouveau grand rabbin de France, s'exprimant de préférence qu'il est « contre la fusion des idées ». S'il a une « grande amitié » pour le cardinal Richelieu, ancien évêque de Marseille, et pour son successeur Mgr Coffy, il a « peu lu » le cardinal Lustiger (qui est d'origine juive). Pressé de questions sur ses relations futures avec l'archevêque de Paris, Joseph Sitruk ajoute à son propos : « L'identité juive ne se perd pas », mais il attend de mieux les consistoires. Continuité et changement, fermeté et dialogue : c'est « le trac de Sitruk », comme on dit à Marseille.

HENRI TINCO.

(1) Elle pour sept ans le 14 juin dernier, M. Joseph Sitruk a obtenu quatre-vingt-neuf voix contre trente-neuf à l'autre candidat, M. Jacob Mader, vice-président du tribunal rabbinique de Paris.

MÉDECINE

Sida

Le Zaïre publie ses statistiques

Sept pour cent environ des 2,5 millions d'habitants de Kinshasa sont porteurs du virus du SIDA, a annoncé, mardi 16 juin, le ministre sénégalais de la santé, le docteur Ngandu Kabeya.

Ce taux de séropositivité atteint 8 à 9 % dans certaines catégories de la population « en contact avec le monde extérieur », comme les hommes d'affaires, les intellectuels, les prostituées, a ajouté le ministre, qui reconnaissait ainsi officiellement et pour la première fois l'importance de la contamination de la population du Zaïre.

« La dépiquage restera confidentiel en Grande-Bretagne... Les résultats des tests de dépistage du SIDA effectués dans les centres spécialisés ou les banques de sang doivent rester confidentiels et ne peuvent être communiqués ni aux médecins ni aux dentistes qui les demanderont. Telle est la décision que vient de prendre la British Medical Association (Association royale des médecins britanniques), laquelle soulève de vives protestations parmi les dentistes et se voit contestée par le conseil de l'ordre des praticiens ».

« Que choisir ? » a demandé. « L'Union fédérale des consommateurs (UFC) a été condamnée mercredi 17 juin par la première chambre du Tribunal de Paris à verser 35 000 francs de dommages et intérêts à l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) après la publication dans la revue « Que choisir ? » d'un article laissant entendre que l'ARC financerait des parties politiques, article jugé diffamatoire ».

REPÈRES

Tchernobyl

Pripiat définitivement abandonnée

La ville de Pripiat (50 000 habitants avant l'accident) et vingt-sept des cent soixante-dix-neuf villages, évacués en mai 1986 dans un rayon de trente kilomètres autour de la centrale nucléaire de Tchernobyl, ont définitivement abandonnée. C'est ce qu'a confirmé, le 17 juin à Kiev, le chef adjoint du comité régional du parti communiste de Kiev, M. Constantin Foursou, après la première visite de journalistes occidentaux sur le site de la centrale.

Les proches des responsables, accusés de « négligence criminelle », s'ouvra le 6 ou le 7 juillet. Compétent notamment le directeur de la centrale, M. Viktor Brakoushynov, et l'ingénieur en chef, M. Nicolai Fomine, qui se trouvaient chez eux au moment de l'accident. — (AFP.)

Astronomie

Le mystérieux voisin de la supernova

Des astronomes américains ont rendu public, mercredi 17 juin, la première photographie d'un corps céleste proche de la supernova 1987A découverte en février dernier dans le nuage de Magellan. Les chercheurs ignorent cependant tout de la nature de ce mystérieux compagnon de la supernova apparu lors du traitement informatique des images prises par des astronomes du centre d'astrophysique Smithsonian de l'université de Harvard (Massachusetts).

D'après M. Peter Nielsen, qui a présenté cette découverte lors d'une réunion de la société américaine d'astronomie à Vancouver (Canada), il ne s'agit ni d'un nuage de poussière stellaire reflétant la lumière de la supernova, ni d'un objet né lors de l'explosion de la supernova, ni d'une

étoile brillante qui aurait été éjectée au cours de cette explosion. Aussi les astronomes prévoient-ils d'effectuer de nouvelles observations en juillet prochain pour tenter d'en savoir plus sur cet objet énigmatique.

Forêts

Premiers feux dans le Var

Après les premiers feux de la saison, qui ont détruit 7 hectares de garrigue le 10 juin à Ollioules et Baudouin, dans le Var, le mistral a déclenché un vaste incendie, le 17 juin, sur les hauteurs comprises entre Le Lavandou et Bormes-les-Ménestres. Plus de mille hectares de pins et chênes-légers ont brûlé, malgré l'intervention de plusieurs centaines de pompiers. Huit d'entre eux ont été pris dans des feux tourmentés qui leur ont occasionné des brûlures, et quatre ont dû être hospitalisés à Marseille après avoir été pris à revers par les flammes.

Mexique i
Juan Roll

honnêteté.

Le Monde DES LIVRES

Le Mexique improbable de Juan Rulfo

Une nouvelle édition du *Llano en flammes* : des récits brûlants de beauté.

JUAN RULFO est une figure emblématique de la littérature latino-américaine. Né en 1918 dans l'Etat du Jalisco, l'un des plus misérables du Mexique, il est mort à Mexico en 1986, ne laissant que deux livres, *le Llano en flammes*, un recueil de nouvelles paru en 1953, et *Pedro Paramo*, un roman publié deux ans plus tard. Mais ces œuvres ont été presque immédiatement considérées comme des classiques, comme l'acte de naissance de ce fameux « réalisme magique » qui allait inspirer l'explosion romanesque de tout le continent.

En même temps qu'ils entraient vivants dans la bibliothèque mythologique de Carlos Fuentes, d'Octavio Paz, de Mario Vargas Llosa ou de Julio Cortázar, les deux livres de Rulfo connaissaient un succès populaire considérable : *le Llano en flammes* a été réédité vingt-six fois pour le seul Mexique.

Cette brutale accession au statut d'« écrivain de référence » a-t-elle paralysé Rulfo ? Pouvait-il poursuivre cette œuvre de brûlure, de souffrance et d'exigence spirituelle en traçant derrière lui sa précoce immortalité ? On s'est beaucoup interrogé sur le silence définitif qui a suivi la publication des deux chefs-d'œuvre. Un mutisme de trente ans pendant lesquels Rulfo reprend le métier qu'il a exercé dès la fin de son adolescence : archiviste au ministère de l'Intérieur, puis particulièrement à l'Institut indigéniste, qui l'expédie dans les régions les plus infortunées du Mexique, dans ces

lieux où naître paraît la pire des malédictions et vivre, un purgatoire.

Rulfo, au cours de ces années, accumule les notes et les documents, il projette un roman mais ne l'écrit pas : peut-être jugeait-il que la réalité, aussi terrible soit-elle, était déjà tout entière contenue dans l'apreté et la fulgurance de ses deux livres et qu'il ne pourrait plus que se répéter, même si les histoires et les lieux étaient différents.

Grâce à Maurice Nadeau, qui dirigeait alors la collection « Les lettres nouvelles » chez Denoël, *le Llano en flammes* a paru en France en 1966. Tout comme celle de *Pedro Paramo*, que Roger Caillois avait fait traduire quelques années auparavant (1), cette publication passa presque inaperçue : l'Amérique latine n'était pas encore à la mode, et Rulfo parut étrange, son Mexique improbable et trop peu photographique pour prétendre à la réalité. L'édition qui nous est proposée aujourd'hui est celle qui a été tenue pour définitive par l'auteur : les quinze récits y sont ordonnés de manière nouvelle, et deux autres textes qui demeuraient inédits en français y ont été ajoutés. Les romans latino-américains nous sont désormais familiers, avec leur secret mélange de réel et de surréel ; plus rien ne s'oppose donc à ce que l'un des plus beaux d'entre eux touche enfin le public qu'il mérite.

Ce qui frappe d'abord, c'est l'extrême dépouillement de ces



Juan Rulfo en 1940, vu par Manuel Álvarez Bravo.

récits, l'absence de toute notation psychologique, de toute considération d'ordre moral ; on entre de plain-pied dans la matière brute dont le monde est pétri, dans l'élémentaire à l'état sauvage : la terre, le vent, le soleil, le froid, le feu, l'eau, le sang. Et les hommes sont faits de la même glaise que les paysages, tordus par les mêmes mains invisibles, frappés par les mêmes foudres, assoiffés par les mêmes sécheresses.

La chair de l'homme

Mais les éléments, sur cette terre du Llano, paraissent avoir décidé de ne jamais s'accorder ensemble et de ne donner que le pire d'eux-mêmes : l'eau manque ou bien elle se déverse en torrents, arrachant les maigres cultures et emportant les rares bêtes d'élevage ; le soleil écrase les basses terres et réduit les sols en poussière, mais le froid des terres hautes fait éclater les pierres, et le vent balaye toute chance de semence, ne laissant subsister que des rochers que des épines d'argemone.

Le miracle, le tragique et sinistre miracle, c'est que des hommes vivent dans le Llano. Nul ne sait quelle fourberie du destin ou quel intérêt des puissances les ont jetés sur ces terres où ne peuvent pousser que la misère et que la faim,

mais le fait est qu'ils y sont condamnés, sans espoir d'en sortir, sauf peut-être à se prostituer dans une baraque d'une lointaine bourgade ou à abandonner femme et enfants pour aller se faire tuer en essayant de franchir la frontière américaine.

Alors, ils se sont adaptés, c'est-à-dire qu'ils se sont faits aussi durs que la pierre, aussi secs que le ciel, aussi entêtés que le vent, aussi arides que le sol. Seul leur sang qui coule encore et qui bout parfois d'un désir qui éteint la moindre tendresse leur rappelle qu'ils sont de la chair de l'homme. Le sang — celui des violés, des massacres, des représailles — sera donc le signe de ralliement de tous ceux qui, un jour, ont soulevé le poids de la résignation, de l'attente éternelle de la mort.

Mais la révolte, la rébellion elles-mêmes sont condamnées à la dérision : on ne se bat pas contre le ciel, tout au plus peut-on blasphémer. Dans la longue nouvelle qui donne son titre au volume, Rulfo raconte, du point de vue d'un des rebelles, une de ces explosions de désespoir qui enflamment parfois le Llano.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 20.)

(1) Gallimard, 1959. Réédité dans « L'Imaginaire » en 1979.

Elias Khoury et le malheur du Liban

La Petite Montagne, entre le souvenir des jours heureux et l'horreur présente.

P OUR un Français qui considère Liban et Syrie, pays indissociables chargés d'humanité, comme sa seconde patrie, il n'est pas de livre plus émouvant que *La Petite Montagne*, d'Elias Khoury. Comment oublierai-je les années lumineuses où, sur la colline d'Achrafiyé, je parlais de littérature arabe avec Saïd Akl et de l'antique sagesse syriaque avec Khalil Georj ? *La Petite Montagne*, dont les flancs aujourd'hui ruissellent de sang et de larmes, était alors vouée aux travaux de l'esprit...

La Petite Montagne, c'est d'abord un poème : Tahar Ben Jelloun l'a montré dans son excellente préface. Le poème du contraste entre les jours heureux et l'horreur présente. Le poème de la guerre absurde, avec des résonances déchirantes qu'on n'arrêterait pas de citer :

« Tu es seul au cœur d'un fleuve de lumière qui t'éblouit et te vole la mémoire. Et tu pars à la recherche de ta maison, seul et sans souvenirs... »

« Avant cette guerre, tout était en ordre, même les surprises. Même les rêves avaient un sens... »

Et ceci qui serre le cœur :

« Tout le monde a peur des bombes, sauf les enfants et les marchands de légumes. La nuit est consacrée aux bombes ; le jour, aux enfants... »

On pense à ces mots d'un enfant de Beyrouth, que Frédéric Hébrard rapporte dans son beau roman récent, *le Harem* (1) : « On voudrait que les grandes personnes s'aiment. Si je deviens une grande personne, si je meurs pas avant, moi j'apprendrai aux gens à s'aimer... »

Elias Khoury, comme tous les vrais poètes, est aussi un voyant. Pas de mièvreries dans ces pages cruelles. Une lucidité égale à celle de Rimbaud le communard. Il appartient à la communauté grecque orthodoxe, véritable autochtone du Liban, antérieure à l'installation des maronites et à la conquête musulmane ; une communauté éprise de justice. En lisant *La Petite Montagne*, je songeais sans cesse à mon vieux ami, le philosophe-poète Mikhail Na'Ymé, nourri de pensée moscovite. Car la guerre du Liban, on ne le sait pas assez, est aussi — et

peut-être surtout — une guerre sociale. La guerre des pauvres contre l'insolence des puissants, des humiliés — chiïtes, Palestiniens — contre la domination de l'argent. Lors de mon dernier voyage au Liban, peu de temps avant 1975, combien m'avait scandalisé l'effroyable voisinage de l'opulence sans frein et de l'indigne misère. Un des plus beaux sites de la montagne, au-dessus de la baie de Djounié, déshonoré par un casino aux dimensions de cathédrale ; le charmant bord de mer, près de la grotte aux Pigeons, envahi de boîtes de nuit et de palaces pour pétroliers milliardaires et financiers internationaux en goguette ! Le Roi-Dollar. Une sorte de Monte-Carlo rutilant avec insolence !

« La Palestine est un état d'esprit »

Cela, Elias Khoury ne le suppose pas, et il le clame : Beyrouth lui semble « une puaie qu'on n'a le droit d'aborder que les poches pleines ». Et la guerre inexorable est la conséquence de ce scandale :

« Une guerre rien que pour les pauvres, ça n'existe pas. Il faut que les immeubles se détruisent les uns les autres, il faut que les taudis détruisent les immeubles... »

Et ceci qui va loin et devrait être médité dans les chancelleries :

« La Palestine est un état d'esprit, tout Arabe est palestinien, tous les pauvres avec un fusil sont palestiniens ! »

La Petite Montagne, poème du désespoir, fait paraître ça et là des silhouettes de personnages d'une saisissante vérité. Contrepoint ironique au milieu de l'horreur. Tel M. Kamil, fonctionnaire méticuleux, pantin tragique que les voitures piégées n'empêchent pas de se rendre chaque jour au bureau. Tel Borgès, un Libanais qui a refait sa vie trois fois « en repartant de zéro », a émigré en Indochine, puis en Algérie, et redoute que la guerre du Liban ne soit le prélude au ravage du monde entier.

JEAN GAILLIER.

(Lire la suite page 17.)

(1) Flammarion.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Jean Vilar, de Claude Roy ; Qui êtes-vous, Jean Vilar ? d'Alfred Simon

L'honnêteté, une vieilleries ?

C'EST la beauté des choses du théâtre, désolante mais c'est leur beauté, d'avoir respéché un soir, et qu'il n'en reste rien, même pas un chignon dans l'histoire du théâtre — car que sait-on des encheînements de cette sorte, et quelle importance ? Rien, sinon les souvenirs des gens qui étaient rassemblés ce soir-là, anciens combattants d'un même bonheur, et qui, peut-être, enjolivaient ce qui fut, pleurant leur jeunesse...

Je suis de ceux dont la mémoire, quand elle se repasse les années 60, compte parmi les moments les plus radieux et doux, vies publique et privée confondues, les descentes en troupe dans les entrailles de Chaillot, entraînés par les buccines comminatoires de Jarre (le père), les montées vers le Palais des papes d'Avignon couleur d'os, et, au sortir de ces fêtes en noir et blanc rehaussées d'orflammes, de visages lumineux, les échanges interminables entre amis sur Shakespeare, Kleist, Molière, Corneille, l'avenir du théâtre, l'élargissement du public, la justice dans la cité ou autres utopies, et au bout de cette chaîne de pensées joyeusement graves, l'image du maître de maison, toujours le même figure austère de pasteur aux yeux écartés, au front bâti pour les couronnes de carton, à la voix métallique, heurtée ; énigmatique, finalement, comme la vertu !

Une ombre persistante à ce tableau de Jean Vilar : l'entrée de mauvais clowns qui hâta et gâcha sa sortie, en juillet 1966, revanche piètre des fils à papa, des m'as-tu-vu et du pognon contre l'honnêteté et la dignité, réputées vieilleries...

Deux livres saluent une fois encore le « patron », à quelques jours d'un nouveau Festival d'Avignon. Leurs auteurs font partie de la cohorte extasiée des temps héroïques. Cela n'enlève rien à la profondeur des analyses, tout en leur apportant la vibration sans laquelle on ne peut parler de ces fêtes de l'éphémère.

Son Vilar de chez Seghers étant épuisé, Claude Roy retrace une fois de plus l'itinéraire exemplaire de celui qui fut son ami dès les débuts au « Poche », à la fin de la guerre. Claude Roy est un des écrivains vivants qui parlent le mieux, en philosophe et en poète, des symboles contenus dans l'acte théâtral même : ce concours de peuple pour voir jouer et se jouer notre condition, notre histoire, nos folles espérances, en acceptant d'avance qu'il n'en demeure que des lucioles dans la nuit !

Vilar incarnait à lui seul cette précrité et cette générosité. Par naissance et tempérament, ce fils ombrageux de merciers seïtois croit d'emblée aux vertus du dépouillement, de la contrainte ; exactement le contraire du taye-à-l'œil hors de prix dont ses héritiers feront leur règle d'histrions. L'austérité des temps de guerre n'explique pas tout. Copeau et Dullin — son maître — prénaient déjà l'art pauvre des tréteaux. Vilar apure encore. Il se servira d'une scène comme on sculpte : pour tout décor, des lumières découpent l'espace et les visages sur fond noir ; et la voix, de même, qui tire de la poussière et du silence le grand répertoire, non pas « à l'usage » du peuple, mais à titre de restitution, puisque cet art en vient, du peuple, depuis toujours, comme Vilar lui-même.

S OUS la IV^e République et les débuts de la V^e, ce programme hérité des rêves de 1936 et de la Résistance prend l'allure d'un paradoxe et, pour certains, d'une anomalie. Est-il convenable que l'Etat bourgeois fasse vivre une équipe dont les conceptions de la culture sont celles d'une minorité politique, en partie révolutionnaire, et les messages ouvertement hostiles aux guerres coloniales, à la société de profit ?

A cette critique de droite se sont ajoutées, contre Vilar, des réserves pré-gauchistes : son théâtre échouait dans ses visées et usurpait sa dénomination même puisque aux meilleurs moments et malgré un démarchage militant, sinon missionnaire, les ouvriers n'ont jamais dépassé 10 % des salles, lui préférant... *Holiday on ice*. Le TNP n'aurait servi qu'à régaler aux frais du contribuable un public, conquis d'avance, d'enseignants de CEG et de petits-bourgeois centre-gauche...

C E reproche latent a profité aux meneurs de 1968 que la fin des barricades laissait en manque d'investives. Claude Roy raconte avec précision, et une juste amertume, le choc physique et moral que ce fut, pour Vilar, d'être traité de capitaliste et de Salazar, crachats à l'appui, par le très intéressé Living Theatre et quelques gauchistes milliardaires, sans que les fils spirituels de la décentralisation songent à venir, d'un coup de 2 CV, soutenir le vieux...

(Lire la suite page 16.)

APOSTROPHES le 19 juin

Christian Combaz

ELOGE de
l'âge

dans un monde jeune et bronzé

« Ouvrez Combaz, vous ne le lâcherez plus. Sottie, récit essai (?), totalement incassable. N'attendez pas des chiffres, il n'en a que faire. Le ton est celui de Tristan Bernard. La profondeur, la chaleur et la tendresse en plus. »

Pierre Chautau de Fissaut

ROBERT LAFFONT

LA VIE DU LIVRE

CRÉATION D'UNE LIBRAIRIE

7^e arr. - proche Assemblée Nationale

RECHERCHONS RESPONSABLE QUALIFIÉ

Il devra gérer, animer la librairie qui, pour l'essentiel, sera spécialisée en économie, sociologie, politique, histoire, actualité contemporaine.

Envoyer avec références + photo : ANZOMA, 16, rue d'Argenson 75001 Paris

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e

Tél. : 43-26-51-09

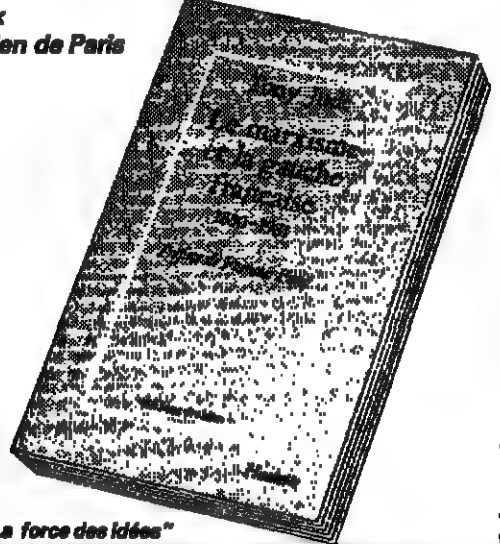
Le marxisme et la gauche française

Tony Judt

"Un ouvrage érudit et décapant qui montre comment la culture politique de l'Hexagone a abusé du marxisme avant de le digérer".

François Furet - *Le Nouvel Observateur*

"Je trouve particulièrement remarquable l'analyse incisive du marxisme français d'après-guerre".

Pierre Dax
Le Quotidien de Paris

Collection "La force des idées"

Hachette

CORRESPONDANCE

Le « calvaire »

de Francis Glauque

Francis Glauque était un suicidé en surplis, gisant à son lit d'hôpital et dont les amants les plus fidèles se prénomment « Electrochoc ». Sa déroute de poète maudit, son appétit de malheur, sa certitude d'être un rejeton de la souffrance, tout l'avait poussé, ce 13 mai 1965, à choisir la « sortie par la porte royale de la mort ». Le suicide, ultime recours pour quitter ce lit de douleur qu'est la vie.

Maudite existence qui, en trente ans, n'avait apporté à cet écrivain helvétique, rebelle au bien-être suisse, que la solitude, « la solitude du cœur, la solitude de l'esprit, la solitude des sens ». Honneur de ces journées balottées entre Genève et Lausanne — Glauque avait élu domicile au quartier du Calvaire. Horreur de ces nuits avec pour seules compagnes l'angoisse du lendemain et la bouteille d'alcool. Même l'échappée belle vers Valence se révéla un désastre : « la joie surgit victorieusement sur une mer de vomissements ». La lumière, la danse, le flamenco ? « Une pirouette ratée sur fond de crasse ».

Les appels de détresse se succèdent. Un cri dans la nuit, un rôle d'agonisant : « Comme je comprends l'atroce coup d'angle qu'il faut donner pour que le plus fatidique en phrases macabres du tréfonds de l'être, impalpables et féroces, ces lettres, signées « le poète suicidé », destinées à Hughes Richard, réunies dans *C'est devenu ce ma vie*, sont les dernières télégrammes d'un moribond, né dans la malédiction, mort avec le pressentiment d'être damné par Dieu, l'ignoble rapace », qui n'avait pas daigné lui faire l'aumône du bonheur.

R. J.
* C'EST DEVENU CA MA VIE, lettres de Francis Glauque, préface de Gabriel Boillat, postface de Hughes Richard, photographies d'Eric Sandmeier, éd. Hughes Richard, 165 p. (2316 Les Ponts-de-Mariol, Suisse).

Ost collaboré aux pages 14 et 15 : Geneviève Brissac, Roland Jacot, Alain Jacob, André Kéckichian, Emmanuel Kessler et Charles Vial.

POLITIQUE-FICTION

Un Boeing sud-coréen

a disparu...

Personne ne saura sans doute jamais dans quelles circonstances exactes un Boeing-747 des lignes sud-coréennes s'est égaré, dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 1983, dans l'espace aérien de l'URSS pour être finalement abattu par la chasse soviétique, entraînant 269 personnes dans la mort. L'auteur de *Sukhoi* — du nom du type d'appareil qui fut chargé de cette interception — ne se livre donc pas à une enquête mais fait œuvre d'imagination pure. Tous les paramètres techniques du drame sont pris en compte, mais les motivations sont du domaine de l'invention. Sans déformer le roman, disons seulement que toute l'affaire aurait été conçue, du côté américain, à seule fin d'« exciter » d'URSS une personnalité de prix prête à passer à l'Ouest.

Richard Karlen — pseudonyme, paraît-il, d'un « fonctionnaire international spécialiste des relations Est-Ouest » — tente sur ce thème de rejoindre le style de quelques auteurs anglo-saxons d'espionnage et de politique-fiction. Ce n'est pas mal réussi et, de Langley, siège de la CIA, aux bureaux du KGB à Moscou en passant par des lieux beaucoup plus obscurs, le récit se déroule avec une minutieuse précision. C'est peut-être là que l'auteur en fait un peu trop, s'attendant longuement sur des personnages — et leurs relations sentimentales — dont on voit mal ce qui leur vaut tant d'attention. Mais cela se lit, et les amateurs du genre, sans y découvrir un chef-d'œuvre, iront sans aucun doute au bout de ce gros volume.

A. J.
* SUKHOI, de Richard Karlen, Presses de la Renaissance, 480 p., 98 F.

RELIGIONS

Bérulle et sa définition

de l'homme

Pierre de Bérulle est l'une des figures éminentes du dix-huitième

siècle catholique français et l'initiateur de ce qu'on a appelé l'Ecole française de spiritualité. Au même titre que saint François de Sales, il développa une activité intense, dans des directions diverses mais convergentes.

Comme réformateur religieux, Bérulle fonda, en 1613, l'Oratoire — congrégation qui contribua à approfondir le sens de la vocation sacerdotale et des devoirs ecclésiastiques — et participa, avec sa cousine, M^{lle} Acarie (en religion, Marie de l'Incarnation), à l'établissement en France du carmel réformé féminin, fidèle à l'esprit de sainte Thérèse d'Avila. Ecrivain et styliste souvent admirable, maître spirituel écouté, théologien et mystique mettant ses très grandes facultés spéculatives au service de la contemplation et de l'adoration, le cardinal de Bérulle fut amené également à jouer, sous le règne de Louis XIII, un rôle politique important, qui lui valut l'inimitié tenace de Richelieu. Il mourut le 2 octobre 1629 en célébrant le messes.

L'œuvre de Bérulle, comme celle de la plupart des auteurs religieux du Grand Siècle, n'est plus guère accessible. Il est peut-être vrai que personne, hormis les spécialistes, ne s'intéresse plus à cette partie de notre littérature, mais avant de l'affirmer, il faut reconnaître cette difficulté d'accès. Un petit volume des éditions Arfuyen, sans combler la vide, a le mérite de remettre le nom de Bérulle dans nos mémoires. Cette lettre aux Pères et Confrères de l'Oratoire est une courte et superbe exhortation à contempler « l'origine de notre être en Dieu ». Mais, isolé, ce texte ne peut rendre vraiment compte ni de la doctrine spirituelle de Bérulle ni de l'ample respiration de son œuvre. L'éditeur a joint à cette lettre une belle réimpression de Charles Du Bos sur la définition de l'homme formulée par le fondateur de l'Oratoire, qui donne son titre au volume : « C'est un ange, c'est un animal, c'est un néant, c'est un miracle, c'est un centre, c'est un monde, c'est un Dieu, c'est un néant environné de Dieu, indigent de Dieu, capable de Dieu, et rempli de Dieu s'il veut... ».

P. K.
* UN NEANT CAPABLE DE DIEU, de Bérulle, éd. Arfuyen (2, rue de Valenciennes, 75017 Paris), 48 p., 50 F.

— Paul Cocks avait publié une excellente introduction à Bérulle, en 1963, dans la collection, aujourd'hui disparue, « Maîtres spirituels », au Seuil.

A LA VITRINE

ÉCRITS INTIMES

Les tristesses douces

de Jean-Michel

Maulpoix

Jean-Michel Maulpoix nous dit vivre à « l'ère enroulée », et c'est une jolie manière d'évoquer les choses dont il s'entoure, pour en être charmé, qu'il se plaint. Ses *Papiers froissés dans l'impatience* ont la douceur habituelle : un lyrisme épris de tilleuls et de pétales tombés, avec des lignes qui sèchent au vent, et des consonnes mouillées pour effleurer la nostalgie de celui qui se fatigue parfois à espérer.

Les paysages — un mot inventé pour une nature déjà abîmée — de cet écrivain patient et même entêté à n'écrire que des textes incassables, poèmes en prose, petites pièces autobiographiques, sont de trois ordres, comme il sied. Il y a d'abord le chemin de Marol, qui va d'une église à l'autre, mène à des landes cuites. On y trouve, paraît-il, des tanniers de lapin, un mauvais carter, des boules et des herbes. On peut y croiser des petites filles aux yeux bleus. Il y a la neige, qui est un monde à elle toute seule, neige de fleurs ou neige de nuit qui se souvient péniblement de la lumière. La troisième paysage, c'est le mar, trop violent, qui paraît. L'auteur alors se sent à l'écart, les jours rouges, il prend en haine l'eau, le soleil, les dieux, les montagnes moqueuses.

Alors « desheures des barques d'un trait de plume » : la tristesse délicieuse de Jean-Michel Maulpoix est celle d'un verbatim mu, au rythme serein du souci, par « l'espérance d'arracher un aveu à cette terre ». Mais toute cette nature, toute cette végétation, toutes ces fleurs et toutes ces aures, ne sont-elles pas des prétextes pour une crainte plus difficile à dire ? La crainte que la littérature, qui ne peut être que « haineuse et dédaigneuse », ne devienne, de trop de patience, et de mépris, apprivoisée.

G. B.
* PAPIERS FROISSÉS DANS L'IMPATIENCE, de J.-M. Maulpoix, éditions Champ-Vallon, 140 p., 74 F.

BANDES DESSINÉES

Printemps noir

L A bande dessinée a vécu, en ce printemps 1987, des péripéties pour le moins alarmantes. Au feuillet des rachats et des regroupements d'éditeurs qui nous avait tenus en haleine pendant deux ans vient en effet de succéder une nouvelle série, dont le programme s'annonce simplement : élimination des petits.

Tout a commencé par le dépôt de bilan de la maison qui, mieux que toute autre, avait su préserver l'héritage des années 70 — esprit de recherche, bédéphile sélective mais militante et vraie politique d'auteurs. — je veux parler des Editions Futuropolis, actives depuis une douzaine d'années. Multipliant les choix anticonformistes et les ouvrages à tirage réduit, Futuropolis a, nonobstant ses options marginales, exercé une durable influence sur la « philosophie » de l'édition de bande dessinée. À travers des collections (« Copyright », « 30/40 », « X ») reposant sur autant de concepts forts et cohérents. Lui-même graphiste très coté, Étienne Robial était l'un des seuls éditeurs spécialisés capables de tenir aux dessinateurs leur propre langage. L'aventure exemplaire de Futuropolis apparaîtrait-elle déjà au passé ? Une prise de participation majoritaire de Gallimard (ou d'une maison sœur appartenant au même groupe) est annoncée comme imminente ; cette solution devrait permettre une reprise des activités éditoriales de Futuropolis dès septembre, avec, peut-être, des moyens accrus — mais aussi des contraintes plus sévères.

Autre dépôt de bilan, dont le dénouement s'annonce moins heureux : celui des Maîtres du monde (MDM). Petite entreprise de diffusion qui, en dépit d'un dynamisme incontestable, vient de connaître le même sort funeste que ses prédécesseurs B-Diffusion et Rotations. MDM laisse une ardoise importante chez plusieurs des éditeurs dont il avait la diffusion, à commencer par Vents d'Ouest et Magic Strip. Fragiles comme toutes les petites structures d'édition, celles-ci pourrissent à survivre à un coup si rude ? On peut au moins parier sur une suspension provisoire de leurs activités. Vents d'Ouest et Magic Strip s'aligneraient ainsi sur les maisons rivales Aedera et Gilou, qui sont actuellement en vaine lutte d'avoir pu trouver les moyens de leurs ambitions. A moins qu'elles ne suivent l'exemple de Bédécopie, éditeur et libraire belge soulé à vendre rapidement ses trois magasins et son fonds d'édition pour honorer des créanciers de plus en plus nombreux et insistants.

Que de mauvaises nouvelles en quelques semaines ! Et que de rumeurs plus alarmantes encore ! (De lourdes incertitudes hypothéquent en effet l'avenir des Editions Dargaud et de la revue *Métal hurlant*.) Dessinateurs et scénaristes affichent de plus en plus ouvertement leur inquiétude. Car il est désormais avéré que les erreurs de gestion et les difficultés de distribution (éternel talon d'Achille de la petite édition) ne suffisent pas à expliquer l'écroulement présente. Le marché de la bande dessinée est bel et bien en train de se réduire, victime de ses propres excès et de la concurrence d'autres industries du divertissement que la mode favorise à leur tour.

Malgré une presse qui bat de l'aile (à suivre) a perdu bon nombre de lecteurs et Corto ne parvient pas à s'imposer, Casterman conserve l'apparence d'une forteresse inébranlable dans ce paysage où s'émoussent les ruines. Nouveaux fruits d'une politique courageuse mais avisée, deux albums récents méritent une place de choix dans toute



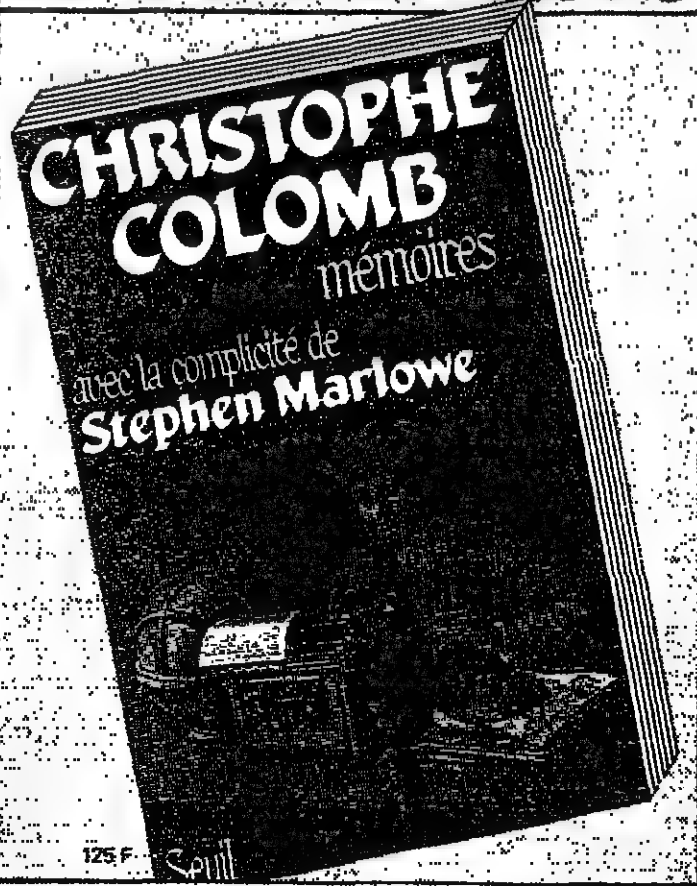
L'affrontement sorcier-afghan vu par F. Murr dans *Le char de l'Etat dérape sur le sentier de la guerre*.

bibliothèque. *La Tour* est la troisième pierre dans l'édifice des « Cités obscures » que construisent patiemment François Schuiten et Benoît Peeters. Après avoir créé de toutes pièces les villes de Samaris et d'Urbanisme, ils s'attaquent cette fois au plus célèbre des mythes bâtisseurs, celui de Babel — une Babel médiévale, dans l'imaginaire occidental, par le tableau magnifique de Bruegel. Il est donc question de tableaux dans cet album où s'échangent jusqu'à l'indistinction les dimensions du réel et du rêve, du noir et blanc et de la couleur (dont l'interpénétration est un procédé habituel chez Schuiten), de la surface et de la profondeur, de l'inerte et du vivant. A la suite de Giovanni, un vieux bonhomme rondouillard, naïf et bougon, nous sommes conviés à une visite méthodique de la Tour, dont les imprévisibles circonvolutions ménagent des cascades de visions superbes et fascinantes. Mais de quoi ce labyrinthe vertical se veut-il la métaphore ? Telle est la question que l'on se pose une fois le livre refermé, sans trouver dans un scénario énigmatique et sans doute trop ouvert — c'est la seule reproche qu'on puisse faire à *La Tour* — les éléments d'une réponse satisfaisante. (*La Tour*, de François Schuiten et Benoît Peeters, Casterman, 112 p., 67 F.)

On n'aura pas les mêmes exigences de rigueur envers F. Murr, dont les récits ne cessent de prendre la tangente, constitués qu'ils sont par une succession d'anecdotes paraissant autant de digressions. Sur fond de conflit afghan... *Le char de l'Etat dérape sur le sentier de la guerre* se donne à lire comme une vaste composition musicale où l'insolite et l'humour sont tissés en contrepoint. Quelques tanks soviétiques, deux ou trois charreaux linguistiques et un chat maigrichon, il n'en faut guère plus à F. Murr pour stigmatiser, avec cette désinvolture qui n'appartient qu'à lui, l'absurdité de toute guerre. A mille lieues du « reportage graphique » comme du « témoignage engagé », F. Murr a su développer un mode d'intervention tout à fait spécifique à la bande dessinée. Son trait de plus en plus libre et habité n'est pas pour rien dans la réussite de ces sketches préfabriqués dans *La Tour* sous le titre *Histoires déplacées*. (*Le char de l'Etat dérape sur le sentier de la guerre*, de F. Murr, Casterman, 72 p., 48 F.)

THÉRRY GROENSTEEN

MEMOIRES ANACHRONIQUES



Colomb a décidé de remettre les choses au point. Il le fait avec l'assistance d'un écrivain américain, Stephen Marlowe, un Baroque et flamboyant. Gilles Lapouge / *Le Monde*

Une biographie paradisiaque et bouffonne... L'Histoire s'offre à nous décapée de son sérieux, de ses conventions. Yves Berger / *L'Express*

S E U I L

DU LIBRAIRE

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

● MICHEL DE DECKER : *Madame le chevalier d'Eon*. — Titre ambigu pour un personnage qui ne le fut pas moins. Capitaine de dragons pendant la guerre de Sept Ans, déguisé en femme à la cour de la Grande Catherine de Russie, agent secret de Louis XV, jouant impunément de ses deux prénoms, Charles-Geneviève, le chevalier d'Eon, qui valla biographie (Paris, 288 p., 130 F.).

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● YOSHIZAKU NAKAJI : *Combat spirituel ou immense désir ? Essai d'analyse textuelle d'une saison en enfer*. — Cette étude, version remaniée d'une thèse de doctorat de troisième cycle, se propose de « désacraliser » les neuf textes de Rimbaud afin d'en dégager « le décalage », qui naît d'une sincérité authentique ». Préface de Michel Decaudin (éd. José Corti, 237 p., 110 F.).

DROIT

● CLAUDE COLLOT : *Les Institutions de l'Algérie durant la période coloniale (1830-1962)*. — Par un ancien professeur de droit à Alger, récemment disparu, l'ouvrage juridique-historique de base sur l'évolution institutionnelle d'une colonie qui ne fut jamais comme les autres (coédition CNRS et Office algérien des publications universitaires, 343 p., 99 F.).

ÉCONOMIE

● JEAN-MARIE ALBERTINI : *Les Rouges de l'économie nationale*. L'ouvrage désormais classique d'initiation économique a été entièrement revu, corrigé, complété et mis à jour. Les schémas ont été redessinés, des définitions sont présentées en encadrés et sont repérées dans une table qui renvoie aux 500 principaux termes de l'économie (Éditions Économie et humanisme, les Éditions ouvrières, 420 p., 60 F.).

HISTOIRE

● JEAN-PAUL BERTAUD : *La France de Napoléon, 1799-1815*. Du coup d'État du 18 brumaire à la chute de l'empereur, un tableau général politique, économique, social de la France bonapartiste (Méditerranée Éditions sociales, 249 p., 120 F.).

● DENIS GUEUDJ : *La Méridienne (1782-1798)*. La définition du méridien ne fut établie qu'après une incroyable épopée menée par deux astronomes, qui traversèrent la France à la rencontre l'un de l'autre afin d'établir un nouvel étalon universel. Denis Gueudj raconte ce voyage qui dura dix ans (Seghers, collection « Étonnants voyageurs », dirigée par Daniel Radford, 271 p., 92 F.).

HISTOIRE LITTÉRAIRE

● SUZANNE PROU : *Mauriac et la Jeune Fille*. L'auteur de la *Torresse des Bernardini* médite sur cet accord singulier qui s'établit entre elle et les personnages de Mauriac. Elle explore leur paysage intérieur, celui de l'enfance du romancier et se découvre elle-même. Réédition de l'ouvrage paru en 1983 (Ramsay, 196 p., 79 F.).

● COLLECTIF : *Les Romains de la Table ronde : la Normandie et au-delà...* Sous la direction de feu Charles Peyer, dans ses ramifications pour les amateurs de légende arthurienne jusque dans ses ramifications en Orient (notamment la *Table ronde* et les *Mille et Une Nuits*) par Michaël Barry. (Ed. Charles Orlé, 2-1, route de Vire, 14110 Condé-sur-Noireau. 246 p. dont quinze photos, 98 F.).

● ROBERT COURTINE : *La Rive gauche*. La *Vie parisienne* (troisième volume). Après les *Boulevards* et le *Ventre de Paris*, Robert Courtine poursuit sa promenade minutieuse rive gauche, et raconte la petite histoire, anecdotique et gourmande de ce « tout petit coin sur la carte » qui est la rive littéraire de la capitale. (Paris, 288 p., 135 F.).

POÉSIE

● ANDRÉ DALMAS : *Poèmes de 1948*, suivi de *Poèmes de 1951*. « Subtile et admirablement équilibrée », selon Emmanuel Lévinas (*Le Monde des livres* du 18 août 1986), l'écriture d'André Dalmas trouve dans les deux recueils ici rassemblés — *Balaises* et le *Vin pur* — une forme à la fois humble et assurée. La voix pudique mais forte de l'auteur prête une attention méticuleuse au langage autant qu'à ce qu'il nomme : « La main signe un geste/Que le brouillard estompe/Le jour et son étau/Baignant un jour mortel. » (La Nouvelle Commerce, 84 p., 90 F.).

ROMANS

● YVONNE SINGER-LECOCCO : *La Promenade italienne*. L'auteur mêle des personnages de fiction à des figures historiques pour raconter l'expédition de Charles VIII à Florence en 1494 et l'occupation française de la ville qui dura douze jours. (Ed. Leduc, 229 p., 99 F.).

● ROBERT MARGERIT : *Le Château des Bois-Noirs*. Réédition d'un roman paru chez Gallimard en 1954. Un fait divers se tisse peu à peu entre les membres d'une famille, dans un vieux manoir situé dans un massif forestier. Julien Gracq fut parmi les premiers à découvrir Margerit. (Ed. Phébus, 273 p., 94 F.).

THÉÂTRE

● JOHN LE CARRÉ : *Le Bout du voyage*. Trajet prévu : Edimbourg-Londres. Mais les deux hommes assis face à face dans ce train de nuit ne connaissent pas le *Bout du voyage*. Une pièce écrite pour la télévision par le père de Georges Smiley. (Robert Laffont, traduit de l'anglais par Nathalie Zimmermann, 136 p., 78 F.).

Passage en revues

Histoire, idées, sciences humaines

● Hérodoté est une revue de géographie et de géopolitique. On pourra donc s'attendre à la publication d'un dossier « Yvetot » consacré une grande partie de son dernier numéro à Julien Gracq et au *Rivage des Syrtes*. Mais Lacombe, dans un fort brillant article, justifie pleinement son propos.

Rappelant que Julien Gracq-Louis Poirier obtint l'agrégation d'histoire et de géographie en 1934, qu'il fut assistant de géographie à l'université de Caen de 1942 à 1946, mais qu'il fut aussi diplômé de Sciences-Po, Lacombe ne se contente pas de souligner le rôle capital du paysage dans le travail littéraire de Gracq, dans le travail littéraire de Gracq, on se souvient du dernier ouvrage de Gracq, de ce *Portrait d'une ville* où la géographie sentimentale de Nantes ne se sépare jamais de sa situation dans l'espace, — il démontre également que le *Rivage des Syrtes* est « un roman géopolitique » qui met en scène les problèmes du pouvoir, du territoire et des frontières, « le dispositif spatial d'un appareil d'État, depuis le palais dans la capitale jusqu'à la petite garnison éloignée qui veille sur un secteur des frontières : le rivage des Syrtes ».

Ce qui peut passer, en d'autres grilles de lecture, pour un long poème épique et rêver s'inscrit en réalité dans une vision très précise des relations de l'histoire et de l'espace. Chez Gracq, le poétique et le dramatique d'une part, l'historique et le spatial, de l'autre, sont liés par un mouvement réciproque : « Histoire et géographie : le lycée a lié pour moi ce couple de bonne heure, presque aussi solidement que le couple de l'espace et du temps. De l'espace et du temps, ils ont été pour moi, de manière éternelle, le vrai contenu éternel, le seul qui, indubitablement, m'appartient à jamais. » (En lisant, en écrivant, p. 248.) (*Hérodoté*, n° 44, La Découverte, 180 p., 89 F.).

● La revue d'histoire *Vingtième Siècle* consacre son dossier à des « nouvelles lectures de la guerre froide » et en particulier au rôle qu'a tenu la revue *Preuves* dans le combat politico-intellectuel européen des années 50. C'est dire que si l'on y parle peu de littérature, on y évoque beaucoup d'écrivains.

Le destin de *Preuves* est assez étrange. Créée au début des années 50 par le Congrès pour la liberté de la culture, une organisation internationale d'intellectuels, soutenue par les États-Unis et chargée de rendre compte du phénomène totalitaire, *Preuves* ne parvient jamais à mordre véritablement sur le milieu intellectuel français pour qui elle demeure un agent de la culture américaine. En revanche, elle exerce une influence certaine sur le milieu politique dominant. Les meilleures analyses de la revue, les documents qu'elle publia sur le totalitarisme soviétique, la

présence dans ses pages d'articles signés de Raymond Aron, d'Hanna Arendt, de Menais Sperber ou d'Ignacio Silone, sa dénonciation du maccarthysme, même ne parvinrent jamais à briser l'ostracisme de la gauche non communiste ; qu'il s'agisse de l'Observateur, d'Esprit ou des Temps modernes. Tout change après Budapest. La guerre froide n'admettait guère le dialogue entre les camps. (*Vingtième Siècle*, n° 13, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 170 p., 76 F.).

● *Encrages* est la revue du département d'études des pays anglophones de l'université Paris-VIII. Sa livraison de printemps est tout entière consacrée aux Journées européennes de la traduction professionnelle organisées les 25 et 26 mars dernier à l'UNESCO.

Il ne s'agit pas pour les participants de ce colloque de s'interroger, une fois encore, d'essais d'école en affrontements théoriques, sur traduire-trahir ou sur le traducteur, interprète ou créateur à part

entière, mais de prendre la mesure d'une transformation profonde du médium de traduction, transformation à la mesure de l'accroissement des échanges commerciaux, scientifiques, industriels, culturels et diplomatiques.

L'apparition depuis un quart de siècle de la télétransmission, des machines à traitement de textes ou des dictaphones, a fait inévitablement passer la traduction du stade artisanal à des formes quasi industrielles, sans que les auteurs, bien souvent, possèdent les moyens techniques et conceptuels de contrôler cette évolution. Des systèmes d'aide publiés à la traduction en Europe au Projet national de traduction élaboré par ordinateur, en passant par l'utilisation des banques de données et la construction de dictionnaires électroniques, *Encrages* fait le tour d'une question qui n'interessa pas que les seuls traducteurs professionnels : c'est une ère nouvelle de l'industrie de la langue qui s'ouvre. (*Encrages*, n° 17, L'Espresso, 204 p., 120 F.).

P. L.

EN BREF

● La neuvième prix littéraire France-Culture a été attribuée à l'écrivain algérien RABAH BELAMRI pour son roman *Regard blessé* (Gallimard). Voir « Le Monde des livres » du 5 juin 1987, pour cinq voix contre quatre à JEAN-LOUIS TRASSARD pour *Tardifs instantanés* (Gallimard). Voir « Le Monde des livres » du 2 mai 1987.

● Le premier prix littéraire de la Fondation Léopold Sédar Senghor a été décerné à Dakar le 4 juin à l'écrivain malien MASSAN MAKAM DIABATE pour l'ensemble de son œuvre, dont le *Lieutenant de Kouta* (Ed. Hatier), et l'Assemblée des écrivains (Ed. Présence africaine). Le jury, présidé par l'ancien doyen de la faculté des lettres de Dakar, a attribué le deuxième prix à LAURENT OWONDO pour son roman *Am bout du silence* (Ed. Hatier).

● LA DEUXIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ SUR LE LIVRE se tiendra du 7 au 10 juillet à Mithras, sur le thème « Tradition et modernité ». Les vieux métiers du livre confrontés aux nouvelles technologies feront l'objet de forums de réflexion, d'ateliers et de visites. La précédente université sur le livre s'est tenue à Annecy en 1986 et a connu un certain succès. (Ress., Association Le Lac des signes, 7, avenue Gaudard, 75017 Paris.)

● Les LIVRES D'ENFANTS tiennent l'affiche : une exposition d'affiches provenant de trente-cinq pays, est proposée par IBBY (Union internationale pour les livres de jeunesse) jusqu'au 20 juin à la FNAC du forum des Halles, à Paris. La qualité graphique exceptionnelle de

ces affiches, la diversité de leur composition et de leur style font de cette manifestation un événement tant pour les enfants que pour les professionnels du livre et de l'image.

● Les écrivains américains RAYMOND CARVER, RICHARD FORD et JONATHAN RABAN séjourneront à Paris et feront des lectures de leurs plus récents livres à la Maison des écrivains, 53, rue de Valenciennes, Paris 7^e (jeudi 25 juin, à 18 heures) et à la librairie Village Voice, 6, rue Princeps, Paris 6^e (vendredi 26 juin, à 17 heures).

● Le comité de la SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES a proposé le 3 juin au renouvellement de son bureau. Le nouveau président est Didier Decoin ; il succède à Pierre Dumas. Premier vice-président : Régine Deforges (affaires littéraires), Jean-Jacques Bloch (télévision) et Georges Leon (radio) ; secrétaire général : Jacques Bens ; rapporteur général : Pierre Descargues ; rapporteur général adjoint : Jacques Legris ; trésorier : Hélène Tomassini ; trésorier adjoint : Marie-France Brélan.

● RECTIFICATION. — Dans l'annonce de la parution, aux Éditions Maurice Nadeau, du livre de Jacqueline Storer, *K.B.* (« Le Monde des livres » du 12 juin), il fallait lire que l'auteur « reconquise », et non « reconquise ». La figure du poète Keith Barnes. De la même façon « existence » est plus conforme à la vérité orthographique qu'« existence »...

Paris, capitale de la poésie

A Paris, au mois de juin, un festival de poésie peut en cacher un autre. Polyphonix, à peine terminé, le premier Festival international de poésie à Paris (1) et le cinquième Marché de la poésie prendront le relais.

La 11^e Polyphonix s'est réveillée, comme ses devanciers, un véritable carrefour des poètes et des musiques vivantes. Une soirée dédiée à Brian Gysin a permis de voir le film *Cut-up* avec William S. Burroughs. Plusieurs séances de poésie directe, cette poésie qui veut s'offrir sans médiation, sans l'écran d'un texte imprimé, ont donné la parole, entre autres, au poète libyen Ahmed Fakroun et au musicien vietnamien Tran Quang Hai.

La dernière soirée de Polyphonix aura lieu le 22 juin à 20 heures 30 au Centre Pompidou : poésie directe, danses et musiques. Le lendemain, le premier Festival international de poésie à Paris, sera inauguré par un hommage à René Char (lire ci-dessous), place Saint-Sulpice, à Paris 6^e, le 23 juin à 18 heures. Jusqu'au 28 juin, place Saint-Sulpice et au Luxembourg, des poètes étrangers liront chaque jour leurs œuvres avec un interprète français de leur choix : ce sera Paris-Babel. Des rencontres-lectures, une exposition d'œuvres sculptées de Jean-Pierre Dupuy et un spectacle sur ses poèmes : « La fin et la manière » ; d'autres spectacles, dont l'un consacré à Robert Desnos, compléteront ce programme. En même temps se tiendra le cinquième Marché de la poésie, regroupant deux cent cinquante éditeurs, petits et grands, français et étrangers. — C. V.

(1) Renseignements : Association Chréti. Tél. : 16 (1) 43-29-00-45.

Les quatre-vingts ans de René Char

René Char est né à L'Isle-sur-Sorgue le 14 juin 1907. Pour les quatre-vingts ans du poète, un certain nombre de manifestations ont été organisées tant en France qu'à l'étranger. Le 14 juin, c'est à Genève qu'une Fête de la poésie et du poète était consacrée à René Char, auquel Jean Starobinski a rendu hommage. A Paris, Jean-Claude Lambert a placé sous le même signe le premier Festival international de poésie. Enfin, les 6, 7 et 8 juillet, le Festival de poésie de Cognac s'articulera autour des textes et de la pensée, de la « conversation souveraine » de l'auteur. Avec Alain Cuny, Lúthi Ozkók, auteur d'un film sur René Char, Jean Guizot et Wilfride Piollet, danseurs étoilés de l'Opéra de Paris. Radio France va prochainement mettre en vente une cassette. René Char y lit trente de ses poèmes.



Bernard Vincent

Thomas Paine

ou la religion de la liberté

« La forte biographie consacrée à Thomas Paine... un étonnant destin, à redécouvrir. » Lire Bernard Vincent que l'on sent plein de tendresse pour son héros... apporte des documents ignorés des livres anglo-saxons sur Paine. *Le Monde* « Se lit comme un fabuleux roman d'aventure. »

La Voix du Nord

Aubier

EDITIONS VERDIER
Islam Spirituel

SOHRABARDI
LE LIVRE DE LA SAGESSE ORIENTALE
Traduction d'Henry Corbin
Présentation de Christian Jambet

NURUDDIN ISFARAYINI
LE REVELATEUR DES MYSTERES
Traité de soufisme
Traduction de Hermann Landolt

Jeanne Champion sur les traces des Brontë.



Presses de la Renaissance



UN GRAND ROMAN POUR VOTRE ÉTÉ

202 pages
76F

Une histoire étonnament lucide

Edition 1

● ROMANS

Gérard Macé à la recherche de Fortuny

C'est Proust qui sert de guide au poète pour découvrir le grand couturier vénitien.

FORTUNY, que Proust appelle le « fils génial de Venise », est le seul artiste vivant à figurer dans *A la recherche du temps perdu*. Couturier renommé, il habille les Vénitiennes d'étoffes somptueuses, légères, chamarrées, aux mille et un plis. Ses créations, portées par M^{me} de Guermantes, éblouissent le narrateur. Et c'est un manteau de Fortuny que porte Albertine lors de la dernière soirée, « deux fois crépusculaire », qu'ils passent ensemble : un manteau dont à Venise il reconnaît plus tard le modèle, dans un tableau de Carpaccio, sur les épaules de l'un des compagnons de la Calza...

« Tout ce qui, dans mon dernier livre, les Trois Coffrets, tournait autour de la mémoire, explique Gérard Macé, m'a amené à me plonger dans la Recherche, que j'avais, depuis très longtemps, envie de lire un peu intensément. Cette lecture, pendant deux ou trois mois, a été un immense bonheur. Je notais tout ce qui se rapportait à l'Orient, aux Mille et Une Nuits. J'avais l'idée d'une sorte de portrait de Proust en Schéhérazade. Deux fois de suite, après avoir commencé à écrire des pages dans je n'étais pas content, j'ai renoncé. Je ne relisais plus la Recherche, mais Proust continuait à m'occuper totalement.

« C'était à Pâques, il y a un an. Je devais aller à Venise. Or, en feuilletant un guide, je suis tombé sur l'indication du musée Fortuny. Lorsque j'ai vu, comme ça, ce nom que j'avais oublié, parce qu'il n'a pas dans la Recherche une importance capitale, cela a vraiment été un éclair. Tout de suite, j'ai su que j'écrirais quelque chose. J'ai vu comment l'histoire de ces vêtements, des robes, du manteau, pouvait me faire parler de Proust autrement.

« Je suis allé à Venise. J'ai terminé le livre entre des murs tendus de tissus de Fortuny. Fortuny est un personnage fascinant : ce n'est pas seulement un couturier mais un artiste au sens plein du terme, qui s'est exprimé, entre autres, avec des vêtements. Il a fait de la scénographie, s'est

beaucoup préoccupé de la lumière au théâtre, il a été photographe. Alors que, s'il était resté sous l'influence de son père, il n'aurait été qu'un peintre au fond un peu académique. »

Les créations du couturier, qu'Elstir trouve anachroniques, paraissent encore aujourd'hui, si l'on regarde les photographies des magnifiques albums qui lui sont consacrés (1), étonnantes de modernité, parce qu'instinctivement, les plus grandes artistes, Isadora Duncan, la Duse, les ont portées. « Il y a dans ses créations, dit Gérard Macé, une leçon esthétique. Il emprunte aussi bien à la peinture italienne qu'à des formes traditionnelles comme le sari ou les chasubles. » Selon Proust, les créations de Fortuny sont « fidèlement antiques mais

L'œuvre de Gérard Macé

Aux éditions Gallimard : le Jardin des langues (1974) ; les Salons de Babol (1977) ; Exil (1980) ; Bois dormant (1983) ; les Trois Coffrets (1985).

Aux éditions Fata Morgana : Leçon de chinois (1981) ; Rome ou le Firmament (1983) ; Où grandissent les pierres (1985) ; Thomas de Quincey — Sur le heurt de la porte dans « Macbeth » (traduit par Gérard Macé) (1986).

puissamment originales. » C'est pour moi, commente Gérard Macé, la formule qui définit le plus grand art.

« Champollion, un génie absolu »

Le Manteau de Fortuny est donc une invitation à suivre, dans *A la Recherche du temps perdu*, ce que Proust appelle le « leitmotiv Fortuny », lié à Albertine, enfermée dans le souvenir du narrateur comme « aux plombs d'une Venise intérieure ». Comme les Trois Coffrets et Bois dormant, ce nouveau livre de Gérard Macé prend sa source dans un séjour en Italie.

« Lors de mes premiers séjours à Rome, j'étais comme le basilic, l'animal mythique qui abolit tout avec son regard, je ne voyais rien de la Rome antique. Je suis revenu amoureux du baroque mais aussi d'une ville, d'un climat, d'un ciel. » Rome ou le Firmament, le livre qu'il consacre aux artistes baroques, le Bernin et surtout Borromini, qu'il préfère, il l'a écrit à Paris, comme s'il fallait que s'interpose la distance de la mémoire, tandis que, pendant les deux ans qu'il a passés à la villa Médicis, il écrivait un livre « d'apprentissage » à propos de

Nerval, Corbière, Rimbaud, Segalen.

Dans cet itinéraire romain, Macé suivait également un parcours fait au siècle dernier par Champollion. « Les langues, les écritures, c'est quelque chose qui me passionne. Dans ce domaine, Champollion est pour moi un génie absolu. Je songe actuellement à un livre sur lui, qui me permettrait de réunir plusieurs des tentations que j'ai déjà eues en écrivant : raconter une vie, réfléchir sur le langage, évoquer un voyage dans l'espace ou le temps. Cela rejoint enfin une sorte de débat intérieur parfois douloureux, tout un rapport avec le savoir qui me fascine et que je hais. »

Les dix livres de Gérard Macé échappent à toute classification de genre. Ils doivent leur brièveté, leur densité au fait que Macé est avant tout poète et lecteur de poésie. Qu'il évoque un texte littéraire, une langue étrangère, un personnage ou un objet, Gérard Macé, à travers d'obscurs échos, semble toujours déchiffrer le palimpseste de la mémoire. Leçon de chinois se termine par un retour en Bretagne, un voyage au Japon le ramène à un cimetière en Ile-de-France. « Ce qui m'anime, dit-il, est proche du double sens du mot inventer, c'est-à-dire d'abord retrouver ce qu'on avait perdu, comme quand on parle de l'invention des reliques.

« Je me fie d'abord à ce qui déclenche une émotion forte, puis j'essaie de voir ce que, dans sa brièveté, elle recouvre. J'attends de l'écriture une sorte de révélation à moi-même. Malgré la variété apparente des sujets, j'ai l'impression de n'avoir écrit qu'un même livre. Le premier, le Jardin des langues, je le trouve plein de défauts, très hâtif, très fermé sur lui-même, mais il contient en germe tout ce que j'ai fait par la suite. Comme si j'avais écrit une sorte de grimoire que je devais ensuite, de livre en livre, déchiffrer.

« Mais il y a aussi en moi une mémoire plus étale, plus enveloppante, moins déchirée, qui n'est pas dans le secret ni dans le déchiffrement. Chaque fois que je reviens au poème en prose (Bois dormant est le livre pour lequel j'ai le plus de tendresse), c'est ce pays heureux que j'ai, fantasmatiquement, devant les yeux : le village de mes grands-parents maternels, la forêt de Montmorency où mon grand-père était bûcheron. Elle est là, la forêt des contes... »

MONIQUE PETILLON.

★ LE MANTEAU DE FORTUNY, de Gérard Macé. Gallimard, 128 p., 65 F.

(1) Anne-Marie Deschodt, Fortuny. Editions du Regard, Paris, 1979. Guillemo de Ossa, Fortuny. Editions Rizzoli, New-York, 1980.

La Suisse au banc des accusés

Gemma Salem célèbre les maisons de l'enfance... et fait le procès du mode de vie helvétique.

A quoi s'attacher lorsque père et mère font défaut, l'une mariée, l'autre si discret, si souvent absent qu'il en est presque abstrait ? La psychanalyse nous a appris que dans les rêves la maison figure symboliquement la mère. Léon, jeune garçon essulé, engendré par des parents fantômes, va connaître cette chance, cette compensation de rencontrer dans la réalité une maison de rêve et d'y vivre les plus belles années de sa vie. Bétulia restera à jamais

parc à l'abandon, gagné par les ronces, peuplé d'oiseaux et d'écureuils, où les sentiers sont jonchés « de fraisières en fleurs, d'une flore acidulée de livre d'images » : bref, une forêt enchantée. Dans la maison elle-même persistent çà et là quelques vestiges d'une splendeur révoquée. Lorsque Léon débarque un soir dans le sillage de son père pour occuper les combles vacants de Bétulia, il découvre la présence d'autres locataires qu'il va regarder vivre, qu'il apprendra à

les autres. L'écrivain qui délègue ici son regard à un enfant n'a pas les yeux dans sa poche, ni la langue du reste. Et l'on avance dans une galerie de portraits tels que Gemma Salem en a le secret : hauts en couleur, cocasses, impitoyables ou tendres.

Le record des « consciences tranquilles »

Il faut préciser que Bétulia est située en Suisse et que la plupart de ses habitants, du fait de leur origine ou de leur comportement, sont des insoumis, des étrangers, des forts en gueule et en gestes. Mais s'ils tempèrent, s'empoignent et crient si fort, c'est pour survivre et tenter d'exister dans cette Helvétie calviniste, ordonnée et propre où toute singularité est suspecte.

De fait, Bétulia est une anomalie dans cette Suisse impeccable. Les autorités vont s'en aviser et entreprendre d'assainir les lieux : ayant acquis la propriété, la commune prévoit d'évacuer son petit peuple interlope et d'établir à Bétulia un centre de loisirs. Léon assistera avec désespoir à l'arrivée d'une escouade de balayeurs chargée de faire place nette. Ils balayeront la forêt comme une « cuisine d'hôpital », et il faudra partir, céder l'espace aux promeneurs du dimanche.

« ICI ON NE RESSUSCITE PAS », écrit Gemma Salem en capitales. Faut-il entendre cette formule percutante comme une critique du pays qui dénie le record des mains propres et des « consciences tranquilles » ou l'envisager comme un ex-voto à porter au fronton de la Suisse et qui enterrerait un vieux contentieux entre elle et l'auteur ? On hésite. Au vrai, on hésite à peine.

ANNE BRAGAANCE.

★ BÉTULIA, de Gemma Salem. Flammarion, 155 p., 55 F.



Gemma Salem

BERENICE CLEEVE.

pour lui une providence, le « havre béni » de l'enfance. Démon, solitaire, le garçon à cette curiosité, cette acuité du regard adolescent auquel rien n'échappe, et l'univers de Bétulia fourmille de sujets d'étonnement ou d'émerveillement.

C'est une grande maison qui se délabre doucement au milieu d'un

connaître, à aimer, et qui constituerait pour lui une famille de substitution.

Cet apprivoisement mutuel fournit à Gemma Salem l'occasion de tracer, outre le portrait de la maison, celui de ses habitants : et ceux-là sont nombreux, et ils changent souvent, et ils sont tous plus extraordinaires les uns que

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

L'honnêteté, une vieillerie ?

(Suite de la page 13.)

Il est vrai que des esprits plus respectables avaient donné l'exemple de la mauvaise foi. Berthès et Sartre ont fait grief à Vilar de ne pas jouer pour le peuple et de ne pas hâter les changements politiques ; comme si l'auteur des Mains sales n'avait pas écrit exclusivement pour un public boulevardier et réactionnaire. Quel est l'artiste subventionné qui a refusé une mission par désaccord politique, comme Vilar renonçant au projet d'Opéra populaire après le discours de De Gaulle le 30 mai 1968 ?

APRÈS coup, ces chipotages sur le rayonnement idéologique de l'entreprise masquent ses apports artistiques. Même s'il en reste peu de traces, si les successeurs ont très bourgeoisement profité de l'opulence ambiante, cette cure de dépouillement, ce retour au texte et au comédien, ce souci de s'inscrire dans la vie de la cité, à défaut de changer celle-ci miraculeusement, tout cela forme une des grandes pages de l'histoire du théâtre français au vingtième siècle, page inséparable d'une nature singulière, moins triste qu'il ne semblait, mais croyant, c'est vrai, à la force de la morale, de l'exemple.

De là que, seize ans après sa mort, on n'en ait pas fini avec Vilar, un peu comme avec Mendès France. Le rapprochement est d'Alfred Simon, autre inconditionnel des belles heures de Chaillot et d'Avignon, moins proche des coulisses que Claude Roy, mais plus historien, plus universitaire.

Sous sa plume, l'idéal de Vilar est exactement cerné. Le fondateur du TNP n'a jamais sacrifié le théâtre, ni cru que celui-ci pourrait remplacer la religion et la politique là où celles-ci ont failli, mais il rêvait de réintroduire

sur scène quelque chose de l'un et de l'autre. Parmi les textes inspirateurs, Alfred Simon cite le Maelström de Crayonné au théâtre, indument oublié au profit d'Artaud et de Copeau.

S'il bon lecteur soit-il, depuis les leçons acropulvéres de son père autodidacte, Vilar reste, en pur homme de théâtre, un instinctif. La rencontre avec Gérard Philippe a plus compté dans l'aventure que tous les livres théoriques. « On reprend : Vilar est d'abord l'homme des répétitions entre amis, l'ennemi du cabotage, le champion d'un lyrisme contenu et d'une fraternité pudique, qui s'étendent du plateau à ses salles immenses. Il ne s'agissait pas, pour lui, de transmettre une foi en quelque chose, mais l'envie de croire. A quoi ? Aux possibilités de l'enseignement, aux chances de la liberté. Les textes du « patron » repris en annexes rappellent ce volontarisme sans trop d'illusions.

Dans une de ses notes sans date qu'il griffonnait à l'ombre des répétitions, et que Claude Roy cite en exergue, Vilar écrivait : « Tu ne laisseras rien ; peut-être dans le cœur de quelques-uns, l'exemple de l'honnêteté. » La remarque est à rapprocher du cri que l'interprète de Richard II lançait, à la fin du premier Festival d'Avignon : « Monte, monte mon âme ! »

De quoi faire pouffer de rire ses descendants saoules d'esthétisme et de carriérisme sans vergogne !

★ JEAN VILAR, de Claude Roy. Cahnam-Lévy, 330 p., 110 F.

★ JEAN VILAR, d'Alfred Simon. Collection « Qui êtes-vous ? », La Manufacture, 288 p., 120 F. (avec une cassette d'enregistrements de Jean Vilar).

Philippe Almeras
LES IDÉES DE CELINE
Céline les trêves à l'air.
J.-P. Morel. LE MATIN.
Céline devenu plus cohérent n'est pas pour autant blanchi de tout péché de haine. N. Casanova, LE QUOTIDIEN. Plaignons les jeunes lecteurs séduits par Almeras. E. Mazet, LE BULLETIN CELINIEN.
B.P.C. Diffusion, Paris VII
2, place Justieu 75005 Paris



Troisième Foire Internationale du Livre Ancien

Paris du 19 au 21 Juin 1987

La Conciergerie

1, quai de l'Horloge 75001 Paris
tel. 43.54.30.06 Ouvert de 10h à 18h

Organisée par le Comité National du Livre Ancien et Moderne

LETTRES LIBANAISES

La lumière et la souffrance
de Nadia TuéniLes œuvres complètes (poésie et prose)
d'une femme abandonnée par son pays.

SANS croire à la valeur magique des mots — « ce sont eux qui m'utilisent », disait-elle — Nadia Tuéni leur avait confié une grande espérance : maintenir entre sa vie et le monde un peu de lumière, juste de quoi se couvrir le visage quand la mort arrive pour emporter l'innocence d'un enfant.

Née en 1935, à Baakline en Liban, elle affirmait que « savoir c'est hanter ». Brutalement, le malheur allait se mettre au chevet de son pays. Elle le dépeindrait dans une série de chants. La honte ferait partie du paysage. Quant au doute, il installerait l'insomnie et ferait tomber les murs des vieilles cités ravagées par une guerre interminable et incompréhensible.

Textes superbes, parce qu'ils dominent les ruines. Adossée aux « jardins d'autrefois », Nadia Tuéni raconte non pas la guerre, mais le « bruit d'un pays qui se casse comme un morceau de vague ». Peu avant de nous quitter, elle notait dans son journal inachevé : « J'appartiens à un pays qui chaque jour se suicide tandis qu'on l'assassine. Je ressemble à ma folle terre ; elle et moi expions un crime de double identité. »



« Je ressemble à ma folle terre... »

Dans *Archives sentimentales d'une guerre au Liban* (1982), elle dit combien sa terre de porcelaine, cet Orient fécondé par la haine aveugle, combien son pays la quitte. Et revient comme une image brûlée par le soleil, le sou-

venir d'une enfant dans l'herbe, « qui cherche un palais ». La pluie est là non pour l'arbre qui a soif, mais pour laver la poussière sur les corps oubliés. Vers la fin de sa vie — Nadia Tuéni est morte le 21 juin 1983 — la souffrance dans ses poèmes a rejoint une

grande simplicité, une grande sérénité. Ses écrits se font alors lumière et paix :

« Et mes yeux sont un port d'où partent des navires dont on dit qu'ils sont beaux comme un enfant qui pleure dans la nuit des miroirs. »

Nadia Tuéni écrivait en français. Un jour, elle a confié qu'elle pensait « écrire l'arabe en français ». C'est peut-être la rencontre de ces deux sources qui donne encore plus de vigueur à sa poésie : « A force d'être exposés à toutes sortes de cultures différentes, nous finissons par attraper un coup de lumière. » Dans une langue précise, elle nous restitue cet Orient moderne où, au-delà de la déchirure quotidienne, elle nous entraîne aux extrêmes limites de l'amour. « Cette encre a un parfum de baptême », avait déclaré son fils, Makram Tuéni, au sujet de son œuvre.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES, de Nadia Tuéni, éditions An-Nahar, 446 p., 80 F.

★ LA PROSE, ŒUVRES COMPLÈTES, de Nadia Tuéni, éditions An-Nahar, 274 p., 75 F. (Distribué par Distique 17, rue Hoche, 92240 Malakoff.)

Beyrouth,
la nostalgie et le regretMémoire de l'aube, de Gérard D. Khoury :
le roman du Liban de l'espoir, 1918-1920

DEUX années cruciales : 1918-1920 la guerre est finie, mais le temps des grands découpages commence. Deux ans après les accords Sykes-Picot que dénoncent encore aujourd'hui certains groupes terroristes, la France et la Grande-Bretagne se disputent les dépouilles de l'Empire ottoman. Le destin du Liban n'est pas scellé et toutes les potentialités sont ouvertes.

Cette époque est la toile de fond historique du roman de Gérard D. Khoury, *Mémoire de l'aube*. Une aube qui se lève pleine d'espoir à Beyrouth avec la reprise du commerce, des voyages à l'étranger, de la reconstruction. Espoir mais aussi incertitude de l'avenir, d'autant plus vive que les Libanais ont conscience que leur destin se joue en dehors d'eux. Les officiers français regardent renaitre Beyrouth avec le regard tourné vers Damas, où la révolte arabe voit son aboutissement dans la proclamation de Fayçal comme roi de Syrie. Un règne de courte durée auquel mettra fin le général Gouraud. Dans les chancelleries, à Londres et à Paris, triomphent les intérêts des puissances.

comme tous dans leur origine, les maronites ont la tentation de se vouloir occidentaux dans leur devenir.

Il ne faudrait pourtant pas croire que Gérard Khoury se contente d'asséner tour à tour des thèses qui éclairent avec beaucoup de perspicacité les drames d'aujourd'hui. Il réussit particulièrement bien à faire revivre le Liban de la paix. Sa promenade dans le chouf, les orangers ou citronniers de Damour, le village de Belledine, les mezzés de Beyrouth sont de grands moments de ce livre où la nostalgie le dispute au regret devant tant de gâchis.

« Ce qui est clair, affirme un personnage du roman, c'est que nous parvenons à résoudre nos difficultés tant que nous ne cédon pas à la tentation de recourir aux soutiens extérieurs. Le drame c'est que les étrangers s'intéressent à nos régions, que nous sommes à la croisée de routes et d'intérêts qui nous dépassent. On nous offre de l'argent et des armes qui empêchent les équilibres de se faire, éternisent les crises, provoquent des massacres et nous rendent davantage dépendants. » L'histoire ne serait-elle qu'un éternel recommencement ? Le mérite du livre de Gérard Khoury est au moins de rappeler que le Liban a existé.

FRANÇOISE CHIPAUX.

★ MÉMOIRE DE L'AUBE, chroniques libanaises, de Gérard D. Khoury. Publ. Sud, 380 p., 99 F.

Elias Khoury
et les malheurs
du Liban

(Suite de la page 13)

Et surtout l'étonnante figure du R. P. Marcel, un ancien officier de l'armée française devenu ensuite missionnaire, sûr de la mission civilisatrice de la France : Elias Khoury démythifie admirablement les idées reçues et n'omet pas la responsabilité lointaine dans les malheurs de l'Orient actuel des obscures combinaisons entre Français et Anglais de 1915 à 1920, manquement à la « parole donnée » comme disait mon maître Massignou, mensonges des « mandats » prometteurs d'indépendance nationale pour les peuples arabes, et aboutissant à une administration directe de militaires arrogants, croisés naïfs qui ne se doutaient pas qu'ils étaient au service des impérialismes financiers.

Et encore Elias Khoury, poète avant tout, se garde-t-il du ton de pamphlétaire. Je ne sais s'il connaît cette dépêche du général Gouraud au ministre français des affaires étrangères (20 août 1920) : Gouraud vient de morceler la Syrie en trois États — État de Damas, État d'Alep, État des Alaouites — et y ajoutera, en juin 1921, l'État du Djebel Druse, et il écrit avec un machiavélisme quasi ingénu : « Il sera facile de maintenir l'équilibre entre trois ou quatre États et au besoin de les opposer les uns aux autres. »

Chez Elias Khoury, la muse Indignation sous-tend la ferveur du poète. Un autre Libanais, Charles Corm, jadis, avait célébré sur le mode lyrique de Victor Hugo la Montagne inspirée. Dans la *Petite Montagne*, d'Elias Khoury, c'est Hugo encore dont résonnent les grandes orgues, mais celles du Hugo des *Misérables* et des *Châtiments*.

JEAN GAULMIER.

★ LA PETITE MONTAGNE, d'Elias Khoury, présenté par Tahar Ben Jelloun, éditions Arles, diffusion Le Seuil.

● ESSAI

Le virus antisémite en terre d'Islam

L'orientaliste Bernard Lewis s'inquiète des progrès de l'antisémitisme dans les pays arabes.

LES partisans inconditionnels d'Israël n'hésitent pas à assimiler toute critique de l'État hébreu à de l'antisémitisme. La « couverture » par les médias occidentaux de l'invasion israélienne du Liban, durant l'été 1982, a ainsi pu être qualifiée d'« antisémitisme », et le premier ministre israélien accusa la presse française d'avoir entretenu un climat favorable à l'attentat de la rue des Rosiers.

Loin d'un tel schématisme, l'orientaliste Bernard Lewis, déjà connu en France pour ses ouvrages de référence sur l'Islam (*Les Assassins, Comment l'Islam a découvert l'Europe, Juifs en terre d'Islam, Le Retour de l'Islam...*), écrit dans son dernier livre, *Sémites et antisémites*, qu'« il serait tout à fait injuste et même absurde d'affirmer que tous les adversaires du sionisme et d'Israël sont antisémites. Cependant, il est clair que l'antisémitisme sert parfois à donner l'apparence de la respectabilité à des sentiments qui, à l'heure actuelle et dans le monde libre, ne sont en général plus de mise lorsqu'on nourrit des ambitions politiques ou intellectuelles ».

Un produit
de l'Europe chrétienne

Cet antisémitisme d'un nouveau genre, qui peut se travestir en antisionisme, Bernard Lewis s'attache à en décrire les étapes du développement. Il consacre la moitié de son ouvrage à des rappels historiques, pour brosser un tableau rapide de l'antisémitisme dans le monde et des relations judéo-islamiques en pays arabes.

Il souligne que les juifs furent, en terre d'Islam, « toujours l'objet d'une discrimination, mais rarement de persécution », et que l'antisémitisme moderne est un produit de l'Europe chrétienne, qui a commencé de se répandre dans le monde arabe avec la décomposition de l'Empire ottoman, et essentiellement par le biais des envoyés occidentaux auprès des minorités chrétiennes du Proche-Orient. C'est l'indéniable fascination de tout un courant du nationalisme arabe pour l'Allemagne hitlérienne qui, selon Lewis, marque le

début de l'« islamisation de l'antisémitisme ».

La création de l'État d'Israël en Palestine, en 1948, et surtout la débâcle arabe de 1967 humilièrent les pays arabes, qui se vident presque entièrement de leurs communautés juives. Aussi, pour « expliquer » ces défaites, toute une propagande se développe dans les mêmes pays sur le thème du « complot juif international », parallèlement au discours officiel refusant de reconnaître Israël.

Un appel
au dialogue

Lewis détaille ainsi la diffusion, dans les pays musulmans, de faux antisémites aussi grossiers que les *Protocoles des Sages de Sion*. Et son livre abonde en citations d'écrits arabes contemporains qui rivalisent par leur antisémitisme affligé : Anouar El Sadate, dans les années 50, s'était félicité de l'efficacité d'Adolf Hitler ; lors du concile Vatican II, les nations arabes font pression sur la papauté pour que le « schéma sur les juifs », qui les disculpe du crime de déicide, ne soit pas adopté ; et l'on trouve bien d'autres exemples de calomnies racistes et de falsifications historiques.

Certes, on pourrait paraphraser August Bebel et dire que l'antisémitisme est l'antisionisme des imbéciles. Et Lewis reconnaît qu'« il était naturel, pour ainsi dire inévitable, qu'étant en guerre avec un État qui se définit lui-même comme juif, des pays où la religion est une composante essentielle de l'identité nationale perçoivent les « juifs » en général comme des ennemis ». Mais l'auteur va plus loin en affirmant que le poison de l'antisémitisme s'est diffusé dans les pays arabes et que, même si la propagande judéophobe n'a pas encore réussi à susciter un véritable sentiment populaire, les perspectives sont très inquiétantes.

Lewis, qui ne cache pas ses sympathies pour Israël (« la persistance du problème des réfugiés palestiniens est une conséquence, et non une cause, du conflit »), invite les dirigeants arabes à suivre l'exemple de Sadate et à entre-

mer un véritable dialogue avec l'État hébreu. Ce serait, selon lui, le meilleur moyen de tuer dans l'œuf ce « nouvel antisémitisme ».

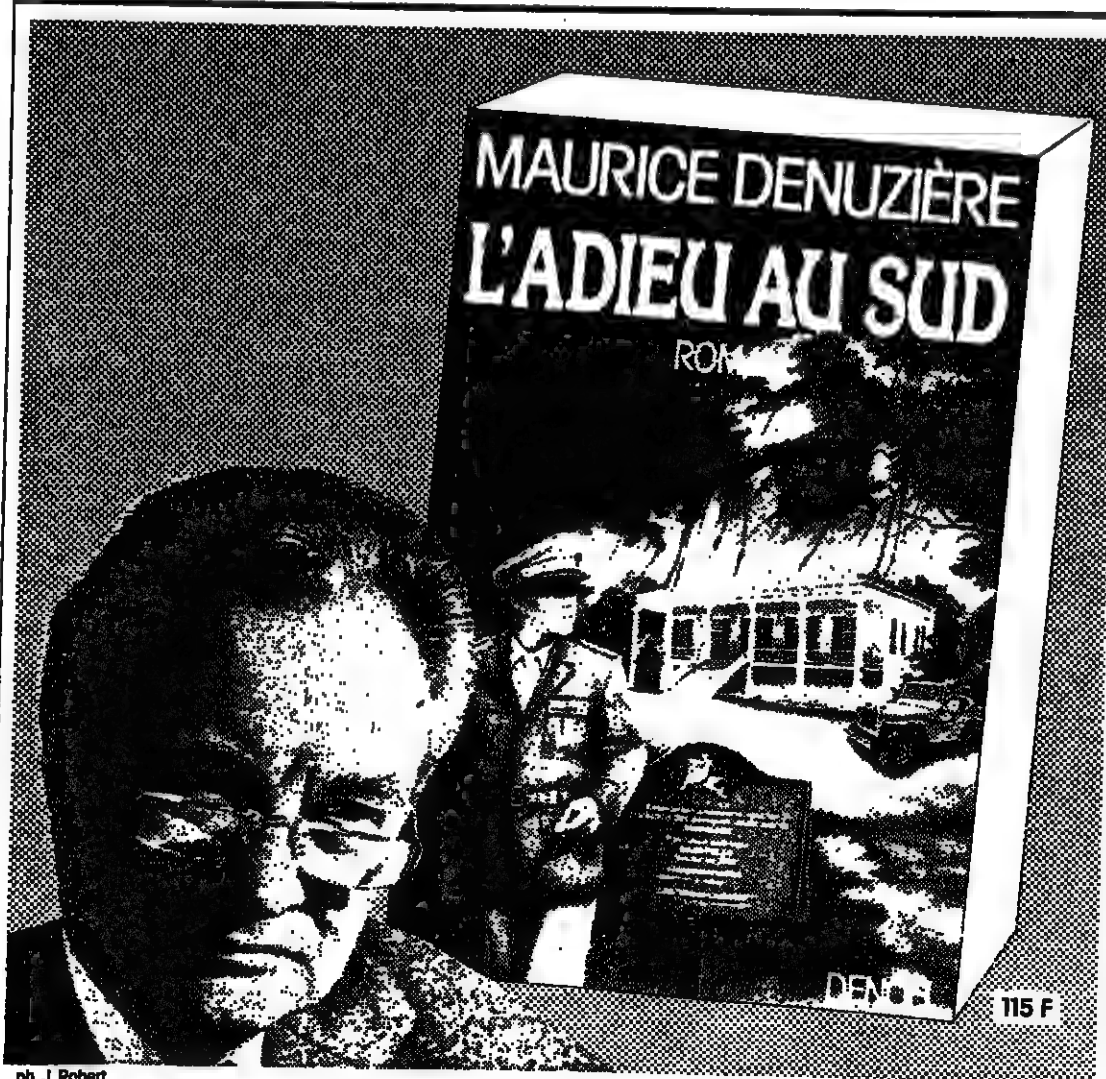
Au-delà du monde arabe, Lewis insiste sur les préjugés antisémites qui sous-tendent les proclamations antisionistes des dirigeants soviétiques ou des terroristes allemands. Il s'interroge sur les motivations profondes des journalistes, universitaires et politiciens qui soutiennent, en Occident, la cause palestinienne. Lewis a même recours au concept de la « haine de soi » pour caractériser l'attitude des juifs opposés à Israël.

Inversement, il n'oublie pas de mentionner « la vieille garde antisémite devenue l'ardente avocate d'Israël, parce qu'elle hait les Arabes encore plus que les Juifs ».

Bernard Lewis dresse un constat volontairement pessimiste, parfois polémique, pour mieux mettre en garde contre une contamination générale du corps islamique par le virus antisémite. Il prédit le pire si cette évolution se confirme. A l'évidence, seule une solution au conflit israélo-arabe peut éviter qu'« un engrenage de haine » ne happe définitivement Arabes et Juifs...

JEAN-PIERRE FLIU.

★ SÉMITES ET ANTISÉMITES, de Bernard Lewis. Fayard, 366 p., 130 F., traduit de l'anglais par Jacqueline Carand et Jacqueline Lahana.



ph. J. Robert

● HISTOIRE

Massis, Céline, Brasillach jugés en appel...

...mais pour les écrivains collaborateurs, le temps de l'histoire n'est pas encore arrivé.

OBSERVEZ-ON un « retour des collabos » ? La question a été posée, il y a quelques mois, quand sont repassés devant le tribunal de l'histoire, par — brillantes — biographies interposées, Pétain, Laval et Jean Jardin. Et le monde des clercs suscite la même interrogation, à travers la publication concomitante d'ouvrages sur Robert Brasillach, Céline et Henri Massis. Y a-t-il un simple effet de groupe, sans signification historique, ou une volonté de jugement en appel et de réhabilitation ?

Henri Massis attendait un biographe. Des premiers essais de jeunesse, où déjà Massis percevait sous le pseudonyme d'Agathon, aux méditations vespérales, il y a là une trajectoire intéressante, tour à tour barbaquienne puis maurassienne, avec, en coulisse, un rôle d'influence intellectuelle indéniable. Brasillach, par exemple, écrit Anne Brasse, « le considérait comme un père spirituel ». Mais il est difficile, dans le cas Massis, de parler d'une sorte de purgatoire : en 1960, l'Académie française l'accueillait en son sein, sans que cette élection entraînant le bruit et la fureur que la candidature — ratée — de Paul Morand avait suscité deux ans plus tôt.

De la pitié à la pitié

Non, à y regarder de plus près, la publication groupée n'est pas, en elle-même, significative, et l'essentiel, en fait, est ailleurs : ces ouvrages mettent en lumière les jeux et rejets de mémoire sur l'Occupation, par transmission intergénérationnelle.

Maurice Bardèche est une sorte de butte témoin de la génération de Robert Brasillach, elle-même cadette de celle de Massis et Céline. Nulle surprise, dès lors, à ce qu'il entonne depuis plusieurs décennies la même antienne. Celle-ci, se durcissant avec l'âge, devient presque chimiquement pure. Et à étudier comme telle ! Il fallait, explique-t-il dans le recueil des *Cahiers du Rocher* réuni par Pierre Sipriot, observer la carte pendant la guerre et tout était clair : « Comment regarder la carte sans être consterné par l'effondrement de l'Allemagne et par l'hégémonie d'une Russie toute-puissante sur une Europe divisée ? ». Les petits drapeaux que les familles françaises, au cœur des années noires, piquaient sur les cartes de l'Europe étaient ainsi perçus ? Curieuse inversion, en tout cas, qui a vu des maurassiens, tenants du « nationalisme intégral », craindre « l'effondrement de l'Allemagne », celle-ci, détail infime, occupant à cette époque le territoire français ! De même, l'un des cha-

pitres du Céline de Bardèche résonne de ce constat, qui éclairait tout : Céline, en 1944, a fui.

D'autres sont restés et, parmi eux, le beau-frère Brasillach. Sur ce dernier, on aurait pu penser que le temps de l'histoire était venu. Pas le temps niveleur qui donnerait raison à Pierre Sipriot lorsqu'il écrit : « Quand on ne saura plus qui a tort, qui a raison, quand résistants et collaborateurs deviendront les Armagnacs et les Bourguignons du XXI^e siècle, l'on saura encore la

tous les sens du terme — né en 1886 : ainsi l'affaire Thalass redevenait-elle la simple « vilénie d'un obscur professeur se répandant en injures contre Jeanne d'Arc » ; et, un demi-siècle plus tard, la distinction faite par Salazar devant Massis « entre des patriotes adultes et des peuplades informes » est ainsi paraphrasée : la décolonisation n'a été que l'élevation d'« ethnies primitives au rang d'États souverains », avec, comme il se doit, l'aide des « intellectuels dévoyés ».



Une fête en 1936 : Robert Brasillach (deuxième à partir de la gauche) et, devant lui, Maurice Bardèche.

mort de Robert Brasillach comme celle de Jean Moulin, celle du chevalier d'Assas, de Bayard ou d'André Chénier, mais au contraire le temps qui permet d'éviter un tel arasement et qui, tel un relief rajeuni, donne éventuellement un nouveau faciès au paysage sans pour autant y faire disparaître les aspérités. Certes, il y a quelques années, un jeune historien se proposait encore, dans le *Monde*, comme treizième membre du peloton qui exécute Robert Brasillach, mais on pouvait espérer que ce n'était là que fougue juvénile et que la nouvelle génération d'historiens serait sans passion, ce qui ne veut pas dire sans convictions, et serine, ce qui ne signifie pas aseptisée.

Or les ouvrages de Toda et Brasse montrent que tel n'est pas le cas. Né après la guerre, le premier, dans un livre par ailleurs souvent fin, épouse les préventions et les antipathies de son modèle — apparemment, dans

L'auteur reste, bien sûr, libre de ses analyses. Ne sent-il pas, pourtant, que le devoir de sympathie — au sens étymologique du terme — qui est au cœur du métier d'historien trouve ses limites quand il est seulement entendu dans son sens commun ?

A plus forte raison, le statut de « biographe passionné » revendiqué par Anne Brasse est scientifiquement bien instable. Car de la pitié on glisse trop souvent à la pitié — sentiment respectable mais qui ne fait pas forcément les bonnes biographies, — et du chagrin on peut passer à l'égarement.

Donnons pourtant acte à l'auteur : la démarche choisie — « ni accusation, ni réhabilitation » — était la bonne, et sa première phrase est dépourvue d'ambiguïté (« Robert Brasillach a été fasciste, antisémite et collaborateur »). Si l'on ajoute que la quatrième de couverture évoque un intellectuel qui fut « aveuglé à la tragédie juive », il est manifeste que l'intention initiale de l'auteur était de rechercher, sans esprit partisan, les causes d'une dérive et d'un aveuglement. Mais s'agissait-il seulement d'un aveuglement ? Et d'où vient qu'on ne peut, une fois le livre refermé, se départir d'un certain malaise ?

La place de l'historien

Qui était Brasillach ? Un éternel khâgneux, peu fait pour un univers embrasé ? Il est vrai que le critique n'a jamais été aussi bon que lorsqu'il évoquait Virgile et que l'écrivain a su chanter avec talent les vibrations de l'été méditerranéen. Rien ne le prédisposait, de ce fait, à comprendre l'hiver des peuples européens. Mais peut-on s'en tenir là ?

Quitte à filer un peu plus la métaphore, l'historien ne peut que constater que *Je suis partout*, dont Robert Brasillach fut rédacteur en chef de 1941 à 1943, participe à la glaciation, et qu'il y a, dès lors, des phrases « passionnées » qui dépassent sans doute la pensée de leur auteur mais en limitent singulièrement la portée. Ainsi la chute de chapitre VII : « Devant la porte qui venait de se refermer sur les prisonniers cathares condamnés à être brûlés à Montségur, un homme se présenta, désireux d'apporter un réconfort moral aux hérétiques et de mourir avec eux. Cet homme s'appelait déjà Brasillach. » Qui étaient les cathares et les hérétiques sous l'Occupation ? On hésite, devant de telles phrases, entre l'ironie et le rire, ce que ne recherchait probablement pas Anne Brasse.



Louis Ferdinand Céline à Montdon.

Il serait assurément injuste d'extraire quelques phrases de leur contexte et, en les nouant en gerbe, d'altérer le sens d'un livre de bonne foi. Mais, la bonne foi, même si elle est toujours requise, ne suffit pas à faire l'historien. Et, de même que celui-ci n'a pas à se transformer en Fouquier-Tinville, sa place n'est pas non plus parmi les membres d'une cour d'appel de l'histoire. Quand les historiens et apparentés comprendront-ils que la question de la vie et de la mort de Brasillach n'est pas de leur ressort, qu'il s'agit là d'affaire de conscience, que, dès lors, le problème les dépasse, et que rien ne les autorise, es qu'il s'agit à crier « halte au feu ! » ou à jouer les treizièmes fusillards de la onzième heure ?

« Génération perdue »

Robert Brasillach fut-il une victime expiatoire ? Ou, pour avoir bûché avec les loups, comme il, de ce fait, un juste châtiment ? Il reste, en tout cas, l'exemple, rare, d'un intellectuel subissant, dans sa vie même, la déroute de ses idées. Et, à cet égard, le titre « génération perdue » est recevable : il est vrai qu'à la différence d'autres classes d'âge, aux franges extrêmes desquelles fut donné le temps des retours sur soi et des désaccusations, celle de Brasillach fut prise, tout armée idéologiquement, dans le tourbillon de l'histoire. « Génération perdue », donc, à condition de rappeler aussi que d'autres de ses membres durent payer au prix fort leur courage civique : pour s'en tenir aux normaliens de la même décennie que Brasillach, songeons, par exemple, à Jean Cavailles et à Albert Lautman : la presse de la collaboration s'est-elle interrogée sur

l'esprit français qu'on assassinait quand ces deux philosophes, qui s'annonçaient parmi les plus brillants de leur génération, furent fusillés ?

La stricte honnêteté oblige pourtant à préciser que Robert Brasillach était intervenu pour tenter de sauver Cavailles. Et cela nous ramène au problème de fond : ce qui est de la compétence de l'historien — et non de sa juridiction, qui n'existe pas — c'est tout simplement de tenter de comprendre qui était Brasillach et d'établir en conscience ce que fut sa vie. Anne Brasse l'a tenté. L'appréciation du résultat est forcément subjective. La devise de tout apprenti biographe devrait être, en tout cas, cette belle phrase que Marc Bloch lançait aux spécialistes de la Révolution française : « Robespieristes, antirobspieristes, nous vous crions grâce : par pitié, dites-nous simplement : quel fut Robespierre ? ».

JEAN-FRANÇOIS SRINELLI.

★ ROBERT BRASILLACH OU ENCORE UN INSTANT DE BONHEUR d'Anne Brasse, Robert Laffont, 421 p., 110 F.

★ ROBERT BRASILLACH ET LA GÉNÉRATION PERDUE, Les Cahiers de Rocher, dirigés par Pierre Sipriot, n° 2, 235 p., 85 F.

★ HENRI MASSIS. UN TÉMOIN DE LA DROITE INTELLECTUELLE, de Michel Toda, La Table ronde, 391 p., 169 F.

★ LOUIS-FERDINAND CELINE, de Maurice Bardèche, La Table ronde, 367 p., 149 F.

On consultera avec profit l'excellent *Céline et l'actualité 1933-1961*, textes révisés et présentés par Jean-Pierre Dumail et Pascal Fouché, préface de François Gibault, *Cahiers Céline* (7), Gallimard, 490 p., 180 F.

Le fichier de Dachau

L y a quarante et un ans, Joseph Rovin cessa de s'appeler « Citron ». Juif, né en Allemagne, il avait réussi à son orientation à dissimuler ses dangereuses origines en empruntant ce pseudonyme à un ami hors d'attente de la Gestapo. Citron était devenu à Dachau, camp « sans juifs », un des rouges les plus actifs de la « colonie » des déportés français, aux côtés de son ami Edmond Michelet, qui en fut le chef.

Les Contes de Dachau sont, sous la modeste du titre, un des meilleurs livres sur l'univers concentrationnaire, tel du moins qu'il fonctionnait dans ce coin de Bavière. Il se lit d'un trait. Et, paradoxalement, c'est un livre optimiste.

Rovin-Citron, jeune universitaire catholique, traverse l'enfer avec le certitude quasi permanente qu'il survivra. S'y ajoutent une formidable curiosité des hommes et des choses, et une faculté de débrouillardise au-dessus du commun, au service de sa petite communauté.

Il assure qu'il fut un privilégié, dans un camp qui, sauf dans ses commandos, n'était pas le pire de tous. Esclave comme les autres, il a été reconnu comme un esclave utile et doué d'intelligence. Un « professeur ». Les brutes SS souvent quasi analphabètes ont besoin de scribes. Rovin travaille à l'énorme fichier des vivants et des morts. L'organisation nazie, perdue parmi des pseudonymes de toute l'Europe conquise, l'a voulu

phonétique. Il est, bien entendu, d'une complication délicate. On ne risque pas sa vie plus qu'ailleurs dans cette position de choix. Elle permet de sauver des vies, d'embrouiller encore les cerveaux embourbés des SS, de s'informer de tout et de tous, gardes-chiourmes compris.

Les solidarités s'excluent

De cet univers fou de bureaucratie et de sadisme, le jeune Citron a appris à décoder les règles écrites ou non écrites dont l'observation commande la vie et la mort. Derrière ses précieuses lunettes — perdre ses lunettes dans un camp de concentration peut conduire rapidement à la mort, — il regarde les hommes et les décrit avec une rare modération dans la haine. Dans les yeux de tel ou tel SS, paysan mal dégrossi ou hitlérien depuis l'enfance, il décode un éclair d'humanité, un bref délice de compréhension, et chez le tortionnaire, parfois, un courage brutal.

La troupe hyper-hiérarchisée des déportés reste divers. Les nationalités se regroupent et se détestent, les solidarités s'excluent. Parmi les Français se côtoient des Vichyssois dévoués de se trouver là « par hasard » et qui invoquent toujours Pétain, des prosélytes, des voleurs, des mythomanes. Mais aussi des « gaullistes » comme se baptisent

ceux qui ont la volonté de survivre et de combattre, des communistes qui préparent secrètement et obtiennent les « lendemains qui chantent ». Des êtres impossibles à couvrir comme le général Delestraint, petit homme sec aux cheveux blancs, ancien chef du colonel de Gaulle, qui mourra d'une balle dans la nuque ; à un SS qui lui demandait sa profession, il a répondu « général d'armée » ; identifié, il sera exécuté. Edmond Michelet, futur ministre de de Gaulle, l'ami le plus cher. Un saint ? Peut-être. Un homme de foi et de dévouement en tout cas. Un naïf ? Beaucoup moins que ne l'ont dit ses adversaires. Michelet était aussi un organisateur et un politique. Porté à la tête des Français de Dachau, il mit ses talents et son charisme au service d'une fondamentalité et totale charité, aidé par Citron et le petit groupe de ceux qu'il appelait en tant que « intellectuels délinquants ».

Une longue nuit silencieuse

Rovin n'a rien oublié. Ni la trahison délicate de l'air ce matin de juillet 1944 où il fut embarqué dans ce train de la mort où des hommes entassés debout pendant des jours étaient ravagés par la soif, l'asphyxie et la fièvre. Ni cette longue nuit suffocante passée dans une baraque de typiques où chevêt d'un ami agonisant : les plus belles pages et les

plus émouvantes des *Contes de Dachau*. Ni les prétes alléguées mais toujours disciplinées qui font protéger leur messe de l'efflux des lèthes non autorisés par des pasteurs protestants armés de gourdes.

Organisé, sur-organisé, le système fonctionnait à coups de cadavres. Survivaient les chanceux, les subtils et les solidaires. Les derniers semaines, la machine tourne folle : le typhus, l'efflux des déportés évacués des autres camps, vivants et morts, mêlés. Les Américains libérateurs se trouveront devant un univers qui leur échappe totalement, malgré leur bonne volonté, et qu'ils ne pourront maîtriser sans l'aide de ceux qui en connaissent les détours.

Edmond Michelet et Rovin, qui n'est plus Citron, partiront une fois le dernier Français rapatrié.

Au passage, une légende s'effrite. Il y a bien eu une chambre à gaz à Dachau. Elle n'a pas été utilisée. Camp sans juifs — à l'exception d'un « commando » exécuté, — Dachau n'était pas destiné à l'extermination massive. On n'y mourait « que » de maladie, de misère, sous les coups, à la potence et sous les balles.

Joseph Rovin adresse les *Contes de Dachau* à ses fils. Aux fils et aux filles des autres, aussi.

JEAN-PLANCHAIS.

★ CONTE DE DACHAU, de Joseph Rovin, Julliard, 250 p., 90 F.

rencontrer avec les écrivains latino-américains à Paris

20-21 juin de 14 h à 19 h

20 auteurs seront présents, parmi eux : AINSA, BAREIRO, SAGUIER, BIANCIOTTI...

Poésie, théâtre, nouvelles Sur la place du Marché Sainte-Catherine, Paris 75004 Métro Saint-Paul. Renseignements : 48-04-87-09

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur pensif recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris

Tel : 48.37.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



● PHILOSOPHIE

Jürgen Habermas et la « communication »

Le livre le plus important du philosophe allemand. Mais on n'y entre pas comme dans le dernier salon où l'on cause...

Sous le titre *Théorie de l'agir communicationnel*, voici que vient de sortir en français, six ans après l'édition allemande, le livre le plus important écrit à ce jour par Jürgen Habermas. Le caractère ambitieux du projet (fonder une théorie de la société), l'ampleur de l'ouvrage (deux forts volumes), la personnalité de l'auteur enfin (le philosophe allemand le plus connu à l'étranger), tout concourt à donner à cet événement un relief particulier. En expliquant le sens des développements, futurs lecteurs, accrochez-vous : on n'entre pas dans Habermas comme dans le dernier salon où l'on cause...

D'abord, une constatation : occupé par l'existentialisme puis par le structuralisme, la France a perdu le contact, depuis un demi-siècle, avec les grands débats internationaux. Les théories de l'école de Francfort ou des penseurs anglo-saxons contemporains restent mal connues chez nous. Or c'est à ces théories que Habermas se réfère constamment, en particulier dans ses derniers livres. Pour en comprendre les enjeux, il faut donc commencer par les replacer dans leur contexte.

Très simplement, le projet de l'école de Francfort peut se définir comme suit : marxistes non dogmatiques, ses fondateurs, Horkheimer (mort en 1973) et Adorno (mort en 1969) entendaient jeter les bases d'une « théorie critique » de la société, destinée à sauver la raison de ses déviations totalitaires, nazisme ou stalinisme. Habermas, qui passe pour être le dernier représentant de ce mouvement, en est, en fait, l'héritier plutôt que le continuateur au sens strict. Certes, il a été pendant quelques années l'assistant d'Adorno à Francfort, où il enseigne

aujourd'hui. Mais, né en 1929, il est beaucoup plus jeune que son maître et n'a pas vraiment connu le nazisme. Quant au marxisme, c'est à travers Lukács qu'il l'a abordé, pas à travers Marcuse.

La raison n'est qu'un instrument de travail

Les débuts de sa vie intellectuelle coïncident avec ceux de la République fédérale et de la société de consommation en Allemagne. Habermas est le philosophe d'un monde qui aspire au bien-être, qui ne veut pas revenir sur les acquis de la croissance, qui s'incline devant l'incertitude efficace de la gestion capitaliste. Il a lu en théoricien les écrits économiques de Marx, mais il demeure hostile au communisme. Il n'a vraiment découvert la pensée d'Adorno qu'assez tard. Et s'il a repris à son compte le projet de « théorie critique », c'est — comme l'explique fort bien Paul-Laurent Assoun dans un récent petit livre (1) — pour le relancer sur des bases complètement différentes.

En quoi consiste cette différence ? En ce que Habermas se considère lui-même comme un penseur « post-métaphysique ». Il ne croit plus que la pensée soit capable de résoudre *a priori* tous les problèmes concrets : la pensée ne s'éprouve qu'à condition de s'immerger dans des pratiques empiriques (les sciences sociales, par exemple). Il ne croit plus au caractère transcendantal de la raison : la raison n'est qu'un instrument de travail, sa faillibilité doit être admise. Il ne croit plus, enfin, que la vérité soit une essence immuable : la vérité n'est qu'un ensemble de jeux de langage qui nous donnent prise sur le monde.

Sur tous ces points, Habermas se sent plus proche de Wittgenstein (celui des *Investigations philosophiques*, pas celui du *Tractatus*) et même de Popper (à condition d'assouplir le positivisme de ce dernier par un rappel des exigences de la dialectique) que du hégélianisme-marxisme de Horkheimer, par exemple. Pour Habermas, l'être de la métaphysique est dépassé. Sont dépassés aussi les appels dramatiques de Heidegger pour que nous revenions, par-delà la métaphysique, à une « mystérieuse » pensée de l'Être. Car si les métaphysiques

classiques ne nous sont plus d'aucun secours, nous ne sommes pas pour autant dans une situation tragique : l'exigence la plus légitime de Kant et de Hegel, celle de fonder la raison dans son double usage théorique et pratique (comme principe de connaissance et comme principe d'action), reste plus que jamais actuelle, et nous ne manquons pas d'instruments qui nous permettent d'y arriver par des voies nouvelles.

Ces nouveaux instruments, c'est la philosophie analytique et la philosophie anglo-saxonne du langage qui nous les fournissent. Les références intellectuelles de

tise en souvenir du philosophe américain C.S. Peirce, dont l'influence sur notre modernité apparaît chaque jour plus importante, la pragmatique n'est autre que l'étude des rapports entre les actes de parole et les situations au sein desquelles ils se produisent. Bref, ce qu'elle apporte à Habermas, c'est la possibilité d'aborder dans une perspective linguistique les phénomènes de communication sociale — et donc d'étudier scientifiquement le fonctionnement de la raison.

Car, qu'est-ce que la raison sinon, précisément, ce qui nous permet d'arriver à des situations

du plus large consensus possible. « Raison » et « société » cessent donc d'être deux termes sans rapport l'un avec l'autre. Le but d'une société, c'est l'intercompréhension entre ses membres ; or la raison n'est autre que le processus même de l'intercompréhension se déroulant dialectiquement dans le temps.

Résumons-nous. La *Théorie de l'agir communicationnel* démontre que c'est la même raison qui est à l'œuvre dans les sciences sociales (aspect théorique) et dans la société (aspect pratique) ; et que cette raison ne fait qu'un avec l'ensemble des mécanismes qui assurent le succès de la communication (scientifique ou sociale). Ces mécanismes peuvent être décrits en termes linguistiques, plus précisément en termes de pragmatique. Enfin, Habermas ne prétend pas être le premier à les mettre à jour : il s'appuie au contraire sur les travaux de quelques grands théoriciens sociaux — Max Weber, G.H. Mead, Durkheim et T. Parsons — qui ont déjà entrepris, chacun à sa façon, d'analyser les phénomènes de communication ou de « rationalisation » sociale — deux mots qui, en fin de compte, recouvrent la même chose.

Les règles de la gestion et les exigences de la vie

Le succès de l'entreprise ? Difficile de l'évaluer en quelques mots. Le style professoral du livre, les innombrables références aux classiques de la sociologie et de la philosophie allemande ou anglo-saxonne en rendent l'accès difficile. Du reste, Habermas lui-même affirme qu'il ne s'agit là que d'une « esquisse ». Deux ans après la première édition allemande, il reprenait, dans un autre ouvrage qui vient également d'être traduit en français (2), le concept d'activité communicationnelle pour le soumettre à de nouvelles analyses, dans une perspective plus nettement orientée vers l'éthique. Il n'est pas interdit de penser que le passage par Max Weber et par la pragmatique ne représente plus, pour Habermas, qu'une étape déjà ancienne sur un parcours actuellement en pleine évolution.

La *Théorie de l'agir communicationnel* n'en reste pas moins un

livre décisif. D'abord parce qu'elle réaffirme l'exigence rationaliste en des termes actuels. Contre la critique heideggerienne de la science, contre le positivisme borné, contre l'anarchisme antirationaliste (auquel il rattache curieusement Foucault), Habermas rappelle que la raison existe et qu'elle fonctionne — même s'il admet qu'elle ne peut être fondée *a priori*. Toute théorie, quelle qu'elle soit, ne peut naître en effet que de l'autoréflexion des pratiques scientifiques sur elles-mêmes. Les normes de la raison nous sont donc dictées par les sciences, dans la mesure où celles-ci correspondent à des situations de communication réussie.

Par ailleurs — et c'est l'autre intérêt de ce livre — Habermas y démontre que la rationalisation de l'activité sociale ne signifie pas nécessairement sa bureaucratisation. Il nous donne par là-même les armes théoriques d'une lutte pour l'automatisation du « monde vécu », actuellement colonisé par l'« Etat scientifique » et la technocratie. Habermas est de ceux qui, tout en prenant au sérieux la démocratie bourgeoise, éprouvent la nécessité de soumettre les règles de la gestion aux exigences de la vie. L'ampleur impressionnante, parfois confuse et souvent discutable dans le détail, de son œuvre théorique débouche donc sur une éthique du possible et sur une politique concrète. Ne serait-ce que pour avoir réussi cette difficile synthèse, Habermas doit désormais être considéré comme l'un des principaux philosophes de notre temps.

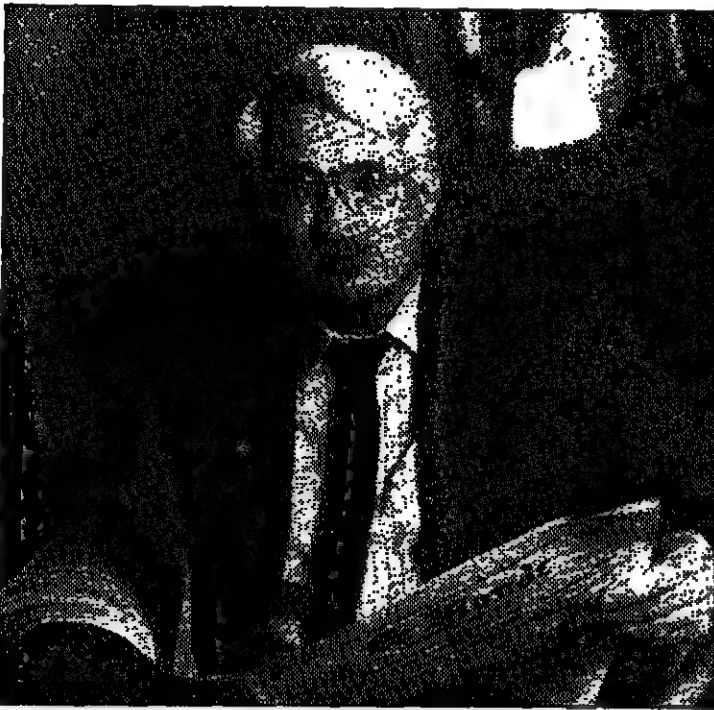
CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

* **THÉORIE DE L'AGIR COMMUNICATIONNEL**, de Jürgen Habermas, traduit de l'allemand par Jean-Marc Ferry et Jean-Louis Schlegel, Fayard, tome 1 : 448 p., 195 F ; tome 2 : 480 p., 195 F.

— A signaler aussi la publication, sous la responsabilité de Christian Bouchindhomme, de n° 3 des *Cahiers de philosophie*, entièrement consacré à J. Habermas (université Lille-III).

(1) Paul-Laurent Assoun : *L'École de Francfort*, PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 2354.

(2) Jürgen Habermas : *Morale et communication*, traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme, éd. du Cerf.



Jürgen Habermas : le philosophe d'un monde qui aspire au bien-être.

Habermas sont donc, en plus du second Wittgenstein, Austin, Strawson et Searle, en particulier la théorie des « actes de parole » mise au point par ce dernier, ainsi que la « pragmatique » sur laquelle elle débouche. Ainsi bap-

de communication réussie ? Soit un problème donné : on peut entendre par « rationalité » l'ensemble des critères qui fournissent à un groupe social les moyens de le résoudre par le biais de la discussion, sur la base

Kenneth White un homme de fusion et d'effusion

PERSONNE n'a jamais dit son fait à Kenneth White. Peut-être est-ce sa gentillesse d'éternel adolescent qui le protège, à moins que ce ne soit son origine écossaise, qui, justifiant son extravagance, lui confère une sorte d'immunité ? Il impressionne par son dynamisme, sa bouillie intellectuelle et son efficacité. Son image a été construite sur un paradoxe : c'est un solitaire extraverti.

Les essais de Kenneth White tiennent du patchwork et du « décrochez-moi ça » philosophiques. Textes surexposés, « solitaires », saturés de citations. Il agace à force d'érudition. Sa manie référentielle est d'ailleurs des plus curieuses : comme si, de toutes les littératures, tel un orpailleur, il voulait extraire des phrases à méditer. Homme de fusion et d'effusion. Alchimiste de la synthèse Est-Ouest et poète celto-zen. Kenneth White a fait de son « nomadisme intellectuel » une vision du monde, un style de vie, une profession.

Aux modèles d'Occident, il oppose la « voie ». C'est-à-dire la capacité de chaque homme à découvrir le monde par lui-même. Il chante la fin de la philosophie et l'au-delà de la dialectique. Valorisant la tribulation et le mouvement, il se fait aussi le chantre du vide. De l'errance. Du « monde blanc », comme il dit. Héraclite et Tchouang-tseu, Nietzsche et Thoreau, Segalen et Georges Bataille, Powys et Pound, Axelos, Lyotard et Deleuze, Bashō et Scott Egérie, Heidegger, Vanéigem, Tanizaki, et plusieurs pléiades de penseurs artistes, sont cités à la barre. Ah ! nous étions prévenus : Kenneth White est un redoutable lecteur au long cours et son esprit nomade — qui se nourrit aussi bien de Hegel que d'Élan Noir — s'emballe comme une banque de données !

L'archipélagisme (il aime les néologismes) est réfractaire aux

systèmes. C'est pourquoi, sans doute, la dispersion chez Kenneth White est de rigueur. Son effort consiste précisément à synchroniser ses sources, ses influences et ses références. Cet immense collage stimule l'imagination du lecteur, mais en multipliant les pistes de recherches, en pratiquant l'électrisme à outrance, Kenneth White ne risque-t-il pas de se retrouver dans cette fameuse nuit où toutes les vaches sont grises et où tout est vrai de la même façon ?

Pas de danger, nous dirait-il. Ses dérivés sont contrôlés et ses garde-fous sont solides. La poésie, ou mieux la poétique, lui sert de sauve-conduit. Il a foi dans l'intuition, dans le sens du cosmos et de la beauté. Encore faut-il que le nomade intellectuel ne se perde pas dans les méandres de son propre moi. Qu'il assure, comme on dit aujourd'hui. Avec l'*Esprit nomade*, Kenneth White semble échapper au double danger de l'autocritique et de l'électrisme. Attendons la suite.

JACQUES MEUNIER.

* **L'ESPRIT NOMADE**, de Kenneth White, Grasset, 310 p., 98 F.

— Signalons aussi le Poète cosmographe qui rassemble les entretiens accordés par Kenneth White à divers journaux ou revues (Presses universitaires de Bordeaux, 208 p., 90 F).

— La revue *Filigrane* vient de publier un « dialogue » de Gilles Farciat avec Kenneth White. Au même sommaire : un texte inédit de Henry David Thoreau : *Une promenade en hiver*, et treize haïka de Jack Kerouac (Ed. Argel, 7, rue Chaudron, 75010 Paris).

— Les cahiers de littérature Terriers consacrent leur dernier livraison à Kenneth White. Outre un entretien avec Pétrivain, une douzaine d'essais abordent les différents aspects de son œuvre. (Terriers, Le grand Castanet, chemin Vieux-de-Sauve, 30000 Nîmes, 160 F).

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Dans le stock, ou par la réseau de la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

Les pères aussi ont une fête...



Jean CANTEINS
LES BARATTEURS DIVINS
Collection METALANGAGE
Série « Sauver le Mythe » 220 FF.
MAISONNEUVE & LAROSE

LE NOUVEAU ROMAN DE Tchingbiz
AÏTMATOV
LES RÊVES DE LA LOUVE
« ...Ce roman, qui fait figure d'événement, est considéré, tant par la beauté de l'écriture que par la hardiesse du propos (...) comme le plus important qu'aït écrit l'auteur de Djamilia... »
LE MONDE
EN LIBRAIRIE 100 F
M E S S I D O R

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Christoph Hein, archéologue de la mémoire

★ LA FIN DE HORN, de Christoph Hein, traduit de l'allemand par François Mathieu, Albin, 270 p., 88 F.

PENDANT longtemps, pendant au moins les vingt premières années de son existence, la culture de la République démocratique allemande s'est résumée pour nous à son théâtre. Bertolt Brecht avec son Berliner Ensemble — relayé plus tard par Benno Besson, Manfred Karge, Matthias Langhoff ou Felsenstein, puis par un auteur officiel comme Heiner Müller — écrasait de son ombre gigantesque toute production littéraire de cette « autre » Allemagne qui, choisissant sa voie propre vers le socialisme, refusait avec constance un révisionnisme qualifié de « bourgeois ».

Cependant, depuis la reconnaissance de la RDA par la France en 1973 et depuis la signature de l'accord culturel en 1980, les relations culturelles entre les deux pays sont en expansion, limitées certes, mais régulières : un Centre culturel de la RDA s'est ouvert dans la superbe immeuble du boulevard Saint-Germain qui appartenait au Cercle de la librairie (regrettons pourtant que la quasi-totalité des fonctionnaires qui y travaillent ne soient pas un peu francophones !), un Centre français — le seul centre culturel occidental admis dans l'Europe de l'Est — s'est installé, avec un grand succès, depuis 1984, sur Unter-den-Linden. En outre, les éditeurs français sont de plus en plus curieux de savoir ce qui se passe à la Foire du livre de Leipzig et font traduire un peu plus d'auteurs est-allemands : outre Brecht (35 volumes publiés) et Anna Seghers, citons Christa Wolf, Stephan Hermlin, Volker Braun, Günter de Bruyn, Franz Fuhrmann, Lutz Rathenow, Christoph Hein, etc., auxquels pourraient s'ajouter ceux qui sont parvenus à l'Ouest.

Une génération d'écrivains, née et éduquée en RDA, a commencé à prendre sa place, très différente de celle qui a connu le nazisme, l'antnazisme et la guerre. C'est pourquoi la venue à Paris de neuf écrivains, âgés de trente à soixante-douze ans, devrait être un événement, avec des approches du régime différentes, des orthodoxes nuances, ces « beaux étrangers » nous font découvrir des terres mal explorées du cœur de l'Europe, où les livres ont une extrême importance. « A peine publiés,

ils sont déjà épuisés, et les critiques — bonnes ou mauvaises — n'y sont pour rien », explique Nicole Bary, qui a créé il y a sept ans à Montparnasse la librairie La Roi des aulnes, où elle réunit les écrivains des deux Allemagnes. « Cela ne signifie pas nécessairement qu'on s'intéresse plus à la littérature en RDA qu'en France, poursuit-elle, mais plutôt que les livres ont une autre fonction, ils informent sur ce qui n'est pas — ou ne peut pas être — l'objet d'un débat public. » Certains d'entre eux rivalisent bien s'ils savaient que, pour les présenter, Michel Tournier s'insurgeait de ce qui les attend chez nous :

« Comment cela fait-il quand on vient d'un pays où toutes les fleurs sentent bon, et où tous les sourires sont franchement gais ? » demande l'auteur de *Ventura*.

Le second roman de Christoph Hein, *La fin de Horn* (1), qui paraît cette semaine chez Albin, n'est pas vraiment « franchement gai ». Rigoureusement construit, avec une remarquable économie de moyens, sans graisse, sans langue de bois, sans concession, sans provocation gratuite, cette chronique d'une pendaison annoncée est un livre qui fera date, et qu'il faut s'empresser de découvrir. Longtemps après la dernière page, on reste hanté par les personnages, terriblement vivants tout en étant emblématiques, de cette histoire des mœurs de la province est-allemande racontée en flash-back par cinq témoins, qui ne sont pas forcément des protagonistes.

« Cette année-là, les Tsiganes étaient arrivés tard. Pluies et averses étaient passées, et chacun avait l'espoir qu'ils eussent choisi une autre ville. Mais fin mai, c'était un jeudi, leurs roulettes se trouvaient sur le Pré des Blanchisseuses. Le médecin se souvient des évé-



Helga Schütz — qui masque Christoph Hein, — Helga Königsdorf, Fritz Rudolf Fries, Ralph Grüneberger, Stephan Hermlin, Helga Schubert, Hermann Kant, Uwe Kolbe.

nements qui précéderont la mort de Horn, le directeur du musée, que les enfants retrouveront, fin août, pendu dans la forêt. Chacun pour soi, cinq personnes font remonter leurs souvenirs, comme pour franchir le mur de l'oubli, de la bonne conscience, du mensonge : le médecin, fils naturel d'un riche personnage de la ville, s'insurgeant de haine pour la ville et les humiliations qu'elle lui a fait subir et qui se consacre à établir une « histoire locale de la bassesse » ; Gertrude, la épouse de Horn, mariée tard sans amour, mère d'un fils qui boit, qui vole dans son sac, qui refuse l'école, l'apprentissage, le travail ; le maire, stalinien rassis, prêt à toutes les trahisons pour continuer à graver les échelons, degré par degré, et pour qui dix-neuf années à la mairie de cette ville sans importance seront un quai-de-sept ; Thomas, le fils du pharmacien, presque un enfant, qui, autant dans les livres de la bibliothèque familiale que sur le terrain, cherche à comprendre et qui, contre la volonté paternelle, est attiré par les Tsiganes qu'on ostracise ; Marlene, la jeune fille simple d'esprit, qui a survécu aux loix nazies, frappant les malades « incapables de la vie » parce que sa mère s'est sacrifiée pour elle...

A travers les méandres de la mémoire des individus, à travers cinq person-

nages qui tissent leurs monologues, l'histoire se reconstitue. Radicalement différente de l'histoire officielle. La mosaïque des souvenirs, fouillée jusqu'à l'insoutenable, fait remonter un passé volontairement refoulé par toute une communauté. Qui a eu vraiment pourquoi Horn s'était pendu ? Tout l'ont eu, tous l'ont ignoré. Horn, on ne le connaît pas vraiment. Ce qu'on sait de lui s'accumule, s'échafaude peu à peu à travers les souvenirs, tandis qu'il agonise, comme le personnage de Faulstich. Quand le puzzle sera reconstitué en entier, il ne restera plus qu'un pendu dont tous se sentiront coupables. Etranger à la ville, solitaire, replié sur lui-même, Horn a été nommé directeur du musée de Bad-Güldenberg, dont le maire, Kruschkatz, jadis à Leipzig, a été son collègue, avant de ruiner sa carrière en le faisant exécuter du parti pour ses « lâches compromis avec l'idéologie bourgeoise ».

Tel le « conservateur des antiquités » du Soviétique Dromovskij, Horn a donc été relégué quelque part en province, apparemment banni. « Je continuais à l'estimer et m'efforçais d'être gentil avec lui, se rappelle le maire qui sait que Horn a été injustement frappé. *Gesamte Inuitien, incapable de comprendre Leipzig, il refusait de l'oublier...* L'injustice dont il avait été victime avait été historiquement nécessaire au nom d'une justice supérieure, au nom de l'histoire. Je n'aurais été que l'organe exécutant. » Horn ne surviva pas à une seconde condamnation provoquée par des adjoints, fonctionnaires minables, insectes rutilants qui se débattaient entre eux, qui s'en prenaient plus tard au maire lui-même et voudraient provoquer sa chute sous prétexte qu'il a enfreint le principe de la direction collective. « Je n'aurais pas envie de me battre contre une punaise uniquement parce qu'elle continuait à puer, se souvient le maire.

Ce fut mon erreur la plus grave. J'ai appris à cette époque qu'il faut aussi savoir descendre au niveau de la punaise pour la combattre. »

C'est tout à fait exceptionnel chez Christoph Hein, c'est qu'il réussit à dresser une chronique de son époque tout en faisant exister des personnages, avec leurs conflits intérieurs, leurs dimensions familiales, leur besoin de tendresse. Sa technique de narration permet de passer en sous-pied d'une époque à une autre, d'un souvenir à un autre, au gré de la conscience de celui qui s'exprime. Il est un formidable chasseur de la mémoire, fouilleur de l'inconscient, il ordonne (à qui ? peut-être à Thomas, le plus jeune, celui qui, à son âge...) il ordonne, donc, de ne pas sombrer dans l'oubli, de ne pas croire à l'objectivité du souvenir, de ne pas croire à l'objectivité de ceux qui écrivent l'histoire, puisqu'on peut faire mentir même les images. (Les quelques techniques du cinéma ont imaginé un procédé qui leur permet de redonner toute valeur documentaire à un film — explique l'un des personnages. L'image originale est projetée sur un miroir brisé dans son milieu, puis elle est à nouveau filmée. On peut donc transformer à son gré des documents filmés et mettre l'importance qu'il a la place de quelques choses qui défilent. L'observateur continue à avoir sous les yeux une image originale apparemment intacte.)

On ne peut pas vivre sans mémoire, et certains prétendaient se réfugier dans la mort pour ne pas vivre. L'homme, lui, comme le directeur d'un musée, doit répondre de la vérité et du mensonge des choses. C'est le conseil que Horn lit à Thomas : « La vérité ou le mensonge. C'est une affreuse responsabilité. Celui qui aurait vraiment compris n'arriverait plus à trouver le sommeil. »

Dans notre chronique de la semaine dernière, à propos de Thomas Bernhard, nous avons écrit de rappeler, au moins excellent, et très différent dans son approche — consacré à l'écrivain autrichien, publié par Maurice Nadeau (voir l'article d'Anne Bragance dans « Le Monde des livres » du 19 décembre 1986).

(1) Voir Le Monde des 12 décembre 1984 (Bretagne), 3 janvier 1986 et 20 mars 1987.

« Beaux étrangers » de RDA

Pour la première fois, neuf écrivains est-allemands sont en France.

Nous avons posé les mêmes questions à deux d'entre eux : Hermann Kant, président de l'Union des écrivains et Uwe Kolbe, « enfant terrible » de la littérature est-allemande.

P our la première fois, neuf écrivains est-allemands sont en France, invités par M. Jean Gattegno, directeur du Livre, et par le ministère de la culture, dans le cadre de l'opération des « Belles Étrangères », destinée à faire connaître aux lecteurs — et aux éditeurs — les littératures peu traduites en France.

Nés entre 1915 et 1957, ils forment un échantillon représentatif des meilleurs auteurs actuels, auxquels devraient s'ajouter Christa Wolf (qui vient de publier un essai sur Tchernobyl), et Stefan Heym (dont le dernier livre, *Akshiver*, est prévu à l'Age d'homme). Certains d'entre eux sont honorés dans leur pays, d'autres ne le sont pas ; certains sont édités en allemand à l'Est et à l'Ouest, ou seulement dans l'une des deux Allemagnes. Seuls Hermlin, Hein, Kant et Fries ont été publiés en français.

Ces neuf écrivains sont (par ordre alphabétique) :

• Fritz-Rudolf Fries : né en 1935 à Bilbao. Hispaniste, il a été le traducteur de Cervantès, de Cortazar. Maurice Nadeau a publié en 1970 chez Denoël le premier livre de cet auteur : *la Route d'Obélisque*.

• Ralph Grüneberger : né en 1951 à Leipzig, il est devenu « écrivain professionnel » en 1979 après avoir travaillé dans la métallurgie, puis comme conseiller culturel d'une municipalité.

• Christoph Hein : né en 1944 en Silésie, fils de pasteur, il a fait ses études secondaires à Berlin-Ouest, puis a étudié la philosophie et la logique. Avec ses deux romans, *l'Ami étranger* et *la Fin de Horn* (parus chez Albin), il a reçu la consécration des deux Allemagnes : prix Heinrich-Mann de l'Académie des arts de RDA (1982) et Prix des critiques de Berlin-Ouest (1983).

• Stephan Hermlin : né en 1915, à Chemnitz, il émigre en 1936, participe à la guerre d'Espagne puis s'engage dans l'armée française. Poète, narrateur, essayiste, il a joué un rôle important dans les rencontres d'écrivains des deux Allemagnes des années 70. Deux de ses livres ont paru aux Presses d'aujourd'hui : *Crépuscule* (1980) et *Dans un monde de ténèbres* (1982).

• Hermann Kant : né en 1926 à Hambourg, il a succédé à Anna Seghers comme président de l'Union des écrivains. Incorporé dans la Wehrmacht, fait prisonnier en Pologne, antifasciste, il revient de captivité en 1949 et s'installe en RDA. Son premier roman, *Die Aula* (*l'Amphithéâtre*), a paru en France en 1968.

• Uwe Kolbe : né en 1957 à Berlin, il est considéré comme un des poètes les plus prometteurs et a reçu il y a quelques mois une bourse d'encouragement du jury du prix Holderlin de Hambourg (attribué à Peter Hartling). Une anthologie de ses poèmes a paru en RFA chez Kippenhauer.

• Helga Königsdorf : née en 1938 à Gera, physicienne, collaboratrice scientifique du département de mathématiques de l'Académie des sciences, elle est une représentante de l'écriture féminine et a publié trois romans. Lauréate du prix Heinrich-Mann en 1985.

• Helga Schubert : née en 1940 à Berlin, elle a fait des études de psychologie. Elle se consacre à la littérature depuis 1977, tout en continuant à exercer son métier de psychologue ; elle est actuellement conseillère conjugale. Son premier recueil de nouvelles, *Lauter Leben*, a paru en 1975 en RDA et a connu un grand succès.

• Helga Schütz : née en 1937 en Silésie, elle a fait l'apprentis-

sage du métier de jardinier, puis de scénariste de cinéma avant de se tourner vers la littérature. Trois romans, *Jeune en Dresden* (1977), *Erziehung zum Chorgesang* (1981) et *Anna Namen* (1986), la placent parmi les écrivains les plus talentueux de la RDA.

Nous avons posé cinq questions identiques à Hermann Kant, le président de l'Union des écrivains, considéré comme un « classique » dans son pays, et à Uwe Kolbe, le plus jeune, l'« enfant terrible » de la poésie est-allemande, qui n'appartient pas à l'Union.

« Pensez-vous que le mur de Berlin est nécessaire ou qu'il doit disparaître ?

Hermann Kant. — Le mur est né des nécessités de l'histoire. Ce ne sont pas les propos dominicaux de quelques étrangers ou même amis qui le supprimeront. Il s'agit d'abord de créer de chaque côté d'autres rapports, que l'on ne se considère plus, de part et d'autre, comme des ennemis ou des vaches à lait.

Uwe Kolbe. — Supprimer le mur, qui ne le souhaite pas chez nous ? L'important, pour moi, ce n'est pas de détruire le mur matériel qui empêche de se rendre de l'autre côté, mais d'abolir le mur symbolique, de permettre par exemple aux citoyens de RDA de s'informer librement à la télévision, je veux parler de la nôtre, pas de celle de la RFA.

— A propos du concert de David Bowie et du groupe Genesis devant le Reichstag, les manifestants étaient-ils, selon vous, représentatifs de la jeunesse de RDA ?

Hermann Kant. — Je n'y étais pas, mais j'ai vu des photos. Pour autant que je puisse en juger, il s'agissait d'un public rock, très jeune, et qu'on ne peut vraiment qualifier de politisé. J'ajouterais que je me considère comme un

expert de la littérature, et non du rock.

Uwe Kolbe. — Ce qui m'intéresse, c'est ce qu'on réclame les jeunes en question. De tous les pays du bloc soviétique, la RDA est, en effet, celui qui a le plus haut niveau social, mais c'est aussi le plus uniformisé. Il est vrai que les jeunes ont crié devant l'ambassade soviétique : « Nous voulons Gorbatchev. » Cela signifierait qu'ils ne sont pas si dépolitisés qu'on l'aurait cru.

— Estimez-vous que les réformes de Gorbatchev devraient être appliquées en RDA ?

Hermann Kant. — Il faut remettre tout cela dans son contexte. Comme cela s'est toujours fait dans le système communiste, beaucoup de réformes seront appliquées ou l'ont déjà été. Je n'ai, en tout cas, aucune crainte. La plus grande attention sera apportée chez nous à ce mouvement, en tête duquel je placerais naturellement les revendications sur le désarmement.

Uwe Kolbe. — Bien sûr qu'il faut appliquer les idées que Gorbatchev a faites siennes. Elles existent d'ailleurs depuis des lustres, et jusqu'à l'intérieur du parti. Le paradoxe, c'est qu'il y a dix-neuf ans les chars soviétiques sont entrés en Tchécoslovaquie pour les combattre. Ce dont j'ai peur, c'est que, chez nous, on ne préfère accorder aux individus le droit de se déplacer à l'Ouest plutôt que de leur accorder la démocratie interne.

— Et le problème de la rémédiation, qu'en pensez-vous ?

Hermann Kant. — S'il s'agit d'avoir Kohl comme chancelier, je vous réponds franchement non. Si les choses changent, on verra bien. Pas question en tout cas de rétablir ce qui existait auparavant. La coupure est un événement historique, on ne peut sup-

primer celui-ci d'un coup de crayon.

Uwe Kolbe. — Personnellement, je suis contre. L'Allemagne est devenue une nation grâce à une guerre et en a provoqué deux autres durant sa brève existence. Cela suffit. Je m'accommode très bien de deux et pourquoi pas de trois États allemands. Oui, je ne vois aucune objection à une Bavière indépendante.

— Pour vous, quels sont les écrivains et les courants les plus importants dans votre pays ?

Hermann Kant. — Nous avons en RDA environ mille individus qui se réclament du statut d'écrivain ; en choisir neuf pour les amener à Paris n'a pas été facile, mais il s'agit, je crois, d'un bon choix. Il donne en tout cas une vue d'ensemble sur cette littérature dont je dirais qu'elle tend à s'individualiser. Ce qui n'est pas forcément en contradiction avec le sens de la collectivité, mais qui, me semble-t-il, s'en écarte pour tant à bien des égards.

Uwe Kolbe. — Je suis persuadé que les écrivains qui constituent notre groupe sont très importants. Je n'en regrette pas moins personnellement qu'une grande partie des auteurs de ma génération — je pense notamment à des gens comme Wolfgang Hilbig, Geri Neumann, Monika Maron, — bien que vivant en RDA, ne soient publiés jusqu'ici qu'en RFA. Il y a là un grave problème.

Propos recueillis par NICOLE ZAND et JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

• Uwe Kolbe, Helga Königsdorf et Fritz-Rudolf Fries participent à une série de rencontres dans le Languedoc : le 22 juin à Béziers (bibliothèque municipale, 15 h) ; et à Sète (théâtre municipal, 18 h) ; le 23 juin à Montpellier (bibliothèque municipale, 18 h) ; le 24 juin à Nîmes (Maison de l'Europe, 18 h).

Le Mexique improbable de Juan Rulfo

(Suite de la page 13.)

Violence pure, élémentaire elle aussi, sans visée politique, sans haine, sans perspective ; seulement tuer, incendier, détruire ; rendre au néant ce monde dont on sent obscurément qu'il n'aurait jamais dû exister. S'offrir enfin l'enfer-plutôt que d'en demeurer sur le seuil sa vie durant.

Rulfo a compris qu'aucun réalisme, aucune description, fût-elle la plus minutieuse, ne pourrait rendre compte de cette réalité-là. Pour pouvoir en transmettre toute l'horreur et toute la beauté, tout le tragique et tout le pitoyable, il fallait pouvoir atteindre l'âme même de ces lieux, le foyer de cette déraison ; et seule la littérature possède ce pouvoir.

Les nouvelles de Juan Rulfo ne racontent pas le malheur, l'oppression, l'inhérence, la férocité sociale, le dénuement physique et moral, l'exaspération religieuse vécue comme la seule fuite possible qu'il désert des sentiments, elles nous plongent en leur cœur, sans discours, sans échappatoire. Il suffit de deux phrases, simples, dépouillées de tout lyrisme et de toute éloquence, pour que s'installe une vérité des êtres et des choses qui nous empoigne, nous étirent et nous fait basculer de l'autre côté de la lecture ; dans un univers inhumain où brûle encore ou ne sait trop comment a une flamme d'humanité qu'aucun vent ne pourra jamais éteindre.

De ces vies écrasées, oubliées de Dieu et du monde, Juan Rulfo a fait un chant, tout d'émotion et de beauté. Son « réalisme fantastique » n'est pas une technique littéraire, c'est une morale. L'affirmation que l'esprit possède sur la matière la plus crue, la plus oppressante un pouvoir décisif : celui de la transfiguration.

PIERRE LEPAPE.

★ LE LLANO EN FLAMMES, de Juan Rulfo, traduit de l'espagnol par Michèle Lévy-Provençal — et Édouard Ruiz pour les deux dernières nouvelles. — Éditions Maurice Nadeau, 230 p., 90 F.

Avignon : deux livres exceptionnels

Jean Vilar Qui êtes-vous ?

Que reste-t-il de l'œuvre de Jean Vilar, seize ans après sa disparition ? A première vue, peu de choses. Que reste-t-il du comédien, du metteur en scène ? Que reste-t-il du théâtre quand les décors sont remontés aux cintres, que le rideau est tombé ? Et s'il n'y a ni cintres, ni rideau ? Le service public du théâtre, le beau souci de Jean Vilar, use ses dernières hardes à l'ombre d'une culture en paillettes, et Avignon n'en finit pas de traquer les fantômes du père sur ses remparts. Vilar n'a pas fondé le théâtre en France. Fils de personne, il s'est reconnu l'héritier de Gémier, de Copeau, de Dullin. Mais aussi pionnier, découvreur d'espaces immémoriaux, ordonnateur de fêtes, citoyen subversif et anarchiste fidèle à la loi.

Ce qui reste de Vilar ? L'exigence et une esthétique qui passent par une éthique, une morale et une politique de l'art du théâtre.

Alfred Simon

Un coffret comprenant un livre biographique et une cassette



Les personnalités contemporaines sont dans la collection Qui êtes-vous ?

Titres parus :

Frédéric Dard
Jean Giono
Marguerite Yourcenar
Alain Robbe-Grillet
Vladimir Jankelevitch
Le Corbusier
Francis Ponge
Jean Paulhan
Michel Foucault
Henry Miller
Raymond Aron
Gustave Roud
Julien Gracq
Carson McCullers
Saint-John Perse
Alain Resnais
Antonin Artaud
Nathalie Sarraute
Paul-Jean Toullet
Emmanuel Levinas
Colette
Pier Paolo Pasolini
André Malraux
Jean Dasté
André Gide
Elie Wiesel

Le guide d'Avignon et de son festival (1947-1987)

par Nerte Fustier-Dautier, Yves Dautier, Jean-Jacques Lerrant, Paul-Louis Mignon, Melly et Paul Puaux.

A la découverte de la ville :

Histoire, paysages, urbanisme et architecture.
Itinéraires, plans, renseignements pratiques.

A la découverte du festival :

De 1947 à 1987 : l'histoire du festival, portraits d'acteurs, de metteurs en scène et de ses animateurs, tous les programmes depuis sa création. Nombreuses photographies inédites.

348 pages, plus de 200 illustrations en noir et blanc et en couleurs, relié, jaquette couleurs, 100 F.

Cette collection a obtenu le grand prix national des guides touristiques 1986

Dans la même collection :

Le guide de Sedan
Le guide du Vercors
Le guide du Buguey et du Pays de Gex
Le guide des Ardennes
Le guide du Haut-Doubs et de Pontarlier
Le guide de la Chartreuse
Le guide de l'Ardèche
Le guide du Queyras



la manufacture



Le Carnet du Monde

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, * expo le matin de la vente.

DIMANCHE 21 JUIN

S. 5/4 - 14 h 30 - ART ABSTRAIT - ART CONTEMPORAIN, CAMPILLO : Paysages de Florence (1957), huile sur toile, ERNST : Visages en gris (vers 1950), huile sur toile, FAUTRIER : "Paysage orange" (1956), huile sur toile, HERBIN : "Mer" (1945), huile sur toile, M. Guy LOUDMER.

LUNDI 22 JUIN

S. 3 - Livres anc., romanesques et mod. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Vidal-Mégret et M. Gomez experts.
S. 4 - 17 h. Tableaux mod. - M. BOISGIRARD MM. Marumo, Marcellin, Fillement, experts.
S. 5/4 - 14 h 30 - ESTAMPES, TABLEAUX ET SCULPTURES MODERNES, PICASSO : "Toréador", aquarelle, GERNEZ : "Bonquet de fleurs", pastel, CHAGALL : "La Bible", ROUAULT : "Miserere", M. Guy LOUDMER.
S. 5/4 - 21 h - IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES, BRAQUE : Paysage à l'estaque (vers 1907), huile sur toile, PICASSO : Vue de Paris (De de la Cité) (1945), huile sur toile, PEVSNER : "L'Élan" (1953), bronze, LEGER : "Les Papillons polychromes" (1938), huile sur toile, M. Guy LOUDMER.
S. 10 - Monnaies, bijoux, Tabl., meub., objets d'art. - M. RABOURDIN, CHOPPIN de JANVEY.
S. 11 - Lithographies, dessins, aquarelles et peintures mod., bib., obj. mobiliers, meub. anc. et style. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 13 - Tableaux, meubles de style. - M. de CAGNY.
S. 14 - Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e siècles. - M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillée, Lévy-Lacaze, experts.
S. 15 - BEAUFRERE-CAMON - M. ROBERT.
S. 16 - Bons meubles, objets mobiliers. - M. ADER, PICARD, TAJAN.

MARDI 23 JUIN

S. 5/4 - 14 h 30 IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES - M. RENAUD, GROS, DELETTREZ, MILLON, JUTHEAU, RIEUNIER, BAILLY-POMMERY.
S. 5/4 - 21 h Très imp. tableaux impressionnistes et mod. (expo. sam. dim., lun., S. 1, de 11 à 18 h). - M. BOSCHER, STUDER.

MERCREDI 24 JUIN

S. 3 - 11 h et 14 h Livres anc. et mod. desm. de Jean Cocteau - M. COUTURIER, de NICOLAY, M. Guy Martin expert.
S. 4 - Art Islamique - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Arcache.
S. 5/4 - 14 h 30 TABLEAUX ABSTRAITS, ART CONTEMPORAIN (Exposition le mardi 23 juin de 11 h à 18 h et de 21 h à 23 h, le mercredi 24 juin de 11 h à 18 h, Salle 5/6) - M. CHARBONNEAU.
S. 5/4 - 21 h - IMPORTANTS ŒUVRES MODERNES ET CONTEMPORAINES - M. BRIEST.
S. 10 - Objets saisis en douane - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 13 - Timbres poste, objets d'art et d'ameublement. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Figeon expert.
S. 16 - Meubles, objets 1930 - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

JEUDI 25 JUIN

S. 5/4 - 14 h 30 IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES et CONTEMPORAINS : Boggio, Delvaux, M. Denis, Van Dongen, Fongita, Gen Paul, Herbin, M. Laurencia, Le Sidaner, Marquet, Ognia, Potiakoff, Renou, Riopelle, Viamick. Rare ensemble de modèles de fondation en bronze de Delvaux, de la succession Delvaux et appartenant à l'opérette des Arts (Expo. à l'étude (sur rendez-vous) jusqu'au 18 juin, dans les salons de la mairie du 9^e arrondissement, 4, rue Drouot, samedi 20 et dimanche 21 juin de 11 à 18 h). - A Drouot salle 1, mercredi 24 juin de 11 à 18 h. - M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pacitti et de Louvenouart, Maréchaux, Jeannelle, M. Marie-Aline Prat, experts.
S. 5/4 - 21 h - Sculptures modernes et contemporaines (Expo. Sam. 20, dim. 21 de 11 à 18 h, Mairie du 9^e arrondissement merc. de 11 à 18 h, Salle 7). - M. HOBANX, COUTURIER.
S. 9 - Tableaux anc., Art déco. Meubles et objets d'art. - M. DELORME, MM. Kantor, Camard, Lacoste experts.
S. 10 - Suite de la vente du 24 juin. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

VENDREDI 26 JUIN

S. 3 - Objets de vitrine des 18^e et 19^e - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 5/4 - 14 h 30 IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES (Expo. Mairie du 9^e arrondissement, sam. 20, dim. 21 juin 11-18 h pour les principaux tabl.). - A Drouot 25 juin 11-18 h, Salle 1 - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Calais, M. Blanchet, M. Tubiana, Fabre, Renaud-Bespière, M. Marcellin experts.
S. 5/4 - 20 h - FREE ART Contemporain. - M. ROGEON.
S. 9 - Grands vins Bordeaux : Mouton Rothschild dont magnum de 1945 et Bourgogne. - M. WAPLER, M. de Clouet expert.
S. 10 - (suite de la vente des 24 et 25 juin). - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 11 - Lettres, autographes par : Barbey et Dauréville, A. Daudet, Debussy, L. Fini, Henry IV, V. Hugo, Lamartine, Rodin, Scud, Zola. Importantes correspondances de Jean Anouilh avec Pierre Fresnay. Livres, Incunables, Reliures armoriées, Mémoires de Sully 1638. Livres illustrés par Dali, Icar, Jouve, Picasso, etc. - M. CHAYETTE, CALMELS.
S. 14 - Dessins anc. et de 19^e siècle. Importants desm. par Jordaens. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16 - Meubles et objets d'art. - M. MILLON, JUTHEAU.

JEUDI 25 JUIN 21 h à SCEAUX (92390)

HOTEL des VENTES, 38, rue du Docteur-Roux. Dessins anc., tableaux 19^e et mod., bij. en or, bolte en or 18^e, objets d'ameublement. M. Michel SIBONI, Tél. : 46-60-84-25 (Expo. 24 juin 20/22 h - 25 juin 14 à 17 h.)

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Maignon (75008), 42-68-11-30.
de CAGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-07.
Catherine CHARBONNEAU, 134, Fg St-Honoré (75008), 43-59-66-56.
CHAYETTE, CALMELS, 12, rue Rosini (75009), 47-70-38-89.
COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 45-55-85-44.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-34.
GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 47-70-83-04.
HOBANX, COUTURIER, 10, rue Chauchat (75009), 47-70-83-66.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (ensemblement)
RHEIMS-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-40-45.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RABOURDIN, CHOPPIN de JANVEY, 4, rue Rosini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIEUNIER, BAILLY-POMMERY, 25, rue Le Peletier (75009), 45-23-40-40.
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.
WAPLER, 16, place des Vosges (75004), 42-78-57-10.

LE MONDE diplomatique DOSSIER

LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LE MONDE

NUMÉRO DE JUIN - EN VENTE PARTOUT

Marriages

M. et M^{me} Jean-Michel PIETRE, M. et M^{me} Cassie CABANA, sont heureux de faire part de mariage de leurs enfants.

Marie-Eve et Pierre,

en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le samedi 20 juin 1987, à midi.
185, avenue Achille-Petit, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

On nous prie d'annoncer le wot, le 14 juin 1987, de

Joanna BIALOZORSKA.

Se famille et ses amis se réuniront à son domicile au 5, rue des Boulangers, Paris-9, le vendredi 19 juin à partir de 16 heures.

La mise en bière aura lieu le lundi 22 juin à 7 h 45 à l'ambulance de l'hôpital Broussais et l'incinération se fera le même jour à 8 h 45 au crématorium de la commune de Paris-Lachaise, Paris-20, entrée avenue Gambetta.

Se famille et ses amis.

Le Théâtre de la commune d'Aubervilliers-Groupe TSE, Se famille, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques JOLIVET,

co-directeur de Centre dramatique national d'Aubervilliers.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité le 15 juin 1987. Le Maitre, Chénio de la Vierge, 93310 La Gardo-Frénat.

— Sautou-sur-Rhône, Paris.

M^{me} Gustave Joubert, son épouse, M. et M^{me} Pierre Joubert, M. Jérôme Joubert, M. Huguette Joubert, M. et M^{me} Jacques Roussel, M. et M^{me} Jacques Coulet, et leur fils, M^{me} Jeanne Louche, et ses enfants.

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 17 juin 1987 dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

Gustave JOUBERT,

inspecteur général honoraire, de travail des transports, président honoraire du Syndicat des eaux, officier de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite.

On se réunira à 14 h 30, le vendredi 19 juin 1987, en l'église de Sautou-sur-Rhône.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26270 Les Roys-de-Saules.

— Jean-François Kervégan, a la tristesse de faire part du décès de

Ernest KERVÉGAN,

survenu le 12 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année. Il a été inhumé à Lagny (Yonne) aux côtés de son épouse, Lucie Richard, décédée le 5 février 1974, 112, rue des Entrepreneurs, 75015 Paris.

— M^{me} Louis Lacoste, née Joséphine Gaudier, son épouse, Edmond, Marc et Michel, ses enfants, Nathalie, Camille et Marie, ses petites-filles, Jean Larivière, Aude de Mauberge-Lacoste, et Dominique Jallon, M^{me} Juliette Lacoste, M. et M^{me} Sylvie Conell, et leurs enfants, M^{me} Edmond Gaudier, M. et M^{me} Maurice Gaudier, et leurs enfants, M. et M^{me} André Gaudier, et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de

Louis LACOSTE,

officier de la Légion d'honneur, ancien élève de l'École polytechnique, ancien membre de Conseil économique et social, directeur général adjoint honoraire de la SNCF, président de l'Union des services routiers de chemins de fer,

survenu le mardi 16 juin 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'après-midi du vendredi 19 juin en l'église Pierre-et-Paul, Grande-Rue, 77630 Barbazan, par le Père Vieillard.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Barbazan.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, square des Ecrivains-Combattants-Mario-Petit-le-France, 75016 Paris.

4, rue Diaz, 77630 Barbazan.

Pour obtenir confirmation de lieu des obsèques et de l'heure de la cérémonie religieuse, on voudra bien téléphoner au 42-85-62-08.

— C'est avec une immense douleur que Tamar et Ory font part du décès de

LIP

Les obsèques auront lieu le lundi 22 juin au cimetière parisien de Bagneux. On se réunira à la porte principale, à 14 h 15.

Le comité de direction du journal "Information juive" a la douleur de faire part de la mort, le 17 juin 1987, de son collaborateur

Arnold MANDEL,

qui, depuis pratiquement la création du journal, il y a quarante ans, en a assuré la chronique littéraire. A son fils Yanak et à sa famille "Information juive" présente ses très sincères condoléances.

— "L'Arche", la revue du judaïsme français, a la grande douleur de faire part du décès de

Arnold MANDEL,

qui assumait la critique littéraire de "L'Arche", depuis plus de trente ans.

Nous demandons à tous ceux qui se sont intéressés dans l'œuvre d'Arnold Mandel d'avoir une pensée pour lui.

— M^{me} Jacques Monnier, Toulouse, M. et M^{me} Pierre Gibert, leurs enfants et petits-enfants, Orthez, M^{me} Philippe Monnier, et ses enfants, Paris, M. et M^{me} Michel Monnier, leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Puyssant, leurs enfants, et petits-enfants, Orthez, M^{me} Anne Reix, et ses enfants, Pau-Commanon, M. et M^{me} Pierre Monnier, et leurs enfants, Pau, M. et M^{me} Jean-Jacques Bourquet, leurs enfants, et petits-enfants, Pau, M. Yvon Monnier, ses enfants, et petits-enfants, Marseille, M^{me} Henri Frossard, ses enfants, petits-enfants, et arrière-petits-enfants, Saint-Marcory, Les familles Monnier, Frossard, Bonneville, sont part de la mort de

Robert MONNIER, ingénieur ECP, officier de la Légion d'honneur, le 12 juin 1987, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le culte d'action de grâce a été célébré le 15 juin 1987, à la chapelle de l'église évangélique libre d'Orthez, dans l'intimité.

Les dons peuvent être envoyés pour soutenir : L'Institut protestant de Saverdon (maison d'enfants), CCP : 5785 Toulouse.

Le foyer San-Francisco à Toulouse, CCP : UGJ 1870 65 Y Toulouse.

— M^{me} Anne Reix, Toulouse, CCP : UGJ 1870 65 Y Toulouse.

— M^{me} Pierre Tager-Kagan, ses enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Pierre TAGER-KAGAN, vétérinaire, ancien élève de l'EMVT, survenu le 12 juin 1987, à Niamey, au Niger.

L'inhumation aura lieu le 19 juin 1987, à 14 h 15, au cimetière de Pierre-rac, 04300 Forcalquier.

— M^{me} Pierre Tager-Kagan, ses enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Pierre TAGER-KAGAN, vétérinaire, ancien élève de l'EMVT, survenu le 12 juin 1987, à Niamey, au Niger.

L'inhumation aura lieu le 19 juin 1987, à 14 h 15, au cimetière de Pierre-rac, 04300 Forcalquier.

— M^{me} Pierre Tager-Kagan, ses enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Pierre TAGER-KAGAN, vétérinaire, ancien élève de l'EMVT, survenu le 12 juin 1987, à Niamey, au Niger.

L'inhumation aura lieu le 19 juin 1987, à 14 h 15, au cimetière de Pierre-rac, 04300 Forcalquier.

— M^{me} Pierre Tager-Kagan, ses enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Pierre TAGER-KAGAN, vétérinaire, ancien élève de l'EMVT, survenu le 12 juin 1987, à Niamey, au Niger.

L'inhumation aura lieu le 19 juin 1987, à 14 h 15, au cimetière de Pierre-rac, 04300 Forcalquier.

— M^{me} Pierre Tager-Kagan, ses enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Pierre TAGER-KAGAN, vétérinaire, ancien élève de l'EMVT, survenu le 12 juin 1987, à Niamey, au Niger.

L'inhumation aura lieu le 19 juin 1987, à 14 h 15, au cimetière de Pierre-rac, 04300 Forcalquier.

— M^{me} Pierre Tager-Kagan, ses enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Pierre TAGER-KAGAN, vétérinaire, ancien élève de l'EMVT, survenu le 12 juin 1987, à Niamey, au Niger.

L'inhumation aura lieu le 19 juin 1987, à 14 h 15, au cimetière de Pierre-rac, 04300 Forcalquier.

— M^{me} Pierre Tager-Kagan, ses enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Pierre TAGER-KAGAN, vétérinaire, ancien élève de l'EMVT, survenu le 12 juin 1987, à Niamey, au Niger.

L'inhumation aura lieu le 19 juin 1987, à 14 h 15, au cimetière de Pierre-rac, 04300 Forcalquier.

Remerciements

— La Trouche - Grenoble, M. Léon Richard, M^{me} Micheline Boulet, et ses enfants, Jean-Michel et François, M^{me} Joëlle Richard, et ses enfants, Sandrine et Anne, M. et M^{me} Gilles Richard, M. et M^{me} Huguette Martin, et ses enfants, Philippe, Florence et François.
M. et M^{me} Edmond Richard, et leurs enfants, Olivier et Juliette.
Les familles Richard, Chemartin et Bonniot, tous leurs parents et amis remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur peine lors du décès, dans sa quatre-vingt-cinquième année, le 11 juin 1987, de

M^{me} Aimée RICHARD,

née Quenel, officier des Palmes académiques, retraitée de l'éducation nationale.

Communications diverses

— L'Association des Français Etrangers donnera son cocktail, organisé au profit de ses œuvres sociales, le jeudi 25 juin 1987, à partir de 18 heures, dans les jardins de l'Hôtel de Brienne (ministère de la Défense), 14, rue Saint-Dominique, Paris-7^e, métro Solferino. Parking assuré. Entrée : 110 F.

Soutenances de thèses

— Université Paris-II, le 18 juin à 15 heures, au Centre d'études supérieures d'économie et gestion ENSP, 4, avenue de Bois-Préau à Rueil-Malmaison. M. François Poitrier : "Théorie et mise en œuvre de la fonction Taming dans la modélisation énergétique".

— Université Paris-Val-de-Marne : le 19 juin à 10 heures, salle des thèses, M. Jean-François Moché, "Le dynamisme du tracé orbital, recueil, extraction et analyse optimale des potentiels évolutifs du tracé orbital".

— Université Paris-VII - Le vendredi 19 juin, à 15 heures, à l'Institut Charles-V, B14, 10, rue Charles-V, 75004 Paris. M^{me} Christine Hardy : "Ethnologie et psychanalyse : Une double perspective sur la transe, les états modifiés de conscience et les phénomènes paranormaux".

— Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) - Le vendredi 19 juin, à 9 h 30, salle 5, M. Sok Ehn : "Le Cambodge entre le Siam et le Vietnam (1775-1860)".

— Université Paris-IV - Le vendredi 19 juin, à 14 heures, amphithéâtre Quinet, 46, rue Saint-Jacques, escalier A, M. Angel Iglesias : "Onomastique : motivation et typification du nom propre (proverbiale et populaire) en espagnol".

— Université Paris-IV, Sorbonne - Le vendredi 19 juin, à 14 heures, salle Louis-Lévy, 31, rue de la Sorbonne, M^{me} Dominique Miller, née Gérard : "Anna et la sagesse : pour une poétique comparée de l'antique classique".

— Université Paris-II - Le vendredi 19 juin, à 16 heures, salle des Conseils, M. Jacques Cornaton : "Recherches sur la puissance et le droit : 1) la question de la vengeance ; 2) Spinoza".

— Université Paris-V, René Descartes - Le vendredi 19 juin, à 9 heures, salle 106, centre Henri-Picard, 28, rue Serpente, 75006 Paris. M^{me} Denise Morel : "Recherche sur les processus à l'œuvre chez les familles de créateurs".

— Université Paris-I - Le vendredi 19 juin, à 16 heures, salle 1, rue de la Sorbonne, M. Abel-Jack Balazs-Gloun : "La réforme du système fiscal en République tchèque".

— Université Paris-III - Le vendredi 19 juin, à 13 h 30, salle Bourjac, M. Thierry de Samie : "La formation des constituants nomades. Etude des processus morpho-systémiques de création nomade".

— Université Paris-III - Le vendredi 19 juin, à 9 heures, salle Bourjac, M^{me} Marie-Josée Cerol, épouse Tourmal Vitrin : "Le créole guadeloupéen. Un exemple de planification linguistique par défaut".

— Université Paris-IV, Sorbonne - Le samedi 20 juin, à 14 heures, amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne, M^{me} Marie Roig-Miranda : "L'art de Querquid dans ses sonnets".

La mort du professeur Charles Bloch

Un spécialiste de l'histoire contemporaine française et allemande

L'historien Charles Bloch, qui est mort le dimanche 14 juin (*le Monde* du 17 juin), était né à Berlin en 1921. Fils d'un militant du Parti social-démocrate, banni en 1933, le jeune Charles se trouve, à l'âge de treize ans, à l'école en Palestine. Il apprend à y parler l'anglais, l'hébreu, sans jamais oublier le français. Dès ses débuts, tourné vers l'histoire, il se faisait, en 1946, inscrire en sciences politiques et travaillait à un diplôme de relations internationales, dirigé par Pierre Renouvin.

Marié à une Française, il reprit bientôt le chemin d'Israël (1949), pressé de voir fonder à Tel-Aviv un enseignement d'histoire européenne et un centre de langue française. Installé à Tel-Aviv, il revenait régulièrement à Paris pour ses recherches. En 1966, il était associé à l'enseignement de la faculté de Nanterre. Il y est revenu bien des années, connaissant un succès constant auprès de ses auditeurs.

(1) Collection "Notre Siècle", Imprimerie nationale.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^e

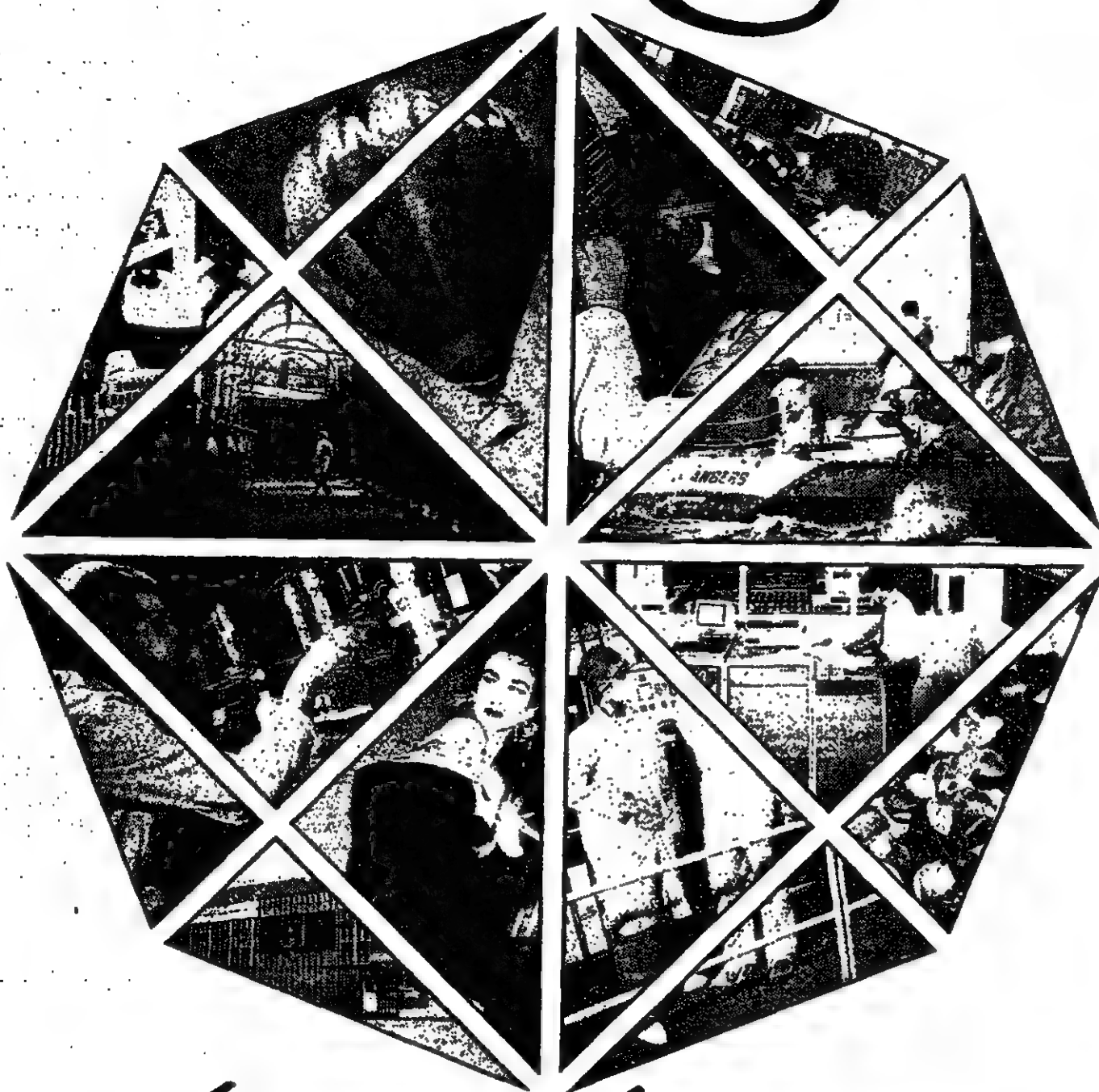
43-20-74-52

MINITEL par le 11

Galerie Jacques Gautier

Collier-fleur cristal sur argent et émail blanc : 2500 F
Boucles d'oreilles : 1320 F
36, rue Jacob, PARIS 6^e - 42-60-84-33

Entreprendre à Angers



Le qualitascope

Traditionnellement appréciée pour sa modération et sa douceur de vivre, Angers est animée par une passion : la recherche de la qualité.

Les grandes entreprises industrielles : Motorola, Bull, SEIPEL-Thomson, Bendix, Cointreau, Valéo, Soretex, Jouveinal, Bolloré Zig-Zag, ont donné le ton en lançant des plans audacieux d'amélioration de la qualité, qui leur font souvent atteindre aujourd'hui les taux de qualité les plus élevés de leur groupe.

Avec Burintel, Ordiplast, SAPELEM, 5.000 P.M.E. et sociétés de services se mettent au diapason. Les administrations elles-mêmes, à l'image de la mairie d'Angers - 1^{re} en Europe à avoir lancé des cercles de qualité - s'engagent à fond dans cette dynamique nouvelle.

L'engouement est tel que les 1.400 places du Centre de Congrès (le 1^{er} de l'Ouest) ne suffisent plus à accueillir tous les acteurs régionaux de la Qualité.

L'environnement économique et humain de la ville explique cette vague de fond. Angers compte plus de 15.000 étudiants dans ses 2 universités et ses 14 grandes écoles supérieures (Arts et Métiers, Électronique, Robotique, Agriculture, Horticulture, Commerce et Gestion, etc.). Elle est aussi l'une des seules villes de France à offrir un enseignement supérieur spécialisé dans la qualité :

DESS Qualité et Maîtrise des Sciences et Techniques en Innovation.

Le travail bien fait, plus qu'une tradition, est pour les Angevins une exigence : qualité se conjugue ici avec innovation. Forte d'un potentiel de 550 chercheurs et de nombreux laboratoires, Angers a créé un technopôle axé sur la physiologie végétale, avec des leaders comme l'INRA, Microviv et Caillard, la productique et le génie médical.

Une gamme très complète d'aides : pépinières d'entreprises, locaux-relais, usines sur mesure, financements spécifiques... attirent chaque année, à Angers, de nouveaux chercheurs et de nombreux créateurs d'entreprises, comme COFINFOR.

Ils ont compris que l'obtention de la qualité n'est pas qu'une affaire d'hommes, de produits ou de méthodes. Elle dépend beaucoup de l'environnement et de la détermination de chacun des habitants de la cité.



**ENTREPRENDRE A ANGERS.
C'EST ENTREPRENDRE AUTREMENT.**

Avec ses 210.000 habitants, Angers, grande agglomération du Val de Loire, est le centre géographique de l'Ouest Atlantique. Dès 1989, elle sera, avec le TGV, à 1 h 30 de Paris et à 2 h 30 par l'autoroute Océane.

Ville d'Angers - Service Économique - 49035 ANGERS CEDEX - Tél. : 41.96.10.10.

THÉÂTRE

Ouverture prochaine à Paris du Théâtre national de la Colline

Jorge Lavelli dans ses murs neufs

Le mois prochain sera achevé le nouveau Théâtre national de la Colline, à Paris, dans le 20^e arrondissement. Il devrait ouvrir ses portes au mois de janvier de 1988. Sa direction a été confiée au metteur en scène français Jorge Lavelli. Il nous présente ici ce qu'il compte faire de ce nouveau et beau bâtiment.

L'ouverture prochaine d'un grand théâtre public doit être tenue pour un événement de première importance. Non seulement pour son architecture moderne, fonctionnelle et belle, pour son coût (lire ci-contre) mais aussi parce que celui qui s'apprête à en prendre la direction figure parmi les hommes de théâtre les plus intéressants du moment.

Jorge Lavelli, né à Buenos Aires il y a un peu plus de cinquante années, arrivé en France en 1960, a su imposer son style aussi bien au public de théâtre qu'à celui de l'opéra. Affectionnant particulièrement pour celui-ci l'œuvre de Mozart, il a toujours montré un goût fort pour les créations contemporaines qui lui valent aujourd'hui, au-delà des controverses qu'ont pu susciter certaines de ses mises en scène, l'image d'un homme libre, indépendant, sensible.

Il est donc à la fois un peu surpris de sa part qu'il ait accepté la direction du Théâtre national de la Colline, restreignant d'autant son habitude d'arbitrer les scènes européennes, et tout à fait passionné de connaître ses ambitions pour cet outil sophistiqué et flamboyant.

« On peut certes me considérer comme un metteur en scène indépendant, confie Jorge Lavelli. J'y tiens. L'indépendance a une saveur fruitée assez spéciale, car elle me permet de goûter à des choses très différentes. Mais, à un moment donné, on a besoin de s'arrêter et de faire le point. La mise en scène est une forme d'écriture éphémère, vouée à la mort, à l'oubli, comme un livre imaginaire. Le fait de prendre la direction d'un théâtre a pourtant une cohérence mais à l'intérieur de moi-même, pas pour les autres. »

« On m'a offert, il y a déjà longtemps, de prendre la direction d'une salle, mais... à l'étranger, où je n'ai jamais voulu m'installer. Je suis en France depuis plus de vingt ans, citoyen français depuis plus de dix ans. Je suis un homme de la ville, et Paris est ma ville. »

« Être directeur de théâtre, c'est imaginer une grande mise en scène, c'est parler d'écriture, de langage, à un niveau plus vaste, créer un certain monde, dessiner avec d'autres une certaine idée du théâtre. Il y en France une grande liberté dans la conduite d'un théâtre public, même si, de plus en plus et pour des raisons commerciales, des raisons de marché, il nous faut recourir à une certaine planification. »

« Tout est rose »

« J'ai accepté cette responsabilité parce que le Théâtre de la Colline est un théâtre parisien et un théâtre nouveau. Un théâtre nouveau, c'est un événement, un heureux événement. Certes, nous ne connaissons pas aujourd'hui la même euphorie qu'après la guerre, provoquée par le succès de Chaillet, d'Avignon, de Vilar. Nous devons trouver notre propre personnalité et des idées nouvelles. Vilar à Chaillet, c'était la nudité du lieu, de la forme; un spectateur qui pouvait se trouver à 53 mètres de la scène. Les gens avaient envie de se grouper, d'être

nombreux ensemble, de célébrer le répertoire. Cette idée a un peu perdu de son acuité, de sa valeur. »

« Nous nous sommes habitués, au théâtre, à la proximité, à l'intimité de l'image. Je veux que mon public ait un certain confort, un certain luxe. Ici, tout est rose, synonyme de chaleur. Les gens ne seront pas dans le noir, ce châtiment qui crée un climat qui ne porte pas le plaisir. Le choix d'un espace moyen, où le spectateur ne sera pas à plus de 19 mètres de la scène, est aussi un choix artistique. Il doit être très aigu. »

« Je voudrais trouver une voie directement en rapport avec notre siècle, sans mépris pour le passé, car le moment est venu de donner à un théâtre du service public une vocation contemporaine. Le siècle s'achève, il a presque déjà ses classiques. Le théâtre doit nous permettre de porter un regard sur l'homme d'aujourd'hui, ses préoccupations, ses fantasmes, sa raison d'être. Je veux ouvrir les portes à une dramaturgie novatrice, aux auteurs qui font la synthèse de leur temps, sans pour autant faire un théâtre de l'actualité. Celui-ci me répugne car il est forcément le théâtre de la démagogie. »

« Mon équipe (1) et moi-même nous sommes donc fixés trois objectifs : la découverte, le regard sur la France et l'Europe et la possibilité de produire des auteurs qui nous semblent importants. Notre première saison, petite saison puisqu'elle commencera au mois de janvier prochain, sera donc composée de trois pièces dans la grande salle et de deux pièces, peut-être plus, dans la petite salle. Pour l'ouverture, je mettrai en scène dans la grande salle l'avant-dernière pièce de Federico Garcia Lorca, *Le public*, retrouvée en 1976 et qui n'a jamais été jouée en France. La dramaturgie de cette œuvre va complètement à contre-courant de ce qui faisait l'auteur jusqu'à lui. Lorca cherchait une nouvelle voie, surprenante, audacieuse,

dans laquelle il voulait se compromettre, aller à l'essentiel. La forme de la pièce, écrite pour trente-huit personnages, est élastique, mais elle résume profondément, concrètement, l'essentiel de Lorca. C'est cette voie de la modernité, qui n'a rien à voir avec la mode, qui peut faire progresser le théâtre. »

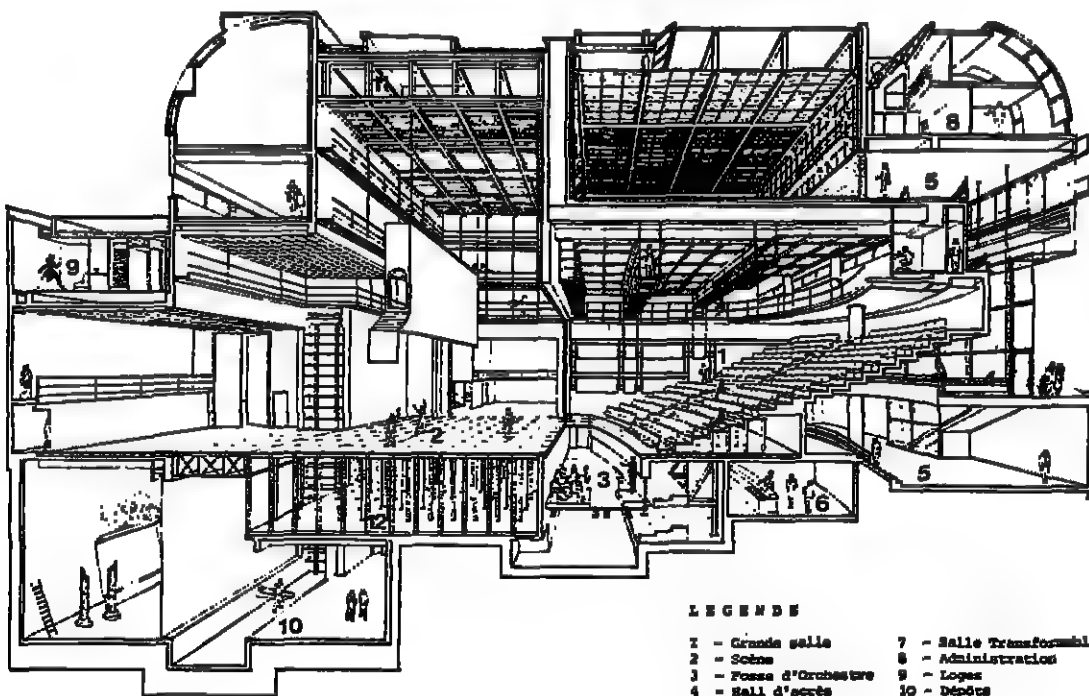
« Pour l'ouverture de la petite salle, je mettrai en scène la nouvelle pièce de Copi, baptisée pour le moment *Une visite inopportune*. Evidemment, dès cette première saison, j'aurai des invités : Fernando Arrabal montera sa dernière pièce, coproduite par les pouvoirs publics espagnols ; Gildas Bourdet écrit pour l'occasion sa quatrième pièce, *L'Audition* ; Jean-Luc Boutté mettra en scène *Les Chaises*, d'Eugène Ionesco. Je tiens beaucoup à marquer ma fidélité envers Ionesco, qui est l'un des premiers à avoir brisé la barrière du psychologisme, en introduisant au théâtre l'inattendu, le rêve, la destruction du langage, la surprise dans la forme. Pour cette première saison, il n'était pas mal de revenir à cette référence. »

Ainsi aboutit un projet lancé dès le début des années 70 et qui devait initialement être confié au metteur en scène Guy Rétoré, directeur du Théâtre de l'Est parisien. Celui-ci avait prévu qu'il passerait le flambeau du TEF dès qu'un vrai théâtre serait construit. C'est chose faite aujourd'hui. Guy Rétoré continue son travail dans la salle de l'avenue Gambetta. Jorge Lavelli entame à quelques mètres de là une nouvelle carrière.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

(1) Directeur artistique adjoint : Dominique Poulange. Directeur adjoint, chargé de la communication : Jacques Blanc. Conseiller littéraire : Alain Saut. Administrateur : Philippe Diéssier. Directeur technique : Francis Charlier. Le Théâtre de la Colline comptera au total cinquante-cinq personnes avec la même convention collective qu'au Théâtre national de l'Est parisien.

Modernisme et transparence



Le Théâtre national de la Colline, ainsi baptisé par son directeur Jorge Lavelli parce qu'il est situé sur les pentes de la butte de Ménilmontant, 15-17, rue Maïte-Brun à Paris dans le vingtième arrondissement, est un vaste bâtiment de 7 000 m² construit sur le terrain de l'ancien Théâtre de l'est parisien d'une surface de 1 700 m².

Autant dire que les maîtres d'ouvrage ont dû, pour y inclure une grande salle de 770 places et une petite salle transformable de 200 places sise à l'aplomb de la première, gagner une certaine hauteur — 18,50 mètres par rapport au niveau de la rue — mais aussi creuser dans le sol.

La façade du théâtre, haute de 12 mètres et large de 31,50 mètres est composée de verre et de fines poutrelles métalliques grises et perforées. Placée légèrement de biais par rapport à la rue, elle est encadrée par un grand portique de béton à trois pieds qui délimitent l'accès du public et celui des camions à la rampe inclinée, qui permet de rejoindre la scène et les dépôts.

On peut accéder au hall d'accueil par un escalier qui, de la rue, s'enfonce dans le sol ou bien par deux escaliers à l'intérieur du bâtiment même. Afin d'éclairer ce hall bas, la façade s'enfonce jusqu'à son

niveau. Toutes les parties d'accueil ont été peintes de gris.

Au-dessus de ces parties publiques sont installés les bureaux de l'administration du théâtre. Ils bordent la petite salle transformable, parallélogramme bleuâtre haut de 6,50 mètres, large de 14 mètres et long de 20 mètres.

La grande salle est un vaste espace de 770 fauteuils en gradins légèrement arrondis sans balcon, d'une largeur de 23,50 mètres et d'une profondeur de 22 mètres. Tout est rose ici, les murs, le cailloutis de bois du plafond, la moquette, les fauteuils. Le tiers inférieur des gradins est monté sur des rails et peut être escamoté électriquement, permettant alors un dispositif original en arène, à la condition que soit relevée la fosse d'orchestre prévue pour accueillir cinquante musiciens environ.

La scène, dotée d'un proscenium de 4,50 mètres, est large de 23,50 mètres, haute de 20 mètres et profonde de 15 mètres ou de 25,50 mètres. L'ouverture du cadre de scène est de 8,50 mètres de haut et de 19 mètres de large. De part et d'autre de la scène et au-dessous de celle-ci sont installés 430 mètres carrés de dépôts et d'ateliers.

Au total, ce nouveau théâtre est ingénieusement conçu, compte tenu de l'étroitesse de la surface du terrain et de ses règlements draconiens d'urbanisme. Reste que, comme beaucoup de théâtres plus anciens, il ne dispose pas de salle de répétition. C'est préoccupant pour tous ceux qui devront y travailler.

Commencé en mai 1985, livré en juillet prochain, il aura nécessité vingt-six mois pour sa réalisation, mobilisé quatre-vingts personnes et coûté 96 millions de francs. Après un concours sur invitation lancé par Jack Lang en 1984 et réservé à des équipes françaises, c'est le trio d'architectes parisiens Valentin Fabre-Jean Perrotet-Alberto Cattani qui en a dessiné les plans et suivi la mise en œuvre.

O. S.

« Trenet retrouve la tour Eiffel. — Cinquante ans après, Charles Trenet retrouve la tour Eiffel. En 1937, le « fou chantant » utilisait son premier étage comme podium. Vendredi 19 juin, à 21 h 30 un hommage lui sera rendu, au même endroit. Il interprétera, comme à Bourges, une (petite) partie de son répertoire. Le programme sera diffusé en direct sur FR3. »

Les Journées du Conservatoire

Public débile, ciel pluvieux

Les Journées du Conservatoire 1987

ont eu lieu les 16 et 17 juin, au Théâtre de l'Athénée, parce que la belle salle de l'école elle-même, rue du Conservatoire, est en réfection.

Lorsque ces présentations des travaux des étudiants du Conservatoire d'art dramatique, en fin d'exercice, sont terminées, un usage est de dire : « C'est une mauvaise année », comme cela se dit du vin du Médoc, comme les paysans le disent aussi du blé, des melons, de tout.

Mais là, mardi et mercredi à l'Athénée, on n'est pas juste, puisque ces mêmes jeunes comédiens, qui manquaient de présence, de voix, qui manquaient de théâtre, nous les avions vus, ouï les films, les Costas Darnows, les Cyrille Gaudin, les Patricia Varnay, les Michel Bonpoli et Samuel Labarthe, donner la preuve de leur art, de leur « magnétisme », trois semaines plus tôt, lorsqu'ils interprétaient, dans la salle Louis-Jovet du Conservatoire, sous la direction de Gérard Desbarthe, la *Mariamne*, de Tristan Lherminier.

Qu'est-ce donc qui fléchissait au Théâtre de l'Athénée ? Peut-être la salle ? Les acteurs connaissent tellement ça : « On se tape une mauvaise salle », chuchotent-ils derrière les cintres, cinq minutes déjà après le début du premier acte.

Et c'est vrai que rarement public de théâtre fut plus bête, ne cessant pas, durant ces deux journées, de hurler de rire sans motif, ou bien à contre-tout.

A ce degré de naïveté, cela décale le jeu des acteurs. Par exemple, mercredi soir, la jeune Sophie Gourdier disait un beau texte de Philippe Mayenne, l'histoire d'une jeune femme à laquelle les équipes de protection de l'enfance ont confié son gosse; et la déresse et les drames qui s'ensuivent, c'était très fort.

Minyana savait de quoi il parlait, c'était évident, et l'histoire jouée se déroulait, avec une violence, une rage, justes, c'était absolument sinistre. Eh bien, la salle, toute la durée de cette « confession », s'est écartée sous les fous rires, comme si personne, là, n'avait jamais eu au moins vent de la misère, et en particulier des douleurs que déterminent certaines interventions aveugles de la police, de la justice, dans les foyers où certains jours il n'y a pas un centime pour aller acheter le lait.

Qu'est-il, ce public des Journées du Conservatoire ? Des parents d'élèves ? Des étudiants du même Conservatoire, ou des cours privés ? Des gens de la profession ? Il était, ce public, inimaginable de sottise, et ça faussait le jeu sur la scène.

Autre raison du fiasco, peut-être : le climat, l'ambiance, du Conservatoire, nous voulons dire l'esprit de « franche camaraderie » qui circule chez les étudiants. Si de jeunes acteurs de la classe de Michel Bonquet, par exemple, passent une scène difficile, sachant qu'ils sont guettés, mitraillés en main; par les élèves de Jean-Pierre Vincent ou d'un autre, se sentent-ils vraiment libres de jouer ?

Merveilleux de vie

Petit dialogue, l'après-midi du deuxième jour : une jeune fille brune, menton volontaire, carrée d'épaules, voix très ferme mais très calme, et un garçon chétif clair, yeux bleus, voix un peu perdue. Ils sont tous deux étudiants au Conservatoire.

Elle : — Tu as vu Matthieu, depuis hier soir ?

Lui : — Non, mais ce matin il m'a téléphoné.

Elle : — Ah ! Comment il a trouvé Mesguich ? (Ce qu'elle veut dire : comment il a trouvé les élèves de la classe de Mesguich, qui étaient passés la veille.)

Lui : — Bah... (Un silence pénible.)

Elle (très ferme) : — Comment il a trouvé Mesguich ?

Lui (sur ses dents) : — Eh bien... si tu veux... finalement... il a plutôt aimé.

Elle (très sèche, définitive) : — C'est pas étonnant, Matthieu n'aime pas le théâtre ! Il aime le cinéma, il aime pas le théâtre !

Et toi ! Comme nous disions : la franche camaraderie. Il est vrai que les étudiants de Mesguich, dans l'ensemble, avaient été les moins gâchés, les moins endormis, la veille.

Il y aura eu, au cours de ces Journées, de beaux moments, bien sûr. Corinne Darnow et Daniel Rilet ont joué avec beaucoup d'élévation d'esprit et de recueillement une scène de *Sanctus*, d'Edward Bond; ils sont élèves de Claude Régy. Joëlle Seranne et Nicolas Lormeau ont été très drôles (élèves de Mesguich) dans la *Fleur des poirs*, d'Edmond Rostand. Anne Brochet, élève de Michel Bonquet et Georges Werler, a été d'une lumière et d'une précision remarquables dans les *Sincères*, de Marivaux.

Mais tout de même, c'était dans l'ensemble bien banal, tantôt extérieur (surtout chez Vincent), tantôt trop surveillé (surtout chez Régy). « C'est peut-être dans l'insouciance du public qu'est le meilleur secret de l'attente », dit Claudel.

La veille des Journées du Conservatoire, le lundi 15 juin, de jeunes acteurs de l'École de théâtre de la rue Blanche, sous la direction de Jean-Christophe Grunewald, avaient joué un montage de chansons, improvisations et bouts de scène, autour de l'œuvre de Brecht. C'était merveilleux de vie, de présence d'esprit, d'émotion, de vraie gaieté.

Et il y avait là un « acteur-né », évident, Philippe Rialm, que nous verrons à coup sûr dans les théâtres, sur les scènes, et plusieurs autres pleins de talent, de feu sacré, comme la jeune Claude Perron. Mais aussi la salle était bonne, et un climat d'enthousiasme régnait là, tous étaient heureux du succès d'autrui.

Mais le flottement de ces deux Journées du Conservatoire, cette année, n'en faisons pas un plat. L'art du théâtre, c'est très fragile. Ça tient à des riens. Par exemple, pour une mi-juin, il pleuvait beaucoup.

MICHEL COURNOT.

La Semaine des auteurs au Petit Odéon

Pour demain

Le Petit Odéon accueille la quatrième Semaine des auteurs organisée par la SACD.

Le comité de lecture de la SACD, composé d'Alain Crombecque, directeur du Festival d'Avignon, de Lucien Attoun, de Christian Dupeyron, l'éditeur de « Papiers » (une collection théâtrale qui accorde une large place aux jeunes auteurs), a retenu cette année six pièces sur deux cents reçues.

Tous les après-midi, des comédiens, dont des sociétaires de la Comédie-Française, prêtent leur voix à des pièces inédites, sous la direction d'un metteur en scène. Le décor intimiste du Petit Odéon sied à merveille à l'écoute de ces textes, qui sont également l'occasion de retrouver avec plaisir des comédiens connus : Niels Arestrup, Jean-Marc Bory, Geneviève Casile, Evelyne Istria, Roland Blanche... Trois, parmi les six pièces retenues, abordent des problèmes politiques : les utopies socialistes de la France de 1850 (*Sainte Isidore*, de Pascale

Rose), le terrorisme (il n'y a jamais de toujours, de Etienne Marchica), l'Algérie des années 60 (*Pendant que vous dormiez*, de Robert Proust). Quant à la pièce d'Anne Barbey, *La Grande Maison* qui a inauguré cette Semaine, elle met en scène les déchirures d'une famille, sous le regard d'une petite fille muette. Il y a sept ans, réfugié en Algérie, c'est une pièce sensible, avec des personnages solidement charpentés, très vite attachants. Anne Barbey, comme d'ailleurs la plupart des auteurs de cette Semaine, n'en est pas à ses premiers essais littéraires, et c'est au Petit Odéon qu'en 1986 a été créé *Des trous dans la glace*, avec Michel Vitold.

Il reste quelques jours encore pour partager ce rendez-vous donné par des écrivains qui, aujourd'hui encore, croient au théâtre.

O. Ct.

Jusqu'au 20 juin, au Petit Odéon (tel. : 43-25-80-92). 14 h 30, samedi 21 heures.

VENTES

Les souvenirs de Brigitte Bardot

« J'ai donné ma jeunesse et ma beauté aux hommes. Je donne ma sagesse et mon expérience aux animaux. » Brigitte Bardot donnait ainsi, le mercredi soir 17 juin, à la Maison de la chimie, devant trois mille personnes et dix-sept télévisions, le coup d'envoi de la vente aux enchères, organisée par l'étude Adier, Ficat et Tajan. L'ensemble des objets a atteint 3,55 millions de francs, soit plus du double de l'estimation de départ. C'est une BB rayonnante qui a quitté la scène, sans désormais de pouvoir créer sa fondation pour les animaux.

BB aime les bêtes, le public aussi : des clichés couleurs la représentant langoureuse et vautre dans la neige avec un petit phoque ou en jean rive gauche, en compagnie de deux dalmatiens, ont atteint chacun 4 000 F. Carrou, avec sa lithographie signée et dédiée « pour Brigitte, souvenir d'un jour d'été », n'a pas fait mieux. Quelques trophées de style « pouppourien » (zinc lithographié) se sont assez bien défendus (3 500 F).

Les cious de la vente ? Le diamant taillé en navette de 8,76 carats, offert à BB par Günther Sachs (1 300 000 F), une bague en platine ornée d'un brillant (320 000 F), deux porcelaines indiennes du dix-neuvième siècle (70 000 F et 75 000 F).

Mais ce sont surtout les souvenirs symboles qui ont attiré des sommes étonnantes : 150 000 F pour un dessin au crayon de couleur de BB à onze ans par Marie Laurencin ; 33 000 F pour un nécessaire de maquillage ; 10 000 F pour la photo de la starlette posant en maillot noir et collants réels sur les toits de Paris. Le musée Galliera a voulu se montrer à la hauteur du mythe en achetant la mini-robe à mailles métalliques de Paco Rabanne (23 000 F). La mairie de Saint-Tropez a investi 35 000 F dans le buste de BB en Marianne par Astan.

Dans une ambiance surréaliste, Mr Tajan a donné un coup de collier en vendant son marteau de commissaire-priseur (17 000 F).

LAURENCE BENAIM.

Cultu

blouissant

INTEN
UTHEA
PARIS

SPECTACU

DEMAIN DES PRIS

LA BATTUE

Alpha Frac

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION Rubrique OSP 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE s/ saisie immob. Pal. de Justice
PARIS, Jeudi 2 JUILLET 1987, à 14 h.
EN UN LOT
BOUTIQUE - ARR.-BOUTIQUE
au rez-de-ch. à droite, à PARIS (12)
18, RUE DE GRAVELLE
M. à p. : 17000 F. S'adr. M. CARDON,
avocat, 50, boulevard Malesherbes, PARIS-8.
Tél. 45-63-42-03. Vis. avocats pendant près
le Trib. de Gde Inst. de Paris.

Vie s/ publ. jud. Pal. de Justice, Lundi 29 juin 1987 à 14 h
STUDIO à PARIS 18^e - LIBRE DE LOCATION
51, rue Myrha - 4^e étage - M. à p. : 36 000 F. - S'adr. M. J. COPPER-ROYER avocat, 1, rue
Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15. Service des DOMAINES Bureau 249, 11,
rue Tronchet, Paris 17. Tél. : 42-66-91-40 - S/ pl. pour vis. 23 juin entre 14 h et 15 h.

Vente sur publication judiciaire au Palais de Justice de Paris, Lundi 29 juin 1987 à 14 h.
STUDIO à PARIS 18^e - LIBRE DE LOCATION
15, RUE DES CLOYS - rez-de-ch. - M. à p. : 32 000 F.
S'adr. M. J. COPPER-ROYER avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15.
Tél. : 46-22-26-15. Service des DOMAINES Bureau 249, 11, rue Tronchet à Paris 17.
Tél. : 42-66-91-40 - Sur place pour visiter 23 juin 1987 entre 16 h et 17 h.

Vente sur publication judiciaire au Palais de Justice de Paris, Lundi 29 juin 1987 à 14 h.
STUDIO à PARIS (2^e) - LIBRE DE LOCATION
60, RUE DE CLERMONT - 3^e étage - M. à p. : 55 000 F.
S'adresser à M. COPPER-ROYER, avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15.
S'adresser à M. COPPER-ROYER, avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15.
S'adresser à M. COPPER-ROYER, avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15.
S'adresser à M. COPPER-ROYER, avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15.

Vente sur publication judiciaire au Palais de Justice de Paris, Lundi 29 juin 1987 à 14 h.
LOGEMENT à PARIS 20^e - LIBRE DE LOCATION
21, RUE TRANSVAAL - 4^e étage - entrée débarras cuis. s. à m. w.c. chambre - cave
au sous-sol - M. à p. : 95 000 F. - S'adr. M. J. COPPER-ROYER avocat, 1, rue
Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15. Service des DOMAINES Bureau 249, 11,
rue Tronchet à Paris 17. Tél. : 42-66-91-40 - Pour vis. s/ pl. 23 juin entre
11 h et 12 h.

Vente s/ saisie Palais de Justice de Paris, jeudi 25 juin 1987, à 14 heures
LOCAL 6 caves - Bâtiment A à PARIS-15^e
6, RUE VIOLET et 43, RUE JUGE - MISE A PRIX : 105 000 F.
S'adr. M. HEBERARD SAINT-CYR, avocat, 18, rue Spontini
à Paris-16^e. Tél. 45-53-68-08. S/ pour vis.

Vie s/ Licitat. Pal. Just. EVRY (91) MARDI 7 JUILLET 1987 - 14 h
APPELLEMENT à EVRY (91000)
200, rue Roseberg, Cad. Sect. AS N° 65 - Lote n° 2051 - 2163 - 2164
Avec faculté de baisse de 1/4 et même de 1/3
M. à p. 100 000 F. S'adresser à M. COPPER-ROYER, avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17.
S'adresser à M. COPPER-ROYER, avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15.
S'adresser à M. COPPER-ROYER, avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15.

Vente sur publ. judiciaire au Palais de Justice de Paris, Lundi 29 juin 1987 à 14 h.
APPELLEMENT à PARIS 8^e - LIBRE DE LOCATION
15 RUE DE LENINGRAD - 3^e étage - M. à p. : 250 000 F.
S'adr. M. J. COPPER-ROYER avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17.
Tél. : 46-22-26-15. Service des DOMAINES Bureau 249, 11, rue Tronchet à Paris 17.
Tél. : 42-66-91-40 - Sur place pour visiter le 24 juin 1987
entre 11 h et 12 h.

Vente s/ Licitat. Palais de Justice d'Evry (91)
Mardi 7 juillet 1987, 14 heures
APPELLEMENT à CAGNES-S/MER (06800)
21, avenue de Verdun, avec CAVES et GARAGE
MISE A PRIX : 150 000 F.
S'adresser à M. COPPER-ROYER, avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17.
S'adresser à M. COPPER-ROYER, avocat, 1, rue Georges-Berger à Paris 17. Tél. : 46-22-26-15.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Bobigny, le mardi 7 juillet 1987, à 13 h 30
UNE PROPRIÉTÉ A MONTREUIL S/BOIS (93)
23, rue du Petit-Bois
Rez-de-ch. : entrée, cuisine, salle à manger. 1^{er} étage : deux chambres, petit
atelier. Sur terrain de 240 m².
MISE A PRIX : 150 000 F.
S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis.
Membre de la SCPA Etienne, Waret-Etienne, 11, rue du Général-Lacoste,
à Rosny-sous-Bois (93110). Tél. 48-34-90-87.

Vie s/ saisie au Palais de Justice à BOBIGNY, mardi 7 juillet 1987, à 13 h 30
PAVILLON à LIVRY-GARGAN (93)
23, boulevard Roger-Salengro
élevé sur sous-sol divisé en garage, chauffoirie, cave, buanderie et bûcher.
R.-de-Ch. : hall, séjour, cuisine, deux chambres, salle de bain, WC.
1^{er} étage : 2 chambres, salle d'eau, W.C. - Sur un terrain de 674 m².
MISE A PRIX : 300 000 F.
S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis.
Membre de la SCPA Etienne, Waret-Etienne, 11, rue du Général-Lacoste,
à Rosny-sous-Bois (93110). Tél. 48-34-90-87.

Vente sur conversion de saisie au Palais de Justice à PARIS
LE LUNDI 29 JUILLET 1987 à 14 h
UN APPARTEMENT sis à PARIS 16^e
Dans un immeuble, 16, square de l'Albion
au 4^e étage sur rue, de trois pièces, cuisine, dépendances
une chambre au 4^e étage et deux caves au sous-sol
LIBRE DE LOCATION - MISE A PRIX : 1 000 000 F
S'adr. à M. Malliavard, avocat, 1 Ns. pl. de l'Alma, Paris-16^e. Tél. : 47-23-73-70.
M. Bourgeois, avocat, 36, avenue de Wagram, Paris-17^e. Tél. : 42-27-42-39.
M. Gourdin, syndic, 174, boulevard Saint-Germain, Paris-6^e et tous les avocats
prés le Tribunal de grande instance de Paris.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Bobigny
LE MARDI 30 JUIN 1987, à 13 h 30 - EN UN LOT
**UN APPARTEMENT de 3 p.p.
A BAGNOLET (93)**
dans un ensemble immobilier, 77 à 85 et 91 à 111, rue Pierre-Curie
1 à 21, rue du Moulin, et 148 à 156, rue Sadi-Carnot,
au 1^{er} étage du bâtiment D 2. UNE CAVE au sous-sol.
MISE A PRIX : 195 000 F
S'adresser à M. Bourgeois, avocat, à Aulnay-sous-Bois (93), 3, avenue
Germain-Papillon. Tél. 48-66-62-68. SCP d'avocats Alain J. Castellan, Bernard
Malange et Martine Boitelle-Coussan, 29, rue des Pyramides, Paris-1^{er}. Tél.
42-60-46-79. Vis. avocats pr. trib. gde inst. Bobigny, S/lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY
LE MARDI 30 JUIN 1987 à 13 h 30, EN UN SEUL LOT
UNE MAISON D'HABITATION A VILLEMOMBLE
(93250) 38, ALLÉE DE LA TOUR
comprend : UN PAVILLON D'HABITATION élevé sur sous-sol, divisé
en buanderie, cuisine, cave à charbon, et trois autres caves. Un rez-de-ch. divisé en
vestibule, salon, salle à manger, cuisine, véranda, bureau, cuisine,
water-closet, garage attenant sous la véranda. Un 1^{er} étage, divisé en trois chambres
à coucher, deux cabinets de toilette, salle de bains installée, water-closet. Un 2^e étage
divisé en deux chambres et débarras, étage lambrissé, couvert en tuiles, installation
d'eau, gaz, électricité, tout à l'égout, chauffage central en état de marche, jardin.
MISE A PRIX : 700 000 F
S'adresser pour tous renseignements : 1) au cabinet de maître JEANNE PIETRUSZYNSKI,
avocat, 26, rue Staudouy, 93300 Pantin. 2) au cabinet de la SCP SCHMIDT DAVID
GUIBERT, société d'avocats, 76, avenue de Wagram à Paris-17^e. Tél. : 47-66-16-69.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE
au PALAIS DE JUSTICE DE PARIS
le JEUDI 25 JUIN à 14 heures
EN 3 LOTS
sis à PARIS-11^e
8-10, cité Popincourt
1^{er} LOT LOGEMENT 1^{er} et 2^e p. dte
Esc. B. bdt. A. - Mise à prix 8000 F.
2^e LOT LOGEMENT 1^{er} et 2^e p. pte
Esc. B. bdt. A. - Mise à prix 10000 F.
3^e LOT LOGEMENT 2^e et 3^e p. dte
Esc. B. bdt. A. - Mise à prix 10000 F.
S'adresser : SCP COURTEAULT,
LECOQ, RIBADEAU-DUMAS,
avocats, 17, av. de Lamballe, PARIS-16^e.
Tél. 43-24-46-40.

Informations « services »

Chasse et pêche Les journées nationales à Chambord

Les « Journées nationales de la
chasse et de la pêche » ont lieu les
20 et 21 juin à Chambord (Loir-et-
Cher). Ce « game fair » à la fran-
çaise, maintenant traditionnel don-
nera lieu aux habitués concours de
tir à l'arc, à la poudre noire, et à des
compétitions de pêche à la mouche
ou au lancer qui sont ouverts au
public. Cette année, en outre,
l'Open de France de ball-trap pro-
fessionnel se tiendra et mettra en
compétition les trente-deux meil-
leurs tireurs mondiaux aux pigeons
d'argile.

● Publication du premier
« Guide social ». - Gestion sociale,
hebdomadaire du groupe Expansion,
vient de publier en association avec
Adia-France, qui gère une banque de
données à partir de bilans sociaux
d'entreprises, le premier « Guide
social ».

● En vente au groupe Expansion,
67, avenue de Wagram, 75842 Paris
Cedex 17; prix : 127 F TTC.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du jeudi 18 juin 1987 :

UNE LOI

● N° 87-416 du 17 juin 1987 sur
l'épargne.

UN DÉCRET

● N° 87-417 du 17 juin 1987
relatif au régime des pensions des
ouvriers de l'Etat.

UN ARRÊTÉ

● Du 9 juin 1987 portant création
du baccalauréat professionnel,
section équipements et installations
électriques, et fixant les modalités
de préparation et de délivrance de
ce baccalauréat.

Centre d'hémodialyse de vacances

L'installation de deux centres per-
manents d'hémodialyse de vacances,
de huit postes chacun, vient d'être
autorisée par le ministère des
affaires sociales. Cette décision est
l'aboutissement de six ans d'efforts
de la part des insuffisants rénaux et
de leur fédération, la FNAIR, pour
faire admettre le droit aux vacances
des 50 % d'entre eux qui, faute de
structures ou de place dans les cen-
tres installés dans les CHU ou de
moyens, ne pouvaient se déplacer.

Antibes-Juan-les-Pins et Cham-
onix ont été choisis comme sites pour
des raisons climatiques, d'altitude et
d'intérêt touristique, d'autant que
ces centres seront ouverts toute
l'année.

Cocq comme des centres lourds
classiques, ils fonctionneront sous le
contrôle d'un médecin néphrologue.

Le centre d'Antibes est ouvert
depuis le début juin, celui de Cham-
onix fonctionnera dès le 1^{er} juillet.
Les insuffisants rénaux qui souhai-
tent y être admis peuvent adresser
une demande de réservation à la
Société française de développement
des techniques médicales, société
chargée de l'installation, regroupant
généralistes et néphrologues (1).
Les réservations sont confiées
après envoi de la prise en charge par
la Sécurité sociale.

(1) SFDTM, 191, rue d'Alsace,
75014 Paris. Tél. : 40-44-52-32.

● EXPOSITION : La Fayette,
nous voilà... Le secrétaire d'Etat
aux anciens combattants et l'Asso-
ciation pour un musée vivant de la
guerre de 1914-1918 organisent
jusqu'au 31 octobre, une exposition,
« 1917... La Fayette, nous voilà »,
célébrant l'intervention des Etats-
Unis dans le conflit. (Fondation Mona
Bismark, 34, avenue de New-York,
75016 Paris. Métro : Alma.)

Education

Quatre nouveaux collèges à Paris d'ici à 1990

Devant les chefs des établisse-
ments publics parisiens du second
degré, qu'il recevait le 17 juin à
l'Hôtel de Ville, M. Jacques Chirac
a indiqué que le département de
Paris s'est fixé pour objectif « la
construction d'un collège par an
d'ici à 1990 ». Il a précisé qu'en
1987 sera financé le collège Baudri-
court (13^e arrondissement), d'une
capacité de 750 élèves. En 1988,
1989 et 1990, trois autres collèges
de 600 places seront réalisés dans le
15^e arrondissement (zone d'aména-
gement Citroën-Cévennes), le 20^e
(secteur des Amantiers) et le 19^e

(zone d'aménagement Manin-
Jaurès).

D'autre part, un effort important
sera consacré aux travaux de remise
en état des établissements anciens,
afin notamment de les mettre aux
normes de sécurité en vigueur. Pour
cette année, 64 millions de francs
(contre 21 millions en 1986) per-
mettront la rénovation des collèges
Jacques-Prévert (6^e) Vincent d'Indy
(12^e), Guillaume-Apollinaire (15^e),
Yvonne-Le-Tac et Coyssevoix,
(18^e arrondissement).

Lauriers pour jeunes historiens

Les lauriers pleuvent dans les
lycées sur les apprentis historiens,
illustrant la faveur dont jouit cette
discipline parmi la jeunesse. Le
trente-quatrième concours Jean-
neux, organisé par les Archives de France, et qui avait
cette année pour thème : « Les pay-
sans de France, de la Révolution à la
IV^e République », a été remporté
par deux élèves de première du
lycée de Chaussy dans l'Aisne : Oli-
vier Marguerite et Sébastien
Muzaux, devant Yannick Prost de
Charolles (Saône-et-Loire) et douze
autres candidats.

Le prix Rhin et Danube, coor-
dité par le ministère de l'Education
nationale et l'association Rhin et
Danube pour commémorer le souve-
nir de la première armée française,

est allé à une élève de terminale
d'Ajaccio, Marianne Colonna, et à
quatre élèves de troisième : Yannick
Decail, Jean-Christophe Gracia,
David Quillon, de Bordeaux, et de
Roselyne Deschamps, de Montmo-
renneux en Charente.

Enfin le comte de Paris a remis
lui-même leurs récompenses aux
trois élèves de seconde couronnés à
l'occasion du colloque organisé par
les élèves de l'Ecole supérieure de
commerce de Paris pour le millé-
naire d'Hugues Capet : Benjamin
Croitoru de Louis-le-Grand (Paris),
Eric Cardinal de Juliet-
Curie (Rueil-Malmaison) et Guil-
laume Kopp, de Corneille à Rouen.

Victoire du SNH chez les direc-
teurs d'école. - Le Syndicat natio-
nal des instituteurs (SNH-FEN) se fé-
licite de sa « victoire totale » aux
élections des commissions paritaires
chargées de suivre la procédure de
nomination des nouveaux « maîtres-
directeurs ». Il obtient 73,80 % des
voix (commissions départementales),
remportant 381 des 483 sièges
attribués aux syndicats. Le SNADE,
seule organisation à s'être déclarée
favorable aux décrets de M. Monory,
a obtenu 15,68 % des suffrages. Il

devance largement le SNUDI-PO
(5,84 %) et le SGEN-FEN (4,08 %)
et obtient ses meilleurs résultats à
Paris, où il fait jeu égal avec le SNH,
et surtout dans les Hauts-de-Seine,
où il le devance, avec trois sièges sur
cinq. Selon le SNH, les résultats de ce
scrutin, auquel ne participaient que
les directeurs en place, indiquent
que, « contrairement à ce qu'avait
affirmé le ministre, la profession a
montré son attachement aux syn-
dats ayant obtenu le statut de
maître-directeur ».

Sports

RUGBY : Coupe du monde

**Les Gallois troisièmes
en battant
l'Australie 22-21**

Le Pays de Galles a battu l'Aus-
tralie 22-21, jeudi 18 juin, à Rotorua
(Nouvelle-Zélande), en match de
classement pour le troisième place
de la Coupe du monde de rugby. Les
Gallois, qui avaient été menés à
score pendant toute la partie, se sont
imposés dans les dernières secondes
grâce à un essai d'Adrian Hadley
transformé par Paul Thorburn.

C'était le troisième essai des Gal-
lois après ceux de Gareth
Roberts (26^e) et Paul
Moriarty (40^e). Les Wallabies ont
pour leur part franchi deux fois la
ligne de but avec Matthew
Burke (31^e) et Peter Grigg (38^e).
Michael Lynagh se chargeant de
passer deux transformations, deux
pénalités et un drop.

Cette défaite des Australiens face
à l'équipe qui avait été anéantie, le
dimanche 14 juin par les All Blacks
néo-zélandais pourrait être de mau-
vais augure pour le quinze de France
avant la finale de samedi 20 juin.
Toutefois, les Australiens ont joué
toute la rencontre à quatorze contre
quinze après l'expulsion du troi-
sième ligne David Cody dès la cin-
quième minute de jeu.

Football

Hidalgo sanctionné

La commission de discipline de la
Ligue nationale de football a décidé
de sanctionner Gérard Benide et
Michel Hidalgo, respectivement
entraîneur et directeur de l'Olympi-
que de Marseille, pour les incidents
survenus le 29 mai à l'issue de la
rencontre de championnat FSC-
OM. Battu 2-0, l'OM avait du même
coup laissé le titre aux Girondins de
Bordeaux. L'arbitre du match,
Alain Delmer, avait alors été insulté
et bousculé par Gérard Benide, qui
est interdit pendant quatre mois
(dont deux avec sursis) de terrain,
de touche et de vestiaire d'arbitre.
L'ancien directeur des équipes de
France est pour sa part interdit pen-
dant deux mois.

● VOLE : record de l'Atlanti-
que nord. - Part le 12 juin de New-
York pour tenter de battre le record
de la traversée de l'Atlantique nord
déclaré par Faque et Caradec, Phi-
lippe Poupon a établi le 17 juin avec
son Flury-Michon VII un nouveau
record de distance parcourue en
vingt-quatre heures : il a couvert
520 miles, soit deux de plus que le
Canadien Mike Birch sur Tag.

● TENNIS : Noah blessé. - Au
cours d'une exhibition contre Mats
Wilander à Dublin, Yannick Noah, qui
a été désigné comme tête de série
n° 6 des championnats de Wimbledon
débutant le 22 juin, s'est fait le
17 juin une légère entorse à la che-
ville droite.

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER			
TIRAGE DU 17 JUIN 1987				TIRAGE DU 17 JUIN 1987			
TERMINA- TION	PRIMAIRE ET NUMÉRIQUE	SOMME GAGNÉE	SOMME GAGNÉE	TERMINA- TION	PRIMAIRE ET NUMÉRIQUE	SOMME GAGNÉE	SOMME GAGNÉE
1	81 1 201 1 271 7 001 0 001 00 341	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	200 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	6	20 200 10 200 10 200 10 200 10 200 10 200	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	400 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000
2	2 102 5 402 1 402 28 412 27 002	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	7	3 707 3 707 3 707 3 707 3 707 3 707	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000
3	0 313 0 913 11 323	10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000	8	0 000 12 000 12 000 12 000 12 000 12 000	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000
4	4 004 4 004 9 404 7 416	10 000 10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000 10 000	9	4 700 4 700 4 700 4 700 4 700 4 700	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000
5	5 206 27 106	10 000 10 000	10 000 10 000	0	0 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000 10 000

TOUS LES BILLETS NE BENEFICENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES BILLES SUIVANTES :

SCORPION SAGITTAIRE CANCER GAGNENT 100,00 F

LE TO

N° 24 TRACÉ DU MARCHÉ 17 JUIN 1987

POUR LES TRACÉS DES MARCHÉS 24 ET 25 JUILLET 1987

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE

TRACÉ DU MARCHÉ 17 JUIN 1987

loterie nationale

Le règlement du TACO TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 27/12/86)

Le numéro 4791111 gagne

4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille

0791111 5791111 gagnent 40 000,00 F

1791111 6791111

2791111 7791111

3791111 8791111

Les numéros approchant aux

Dizaines de mille Mille Centaines Dizaines Unités gagnent

409111 470111 479011 479101 479110

419111 471111 479211 479121 479112

429111 472111 479311 479131 479113

439111 473111 479411 479141 479114

449111 474111 479511 479151 479115

459111 475111 479611 479161 479116

469111 476111 479711 479171 479117

489111 477111 479811 479181 479118

499111 478111 479911 479191 479119

Tous les billets se terminant par

30 Le Monde • Vendredi 19 juin 1987 •

Economie

L'aggravation du déficit commercial en mai

La balance commerciale de la France a accusé, en mai, un déficit de 5,6 milliards de francs, en données corrigées des variations saisonnières (5 milliards en données brutes), après moins 3,6 milliards, ce qui porte le déficit à 15,3 milliards depuis le début de l'année.

En mai, le solde agro-alimentaire est resté à un niveau satisfaisant avec un excédent de 2,9 milliards de francs (après 1,8 milliard en avril), mais le solde énergétique a été négatif de 7,3 milliards (contre 6,2 milliards en avril) et celui des échanges industriels de 3,8 milliards. Les importations de biens d'équipement professionnel restent élevées, dépassant de 9,1 % la moyenne des trois premiers mois de 1986.

Dans l'ensemble, les importations n'ont pratiquement plus augmenté (+ 0,1 %), mais les exportations ont diminué de 2,6 %.

La faiblesse des exportations

(Suite de la première page.)

La vérité, c'est que la France se trouve confrontée à un grave problème d'exportation. Face à une demande mondiale en recul, elle ne parvient pas à résister à la concurrence que se livrent tous ses partenaires sur le marché international. Le fait que la plus grande partie de ses échanges se fasse avec les pays industrialisés (58 % de ses exportations vont vers la CEE et 19 % vers les pays de l'OCDE hors CEE) n'autorise aucune faiblesse. En 1986, le pays a pu améliorer quelque peu sa position au sein de la CEE, en ramenant son déficit de 69,3 à 54,5 milliards de francs. Mais cela n'a été dû qu'à la baisse du prix des produits énergétiques, produits que lui fournissent la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Car, dans le même temps, le déficit avec l'Allemagne fédérale s'aggravait de 10 milliards de francs.

L'avantage énergétique ne joue plus en ce début d'année où les prix du pétrole ont remonté, laissant

apparaître dans toute son ampleur le trou béant du solde industriel. Celui-ci comprend les biens d'équipement, dont on a vu ce que l'on pouvait en penser. Il comprend aussi les biens de consommation courante, sur lesquels la demande reste forte. Aussi bien les importations restent-elles élevées : de l'ordre de 12 milliards de francs par mois depuis le début de l'année, contre 11,6 milliards en 1986. Si, l'année dernière, le pouvoir d'achat des ménages a augmenté de plus de 3 %, il ne devrait guère progresser que de 0,5 % cette année. D'où vient donc l'argent que dépensent toujours allégrement les Français ? Des plus-values boursières ? Du développement considérable du crédit à la consommation ? Quelle que soit la réponse, on constate que les Français ne sont pas décidés à modérer leurs appétits. En l'absence d'une structure industrielle suffisamment forte, cela a un prix : le déficit de la balance commerciale.

FRANÇOIS SIMON.

Légère contraction de l'excédent de la balance des paiements

La balance des paiements courants (marchandises et services) a enregistré un excédent de 1,2 milliard de francs en données corrigées des variations saisonnières (CVS) au cours des quatre premiers mois de 1987, selon les données provisoires communiquées le mercredi 17 juin par le ministère de l'économie et des finances.

Au cours de la même période de 1986, l'excédent avait atteint 7,9 milliards de francs.

En données brutes, le solde cumulé des paiements courants au cours des quatre premiers mois a été déficitaire de 8,7 milliards de francs français contre un déficit de 1,7 milliard de francs pour la même période de 1986, selon ces mêmes estimations.

Au premier trimestre de cette année, la balance des paiements courants de la balance des paiements a été excédentaire de 3,4 milliards de francs.

Face à la stagnation de leur pouvoir d'achat Les Français découvrent le crédit à la consommation

Après la forte augmentation de leur activité en 1986 (leur « production » a augmenté de 14,7 %), les établissements de crédit réunis au sein de l'ASF (Association française des sociétés financières) escomptent pour cette année une nouvelle progression importante. A mi-parcours, ils ont enregistré une augmentation de leurs crédits nouveaux aux particuliers (pour le logement comme pour l'équipement) de 15 % à 20 % et de leurs prêts aux entreprises de 5 % à 8 %. Face à une concurrence de plus en plus vive des banques, ces sociétés spécialisées profitent de l'engouement des Français pour le crédit à la consommation.

Manifeste pour une augmentation de salaire, ce n'est plus payant. Les Français ont découvert d'autres voies pour faire face à la stagnation de leur pouvoir d'achat. Ceux qui en ont les moyens jouent à la Bourse. Les autres, mais aussi parfois les mêmes, s'endettent. Le crédit aux particuliers, sous ses formes multiples (vente à tempérament, prêts personnels, crédit permanent, découvert bancaire...) connaît une véritable explosion. L'an dernier, l'encours de ce type de crédit avait augmenté de plus de 30 %. Il continuait à se développer à ce rythme depuis le début de l'année.

L'effet de « rattrapage »

Compte tenu des taux élevés pratiqués en la matière, le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, demandait, en juin 1986, au Comité des usagers des services bancaires de rechercher les voies pour favoriser le développement en France du crédit à la consommation. Un an plus tard, les professionnels en étaient venus à craindre que la réunion du Conseil national du crédit du 4 juin dernier, consacrée notamment au rapport du Comité des usagers, ne fût l'occasion pour les pou-

voirs publics d'une « recommandation » destinée à en freiner le développement. Il n'en fut rien.

Si malgré les taux élevés — ils varient encore entre 12 % et 18 % environ malgré une inflation ramenée à 3 % — les Français empruntent massivement, il y a au moins trois bonnes raisons. Tout d'abord il y a ce que M. Denis Kessler, le président du Comité des usagers, appelle un effet de « rattrapage ». Les Français sont très en retard par rapport aux étrangers. L'endettement à court terme (c'est-à-dire hors immobilier pour l'essentiel) des ménages français ne représente, en 1985, que 3,6 % de leur revenu disponible, alors qu'il pèse entre 7 % et 8 % pour les Anglais, 13 % chez les Allemands... et 16 % aux Etats-Unis. « Des chiffres qui montrent le potentiel du marché français », commente M. Boris Méra, le président de l'ASF. Comme dans les autres pays industrialisés, le sentiment de culpabilité lié à l'endettement (en allemand, la dette s'exprime par le même mot que la faute, *Schuld*) tend à s'estomper. Il y a, de ce point de vue, et notamment dans les jeunes générations, un véritable « changement de comportement ».

Consommer malgré la rigueur

Et effectivement le nombre des ménages endettés est en forte progression. D'après les enquêtes du CREP (Centre de recherche économique sur l'épargne), 33 % des ménages étaient endettés en 1980, ils sont près de 40 % en 1986, « une progression liée surtout à la croissance de l'endettement à court terme », précise M. André Babeau, le secrétaire général du CREP. Dans son rapport sur « les perspectives du financement de l'économie française », le Commissariat général au Plan prévoit encore pour les cinq prochaines années un rapide développement du crédit à la consommation sous ses diverses formes.

Le ralentissement dans la progression du pouvoir d'achat des salaires constitue le second moteur du crédit à la consommation. Refusant de sacrifier leur consommation, les

ménages français procèdent à un ajustement en tirant sur leur épargne... et en empruntant. Les premiers mois de 1987 sont de ce point de vue symptomatiques. Les salaires stagnent. Et pourtant les achats de téléviseurs ont augmenté de 11 % (sur les quatre premiers mois de 1987 par rapport aux quatre premiers mois de 1986), ceux de lecteurs à disque laser de 14 %. Il s'agit là de biens pour lesquels l'acquéreur a souvent recours au crédit. Près d'une voiture sur deux vendues actuellement l'est accompagnée d'une formule de crédit (vente à tempérament, prêt personnel...).

En contournant ainsi la rigueur, les Français ne renouent-ils pas en cause les objectifs du gouvernement, notamment en matière de commerce extérieur et de politique monétaire ? Mis à contribution, les experts de la direction générale des études de la Banque de France ont démontré qu'il n'en était rien. La détérioration des comptes extérieurs n'est pas liée aux postes « biens d'équipement durables » de nos échanges, mais à ceux des biens professionnels et de l'énergie. Bien que pesant davantage (environ 3,5 % en 1986 contre 2,9 % en 1980), les crédits aux particuliers ne représentent qu'une part trop faible de l'ensemble des concours à l'économie pour menacer de dérapage la progression de la masse monétaire. Dans ces conditions, M. Balladur n'a pas eu à donner jusqu'à présent un coup de frein au crédit à la consommation.

Une vive concurrence

Une troisième série de facteurs enfin explique ce « boom » des prêts aux particuliers, c'est la concurrence très vive qui s'y développe depuis maintenant quelque deux ans. « La concurrence est là », titrait la revue d'avril dernier du groupe Compagnie bancaire, l'un des grands du crédit à la consommation. Et effectivement, outre les sociétés spécialisées (Sovac, Sofinco, Dina...), elles-mêmes en concurrence, de nouveaux distributeurs de crédits aux particuliers ont engagé une offensive sur ce marché : les banques, les grands distributeurs et les sociétés de cartes de crédit.

Les banques de dépôt notamment sont particulièrement agressives. Libres de leur emploi du fait de la suppression de l'encadrement quantitatif du crédit, elles visent leur clientèle traditionnelle, les entreprises, à déserter leurs guichets. Ayant amélioré et leurs marges et leur capacité d'autofinancement, ces dernières n'ont plus d'aussi importants besoins de financement. Elles les satisfont en partie en plus en ayant recours aux marchés financiers (en émettant des actions, des obligations et autres billets de trésorerie). Bref, toutes les banques se précipitent sur ce marché encore mal couvert.

L'offensive est générale. L'une annonce son « pouvoir de dire oui », l'autre propose son « crédit flash », une autre enfin vend son crédit par minitel. Les taux sont orientés à la baisse. De nouvelles formules sont chaque jour inventées, comme l'ouverture de crédit à caractère permanent associé à un compte-chèque. L'achat à crédit s'étend aux services (vacances...). Les grandes banques, le Crédit agricole, mais également les caisses d'épargne ont de ce fait accru l'an dernier leurs prêts aux particuliers dans des proportions qui varient entre 30 % et 60 %. Et les postes, à leur tour, revendiquent la possibilité de prêter à leurs clients. Pour l'instant, elles doivent se contenter de livrer les « mailles » des établissements de crédit à leurs destinataires.

Vivement remaniée par les Français — comme le montre une enquête réalisée en janvier dernier par BVA pour le Cetelem, cette concurrence n'est cependant pas sans danger. L'élargissement du nombre des emprunteurs se traduit d'ores et déjà par un « dévissage » des impayés, comme on le reconnaît chez certains prêteurs.

Faut-il craindre alors un prochain surendettement des ménages ? On en est loin. Dans son rapport, le Commissariat au plan prévoit que, après s'être fortement endettés dans les années 70, les entreprises continueront à réduire leurs besoins de financement au cours des cinq prochaines années. L'Etat, qui s'est à son tour endetté lourdement au début des années 80, devrait à son tour réduire ses besoins. Les entreprises, l'Etat, c'est donc au total des ménages de s'endetter.

ERIK ISRAELEWICZ.

Trente ans d'histoire avec l'Association des journalistes économiques et financiers

L'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) a fêté, mercredi 17 juin, son trentième anniversaire au Conseil économique et social (CES). Pour l'occasion étaient réunis tous les ministres qui eurent en charge l'économie et les finances du pays depuis 1957.

Trente ans d'histoire économique qui ont vu la France profondément changer au travers de crises politiques, économiques et sociales, mais aussi de choix nationaux courageux et d'influence extérieure.

Trente ans d'histoire économique qui se sont déroulés en huit temps forts. 1957-1958 d'abord, qui marque la fin de la IV^e République et les efforts courageux de M. Félix Gaillard — pour redresser une situation en crise — 1958-1962, période de redressement avec de Gaulle et M. Pinay, le plan de janvier 1959, voyant la libération massive des échanges, le retour à la convertibi-

lité extérieure de la monnaie, l'entrée de la France dans le Marché commun. Entre 1963-1968, le pays qui a achevé la décolonisation, accueille les rapatriés d'Algérie et fait l'expérience avec MM. Giscard d'Estaing et Debré d'une longue période d'austérité. 1968-1973 est marqué par le choc des événements de mai 1968 et les grandes grèves.

Georges Pompidou, devenu président de la République, et son ministre des finances, M. Valéry Giscard d'Estaing, en sont si marqués que l'inflation de prix et des salaires pourra se développer sans résistance véritable dans le pays au fond de prospérité et de croissance.

Entre 1974 et 1976, le premier choc pétrolier surprend et trompe tout le monde. Le formidable renchérissement du prix de l'énergie est perçu comme un phénomène passager qu'on peut corriger par des inter-

ventions de l'Etat. Mais les entreprises commencent à s'appauvrir et les déficits publics à se creuser.

De 1976 à 1980, le pays fait l'apprentissage de la crise avec M. Raymond Barre, dont le rude message est mal compris et qui ne réussira pas à modérer la progression extravagante des salaires et des prix.

En 1981, la gauche teste une relance solitaire dans un monde déprimé par le second choc pétrolier puis doit vite abandonner pour revenir avec M. Delors à une rigueur plus classique. C'est l'affirmation sur le grand vif du monde et le début des réformes de structures avec M. Pierre Bérégovoy. La droite, qui gagne les élections de mars 1986, prolonge et amplifie l'action de la gauche gestionnaire en privatisant, en libérant les prix et les changes.

De rudes politesses

La soirée ronronnait. Les ministres des finances s'entrecongratulaient, sur les bords du gouvernement, habituellement moins fréquentés, du vénérable hémicycle. Ils étaient tous venus, ceux de la croissance et ceux de la rigueur, les madras à la Pinay et les technocrates à la Fourcade, pour cette photo de famille. Jusqu'à Valéry Giscard d'Estaing, placé en bout de rangée, qui se levait de bonne grâce toutes les cinq minutes pour laisser entrer et sortir ses collègues.

Dans cet aréopage très V^e République, les deux socialistes — Jacques Delors et Pierre Bérégovoy — faisaient bonne figure. Seul Raymond Barre, en voyage, avait envoyé un bout d'interview filmé.

L'anniversaire, donc, ronronnait. Placé à son banc entre Pierre Bérégovoy et Antoine Pinay, le titulaire du poste Edouard Balladur, s'entretenait avec cette politesse qui n'appartient qu'aux conseillers d'Etat. A la tribune, chacun allait plancher à son tour sur le sujet imposé : 1982, le marché unique européen.

Quand, tout d'un coup, surgit du passé la longue silhouette froide de Maurice Couve de Mur-

ville (ministre des finances du 31 mai au 12 juillet 1983). Et ce fut soudain comme une sorte de putsch dans du velours, la prise des Cortes en direct par un colonel madrilène déguisé en prédateur octogénaire. Instantanément, M. Balladur blêmit à son banc. 1982 ? « Une mode ! » fustige Couve pour qui « il est plus commode de dire que les problèmes seront réglés dans cinq ans plutôt que sur-le-champ ». Et vint sur le discours gouvernemental se sur les affiches du RPR — dont M. Couve de Murville est pourtant membre — qui ont fait de 1982 l'objectif ultime de toute l'action gouvernementale.

La confiance dans la monnaie ? « Elle manque totalement à l'heure actuelle, nous pouvons le dire entre nous », murmure l'ancien premier ministre du général. Encore un coup de griffe sur la cohabitation, un coup de patte sur « le régime des partis que nous n'avons que trop d'occasions d'écouter ces temps-ci », et le fantôme vengeur est reparti, ne laissant à M. Balladur d'autres représentations possibles que de s'abstenir ostensiblement d'applaudir.

Pour que le bonheur du ministre d'Etat fût complet, il ne lui

manquait plus que d'entendre M. Raymond Barre rappeler, sur son banc, que « l'économie française a pris beaucoup de retard depuis 1981 » — pense encore — mais surtout que « ce retard, elle ne le rattrape pas ».

Plus incertain, Edgar Faure n'hésite pas à situer 1982 dans la perspective de... 1789 : « Le serment du Jeu de paume est une manifestation européenne », et console M. Balladur en gratifiant sa politique d'un hommage appuyé. Quant à Antoine Pinay, du haut de ses quatre-vingt-seize ans, il appelle de ses vœux « des entreprises prospères », ce qui ne suffit pourtant pas à rendre le moral au ministre d'Etat. « Vous passez souvent par Saint-Chamond ? », lui demande en sortant Antoine Pinay résident de la bourgeoisie. « Pas très souvent », convient Balladur. « La prochaine fois, venez déjeuner », réplique Pinay qui n'a pas entendu la réponse. On ira au restaurant. On aura une heure. On pourra bavarder.

Il y a des soirs où les ministres doivent regretter de ne pas être rentrés directement chez eux.

D. SCHNEIDERMAN.

The news behind the newsmakers.

Your independent weekly view of World Affairs, Finance, Science. Traduction du texte ci-dessus : « AU-DELA DE L'ACTUALITÉ ». Votre aperçu indépendant sur le monde des affaires, de la finance, de la science.

Economie

Le droit de grève dans les services publics

Le gouvernement décide d'abroger la loi Le Pors

C'est au cours d'une réunion impromptue du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le mercredi 17 juin, après la séance publique de questions au gouvernement, que M. Chirac a annoncé que le gouvernement avait décidé d'abroger la loi Le Pors concernant les retenues sur salaire pour fait de grève dans la fonction publique et dans les services publics. Cette abrogation se réalisera par la voie d'un amendement d'initiative gouvernementale au projet de loi comportant « diverses mesures d'ordre social » en cours de discussion devant le Parlement.

Cet amendement devrait donc se substituer à la loi de celui déposé à l'Assemblée nationale par M. Alain Lamassouze (UDF) et au Sénat par M. Jean Chirac (RPR). La décision de M. Chirac avait été prise à l'hôtel Matignon, en fin de matinée, il avait réuni les ministres concernés. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, tout comme M. de Charette, ministre-délégué à la fonction publique, ont approuvé cette procédure.

Au cours de la même réunion, le premier ministre pouvait annoncer également que la proposition de loi de M. Michel d'Ornano (UDF), président de la commission des finances tendant à soumettre le budget de la Sécurité sociale au contrôle du Parlement n'aboutirait, en fait, qu'à l'examen d'un simple rapport annuel sur les

prévisions de gestion de la Sécurité sociale.

Par ces deux décisions, M. Chirac a voulu reprendre en matière de réformes sociales une initiative que les parlementaires UDF pouvaient lui ravir.

En ce qui concerne les retenues sur salaire pour fait de grève, il place les centristes, qui étaient réticents à l'égard de l'amendement Chirac, face, non plus à une initiative émanant d'un parlementaire, mais à une décision prise par le gouvernement tout entier, ce qui rend la contestation de celle-ci plus difficile. Ayant ainsi pris une attitude ferme envers les perturbations provoquées par les grèves d'agents de la fonction publique et des services publics, M. Chirac estime répondre à l'attente de l'opinion et des usagers alors que le mécontentement des syndicats s'organise difficilement.

En revanche, en édulcorant la proposition de M. d'Ornano sur la Sécurité sociale, il peut rassurer les organisations syndicales particulièrement attentives à tout ce qui concerne la protection sociale et il précise que rien d'irréversible ne sera fait avant les « états généraux ». Enfin, avec ces deux décisions, M. Chirac répond davantage aux vœux des élus du RPR, quelque peu troublés ces derniers temps par les remous qui ont traversé la majorité et le gouvernement.

ANDRÉ PASSERON.

La loi Le Pors du 19 octobre 1982 que le gouvernement veut faire abroger par amendement au projet de diverses mesures d'ordre social (DMOS) concerne les « retenues pour absence de service fait par les personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics ». L'article 2 de la loi précise que les absences de service fait donneront lieu à une retenue d'un cent soixantième du traitement mensuel lorsque l'arrêt de travail ne dépassera pas une heure, à une retenue d'un cent cinquantième si la grève n'excède pas une demi-journée et un trentième pour une journée. L'article 3 étendait l'application de ces règles au-delà des fonctionnaires aux « personnels des entreprises, des organismes et des établissements publics ou privés lorsque ces entreprises, organismes et établissements sont chargés de la gestion d'un service public ».

L'amendement Lamassouze ne prévoyait d'abroger que l'article 2 de la loi Le Pors et ne touchait donc que les personnels de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux publics. L'amendement qui sera déposé par le gouvernement couvrira la suppression de l'article 3 sur le secteur public, voire de la totalité des six articles de la loi de 1982. La conséquence de ces décisions va être de revenir à la situation antérieure à 1982. Les retenues sur salaire dans la fonction publique étaient alors réglementées par l'article 4 de la loi de finances rectificative du 29 juillet 1961 qui avait institué la règle du « trentième indivisible », selon laquelle une interruption du service pendant une durée inférieure à une journée

entraînait une retenue ne pouvant être inférieure au trentième du traitement mensuel.

Avec l'amendement gouvernemental on en reviendra au régime de 1961 pour la fonction publique et aussi au régime de la loi du 31 juillet 1963 pour les « personnels des entreprises, organismes et établissements publics ou privés (...) chargés de la gestion d'un service public », auxquels avaient été étendus les règles du « trentième indivisible ». Concrètement, vont donc être concernés par le retour au « trentième indivisible » d'avant 1982 les fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, les personnels des hôpitaux publics et ceux des entreprises énumérées dans le décret d'application de la loi de

1963 : Banque de France, Air France, Aéroports de Paris, SNCF, RATP, EDF-GDF, Compagnie des messageries maritimes, Charbonnages de France, Ni les banques, ni les assurances, ni Renault, ni les futures privatisables ou les actuelles nationalisées de 1982 ne sont concernées.

Si la loi Le Pors est abrogée dans sa totalité, cela aura pour conséquence de rétablir la loi Barre du 22 juillet 1977 — que le ministre communiste avait fait abroger, — qui précisait qu'il n'y a pas de service fait « lorsque l'agent s'abstient d'effectuer tout ou partie de ses heures de service » ou « lorsque l'agent, bien qu'effectuant ses heures de service, n'exécute pas tout ou partie des obligations de service qui s'attachent à sa fonction ».

Avant cette loi de 1977, une circulaire du 3 juin 1976 était allée dans le même sens, et le commissaire du gouvernement au Conseil d'Etat, M. Denoix de Saint-Marc, aujourd'hui secrétaire général du gouvernement, avait estimé à propos d'une contestation de cette circulaire : « Au critère solide, concret, objectif de l'interruption de service serait ajouté celui incertain, fuyant, subjectif du caractère insuffisant ou incomplet du travail fourni ». Pour le rapport Rouquette, qui avait introduit la loi Le Pors de 1982, comme pour les syndicats, il s'agissait d'une « restriction importante à l'exercice du droit de grève dans la fonction publique ».

MICHEL NOBLECOURT.

REPÈRES

Etats-Unis

4,8 % de croissance au premier trimestre

Le gouvernement américain a révisé en hausse la croissance économique durant le premier trimestre 1987, qui a finalement atteint 4,8 % en rythme annuel, son niveau le plus élevé depuis le deuxième trimestre 1984. Cette forte expansion ne rassure pas pour autant les analystes, car elle reflète essentiellement un gonflement des stocks des entreprises. En revanche, les résultats de la balance des comptes courants durant les trois premiers mois de l'année indiquent une tendance encourageante : le déficit a été ramené à 37,12 milliards de dollars, 2,3 % de moins que durant le trimestre précédent, grâce à une réduction du déficit du commerce extérieur de 288 millions de dollars.

France

Baisse de la production industrielle

La production industrielle en France a baissé de 1 % en avril. L'indice, calculé mensuellement par l'INSEE sur la nouvelle base 100 en 1980, s'est inscrit à 102 en avril, contre 103 en mars. Par rapport à avril 1986, la baisse est de 1 %. Mais, en moyenne mobile sur trois mois, la production industrielle retrouve cependant, en février-mars-avril, le niveau qu'elle avait atteint à l'automne dernier.

Taxation pétrolière

Washington condamné au GATT

La double taxation introduite le 1^{er} janvier dernier sur le pétrole vendu aux Etats-Unis, qui pénalise les produits pétroliers importés, est contraire aux règles du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), a estimé le groupe de travail spécial constitué à la suite de la triple plainte du Canada, du Mexique et de la CEE. Les Etats-Unis ont été invités par l'organisme à mettre fin à la discrimination ainsi créée entre produits nationaux et produits importés. Cette double taxation, peu significative par son montant (8,2 et 11,7 % par baril), avait été considérée par les fournisseurs de brut des Etats-Unis comme un « baillon d'essai » précédant l'introduction d'une taxe à l'importation beaucoup plus lourde (10 dollars) réclamée par le Parlement américain pour rééquilibrer son budget.

Contradictions

Légitimer dans la précipitation entraîne parfois des incohérences. Ainsi, à l'initiative de M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise), les députés toucheraient à l'article 521 du code du travail. Or celui-ci définit les personnes à qui s'appliquerait la règle du « trentième indivisible », si, comme l'annonce M. Chirac, la loi Le Pors est supprimée.

M. Delalande, soutenu par M. Bourg-Broc, voulait étendre l'obligation d'un préavis de cinq jours, avant une grève, aux agents des communes de moins de 10 000 habitants, non concernés par cette disposition pour l'instant. M. Dominique Perben (RPR, Seine-et-Marne), rap-

porteur de la commission des lois, et M. Galland s'opposent à cette disposition, ne voulant l'extension du préavis qu'aux fonctionnaires des régions. En les suivant, la majorité s'est-elle rendu compte de la portée de ce qu'elle décidait ? Son choix, est de toute façon curieux : le préavis sert, notamment, à prévenir le public des conséquences de l'arrêt d'un service public. Par quel droit le lire le plus gêné ? par la grève des services d'une mairie d'une petite ville, y compris le ramassage des ordures, ou par celui des fonctionnaires des régions qui n'ont aucun rapport direct avec lui ?

QUALITÉ

**10 000 ONT DÉJÀ DIT OUI !
ET VOUS ?**

2^e CONVENTION NATIONALE DES CERCLES ET DE LA QUALITÉ

19-20 JUIN
VILLEPINTE - PARIS NORD

500 STANDS, 230 HEURES DE PROGRAMMES,
PLUS DE 1 000 TÉMOIGNAGES D'ENTREPRISES ET DE SERVICES PUBLICS,
UN LIEU UNIQUE DE RÉFLEXION, D'ÉCHANGES, D'INFORMATIONS.

DE 9 H À 19 H LES DEUX JOURS. INSCRIPTIONS POSSIBLES SUR PLACE.
TARIFS PRÉFÉRENTIELS POUR LES ÉTUDIANTS.

OUVERTURE AU PUBLIC SAMEDI 20 DE 14 H À 19 H. PRIX : 35 F.

@AFCERQ Tél. : (1) 47 23 71 22

Le défi français de la qualité

DECIDEUR, AS-TU DU COEUR?

Faites d'Avignon votre nouveau théâtre d'opérations !
Depuis 4 ans, 86 entreprises nous ont rejoint créant près de 1 100 emplois nouveaux.
Un succès encourageant pour notre stratégie originale de développement économique qui, entre autres, génère aujourd'hui un pôle technologique agro-alimentaire. Chefs d'entreprises, décideurs, créateurs...
Venez profiter de nos idées, venez réussir avec nous !

Avignon

JEAN-PIERRE ROUX
Député Maire d'Avignon

Pour une première prise de contact,
appelez-nous ou renvoyez-nous ce coupon à :
AVIGNON EMPLOI DEVELOPPEMENT
14, rue Pempert du Rhône - 84000 AVIGNON - Tél. 03.82.45.70.

NOM _____
SOCIÉTÉ _____
ADRESSE _____
TEL _____

PRENOM _____
ACTIVITÉ _____

TEL _____

Economie

Les réactions syndicales

La CGT tente de faire monter la pression

Les syndicats continuent de réagir vivement aux intentions du gouvernement sur la limitation du droit de grève dans la fonction publique et le secteur public. Mais leur vivacité et leur capacité de mobilisation sont à géométrie variable. A Nîmes, le jeudi 18 juin, en ouvrant le comité confédéral national de FO, M. André Bergeron s'est longuement étendu sur les problèmes de la Sécurité sociale sans évoquer — dans le discours distribué — le

droit de grève. Mais la veille tout en se réjouissant que la proposition Ornano sur le contrôle parlementaire du budget de la Sécurité sociale ait été vidée de sa substance, il a lancé un avertissement : « Tout cela finira par très mal se passer. Dans un pays comme la France, on ne réglemente pas le droit de grève ». La CFTC de son côté a mis en garde contre « de telles décisions improvisées qui relèvent de la provocation ». Et la

FEN annonce « une riposte » à la restrée.

Après l'échec de la mobilisation des fonctionnaires tentée lundi par la CGT, la FEN et les autonomes, le vrai test devrait être constitué par la journée de grèves et de manifestations lancée jeudi par la CGT tant dans le secteur public que privé. M. Henri Krasucki a annoncé, outre le défilé à Paris du Trocadéro à Billancourt, « près d'une centaine de manifestations en province » et des arrêts de travail dans tous les secteurs.

salet le 18 juin d'une action de « rassemblement » : « Nous n'écarterons personne. Nous ne demandons de passeport syndical à personne ».

Interrogé pour savoir s'il accepterait une manifestation unitaire avec d'autres centrales syndicales, M. Krasucki a assuré : « Nous ne renonçons à rien y compris à des accords sur des objectifs précis. Nous n'écarterons rien mais nous tenons compte du comportement réel des organisations ».

Globaliser le refus

Cette « ouverture » unitaire a pourtant peu de chances de se concrétiser alors qu'en même temps M. Krasucki ironise à propos des manifestations CFDT-FEN-autonomes de lundi en indiquant qu'il n'a pas vu la moindre mobilisation. Par ailleurs, dans le rapport qu'il a présenté au comité confédéral, M. Alphonse Veronise, secrétaire de la CGT, affirme qu'il est nécessaire de bien faire la clarté sur l'attitude des autres centrales syndicales et les manœuvres qui en découlent, en ajoutant que le CFDT et FO... « appellent de leurs vœux l'instauration d'un service minimum ». L'unité n'est pas pour demain.

La CGT qui prépare une rentrée sociale « très offensive » et appelle à la « vigilance » contre les mauvais coups de l'État, n'entend pas en rester à une action de protestation

contre le seul droit de grève. Elle veut globaliser son refus à l'ensemble de la politique du gouvernement faisant apparaître, tant sur l'« austérité » que sur la « déréglementation », la filiation entre la politique de M. Chirac et celle des socialistes et soulignant même que l'aggravation de la répression anti-syndicale remonte à 1984.

Après ses actions — réussies — sur la sécurité sociale, avant celle du 23 juin sur les salaires, la CGT a tenté, jeudi, une nouvelle démonstration de force en opérant l'amalgame entre le droit de grève dans la fonction publique et la « répression » chez Renault. Là, plusieurs militants de la CGT et un militant du PC — M. Claude Jagnelin — sont menacés de licenciement tandis que le syndicat CGT du centre industriel de Billancourt s'est vu réclamer, mardi, le règlement « dans les vingt-quatre heures », de 70 millions de centimes pour les incidents du 29 août sur les Champs-Élysées.

M.M.

Le syndicat CGT de l'aviation civile appelle à la grève le 25 juin. — Le syndicat CGT de l'aviation civile, qui représente 13,25 % des voix des signataires du décret, appelle à une journée complète de grève, le jeudi 25 juin. Il veut ainsi dénoncer « les atteintes au droit de grève » et la création d'un établissement public de la navigation aérienne que « le ministre ressort chaque fois qu'il est en difficulté ».

M. Balladur rappelle M. Delors à son « devoir de réserve »

Les déclarations de M. Jacques Delors, le dimanche 14 juin au « Grand Jury RTL-Le Monde » (le Monde du 16 juin), sur la politique économique du gouvernement français ont été évacuées, le mercredi 17 juin devant l'Assemblée nationale, lors de la séance de questions d'actualité. M. Jean-Claude Delors (RPR, Girondin) s'est étonné que M. Delors, qui est président de la Commission des Communautés européennes, « sorte de son devoir de réserve pour contester la politique intérieure d'un pays membre ».

M. Edouard Balladur, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, lui a donné raison, en observant qu'il a pris connaissance « non sans surprise » des déclarations de M. Delors. M. Balladur a notamment observé que M. Delors a condamné le processus de privatisation. Il est évidemment en désaccord avec les « appréciations » portées par M. Delors. Il a ajouté : « Je ne répondrai pas, puisque le président de la Commission des Communautés européennes n'a pas à porter de jugements publics sur une politique nationale. Ce n'est pas avec lui que je dois débattre, c'est avec vous, messieurs les parlementaires (...). Pour ma part, je respecterai les principes constitutionnels. Je souhaite que chaque responsable de la Commission européenne respecte un stage de réserve et une discrétion qui sembleraient établis ».

A TRAVERS LES ENTREPRISES

BankAmerica appelle les Japonais à la rescousse

Confrontée à des pertes alourdies par sa décision, la semaine dernière, d'écarter de 1,1 milliard de dollars ses provisions pour créances douteuses, la BankAmerica, deuxième groupe bancaire américain, s'apprête à demander aux instituteurs de crédit japonais de l'aider à assainir sa situation. Après la visite au Japon du président du groupe, M. Clausen — ancien président de la Banque mondiale — le vice-président de la BankAmerica, M. Newman, s'adressera aujourd'hui 18 juin à Tokyo, aux représentants des vingt-trois principales banques nipponnes. Le détail du plan de soutien n'est pas encore totalement mis au point mais, selon le Wall Street Journal, BankAmerica rechercherait l'injection de 350 millions de dollars de capital. Deux nouvelles banques américaines ont, à leur tour, décidé de suivre le mouvement engagé à la mi-mai par le Citicorp : d'écarter leurs provisions pour créances douteuses, la Marine Midland, pour un montant de 400 millions de dollars et la Republic New-York pour 100 millions.

Magneti Marelli (FIAT) achète l'éclairage de Lucas

Magneti Marelli, la filiale de Fiat dans les équipements automobiles va acquérir la division éclairage du britannique Lucas. Cette acquisition se fera dans le cadre d'un regroupement plus large. Magneti Marelli reprend le contrôle de Fausto Carello, fabricant autrichien de phares, dans lequel Lucas détenait 40 %. C'est Carello qui prendra une participation majoritaire dans la division éclairage de Lucas. Magneti Marelli de son côté, apportera à Carello sa propre division éclairage, la SEM. L'ensemble représentera environ 1,5 milliard de francs et pourra détenir un quart de marché européen de l'éclairage automobile. Une opération qui s'inscrit dans la restructuration actuellement accélérée de l'équipement automobile en Europe.

Philippe et Sony défilent les spécifications du CD interactif

Associés depuis de nombreuses années autour de la technologie numérique, les deux grandes firmes néerlandaises Philips et japonaise Sony, viennent de définir avec précision les spécifications du disc compact interactif (CD-I) pour être une norme de standards.

Le CD-I se distingue du disc compact audio-numérique par la possibilité qu'il offre d'émettre un son direct et instantané par diffusion, aux données enregistrées sur le disque, qui peuvent être son, d'images fixes ou animées, de graphiques, de programmes ou de données informatiques.

L'interaction n'est cependant pas encore totale : les utilisateurs ne pourront pas, les données enregistrées de modifier sur le CD-I.

Le CD-I devra traiter de nombreux données, dans les industries des télécommunications, de l'éducation.

Il a une capacité de mémorisation de données de 660 mégabits.

M. Granger démissionne du secrétariat général de la fédération de la métallurgie CFDT

M. Georges Granger, secrétaire général de la fédération de la métallurgie et des mines CFDT, a annoncé, dans un communiqué publié le mercredi 17 juin, qu'il démissionnait de ses fonctions. Son successeur est M. Jean Limonet, qui était jusqu'à présent chargé, comme secrétaire national fédéral, des questions d'organisation et des finances.

M. Granger précise que « cette décision était prévue pour la fin de l'année 1987 et qu'elle a été anticipée pour permettre aux équipes de la FGMM de préparer le prochain congrès de la fédération sans être perturbée par un problème de succession ». M. Limonet, ajoute-t-il, « bénéficie de son soutien total pour les tâches qu'il va avoir à assumer ». M. Granger se déclare « convaincu qu'il maintiendra le cap de la politique d'adaptation du syn-

dicalisme, sans renoncements, que nous avons entreprise ensemble ».

[M. Granger avait succédé à M. Châtelain à la tête de la fédération de la métallurgie CFDT en 1979. Confronté à une situation sociale difficile dans un secteur soumis à une rude concurrence des effectifs, il manifesta de grandes qualités de négociateur à l'égard d'abord des deux d'extrême, l'extrême gauche et l'extrême droite, puis d'adaptation du syndicalisme, tout en soulignant que la CFDT reste ouverte à gauche même si elle ne devrait pas hésiter à déborder ses propres limites. Ses rapports avec M. Maire furent souvent difficiles, parfois conflictuels. Récemment, il avait mal réagi à deux événements qui l'avaient directement affectés : son élection au congrès confédéral de Bordeaux en juin 1985 du bureau national et le refus de sa « base » de signer l'accord du 17 juillet 1986 sur l'amélioration du temps de travail.]

Les nouveaux médias à Montpellier, ou comment s'épanouir dans un pôle de haute technologie.



Première ville du monde câblée industriellement en fibres optiques, Montpellier est devenue la ville pilote de la communication de demain. Bientôt, 200 000 Montpellierains auront accès, à partir d'un centre d'images, à la télédistribution et à la vidéocommunication interactive.

Avec le câble, Montpellier met les entreprises en contact direct avec le futur.

Pour les y préparer, des centres de formation prestigieux comme le Centre National de Formation des Télécommunications ainsi que le Centre National de Formation des Journalistes ont choisi de s'implanter à Montpellier.

Un centre de production cinématographique et audio-visuelle ultra-moderne complète avec les universités, les centres de recherche et la télévision locale, Télésoleil, le pôle des nouveaux médias.

En perpétuelle expansion, Montpellier préservera pourtant les valeurs qui la font aimer.

Et si Montpellier s'affirme comme Capitale de l'Europe au Sud, elle restera avant tout la capitale de cœur que l'on connaît aujourd'hui.

REJOIGNEZ MONTPELLIER LR. TECHNOPOLE!

En l'an 2000, à Montpellier, l'intelligence ne sera pas uniquement artificielle.



Pour tout renseignement : District de Montpellier - 14, rue Marcel-de-Sorres - 34000 Montpellier - Tél. : 67 52 18 19 - Téléc. : 490531F

Aéronautique

Un entretien avec les dirigeants de la firme américaine
« Boeing rapporte plus à la France qu'Airbus »

(Suite de la première page.)

— Vous protestez contre les subventions versées à Airbus. Pourquoi acceptez-vous que vos partenaires japonais et italiens reçoivent des aides pour construire, par exemple, des parties du Boeing-767 ?

M. THORNTON : Il faut bien lire l'article 6 de la partie aéronautique du GATT. La détermination du prix des avions civils doit se fonder sur une perspective raisonnable de couvrir tous les coûts. Je connais le cas japonais. Les industriels nippons ont, certes, reçu des avances de leur gouvernement pour leur participation au 767. Mais aujourd'hui, ces sommes sont pratiquement remboursées.

M. WILSON : Le motoriste français SNECMA est, lui aussi, un bon exemple de ce qu'il est possible de réussir. Il a reçu des avances gouvernementales pour sa participation avec General Electric au développement du réacteur CFM 56. Ces avances ont été royalement remboursées. Je me suis laissé convaincre, en 1977, par les deux grands présidents de ces sociétés, M. Ravaut et M. Neumann, d'installer leur réacteur sur notre 707.

M. THORNTON : Boeing achète plus en France que dans aucun autre pays à cause de la partie française des réacteurs CFM 56.

M. WILSON : Je le dis parce que je ne le lis nulle part : les achats que nous effectuons en France rapportent à celle-ci plus que la part française des Airbus.

Le monopole rend paresseux

— Airbus vous accuse, à son tour, de chercher à détenir le monopole de la vente des avions civils. Est-ce exact ?

M. THORNTON : Je souhaite, bien sûr, l'emporter sur tous nos concurrents, mais pas du tout pour récupérer 100 % du marché mondial. Ce serait néfaste pour Boeing, car ceux qui détiennent un monopole finissent par devenir paresseux.

— Comment réagiriez-vous à un accord de coopération entre Airbus et votre confrère américain McDonnell Douglas ?

M. THORNTON : Nous avons suffisamment à faire avec nos propres affaires. Qu'ils résolvent ensemble leurs problèmes !

— Boeing a fait preuve de beaucoup d'innovation dans le domaine commercial. Pour vendre vos avions, vous avez pris, au mois de mai, une participation financière chez United Airlines et vous êtes devenus, depuis quelques années, un important locataire d'appareils. Pourquoi ?

M. THORNTON : La construction aéronautique est une jungle où nous devons utiliser, pour survivre, toutes les armes à notre disposition. On oublie que cela fait vingt ans que nous nous préoccuons de financement. Déjà en 1965, nous avions persuadé United d'attendre trois ans pour recevoir nos nouveaux 737 en leur louant des 727 pour faire place à McDonnell Douglas qui proposait

de livrer immédiatement ses propres avions. Nous continuons à faire la même chose.

— En ce qui concerne notre prêt financier à United, le contexte boursier explique qu'on en ait beaucoup parlé.

— C'est pourtant la première fois que vous prêtez directement de l'argent à l'un de vos clients !

M. WILSON : Nous étions en compétition. Nous avons saisi une opportunité qui nous a permis d'emporter le marché. Nous avions pratiqué avec la même souplesse pour le contrat de vente des dix 747 à l'Arabie saoudite. Celle-ci nous a payé avec du pétrole que nous avons revendu. Il faut être créatif.

— Prendriez-vous une participation financière identique chez Texas Air, la première compagnie aérienne américaine, pour décrocher un énorme contrat de deux cents Boeing-737 ?

M. THORNTON : Non. Notre prêt à United est un prêt certes convertible en actions, mais c'est d'abord un prêt. J'ajoute que nous devons rester très sélectifs dans ce genre d'opérations.

M. WILSON : De toutes façons, la loi américaine nous interdit de posséder plus de 10 % du capital dans deux compagnies aériennes.

Le projet 737

— Vous semblez très prudents au plan technique. Pourquoi n'avez-vous toujours pas lancé votre projet 737, avion de cent cinquante places, proposé par un propulseur, nouveau moteur à hélice ?

M. THORNTON : Boeing est d'abord une entreprise commerciale. Le projet 737 suppose un investissement de plusieurs milliards de dollars. Avant de le lancer, nous voulons être sûrs que la technologie, qui fera sa force, est au point. Nous ne le déciderons pas tant que nous ne serons pas certains d'avoir des clients.

M. WILSON : Je trouve la formulation de votre question injuste. Lorsque nous avons décidé de fabriquer le 737 et le 767, vous auriez pu nous demander si nous n'avions pas perdu la tête de lancer deux avions en même temps. Depuis trois ans, nous avons programmé six ou sept dérivés de nos modèles, les 737-300, 737-400, 735-500, le 767-300 et 767-

300 à long rayon d'action. Je crois que, technologiquement, nous n'avons jamais cessé de faire preuve d'audace.

— Coopéreriez-vous avec Airbus à un programme d'avion super ou hypersonique ?

M. THORNTON : Je ne dis jamais « jamais », mais cette coopération sera difficile, car nous avons tous les deux notre fierté.

M. WILSON : Je ne suis pas tout à fait d'accord avec M. Thornton. Il réagit comme quelqu'un qui se trouve dans la mêlée et c'est normal. Pour ma part, je suis prêt de la retraite et je crois que l'avenir appartient à la coopération aéronautique internationale. Je vois arriver le jour où nous pourrions travailler avec British Aerospace, MBB ou Aerospaciale sur des projets d'avions hypersoniques ou transsoniques.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Des péages pour le développement des autoroutes d'Ile-de-France

Le conseil régional d'Ile-de-France a adopté, le 16 juin, le plan routier de 12 milliards de francs que lui présentait son président, M. Michel Girard (RPR) par 108 voix (RPR-UDF-FN) contre 85 (PC-PS). Ce plan prévoit une accélération du programme autoroutier, notamment pour la rocade A-86 et la rocade des villes nouvelles, baptisée la Francilienne. Il suppose le lancement d'un emprunt d'un milliard de francs, gagé sur la redevance acquiescée par les immeubles de bureaux dans l'ensemble de la région.

La réalisation de ces objectifs passe aussi par l'installation de postes de péage sur certaines nouvelles voies rapides, afin de faire payer plutôt l'automobiliste que le contribuable. Le premier de ces péages urbains concernera la future autoroute A-14 (Orgeval-La Défense), la future A-16 (autoroute du Nord-Picardie), l'A-15 (la rocade des villes nouvelles-Troyes et peut-être la rocade A-6). Aucun péage ne sera imposé sur les sections autoroutières existantes.

Le Monde
sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Juin 1987

LV MH MOET HENNESSY - LOUIS VUITTON

Projet de fusion entre les sociétés
 LOUIS VUITTON et MOET HENNESSY
 pour former le premier groupe
 du monde dans le domaine
 de la haute qualité et du prestige.

La BANQUE PARIBAS a pris l'initiative de proposer
 ce rapprochement aux deux sociétés.
 Elle a également joué le rôle de banque conseil
 de Louis Vuitton.

BANQUE PARIBAS
 3, rue d'Antin - Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Donnez
 du talent
 à votre
 argent.**

DU 15 AU 27 JUIN, DEVEZ-VOUS ACTIONNAIRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

► Devenir actionnaire de la Société Générale, c'est participer aux résultats d'une grande banque commerciale (2200 agences en France, 410 implantations dans 63 pays) dont la productivité est largement supérieure à la moyenne de la profession en France.

► C'est s'associer aux succès d'une banque qui a toujours donné la priorité à la compétence parce qu'elle est habituée à répondre à la clientèle la plus exigeante, celle des grandes entreprises.

► C'est investir dans un groupe qui a su multiplier ses diversifications autour de ce qu'il connaît bien, les métiers de l'argent : banque de trésorerie, crédit-bail, crédit à la consommation et à l'habitat, investissements industriels, etc.

► Pour 10 actions achetées et conservées au moins 18 mois, vous bénéficiez d'une action gratuite (5 au maximum).

► Vous pouvez souscrire auprès de tous les guichets Société Générale, dans les bureaux de Poste, les Caisses d'Épargne, auprès des Agents de Change, des Comptables du Trésor et dans toutes les banques ; une brochure et une note d'information visée par la COB y sont tenues gratuitement à votre disposition.

407^F

Vissas COB n° 87.186 du 19-05-1987
 et n° 87.227 du 12-06-1987

Renseignez-vous en appelant le (16.1) 47.30.44.11 ou Minitel 36.14 Générale

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



BANQUE WORMS

Le Banco di Sicilia et la banque Worms viennent de constituer un fonds commun de placement investi principalement dans les valeurs françaises et italiennes.

ITALVALORI

Les autorisations administratives nécessaires ont été obtenues et le fonds est ouvert au public depuis le 25 mai 1987.

La gestion de ce fonds sera assurée par la banque Worms en collaboration avec le Banco di Sicilia. Ils s'entoureront des conseils d'un comité d'investissement composé entre autres d'industriels italiens et français.

Ce fonds est destiné aussi bien à la clientèle italienne résidant en France qu'à la clientèle française désireuse de s'intéresser plus particulièrement au marché italien.

Les souscriptions seront recueillies auprès du Banco di Sicilia - 62, rue La Boétie, 75008 Paris, tél. : 45-63-87-06 et de la banque Worms - 16, rue de Montcaux, 75008 Paris, tél. : 45-63-14-08, poste 4823.



CRÉDIT AGRICOLE

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris
RCS Paris B 784 608 416 00011

CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les porteurs de titres participatifs du Crédit agricole sont convoqués en :

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

le 26 juin 1987 à 15 heures

A LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris.

en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport sur la situation et l'activité du Crédit agricole au cours de l'exercice 1986 ;

- rapport des commissaires aux comptes de la CNCA sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986 et sur les éléments servant à la détermination de la rémunération des titres participatifs.

Tout porteur, quel que soit le nombre de titres qu'il détient, a le droit de prendre part à cette assemblée générale.

Pour y assister, prière de vous munir d'une carte d'admission que vous aurez demandée à l'une des agences d'une caisse régionale de crédit agricole mutuel.

FRANCORAIL

FRANCORAIL informe que ANF-

Industrie s'est retiré du GIE en accord

avec les autres membres.

Les engagements et obligations du

GIE Francorail, de ses membres et de

ANF-Industrie, contractés avant le

12 juin 1987, ne sont pas modifiés par ce

retrait.

LA SOURCE PERRIER COMMUNIQUE

Perrier Group of America, filiale de

Source Perrier, en association avec un

groupement d'investisseurs internatio-

naux et la collaboration de la Société

générale, va pouvoir acquérir, sous

réserve de l'accord des autorités améri-

caines concernées, BCI Arrowhead,

division « Eaux minérales » de Béatrice

Food aux Etats-Unis.

Les affaires américaines de Perrier et

cette nouvelle Société représentent

actuellement un chiffre d'affaires

annuel de l'ordre de 460 millions de dol-

lars. Ce chiffre d'affaires se répartit à

égalité entre celui de Perrier Group of

America et celui de BCI Arrowhead.

Dans le chiffre de Perrier Group of

America les importations représentent

40 %.

La Source Perrier aura le contrôle de

l'ensemble de ces affaires d'eaux mini-

érales dont le marché est en pleine crois-

sance et progresse de 15 à 20 % par an.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4930

RAZEL

L'assemblée générale ordinaire réunie le 13 juin 1987 a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à F 1 363 millions contre

F 1 252 millions (+ 8,8 %). La progression de la part de l'activité en

France, qui passe de 46 % à 59 %, marque nettement la politique de recon-

struction amorcée par Razel depuis plusieurs années. Le bénéfice net consolidé

ressort à F 37,62 millions (+ 4 %). La marge brute d'autofinancement

consolidée s'élève à F 131 millions contre F 117 millions en 1985, en

progression de 11,9 %. En 1986, la trésorerie nette s'est accrue de 100 MF et les

fruits financiers représentent moins de 1 % du chiffre d'affaires. Les fonds

propres couvrent deux fois l'endettement, soit un ratio nettement supérieur à

celui de la profession.

DIVIDENDE

Le conseil d'administration a décidé la mise en distribution à compter

du 1^{er} juillet 1987 d'un dividende de F 20, assorti d'un avoir fiscal de F 10.

Compte tenu de l'attribution gratuite d'une action pour dix anciennes en

1986, la distribution globale progresse de 10 %.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Le redéploiement sur la France s'est accentué en 1986, aussi bien au

travers des filiales récemment acquises que par les implantations tradition-

nelles de RAZEL.

Parmi les dernières acquisitions figure BIANCO d'Alberville, entrée

dans le Groupe dès avant le choix de la Savoie pour les Jeux olympiques

d'hiver 1992, et qui d'ores et déjà travaille au premier maillon de la desserte

autoroutière des sites olympiques.

RAZEL a également pris une participation majoritaire dans TRA-

RIEUX et ROGARD, entreprise de Bâtiment et de Génie Civil de la région

du Limousin.

A l'étranger

L'activité du Groupe, essentiellement en Afrique, a subi en 1986 le

contrecoup de la crise économique due à la baisse conjuguée du dollar et du

prix du pétrole. Le chiffre d'affaires consolidé étranger s'est établi à F 563 mil-

lions contre F 673 millions en 1985, concrétisant ainsi la politique de recon-

struction de l'activité sur la France.

PERSPECTIVES

Les perspectives de développement sont excellentes grâce à la relance

en France, au niveau des infrastructures, de grands chantiers, tels que au-

toroutes, TGV Nord, plan routier Ile-de-France, RATP.

A ces derniers, s'ajoutent de grands projets comme Euro-Disneyland,

Eurotunnel et les Jeux olympiques d'hiver de 1992, qui représentent un

vaste marché potentiel pour le premier terrassier de France.

RAZEL poursuit sa stratégie de recentrage, par l'acquisition d'entre-

prises régionales, qui lui permet d'être présent sur une grande partie du BTP

en France.

Le conseil d'administration réuni le même jour a décidé à la suite des

autorisations de l'assemblée générale extraordinaire de procéder à une émis-

sion d'ABSA de 120 MF.

Agriculture

Après l'échec de la réunion des ministres des Douze

La commission pourrait imposer une baisse des prix des céréales

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
(notre correspondant)

Les ministres de l'agriculture des Douze se sont séparés, le jeudi 18 juin à l'ambassade, sans être parvenus à s'entendre sur les nouveaux prix et, de manière plus générale, sur la politique à suivre au cours des mois à venir.

Malgré cet échec, ils caressent encore l'espoir de ne pas avoir à réclamer l'arbitrage du Conseil européen qui se réunit les 29 et 30 juin à Bruxelles.

Les sondages opérés mercredi par M. Paul De Keersmaecker, le ministre belge, qui préside les travaux des Douze, ont révélé qu'il existait une majorité qualifiée sur deux des trois principaux volets du « paquet » dont débattait le conseil. Il s'agit d'une part d'adopter une méthode qui garantirait le démantèlement automatique en deux ans des nouveaux montants compensatoires monétaires (MCM) qui seraient créés en cas de modification des parités en sein du système monétaire européen. D'autre part, des ajustements de prix ainsi que des aménagements à apporter aux règlements européens organisant les marchés. Sur ces deux volets, la RFA est isolée.

En revanche, sur le troisième volet, à savoir l'instauration d'une taxe sur les huiles végétales produites et importées dans la Communauté, il existe encore une minorité de blocage. La commission, appuyée en particulier par la France, considère que le « paquet » forme un tout indissociable. Il faut donc que cette minorité de blocage disparaisse pour qu'on puisse passer au vote et éventuellement conclure.

La présidence belge et la commission considèrent que ce n'est pas à un objectif hors de portée vouloir multiplier les contacts au cours des jours à venir afin d'essayer d'y parvenir.

C'est dire que l'attente va se concentrer sur l'affaire de la taxe sur les huiles végétales. Trois pays y sont nettement opposés : le Royaume-Uni, dont l'hostilité est jugée par M. François Guillaume, le ministre français, comme « irrémédiable », les Pays-Bas et l'Allemagne qui sont considérés comme moins fermés. La présidence belge aidée par la commission va s'employer à ce que l'un ou l'autre change de camp. Si elle réussit, les ministres de l'agriculture se réuniront encore avant le conseil européen afin, si possible, d'en terminer.

Si elle réussit, les ministres de l'agriculture se réuniront encore avant le conseil européen afin, si possible, d'en terminer.

Si elle échoue, ce serait aux chefs d'Etat et de gouverne-

ment de trancher.

C'est pour des raisons budgétaires que, malgré la très vive opposition de Washington, la commission estime indispensable d'instaurer cette taxe sur les huiles végétales baptisée pudiquement « mécanisme stabilisateur ». En effet, l'écart entre les ressources budgétaires dis-

ponibles et les dépenses affectées au soutien des marchés agricoles va croissant. La progression de ces dépenses est particulièrement spectaculaire dans le secteur des corps gras. Bruxelles insiste sur le fait que la taxe n'est pas discriminatoire et ne devrait donc pas gêner les fournisseurs extérieurs de la CEE et en particulier les exportateurs de soja américains.

Mercredi, M. Frans Andriessen, le vice-président de la commission chargée des affaires agricoles, a proposé leur donner deux assurances supplémentaires : la taxe ne serait qu'expérimentale pendant deux ans, et si elle entraîne des baisses des importations, la commission s'engage à compenser les pertes subies au 1^{er} octobre 1988.

Contrepartie

Il est probable qu'en tout état de cause le Conseil européen se saisira du dossier. Le problème posé ne se limite pas, en effet, à décider si oui ou non il est opportun d'instaurer la taxe. Dans l'hypothèse où elle serait effectivement créée, il conviendrait également, pour éviter que ne se répètent les tristes débâcles de jadis, de s'entendre sur ce qu'on fera si les Américains décident des représailles.

Si l'hypothèse de la taxe est levée il deviendra possible de passer au vote. En l'état actuel des choses, M. Ignaz Kisch, le ministre allemand, a fait connaître son intention d'opposer son veto aux propositions de la Commission sur les MCM et sur les ajustements de prix. Il est vrai que si des sacrifices importants sont encore demandés aux agriculteurs, les propositions de la Commission aboutiront, par des moyens divers, à des baisses de prix des céréales de l'ordre de 11 % en RFA et, en raison des ajustements du franc vert, de 6 % à 7 % en France. Pour le colza, la diminution atteindrait 16 % en RFA et 10 % en France ; pour le tournesol, 14 % et 8 %. Dans le cas où le gouvernement fédéral se montrerait prêt à bouger sur la taxe, on peut imaginer qu'il s'emploierait à obtenir en contrepartie quelques assouplissements en ce qui concerne les MCM et les niveaux des prix.

On ne peut certainement pas exclure que les ministres de l'agriculture et même le Conseil européen se parviennent à débloquer la situation. Envisageant une telle carence, la Commission a déjà annoncé son intention de « prendre ses responsabilités afin d'assurer le fonctionnement des marchés ». Son porte-parole a indiqué qu'elle avait l'intention d'interpréter les pouvoirs que lui reconnaît le traité de Rome « de manière dynamique », c'est-à-dire en tenant compte de la nécessité de limiter les dépenses de soutien. S'agissant de céréales, cela pourrait signifier la mise en œuvre forcée de ses propositions, lesquelles, on l'a vu, se traduiraient en France par une baisse des prix de l'ordre de 6 % à 7 %.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

La visite en France du vice-président du conseil des ministres d'URSS

Une demi-douzaine de projets de sociétés mixtes près d'aboutir

A l'issue de l'entretien de M. Vladimir Kamentsev, vice-président du conseil des ministres soviétique, avec M. Jacques Chirac, le mardi 16 juin, on s'était déclaré frappé à Matignon, du ton « extrêmement chaleureux » de la discussion. Les hommes d'affaires qui ont rencontré le lendemain la délégation soviétique ne pouvaient que souscrire à cette appréciation, les débats qui ont surtout tourné, au CNPF, sur la création de sociétés mixtes ayant confirmé la volonté de pragmatisme des Soviétiques.

L'intérêt né de la décision de Moscou de promouvoir des sociétés conjointes pour faciliter la modernisation de l'économie a dépassé le stade de la simple curiosité polie. Certes, lorsque M. Kamentsev a assuré que deux cent cinquante projets étaient à l'étude avec des entreprises américaines, allemandes, japonaises, italiennes et françaises, il ne pouvait affirmer que de telles opérations se concrétiseraient rapidement. Dans le cas de la France, où l'extrême prudence l'emporte encore, vingt-sept propositions sont à l'étude dont six sont au stade du « protocole d'intention ». Thomson envisage la création d'une entreprise de fabrication de téléviseurs couleur, L'Oréal a un projet dans le domaine de la parfumerie, Pechiney pourrait être présent dans l'emballage aluminium, des opérations avec Intergra sont bien avancées, le Crédit lyonnais et Indosuez ont signé un protocole d'accord avec la Banque soviétique du commerce extérieur.

Ce « petit bouillonnement », comme le qualifie un participant à la réunion du CNPF, semble timide comparé au mouvement qui se dessine notamment avec la RFA, principal partenaire commercial occidental de l'URSS. Une centaine d'opérations de sociétés mixtes sont à l'étude de l'autre côté du Rhin. Mais les Allemands comme les Américains ou les Français attendent encore de nombreuses précisions avant de s'engager tout à fait. M. Malkovitch, premier vice-ministre du commerce extérieur, a reconnu qu'il existait encore des « trous dans l'information » et des « lacunes dans les statistiques ». Le fait que la législation du 13 janvier puisse être amendée pour tenir compte des inquiétudes des candidats aux joint-ventures n'a d'ailleurs qu'à moitié rassuré les Français présents. Mais si le chemin s'annonce lent et complexe, l'annonce de la création d'un groupe de travail franco-soviétique pourrait faciliter l'effort de réflexion mutuel.

M. Kamentsev s'est, en outre, attaché à répondre à l'une des principales préoccupations des industriels : les sociétés mixtes ne doivent pas seulement correspondre à la volonté de l'URSS d'accroître ses exportations pour augmenter ses recettes en devises convertibles, à-t-il assuré. Elles doivent également tenir compte des besoins des consommateurs soviétiques. Les entreprises occidentales intéressées en priorité au marché intérieur de l'URSS y verront une lueur d'espoir.

F. Cr.

Marchés financiers

PARIS, 17 juin ↓

Lourd

Le temps s'est à nouveau couvert mercredi rue Vivienne. Encore très résistante la veille et dans la matinée, le marché s'est par la suite assez brutalement alourdi.

A l'ouverture, la baisse dépassait très largement 1 % et si, au fil des cotations, les écarts ont tendu un peu à se réduire, le résultat final n'en a pas moins été assez mauvais. A la clôture, l'indice des valeurs françaises a perdu de 0,96 %.

Around de la corbeille, les mines, encore assez réjouies la veille, étaient derechef déçues. « L'indice des prix pour mai est très mauvais (+ 0,4 % - 0,5 %) », assure-t-on en ajoutant que le déficit commercial de la France se serait encore accru. Renseignements pris, l'indice des prix, effectivement publié en fin de matinée, n'a monté que de 0,2 %, comme attendu. En revanche, l'on apprend que, en termes d'échanges, le commerce extérieur s'est amélioré, moitié moins cependant que les boursiers ne le redoutaient.

En tout cas, en fin de matinée, d'assez grosses ventes d'origine britannique ont été enregistrées, de sorte qu'un professionnel, nos amis d'outre-Manche ne désertant pas sans raisons. A moins que ce ne soit en prévision de la très prochaine liquidation.

De toute façon, avec la fermeté du dollar, des taux d'intérêt un peu plus sages et la très belle allure de Wall Street, le marché de Paris aurait dû au moins se maintenir à l'équilibre.

Au premier étage, le paysage offert par les obligations et le MATIF n'était pas très accueillant non plus (doux euphémisme).

Notons enfin que mardi un bloc de 129 043 actions BSN a changé de mains pour quelque 650 millions de francs, paraît-il pour la constitution d'un nouveau dur d'actions amies, en vue de faire échec à toute espèce de « raid ».

CHANGES

Dollar : 6,0950 F ↓

Sur des marchés des changes assez calmes, l'annonce de l'importation de déficits commerciaux français a provoqué un fléchissement modéré du franc par rapport au deutchmark, dont le cours est passé de 3,3360 F à 3,3420 F. Quant au dollar, il évolue dans un corridor étroit.

FRANCORT 17 juin 18 juin

Dollar (en DM) .. 1,83 1,84

TOKYO 17 juin 18 juin

Dollar (en yen) .. 145 144,38

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (18 juin) .. 77/88

New-York (17 juin) .. 67/85

NEW-YORK, 17 juin ↑

Bis repetita

« Regardons mon record, comme il est beau. » C'est ce que Wall Street a semblé vouloir dire mercredi en reproduisant au centième de point près sa performance de la veille.

Après être redescendu à 2 390,70, puis remonté à 2 427,25, l'indice des valeurs américaines, le fameux « Dow », s'est immobilisé à 2 407,35, son exactement au même endroit que mardi.

Le marché a en tout cas un peu plus de mal globalement à égaler son propre record. Le bilan de la journée est mitigé. Il a été plus contrasté. Sur 1 954 valeurs traitées, 778 ont progressé, 774 ont baissé et 432 n'ont pas varié.

Les professionnels se sont néanmoins déclarés très satisfaits du comportement de la Bourse. L'écoulement du dollar a encore une fois contribué à favoriser une reprise des achats après les ventes bénéficiaires matinales. Les créanciers d'entreprises s'accroissent cependant qu'ils ne doivent pas laisser échapper l'occasion de participer à cette campagne de hausse continue.

L'intérêt s'est principalement porté sur les actions des sociétés sur lesquelles les traités des rumeurs d'OPA, Giffens a été du lot, a monté de 6 % et fait partie des valeurs les plus traitées (1,62 million de titres). L'activité s'est accrue, ce qui est bon signe, et 184,72 millions de titres ont changé de mains, contre 157,79 la veille.

VALEURS	Cours de 16 juin	Cours de 17 juin
Alcoa	53 1/8	53 1/8
Amalgamated	27 1/4	27 1/4
A.T.T.	48 1/2	48 1/2
Boeing	175 3/8	175 3/8
Chemical Bank	87 1/2	87 1/2
Eastman	88 1/8	88 1/8
Exxon	82 3/4	82 3/4
General Electric	82 7/8	82 7/8
General Motors	81 1/8	81 1/8
IBM	182 1/4	181 1/4
ITT	58 1/2	58 1/2
Johnson & Johnson	38 5/8	38 5/8
Kimberly-Clark	20 1/4	20 1/4
McDonald's	44 3/4	44 3/4
Merck & Co	56 5/8	56 5/8
Pharmacia	29 3/4	29 3/4
Schlumberger	31 3/8	32 1/2
Wheaton	51 1/8	51 1/8
Woolworth	75 1/8	75 1/8

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

16 juin 17 juin

Valeurs françaises .. 103,6 102,7

Valeurs étrangères .. 119,1 119,4

C^o des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général .. 417,2 414,5

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

16 juin 17 juin

Industrielles .. 2 407,35 2 407,35

LONDRES

(indice Financial Times)

16 juin 17 juin

Industrielles .. 1 794,5 1 801,7

Mines d'or .. 382,7 382,1

Fonds d'Etat .. 92,28

TOKYO

17 juin 18 juin

Nikkei Dow Jones .. 2592,6 2578,5

Indice général .. 224,9 222,82

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 juin

Nombre de contrats : 54 755

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Jun 88
Dernier	103,30	103,15	103,70	-
Précédent	103,75	103,65	103,50	103,75

17 JUIN Cours relevés à 17 h 31

Comptant

(selection)

Second marché

(selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			Étrangères			SICAV (selection)			17/6			17/6			17/6			17/6		
Exp. 7 1/2 1977	8901	8925	Chem. de France	670	687	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 8 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 9 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 10 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 11 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 12 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 13 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 14 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 15 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 16 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 17 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 18 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 19 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 20 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 21 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 22 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 23 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 24 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 25 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 26 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 27 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 28 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 29 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 30 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 31 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 32 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 33 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 34 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 35 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 36 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 37 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 38 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 39 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 40 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 41 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 42 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 43 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 44 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 45 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 46 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 47 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 48 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 49 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 50 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 51 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 52 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 53 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 54 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 55 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 56 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 57 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 58 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 59 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 60 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 61 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 62 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 63 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 64 1/2 1977	120 25	120 25	Chem. de France	680	685	Op. Pérou	370	386	A.E.P. S.A.	1169	1189	Drac. Américain	500	500	Mitidoro Internat.	941	938	Aluminium	665	670
Exp. 65 1/2 1																				

36.15 TAPEZ **LEMONDE** et BAR